

2021

Société financière IGM | Rapport annuel

Améliorer la vie des Canadiens

TSX : IGM



Table des matières

- 3 Notre raison d'être
- 4 Faits saillants de 2021
- 6 Lettre aux actionnaires
- 11 Structure de la Société
- 12 Faits saillants du secteur Gestion de patrimoine
- 13 Faits saillants du secteur Gestion d'actifs
- 13 Faits saillants du secteur Investissements stratégiques
- 14 Nos gens
- 16 Notre engagement à l'égard du développement durable
- 17 Rapport de gestion
- 94 États financiers consolidés

Les lecteurs sont priés de se reporter aux mises en garde à l'égard des déclarations prospectives et des mesures financières non conformes aux normes IFRS et mesures additionnelles conformes aux normes IFRS, à la page 18 du présent rapport.

À moins d'avis contraire, tous les chiffres figurant dans le présent rapport sont présentés en dollars canadiens et sont en date du 31 décembre 2021 ou pour l'exercice clos à cette date.

IGM déploie les stratégies uniques de chacune de ses entreprises tout en maximisant la valeur des connaissances et des ressources partagées.

La SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IGM INC. (TSX : IGM) est une société de gestion d'actifs et de patrimoine de premier plan qui soutient des conseillers financiers et les clients qu'elle sert au Canada, ainsi que des investisseurs institutionnels partout dans le monde.

Le groupe de sociétés d'IGM fournit une vaste gamme de services de planification financière et de gestion de placements afin d'aider les Canadiens à atteindre leurs objectifs financiers. La Société crée de la valeur pour les actionnaires en exerçant des activités dans les trois principaux secteurs suivants :

- Gestion de patrimoine
- Gestion d'actifs
- Investissements stratégiques

Raisons d'investir

- Des mesures audacieuses de transformation des sociétés en exploitation, donnant lieu à un accroissement des parts de marché et à des gains d'efficacité opérationnelle
- Une équipe de direction expérimentée qui vise à favoriser l'innovation, une culture agile et des résultats exceptionnels pour les clients
- De formidables occasions de croissance grâce à des investissements dans les technologies financières, dans les marchés des placements alternatifs de sociétés fermées et le marché chinois
- Les assises financières solides, la taille imposante et la gouvernance rigoureuse dont nous bénéficions en faisant partie du groupe de sociétés de Power Corporation
- Une perspective à long terme de création de valeur pour les actionnaires et un engagement manifeste à l'égard de la responsabilité d'entreprise

Notre raison d'être

Le groupe de sociétés de la Société financière IGM s'engage à améliorer la vie des Canadiens, en offrant une meilleure planification et une meilleure gestion de leur argent.

Nous aidons les gens à mieux gérer leur argent afin qu'ils puissent vivre la vie qu'ils méritent.

Nous nous efforçons d'y parvenir en mettant l'accent sur les éléments suivants :

De meilleures expériences

Nous réunissons le meilleur des deux mondes pour nos gens – l'imputabilité et l'agilité d'un petit joueur avec l'envergure et l'impact d'une grande entreprise – tout en accordant plus de place à la croissance, dans un environnement de travail diversifié et inclusif.

De meilleures solutions

Nous prônons l'amélioration du bien-être financier des Canadiens en facilitant l'accès à des solutions complètes de planification des placements et du patrimoine, en nous appuyant sur des relations durables, et non sur des transactions.

De meilleures collectivités

Nous tirons parti de notre connectivité locale d'un océan à l'autre et de notre renommée mondiale pour améliorer nos collectivités, l'environnement et le monde qui nous entoure, ce qui crée un impact collectif qui va bien au-delà de l'entreprise.

Une meilleure participation

À titre de membre du groupe de sociétés de Power Corporation, nous trouvons un équilibre entre les besoins à court terme et les perspectives à long terme axées sur la création d'une valeur pérenne et d'un avenir durable pour les générations à venir.

Construire une culture de l'amélioration commence par des valeurs qui nous rendent meilleurs



Nous sommes progressistes.

Nous pensons à l'avenir et nous remettons les conventions en question pour rechercher de nouvelles et meilleures façons de travailler.



Nous avons l'esprit d'entreprise.

Nous célébrons l'initiative et encourageons chacun à être responsable de ses actes.



Nous sommes responsables.

Nous nous imposons les normes les plus strictes et faisons ce qui est juste pour aujourd'hui et durable pour notre avenir.



Nous sommes inclusifs.

Nous adoptons et cultivons nos perspectives uniques comme un atout à faire valoir.

Faits saillants de 2021

Nos clients

Plus de 1 million

de clients d'IG Gestion de patrimoine

Plus de 30 000

conseillers externes au service de plus de 1 million de clients de Mackenzie

198 000

clients d'Investment Planning Counsel

51 %

de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie est détenu dans des fonds notés quatre ou cinq étoiles par Morningstar

4,32 G\$

d'actif géré dans les solutions durables gérées par Mackenzie¹, en hausse par rapport à 1,65 G\$ en 2020



Pour la cinquième année consécutive, IGM a été reconnue en ce qui a trait à son leadership dans la communication de l'information sur les changements climatiques



IG et Mackenzie se sont engagées à respecter les PRI et les sous-conseillers sont tenus de les signer

Nos gens

Plus de 3 800

employés dans l'ensemble du groupe de sociétés d'IGM

1 761

conseillers d'IG cumulant plus de quatre ans d'expérience et un réseau total de 3 278 conseillers et associés

28 %

des conseillers et des associés d'IG étaient des femmes

32 %

des postes de hauts dirigeants (niveau de vice-président et postes plus élevés) à IGM sont occupés par des femmes

L'espace de travail hybride de l'avenir d'IGM

Création d'espaces de travail de premier ordre et d'un modèle de travail hybride pour offrir choix et flexibilité aux employés, un élément fondamental de l'expérience employé inclusive



IG est reconnue comme l'un des 100 meilleurs employeurs au Canada

Mackenzie et IPC se classent parmi les meilleurs employeurs du Grand Toronto

Notre monde



IGM s'est classée au premier rang parmi les entreprises de gestion d'actifs et de marchés financiers au palmarès 2022 des 100 sociétés les plus durables au monde de Corporate Knights



IMAGINEZ LE CANADA

Nouveau partenariat avec le Centre national pour la vérité et la réconciliation dans le cadre du programme éducatif Imaginez le Canada, qui vise les jeunes de la maternelle à la 12^e année et du Cégep

1,92 M\$

recueilli dans le cadre de la Campagne Entreprise généreuse IGM, une hausse de 23 % par rapport à 2020



La série en diffusion continue d'IG suit le parcours d'un groupe d'entrepreneurs composé d'Autochtones, de nouveaux arrivants, d'aînés et de jeunes qui réalisent leurs rêves grâce à l'éducation financière



670 000 \$

de dons au profit d'organismes caritatifs partout au Canada en 2021

Nous sommes fiers de nos engagements et de nos réalisations visant à bâtir un avenir viable



1. À Mackenzie, toutes les boutiques de placements intègrent des facteurs ESG dans leur processus de placement. Le montant de 4,32 G\$ inclut des produits seulement liés aux investissements durables, pour lesquels les objectifs en matière de développement durable sont clairement indiqués dans les objectifs et les stratégies de chaque produit faisant l'objet d'un prospectus.

Faits saillants pour les actionnaires

Niveau record pour le bénéfice net²

978,9 M\$
4,08 par action

Hausse de 28 % par rapport à 2020

Niveau record pour l'actif géré et l'actif sous services-conseils

277 G\$

Hausse de 15 % par rapport à 2020

Rendement total pour les actionnaires sur un an

38,8 %

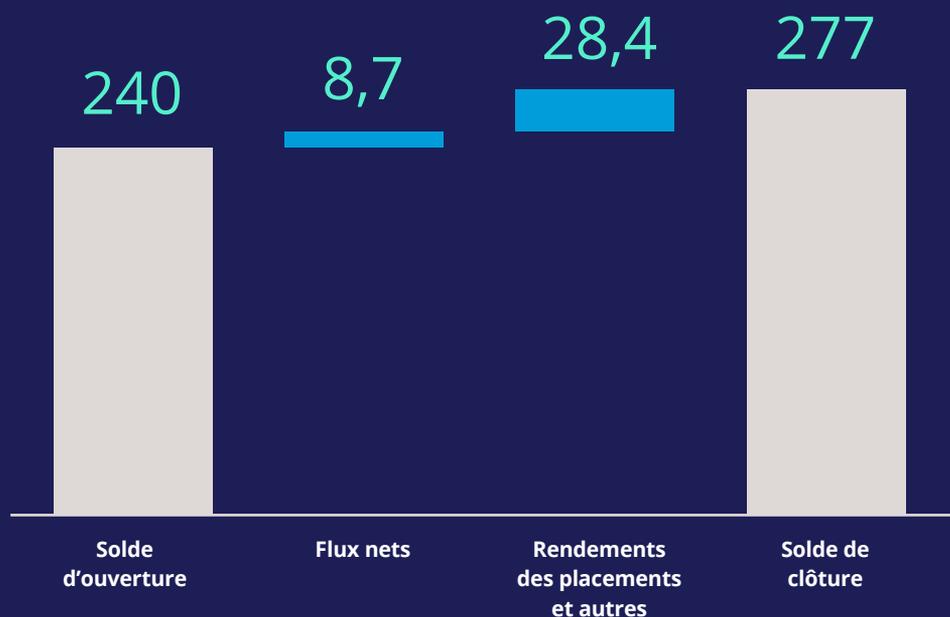
Dividendes déclarés

537,8 M\$
2,25 \$ par action

par action ordinaire

Une croissance solide de l'actif

Actif géré et actif sous services-conseils de la Société financière IGM pour 2021 (en G\$)



2. attribuable aux actionnaires ordinaires

Total de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils (en G\$)

	Solde d'ouverture	Flux nets	Rendements des placements et autres	Solde de clôture
IG Gestion de patrimoine	103,3	3,7	12,6	119,6
Investment Planning Counsel	29,3	0,5	3,3	33,1
Placements Mackenzie	110,9	5,1	13,1 ³	129,1
Données consolidées de la Société financière IGM⁴	240,0	8,7	28,4	277,1

3. Le poste Rendements des placements et autres inclut la variation de l'actif géré à titre de sous conseiller de la Canada Vie.

4. Les résultats consolidés éliminent la double comptabilisation dans les cas où les activités sont présentées dans plus d'un secteur.

Lettre aux actionnaires

Cette deuxième année de pandémie nous a de nouveau permis de tirer des leçons pour renforcer notre résilience. Bien que cette période ait été éprouvante, beaucoup d'entre nous s'adaptent à la nouvelle normalité, avec un sentiment d'optimisme croissant.

À IGM, nos activités visent à améliorer la vie des Canadiens en leur offrant une meilleure planification et une meilleure gestion de leur argent. Nos clients sont plus motivés que jamais à renforcer leur résilience face aux éventuelles incertitudes. Ils font le lien entre le mode de gestion de leur argent et la façon dont cette gestion peut améliorer tous les aspects de leur vie, aujourd'hui et pour les années à venir. Ils souhaitent aussi que leurs investissements aient un impact plus large afin de contribuer à la lutte contre les changements climatiques, de promouvoir l'équité et l'inclusion, et plus encore.

Nous sommes fiers d'avoir été présents pour nos clients pendant qu'ils faisaient face aux défis de la pandémie et réfléchissaient à leur avenir. Grâce aux efforts exceptionnels de nos employés et de nos conseillers, nos clients ont obtenu de très bons rendements en 2021, tout comme nos actionnaires, et nos activités sont sur une lancée manifeste.

À la fin de l'exercice, l'actif géré et l'actif sous services-conseils avaient atteint un niveau record de 277 G\$, en hausse de 15 % par rapport à l'exercice précédent. Pour l'exercice, les entrées nettes se sont établies à 8,7 G\$, ce qui constitue aussi un record et une hausse par rapport à 7,1 G\$ en 2020. Le bénéfice net annuel s'est chiffré à 978,9 M\$, ou 4,08 \$ par action, ce qui représente un record inégalé et une hausse de 28 % par rapport à 2020.

Une dynamique croissante

Pour les Canadiens, la capacité d'IGM de démystifier des marchés financiers de plus en plus complexes, c'est-à-dire de fournir des directives exhaustives et claires en ce qui a trait à tous les aspects de la vie financière de nos clients, tout en apportant des solutions de qualité institutionnelle aux investisseurs de détail, nous a permis de nous démarquer au sein de notre secteur. Par conséquent, les deux grands moteurs de nos activités, soit la gestion de patrimoine et la gestion d'actifs, ont affiché un solide rendement et sont sur la bonne voie pour connaître une croissance soutenue. De plus, nos placements stratégiques ont continué de contribuer à améliorer notre profil de croissance et à élargir nos capacités.

Gestion de patrimoine

Compte tenu de la persistance de la pandémie et de l'augmentation des préoccupations liées à l'inflation, il était essentiel pour IG Gestion de patrimoine et Investment Planning Counsel de demeurer proches de leurs clients et de les aider à composer avec les conditions du marché en constante évolution, qui ont eu une incidence directe sur leurs portefeuilles de placement.

Sous la direction de M. Damon Murchison, IG Gestion de patrimoine a continué d'afficher une croissance solide et durable. L'actif sous services-conseils des clients a augmenté de 16 % par rapport à 2020, pour s'établir à un niveau record de 119,6 G\$, tandis que les entrées nettes pour l'ensemble

Nous sommes fiers d'avoir été présents pour nos clients pendant qu'ils faisaient face aux défis de la pandémie et réfléchissaient à leur avenir.

de l'exercice ont atteint un niveau record de 3,7 G\$, en hausse par rapport à 795 M\$ à l'exercice précédent.

Afin de poursuivre sur sa lancée, IG a solidifié son équipe de direction, ce qui a permis d'y ajouter une expertise reconnue en matière de placements et d'expérience client. L'offre d'IG Gestion privée de patrimoine a continué de soutenir les secteurs prospères du marché de masse et de la clientèle aisée et à valeur élevée. En 2021, les ventes de produits de placement aux ménages dont l'actif investi auprès d'IG dépasse les 500 000 \$ ont augmenté de 46 % par rapport à 2020, ce secteur représentant 59 % de nos ventes, en hausse par rapport à 54 % en 2020.

Les relations avec les clients ont été facilitées par le déploiement du logiciel de planification financière Conquest. Ce logiciel utilise l'intelligence artificielle et l'analytique avancée et il permet une collaboration en temps réel et à distance pour fournir un niveau de planification de plus en plus sophistiqué. La technologie permet aux conseillers d'élaborer et de mettre à l'épreuve différents scénarios, de tenir compte de situations complexes, et d'adapter rapidement les plans en fonction des changements qui surviennent dans la vie des clients. De tels investissements ont sans aucun doute contribué à l'amélioration du pointage d'IG dans 26 des 27 catégories d'affaires du Investment Executive Dealers' Report Card de 2021, soit plus que toute autre société visée par l'étude. Le pointage des sociétés est fondé sur les commentaires des conseillers à leur égard.

Le lancement du portefeuille Action climat IG a constitué une autre avancée significative dans le cadre de notre engagement visant à être un chef de file dans le domaine des initiatives durables, en offrant aux clients une nouvelle façon de soutenir la transition mondiale vers une économie carboneutre et de tirer parti des occasions de croissance qui s'y présentent. Lancée à la fin d'octobre 2021, la série de quatre solutions gérées diversifiées a été très bien accueillie.

Investment Planning Counsel (« IPC ») a affiché de solides résultats financiers en 2021. Son bénéfice net ayant atteint un niveau inégalé en enregistrant une hausse de 34 %, elle est en voie de connaître un succès encore plus grand

dans l'avenir. Afin de tirer parti des nouvelles occasions, IPC a renforcé son équipe de direction. Ainsi, Chris Reynolds occupe le nouveau poste de président exécutif, et Blaine Shewchuk, auparavant chef de la stratégie et de l'expansion d'IGM, assume désormais le rôle de président et chef de la direction.

IPC a continué d'élargir son modèle de succursales et est bien positionnée, car une génération de conseillers indépendants envisagent de prendre leur retraite et de transférer leur entreprise à un partenaire stratégique. Les résultats ont été bonifiés par la réputation d'IPC auprès de ses conseillers financiers. L'entreprise a obtenu un pointage exceptionnel, soit 9,1 sur 10, dans le Dealers' Report Card.



James O'Sullivan

Président et
chef de la direction
Société financière IGM

Gestion d'actifs

Placements Mackenzie, dirigée par M. Barry McInerney, a déployé des solutions et des produits d'avant-garde et novateurs, tout en affichant des résultats records pour une deuxième année consécutive.

Le total de l'actif géré a atteint un nouveau record en s'établissant à 210,3 G\$, ce qui représente une hausse de 14 % par rapport à 185,1 G\$ à la fin de 2020. En 2021, Mackenzie a enregistré des ventes nettes de fonds d'investissement record de 5,4 G\$ et des ventes nettes totales (y compris les ventes institutionnelles) de 5,1 G\$.

L'investissement durable constitue l'un des principaux facteurs de croissance de Mackenzie, car les investisseurs institutionnels et de détail cherchent à obtenir de meilleurs rendements ajustés en fonction du risque, tout en contribuant à des changements sociaux et environnementaux positifs. La Société continue de développer ses capacités et ses solutions et de se bâtir une réputation dans cet environnement en pleine croissance. Après avoir acquis Greenchip Financial, spécialisée dans les placements centrés sur des thèmes environnementaux, Mackenzie a introduit, à la fin de 2020, la boutique Betterworld axée sur l'investissement durable, laquelle a lancé ses deux premiers fonds en 2021.

D'ici 2024¹, les placements alternatifs devraient représenter environ 50 % du total des produits tirés de la gestion mondiale d'actifs. Afin de rendre cette catégorie d'actifs plus accessible aux investisseurs de détail, Mackenzie a lancé le Fonds de crédit privé Mackenzie Northleaf et le Fonds d'infrastructures privées Mackenzie Northleaf en 2021. En janvier 2022, nous avons lancé un fonds à intervalle, qui est unique au sein du secteur. Ce fonds permet aux investisseurs de détail d'accéder autrement aux stratégies de placements privés en titres de créance illiquides.

Les fonds négociés en bourse (« FNB ») représentent toujours un élément essentiel des activités de Mackenzie et ont affiché une croissance de près de 50 % en un an. De plus, la Société a continué d'introduire des produits novateurs, dont deux fonds, les premiers du genre au Canada, qui procurent aux Canadiens un meilleur accès aux occasions de croissance en Chine, ainsi qu'un fonds équilibré assorti d'une exposition aux cryptomonnaies.

Investissements stratégiques

Nos investissements stratégiques nous donnent accès à de nouveaux secteurs, améliorent les capacités de nos principales activités d'exploitation et, comme nous pouvons le constater, ouvrent la porte à des occasions dans les diverses sociétés. Ces investissements comprennent, par exemple, Wealthsimple, dont nous sommes le plus important actionnaire, et Portag3 Ventures, un investisseur mondial en capital de risque axé sur les technologies financières. À la suite d'une mobilisation de capitaux propres en 2021, la valeur du placement d'IGM dans Wealthsimple est passée à 1,15 G\$, ce qui, compte tenu des distributions de 294 M\$, représente une augmentation d'environ huit fois la valeur du placement cumulatif d'IGM de 187 M\$.

Afin de renforcer notre position au sein du secteur de la gestion d'actifs en Chine, qui constitue l'un des marchés les plus importants et les plus florissants dans le monde, nous avons annoncé une entente en janvier 2022 visant à accroître notre investissement dans China Asset Management Co. Ltd (« ChinaAMC »). En procédant à l'acquisition de la participation de 13,9 % de Power Corporation du Canada dans cette société, nous détiendrons une participation de 27,8 % dans l'un des trois principaux gestionnaires d'actifs en Chine. Nous croyons qu'avec le temps, ce partenariat constituera notre meilleure occasion d'accélérer la croissance et de diversifier nos activités.

Accélérer le changement pour le mieux

Bien que les changements technologiques, sociaux et environnementaux aient déjà modifié la façon dont le monde vit et fonctionne, la pandémie a accéléré bon nombre de ces tendances.

IGM a été particulièrement bien positionnée pour réussir au cours des deux dernières années grâce à une initiative stratégique en cours visant à moderniser l'expérience de nos employés, de nos conseillers et de nos clients. Lorsque la COVID-19 est apparue, notre transformation numérique nous a permis de passer rapidement à un modèle d'affaires en ligne. Depuis, nous avons continué d'adopter des outils numériques sophistiqués et de nouveaux processus en collaboration avec des leaders du secteur tels qu'IBM et Google, ainsi qu'avec un nouveau partenaire, CapIntel. L'application numérique

1. BCG Global Asset Management 2020



Nous avons continué de promouvoir la diversité, l'équité et l'inclusion dans notre milieu de travail et au sein de nos collectivités.



de CapIntel améliorera la capacité des conseillers d'IG de fournir rapidement, simplement et de façon transparente des conseils et des propositions personnalisées aux clients, tout en respectant les exigences de connaissance du produit.

Dans notre milieu de travail, nous avons mis davantage l'accent sur la santé et le mieux-être, sur les messages de la direction et sur la réalisation de sondages auprès de nos employés sur une base régulière afin de nous assurer que nous répondions à leurs besoins en temps opportun. Bon nombre des programmes et des pratiques lancés en 2020 font maintenant partie de la nouvelle normalité à IGM. Nous avons été très heureux de constater que l'attention que nous portons à nos employés a été reconnue, tant par eux qu'à l'externe, les trois sociétés d'IGM s'étant hissées parmi les 100 meilleurs employeurs, à l'échelle nationale pour IG Gestion de patrimoine, et dans la région du Grand Toronto pour Mackenzie et IPC.

Ces deux dernières années, les enjeux sociaux ont occupé le devant de la scène, notamment en raison de la pandémie, mais aussi en raison des cas troublants d'injustice raciale qui ont été révélés. Nous sommes conscients que nous devons y réagir. En 2021, IG Gestion de patrimoine et Power Corporation du Canada ont annoncé un nouveau partenariat avec le Centre national pour la vérité et la réconciliation afin de faire partie du processus de réconciliation avec les Autochtones. Il s'agissait également de la deuxième année de notre engagement IG « Soyez maître de votre avenir » envers les Autochtones, lequel permettra de fournir 5 M\$ sur cinq ans aux collectivités autochtones partout au Canada sous forme d'outils, de ressources et de partenariats visant l'autonomisation financière.

De façon plus générale, nous avons continué de promouvoir la diversité, l'équité et l'inclusion dans notre milieu de travail et au sein de nos collectivités, au moyen de cibles de rendement, d'initiatives d'embauche, de formations et d'investissements communautaires. Mackenzie Ensemble est un excellent exemple de nos efforts visant à bâtir une économie plus équitable et un monde plus juste. Cette plateforme communautaire est dédiée à la création d'un monde de l'investissement plus inclusif en participant à l'avancement des femmes grâce à l'éducation, à la sécurité financière et aux occasions de carrière.

Alors que les enjeux sociaux ont attiré l'attention en 2021, la menace croissante que posent les changements climatiques ne pouvait être ignorée. Les Canadiens ont été témoins des répercussions réelles des changements climatiques, avec les phénomènes météorologiques extrêmes qui se sont manifestés en Colombie-Britannique et dans le monde entier. En novembre, nous avons publié notre premier énoncé de position sur l'action pour le climat, dans lequel nous exprimons notre soutien à une réponse mondiale plus forte aux changements climatiques. Par l'intermédiaire de nos activités de gestion de patrimoine et d'actifs, nous aspirons à jouer un rôle important dans la transition vers une économie carboneutre. Notre énoncé de position décrit nos trois engagements en matière de climat : investir en faveur d'une économie plus verte et résiliente sur le plan climatique, collaborer et se mobiliser pour orienter la transition mondiale et faire en sorte que nos actions reflètent nos engagements, comme l'atteinte de carboneutralité dans le cadre de nos propres activités en 2022.

2022 et par la suite

Tout ce que nous entreprenons aujourd'hui vise à créer de meilleurs lendemains, qu'il s'agisse de garantir l'avenir financier de nos clients, de faire progresser les carrières de nos employés et de nos conseillers, de soutenir les collectivités au sein desquelles nous vivons et travaillons ou de tirer parti de notre position en tant que grande société de services financiers pour lutter contre les changements climatiques.

C'est pourquoi nous avons été si fiers d'être reconnus parmi les 100 sociétés les plus durables au monde de Corporate Knights pour la troisième année consécutive. IGM s'est classée au premier rang parmi les entreprises de gestion d'actifs et de marchés financiers à l'échelle mondiale et a été reconnue comme la meilleure société de services financiers en Amérique du Nord. Cette étude évalue les résultats en matière de développement durable de plus de 6 900 entreprises cotées en bourse à l'échelle mondiale.

Pour l'avenir, notre principale stratégie de croissance consistera à continuer d'attirer d'excellents employés, conseillers et clients. Toutefois, grâce à un capital excédentaire et à une importante capacité en matière de titres de créance de premier rang, l'équipe de direction cherche aussi activement des options de fusion et d'acquisition qui visent des entreprises solides alignées sur notre stratégie, en mettant l'accent sur les sociétés qui nous aideraient à faire progresser nos stratégies axées sur les clients à valeur élevée ou très élevée au Canada ou à accroître notre présence dans le domaine de la gestion mondiale d'actifs.

Nous sommes d'avis que nous _____
avons la bonne stratégie, la bonne
équipe et la bonne culture pour
améliorer la vie des Canadiens
et pour nous aider à obtenir des
rendements plus élevés et plus
durables pour nos actionnaires.

Tout ce que nous entreprenons aujourd'hui
vise à créer de meilleurs lendemains.

Nous sommes enthousiastes à la perspective d'une sortie de la pandémie en 2022. Nous sommes d'avis que nous avons la bonne stratégie, la bonne équipe et la bonne culture pour améliorer la vie des Canadiens et pour obtenir des rendements plus élevés et plus durables pour nos actionnaires. Merci pour la confiance que vous continuez de nous accorder.

Au nom du conseil d'administration,



James O'Sullivan

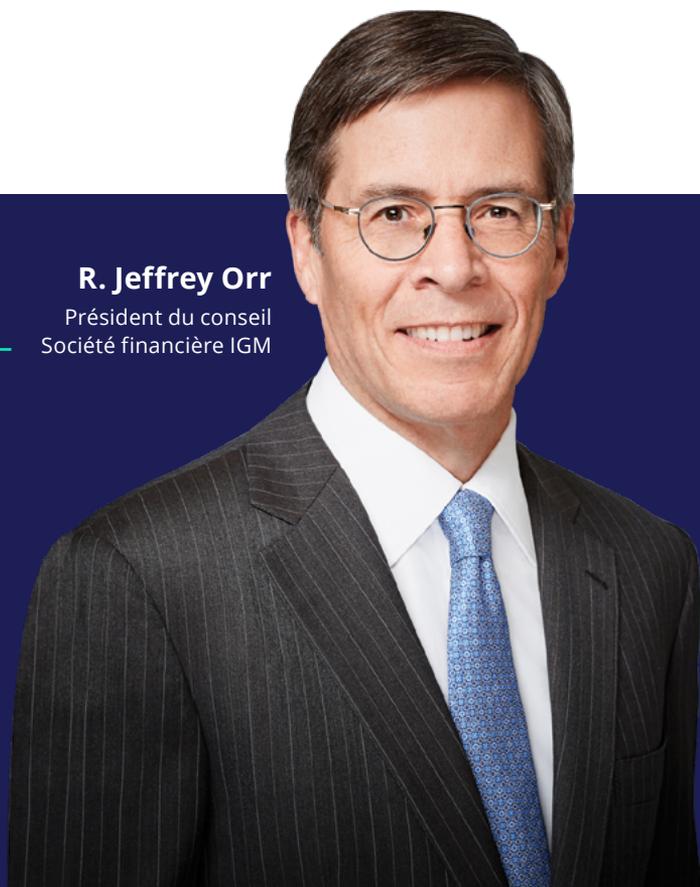
Président et chef
de la direction
Société financière IGM



R. Jeffrey Orr

Président du conseil
Société financière IGM

R. Jeffrey Orr
Président du conseil
Société financière IGM



Structure de la Société

Solidité et envergure : les avantages d'appartenir au groupe de sociétés de Power Corporation



**POWER CORPORATION
DU CANADA**

Power Corporation est une société internationale de gestion et de portefeuille axée sur les services financiers en Amérique du Nord, en Europe et en Asie.

Financière
IGM

Gestion de patrimoine



Gestion d'actifs



Investissements stratégiques



PORTAGE

GREAT-WEST
LIFECO INC.



Nos activités visent à améliorer la vie des Canadiens en leur offrant une meilleure planification et une meilleure gestion de leur argent.

Gestion de patrimoine

La Société financière IGM a pour mission d'améliorer le bien-être financier des Canadiens.

IG Gestion de patrimoine et Investment Planning Counsel ont continué de mettre l'accent sur leur approche complète de la planification financière et sur la promotion d'une culture qui place le bien-être financier des Canadiens au cœur de toutes leurs activités.



Damon Murchison

Président et
chef de la direction
IG Gestion de patrimoine



119,6 G\$

Niveau record pour le total de l'actif sous services-conseils

13,4 G\$

Niveau record pour les entrées brutes des clients

3,7 G\$

Niveau record pour les entrées nettes des clients



Soutien continu à la Société Alzheimer du Canada avec un montant de

5,2 M\$

recueilli à l'échelle nationale par plus de 9 500 marcheurs virtuels et 38 000 donateurs dans le cadre de la Marche pour l'Alzheimer IG Gestion de patrimoine



5 Trophées FundGrade® A+ pour le rendement

Nouveaux **Portefeuilles Action climat IG** alignés sur l'atteinte de la carboneutralité d'ici 2050



76 %

de l'actif des fonds communs de placement notés trois étoiles ou plus par Morningstar



SOLUTIONS FINANCIÈRES POUR LA VIE

Blaine Shewchuk

Président et
chef de la direction
Investment Planning Counsel



33,1 G\$

Niveau record pour le total de l'actif sous services-conseils

5,6 G\$

Niveau record pour le total de l'actif géré

Niveau record pour les entrées nettes des clients

0,9 G\$

Lancement d'une plateforme de gestion de portefeuille discrétionnaire pour les conseillers en gestion de portefeuille qui a permis d'atteindre un montant de **1,1 G\$**



38 500 \$

recueillis pour appuyer des initiatives locales et internationales

Gestion d'actifs

La Société financière IGM s'engage à offrir des placements novateurs et de haute qualité.

Placements Mackenzie a continué d'aider les conseillers et les investisseurs à constituer des portefeuilles solides qui répondent aux besoins d'aujourd'hui tout en anticipant la conjoncture économique et des marchés financiers.



Barry McInerney
Président et
chef de la direction
Mackenzie Investments



210,3 G\$

Niveau record pour le total de l'actif géré*

5,4 G\$

Niveau record pour les ventes nettes de fonds d'investissement

12,0 G\$

Niveau record pour les ventes brutes de fonds communs de placement



REFINITIV LIPPER FUND AWARDS
2021 WINNER CANADA

L'équipe de gestion de placements a remporté **8** prix Lipper de Refinitiv



La communauté de ski Mont Sainte-Marie a été la première lauréate du concours annuel Au sommet avec Mackenzie



Lauréat de **13** Trophées FundGrade A+® pour un rendement des placements exceptionnel

Fonds mondial toutes capitalisations de l'environnement Mackenzie Greenchip

Noté cinq étoiles, avec un actif de près de **2 G\$**

Classement au **6^e** rang des fournisseurs de FNB au Canada

Investissements stratégiques

Le portefeuille d'investissements stratégiques de la Société financière IGM a de nouveau affiché des résultats exceptionnels pour l'exercice, en raison de la valeur tirée des investissements antérieurs et de leur intégration visant à générer de nouveaux avantages pour les investisseurs et les clients.



ChinaAMC est l'un des principaux gestionnaires d'actifs en Chine.

participation de **13,9 %**



Fournisseur de solutions sur les marchés privés d'envergure mondiale.

participation économique **56 %**

Wealthsimple

PORTAGE ET AUTRES

Les investissements dans les technologies financières permettent d'innover et d'avoir accès à des marchés à fort potentiel de croissance.

juste valeur de **1,3 G\$**



Société de portefeuille internationale et cotée en bourse qui se spécialise dans les services financiers.

participation de **4 %**

* comprend un montant de 81,2 G\$ se rapportant aux mandats de conseiller à honoraires exécutés par le secteur Gestion de patrimoine.

Nos gens

Nous aspirons à bâtir une culture forte, inclusive et progressiste, au sein de laquelle les gens souhaitent faire progresser leur carrière, accomplir le meilleur pour leurs clients et leurs collectivités et s'entraider.

Pour la deuxième année consécutive, la grande majorité de nos employés ont travaillé à domicile, et nous remercions nos gestionnaires et leurs équipes d'avoir fait preuve d'ouverture d'esprit et d'avoir su innover dans leur façon d'aborder le travail, de rester connectés et de demeurer productifs. Tout au long de la pandémie, la rétroaction des employés a permis d'élaborer des ressources et des initiatives en matière de mieux-être et a donné lieu à l'adoption d'un modèle de travail hybride.

Le bien-être au travail

En 2021, nous avons de nouveau mis l'accent sur le bien-être émotionnel, financier, physique et social de nos gens. Nous avons adapté nos programmes de bien-être pour qu'ils cadrent avec le télétravail en offrant des séances de remise en forme, des services de consultation, des séminaires sur les finances et des activités sociales en ligne. L'importance que nous accordons au mieux-être est l'une des principales raisons pour lesquelles nos sociétés en exploitation ont été reconnues en tant que meilleurs employeurs au Canada et dans la région du Grand Toronto.

Résultats du sondage

D'après notre sondage sur la mobilisation de 2021, les employés sont fiers de travailler pour IGM :

84 % considèrent que leur supérieur immédiat est efficace

83 % estiment recevoir la formation nécessaire pour accomplir leur travail

85 % sont fiers de travailler pour IGM

82 % recommanderaient volontiers IGM comme lieu de travail

Le taux de mobilisation des employés s'élève à **79 %**, soit un taux plus élevé que les taux de référence canadien et internationaux



Diversité, équité et inclusion

Nous aspirons à devenir un chef de file en matière de promotion de la diversité, de l'équité et de l'inclusion dans l'ensemble du secteur des services financiers. Plus de 150 personnes contribuent à nos conseils exécutifs et à nos conseils des affaires, au Centre d'excellence sur la diversité, l'équité et l'inclusion et aux groupes-ressources représentant les femmes, les communautés noires, les identités 2SLGBTQIA+ et les peuples autochtones, ce qui nous aide à mettre en œuvre notre stratégie à trois piliers. Ensemble, nous avons organisé des événements et des manifestations pour accroître la sensibilisation et favoriser l'apprentissage et l'engagement. De plus, nos gestionnaires sont tenus d'élaborer des plans qui font la promotion de la diversité, de l'équité et de l'inclusion au sein de leurs équipes.

70 % de nos employés ont suivi une formation sur les comportements inclusifs

Nous avons élargi notre stratégie en matière de recrutement afin de trouver, d'attirer et d'embaucher une main-d'œuvre plus diversifiée

Nous nous sommes attaqués aux partis pris inconscients dans le processus de recrutement

Nous avons mis en œuvre une approche ciblée pour recruter davantage de conseillères financières

Nous avons intensifié nos relations avec les groupes communautaires en établissant notamment de nouveaux partenariats avec Onyx Initiative et Accelerate Her Future™

Milieu de travail inclusif

Bâtir une culture favorisant les alliances et le leadership inclusif

Diversité des talents

Attirer, perfectionner et retenir les talents et favoriser leur progression

Clients et marque

Tirer parti de la diversité, de l'équité et de l'inclusion au sein du marché

À Collingwood, l'équipe des ventes et services aux institutions d'IGM soutient Breaking Down Barriers, une initiative inclusive.



Les employés d'IGM préparent des cadeaux pour le programme Young Carers d'Hospice Toronto, qui soutient les jeunes aidants naturels.

Notre engagement en matière de développement durable

Nous sommes motivés par le rôle que nous pouvons jouer dans la construction d'un avenir plus radieux pour les Canadiens.

Notre stratégie de développement durable nous permet de nous concentrer sur ce qui importe le plus pour notre entreprise et nos parties prenantes, et elle vise à entraîner plus rapidement des changements positifs dans les domaines où nous pouvons, en tant que gestionnaires de patrimoine et d'actif, avoir le plus d'impact.

Priorités stratégiques



Favoriser l'investissement durable



Bâtir la confiance en matière de finances



Accélérer la diversité, l'équité et l'inclusion dans le secteur des services financiers



Tout ce que nous entreprenons aujourd'hui vise à créer de meilleurs lendemains.

En 2021, nous avons déclaré notre soutien à une réponse mondiale plus forte aux changements climatiques, ainsi que notre engagement en matière d'action climatique dans trois domaines :

Nous investirons en faveur d'une économie plus verte et résiliente sur le plan climatique

En ayant recours à nos processus et produits de placement pour gérer les risques climatiques et imaginer des solutions aux problèmes climatiques.

Nous allons collaborer et dialoguer pour orienter la transition mondiale

En proposant des solutions et des conseils de placement aux clients, en aidant les entreprises à s'adapter à une économie carboneutre et en participant à l'avancée du secteur et des politiques en la matière.

Nos actions refléteront nos engagements

Nous nous engageons à respecter des normes élevées en ce qui a trait aux sociétés dans lesquelles nous investissons et à déployer des efforts pour rendre nos bureaux et nos déplacements carboneutres d'ici 2022.

Section financière

RAPPORT DE GESTION

Société financière IGM Inc.

Sommaire des résultats d'exploitation consolidés	19
--	----

Gestion de patrimoine

Revue des activités	32
---------------------	----

Revue des résultats d'exploitation par secteur	41
--	----

Gestion d'actifs

Revue des activités	47
---------------------	----

Revue des résultats d'exploitation par secteur	57
--	----

Investissements stratégiques et autres

Revue des résultats d'exploitation par secteur	61
--	----

Société financière IGM Inc.

Situation financière consolidée	63
---------------------------------	----

Situation de trésorerie et sources de financement consolidées	67
---	----

Gestion des risques	72
---------------------	----

Le cadre des services financiers	88
----------------------------------	----

Estimations et méthodes comptables critiques	90
--	----

Contrôles et procédures de communication de l'information	92
---	----

Contrôle interne à l'égard de l'information financière	92
--	----

Autres renseignements	93
-----------------------	----

REVUE FINANCIÈRE

États financiers consolidés

Responsabilité de la direction relativement à la présentation de l'information financière	95
---	----

Rapport de l'auditeur indépendant	96
-----------------------------------	----

États financiers consolidés	99
-----------------------------	----

Notes annexes	104
---------------	-----

Données supplémentaires

Données trimestrielles	141
------------------------	-----

Rétrospective sur dix ans	143
---------------------------	-----

Rapport de gestion

Le rapport de gestion présente le point de vue de la direction en ce qui a trait aux résultats d'exploitation et à la situation financière de la Société financière IGM Inc. (la « Société financière IGM » ou la « Société ») aux 30 décembre 2021 et 2020 et pour les exercices clos à ces dates, et il devrait être lu parallèlement aux états financiers consolidés audités. Le commentaire présenté dans le rapport de gestion au 31 décembre 2021 et pour l'exercice clos à cette date est daté du 10 février 2022.

Mode de présentation et sommaire des méthodes comptables

Les états financiers consolidés de la Société financière IGM, sur lesquels repose l'information présentée dans son rapport de gestion, ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »), et ils sont présentés en dollars canadiens (se reporter à la note 2 des états financiers consolidés).

Principaux détenteurs d'actions avec droit de vote

Au 31 décembre 2021, Power Corporation du Canada (« Power ») et Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »), une filiale de Power, détenaient, directement ou indirectement, 61,7 % et 3,8 %, respectivement, des actions ordinaires en circulation de la Société financière IGM.

Déclarations prospectives

Certaines déclarations contenues dans le présent rapport, à l'exception des énoncés de faits historiques, sont de nature prospective; elles sont fondées sur des hypothèses et sont l'expression des attentes actuelles de la Société financière IGM. Les déclarations prospectives sont fournies afin d'aider le lecteur à comprendre la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société à certaines dates et pour les périodes closes à certaines dates et de présenter de l'information au sujet des attentes et des projets actuels de la direction. Ces déclarations pourraient ne pas se prêter à d'autres fins. Les déclarations de cette nature peuvent porter, notamment, sur les opérations, les activités, la situation financière, les résultats financiers attendus, le rendement, les prévisions, les possibilités, les priorités, les cibles, les buts, les objectifs continus, les stratégies et les perspectives de la Société, de même que les perspectives économiques en Amérique du Nord et à l'échelle mondiale, pour l'exercice en cours et les périodes à venir. Les déclarations prospectives comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, comprennent des termes tels que « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « chercher à », « avoir l'intention de », « viser », « projeter » et « prévoir », ainsi que les formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, ou se caractérisent par l'emploi de la forme future ou conditionnelle de verbes tels que « être », « devoir » et « pouvoir ».

Les déclarations prospectives sont fondées sur des facteurs ou des hypothèses significatifs ayant permis de tirer la conclusion ou d'effectuer la prévision ou la projection dont il est question. Ces facteurs et ces hypothèses comprennent les perceptions des tendances historiques, des conditions actuelles et de l'évolution future prévue ainsi que d'autres facteurs considérés comme appropriés dans les circonstances. Bien que la Société considère ces hypothèses comme étant raisonnables en fonction de l'information dont dispose actuellement la direction, elles pourraient se révéler inexacts.

Les déclarations prospectives sont exposées à des risques et à des incertitudes intrinsèques, tant généraux que particuliers, qui font en sorte que des prédictions, des prévisions, des projections, des attentes et des conclusions pourraient se révéler inexacts, que des hypothèses pourraient être incorrectes et que des objectifs ou des buts et priorités stratégiques pourraient ne pas être réalisés.

Divers facteurs significatifs, qui sont indépendants de la volonté de la Société et de ses filiales dans bien des cas, touchent les opérations, le rendement et les résultats de la Société et de

ses filiales ainsi que leurs activités. En raison de ces facteurs, les résultats réels peuvent différer sensiblement des attentes actuelles à l'égard des événements ou des résultats estimés ou attendus. Ces facteurs comprennent, notamment, l'incidence ou les conséquences imprévues de la conjoncture économique, de la situation politique et des marchés en Amérique du Nord et dans le monde, des taux d'intérêt et des taux de change, des marchés boursiers et financiers mondiaux, de la gestion des risques de liquidité des marchés et de financement et des changements de méthodes comptables ayant trait à la présentation de l'information financière (y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables critiques), l'incidence de l'application de changements comptables futurs, des risques opérationnels et à la réputation, de la concurrence, des changements liés aux technologies, à la réglementation gouvernementale, à la législation et aux lois fiscales, des décisions judiciaires ou réglementaires imprévues, des catastrophes, des éclosions de maladies ou des pandémies (comme la COVID-19), de la capacité de la Société à effectuer des transactions stratégiques, à intégrer les entreprises acquises et à mettre en œuvre d'autres stratégies de croissance ainsi que du succès obtenu par la Société et ses filiales pour ce qui est de prévoir ou de gérer les facteurs susmentionnés.

Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la Société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs ainsi que d'autres facteurs, incertitudes et événements éventuels et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

À moins que la loi en vigueur au Canada ne l'exige expressément, la Société n'est pas tenue de mettre à jour les déclarations prospectives pour tenir compte d'événements ou de circonstances survenus après la date à laquelle ces déclarations ont été formulées ou encore d'événements imprévus, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements ou de résultats futurs ou autrement.

Des renseignements supplémentaires concernant les risques et incertitudes associés aux activités de la Société et les facteurs et hypothèses significatives sur lesquels les renseignements contenus dans les déclarations prospectives sont fondés sont fournis dans ses documents d'information, y compris le présent rapport de gestion et sa plus récente notice annuelle, déposés auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières et accessibles au www.sedar.com.

Mesures financières non conformes aux normes IFRS et mesures additionnelles conformes aux normes IFRS

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, qui est une mesure additionnelle conforme aux normes IFRS, peut être divisé en deux composantes :

- le bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires;
- les autres éléments, qui comprennent l'incidence après impôt de tout élément que la direction considère comme non récurrent ou qui pourrait rendre moins significative la comparaison des résultats d'exploitation d'une période à l'autre.

Le « bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires », le « bénéfice dilué ajusté par action » (le « BPA ») et le « rendement ajusté des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires » sont des mesures financières non conformes aux normes IFRS qui sont utilisées afin de donner à la direction et aux investisseurs des mesures additionnelles pour évaluer le rendement. Ces mesures financières non conformes aux normes IFRS n'ont pas de définition normalisée en vertu des normes IFRS et, par conséquent, elles pourraient ne pas être directement comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Le « bénéfice avant intérêts et impôt » (le « BAI »), le « bénéfice ajusté avant intérêts et impôt » (le « BAI ajusté »), le « bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements avant les commissions de vente » (le « BAI avant les commissions de vente ») et « le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements après les commissions de vente » (le « BAI après les commissions de vente ») sont également des mesures additionnelles non conformes aux normes IFRS. Le BAI, le BAI ajusté, le BAI avant les commissions de vente et le BAI

après les commissions de vente sont des mesures complémentaires de la performance utilisées par la direction, les investisseurs et les analystes de placements pour évaluer et analyser les résultats de la Société. Le BAI avant les commissions de vente exclut toutes les commissions de vente. Le BAI après les commissions de vente comprend toutes les commissions de vente et met en évidence l'ensemble des flux de trésorerie. Les autres éléments non récurrents ou qui pourraient rendre moins significative la comparaison des résultats d'exploitation d'une période à l'autre sont ensuite exclus pour obtenir le BAI avant les commissions de vente et le BAI après les commissions de vente. Ces mesures financières non conformes aux normes IFRS n'ont pas de définition normalisée en vertu des normes IFRS et, par conséquent, elles pourraient ne pas être directement comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Le « bénéfice avant impôt sur le résultat » et le « bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires » sont des mesures additionnelles conformes aux normes IFRS qui sont utilisées afin de donner à la direction et aux investisseurs des mesures additionnelles pour évaluer le rendement. Ces mesures sont considérées comme des mesures additionnelles conformes aux normes IFRS puisqu'elles s'ajoutent aux postes minimums requis par les normes IFRS et qu'elles sont pertinentes pour comprendre la performance financière de l'entité.

Se reporter aux rapprochements pertinents des mesures financières non conformes aux normes IFRS et des résultats présentés conformément aux normes IFRS dans les tableaux 1 à 4.

Société financière IGM Inc.

Sommaire des résultats d'exploitation consolidés

La Société financière IGM Inc. (TSX : IGM) est une société de gestion d'actifs et de patrimoine de premier plan qui soutient des conseillers financiers et les clients qu'elle sert au Canada, ainsi que des investisseurs institutionnels en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. La Société exerce ses activités par l'intermédiaire d'un certain nombre de filiales en exploitation et détient aussi de nombreux investissements stratégiques dont tirent avantage ces filiales et qui améliorent les perspectives de croissance de la Société. IG Gestion de patrimoine (« IG »), gestionnaire de patrimoine, et Placements Mackenzie (« Mackenzie »), gestionnaire d'actifs, sont les principales filiales en exploitation de la Société. La Société exerce également des activités par l'intermédiaire d'Investment Planning Counsel (« IPC »), gestionnaire de patrimoine, et détient des investissements stratégiques dans Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »), China Asset Management Co., Ltd. (« ChinaAMC »), Northleaf Capital Group Ltd. (« Northleaf ») et Wealthsimple Financial Corp. (« Wealthsimple »), comme il est décrit de façon plus détaillée dans le présent rapport de gestion.

Au troisième trimestre de 2020, la Société a réorganisé son information financière et ses informations à fournir connexes afin qu'elles reflètent ses secteurs à présenter actuels, soit Gestion de patrimoine, Gestion d'actifs et Investissements stratégiques et autres. Au premier trimestre de 2021, la Société a ajouté des informations à fournir à l'égard de ses secteurs à présenter, lesquelles seront présentées au poste Bénéfice net. Ces secteurs sont décrits dans le présent rapport de gestion.

L'actif géré et l'actif sous services-conseils de la Société financière IGM se chiffraient à 277,1 G\$ au 31 décembre 2021, soit le montant le plus élevé de l'histoire de la Société, comparativement à 240,0 G\$ au 31 décembre 2020, comme il est présenté dans le tableau 6. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, la moyenne du total de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils s'est établie à 259,7 G\$, comparativement à 191,2 G\$ en 2020. Pour le quatrième trimestre de 2021, la moyenne du total de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils s'est établie à 272,0 G\$, comparativement à 202,2 G\$ au quatrième trimestre de 2020.

Le total de l'actif géré s'élevait à 245,3 G\$ au 31 décembre 2021, soit le montant le plus élevé de l'histoire de la Société, comparativement à 214,0 G\$ au 31 décembre 2020. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, le total de l'actif géré moyen s'est établi à 231,4 G\$, comparativement à 168,5 G\$ en 2020. Pour le quatrième trimestre de 2021, le total de l'actif géré moyen s'est établi à 241,9 G\$, comparativement à 177,6 G\$ pour le quatrième trimestre de 2020.

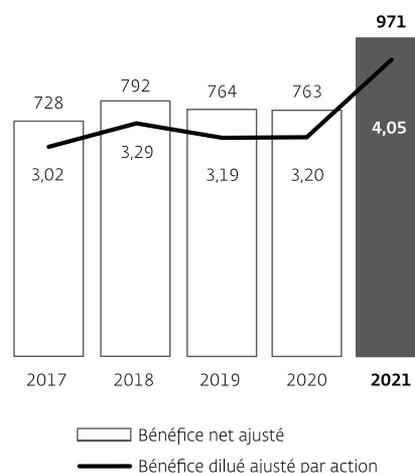
Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 s'est établi à un niveau record de 978,9 M\$, ou 4,08 \$ par action, comparativement à un bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de 764,4 M\$, ou 3,21 \$ par action, en 2020, ce qui représente une augmentation du bénéfice par action de 27,1 %. Le bénéfice net

attribuable aux actionnaires ordinaires pour le trimestre clos le 31 décembre 2021 s'est établi à 268,5 M\$, ou 1,11 \$ par action, comparativement à un bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de 229,1 M\$, ou 0,96 \$ par action, pour la période correspondante de 2020, ce qui représente une augmentation de 15,6 % du bénéfice par action.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, le bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires, à l'exception des autres éléments décrits ci-dessous, a atteint un sommet en s'établissant à 971,2 M\$, ou 4,05 \$ par action, comparativement à un bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires de 762,9 M\$, ou 3,20 \$ par action, en 2020, ce qui représente une augmentation de 26,6 % du bénéfice par action. Pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, le bénéfice net ajusté

Bénéfice net ajusté et bénéfice net ajusté par action

Pour les exercices (en M\$, sauf les montants par action)



Le bénéfice net ajusté et le bénéfice net ajusté par action excluent les montants après impôt suivants :

- 2017 – les charges de restructuration et autres charges, une réévaluation favorable de l'obligation au titre du régime de retraite de la Société, ainsi que des charges qui représentent la quote-part des charges exceptionnelles et de la provision au titre de la restructuration de Great-West Lifeco Inc. revenant à la Société.
- 2018 – les charges de restructuration et autres charges et la prime versée au remboursement anticipé de débentures.
- 2019 – la quote-part des charges exceptionnelles de Great-West Lifeco Inc. revenant à la Société.
- 2020 – le profit à la vente de Personal Capital, le profit à la vente de la Gamme de fonds Quadrus, déduction faite des coûts d'acquisition, la quote-part des ajustements de l'entreprise associée et les charges de restructuration et autres charges revenant à la Société.
- 2021 – la contrepartie additionnelle à recevoir relativement à la vente de Personal Capital en 2020.

attribuable aux actionnaires ordinaires, à l'exception des autres éléments décrits ci-dessous, s'est établi à 260,8 M\$, ou 1,08 \$ par action, comparativement à un bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires de 204,3 M\$, ou 0,86 \$ par action, pour la période correspondante de 2020, ce qui représente une augmentation de 25,6 % du bénéfice par action.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, les autres éléments comprenaient une contrepartie additionnelle à recevoir de 10,6 M\$ (7,7 M\$ après impôt) liée à la vente de la participation de la Société dans Personal Capital Corporation (« Personal Capital ») en 2020.

Les autres éléments pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 comprenaient les éléments suivants :

- Un profit à la vente de la Gamme de fonds Quadrus, déduction faite des coûts d'acquisition, de 21,4 M\$ après impôt (25,2 M\$ avant impôt) comptabilisés au quatrième trimestre.
- La quote-part des ajustements après impôt de Great-West Lifeco Inc. revenant à la Société relativement à la réévaluation d'un actif d'impôt différé, moins certaines charges de restructuration et certains coûts de transaction, de 3,4 M\$ comptabilisée au quatrième trimestre.
- Un profit de 31,4 M\$ après impôt (37,2 M\$ avant impôt), comptabilisé au troisième trimestre, à la vente de l'investissement dans Personal Capital.
- Des charges de restructuration et autres charges de 54,7 M\$ après impôt (74,5 M\$ avant impôt), comptabilisées au troisième trimestre, découlant de nos démarches actuelles de transformation sur plusieurs années et de nos efforts visant à accroître notre efficacité opérationnelle, de même que de l'acquisition de GLC Groupe de gestion d'actifs Ltée (« GLC ») et d'autres changements apportés à nos équipes de gestion des placements. Cela comprenait des activités visant à accroître l'efficacité et les capacités de la Société grâce à des partenariats d'impartition permettant de tirer parti de la taille et de l'expertise de fournisseurs en mesure d'absorber des mandats évolutifs, ainsi que des initiatives d'automatisation des processus se rapportant à des processus internes clés. La Société a aussi engagé des charges liées aux indemnités de cessation d'emploi et d'autres charges ayant trait à l'acquisition de GLC et à d'autres changements à l'égard du personnel.

Les capitaux propres se chiffraient à 6,5 G\$ au 31 décembre 2021, comparativement à 5,0 G\$ au 31 décembre 2020. Le rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires fondé sur le bénéfice net ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 s'est établi à 16,4 %, contre 16,1 % pour la période correspondante de 2020. Compte tenu de l'incidence des titres de placement à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt, le rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 est de 19,0 %. En 2021, le dividende trimestriel par action ordinaire déclaré s'est établi à 56,25 cents, soit le même montant qu'à la fin de 2020.

FAITS NOUVEAUX EN 2021

WEALTHSIMPLE FINANCIAL CORP. (« WEALTHSIMPLE »)

Wealthsimple est un gestionnaire de placements en ligne qui offre des conseils en matière de placement.

Le 3 mai 2021, Wealthsimple a annoncé une mobilisation de capitaux propres de 750 M\$ qui porte l'évaluation de la valeur de l'investissement de la Société financière IGM dans Wealthsimple à 1 448 M\$. Dans le cadre de la transaction, la Société financière IGM a cédé une partie de son investissement pour un produit de 294 M\$ (258 M\$ après impôt).

La Société demeure l'actionnaire le plus important de Wealthsimple, grâce à sa participation de 23 % et à sa juste valeur de 1 153 M\$.

CHINA ASSET MANAGEMENT CO. LTD. (« CHINAAMC »)

Le 5 janvier 2022, la Société a conclu une entente visant l'acquisition, auprès de Power Corporation du Canada (« Power »), d'une participation additionnelle de 13,9 % dans ChinaAMC pour une contrepartie en trésorerie de 1,15 G\$. Cette opération entraînera une hausse de la participation de la Société dans ChinaAMC, la faisant passer de 13,9 % à 27,8 %. Afin de financer partiellement l'opération, la Société financière IGM vendra 15 200 662 actions ordinaires de Lifeco à Power pour une contrepartie en trésorerie de 575 M\$, ce qui réduira la participation de la Société dans Lifeco, la faisant passer de 4 % à 2,4 %. La clôture des opérations devrait avoir lieu au premier semestre de 2022, sous réserve des conditions de clôture habituelles, y compris des approbations réglementaires en Chine. La vente des actions de Lifeco est conditionnelle au rachat des actions de ChinaAMC par la Société financière IGM.

Les avantages de l'acquisition de ChinaAMC comprennent :

- l'accroissement de la participation au secteur de la gestion d'actifs chinois en pleine croissance, grâce à une participation importante dans l'un des gestionnaires d'actifs de premier plan en Chine;
- le renforcement des relations et des occasions d'affaires entre Mackenzie et ChinaAMC au fur et à mesure que Mackenzie crée des solutions mondiales, entièrement diversifiées et différenciées pour ses clients et qu'elle renforce les occasions de distribution en Chine;
- la simplification de la structure organisationnelle de la Société financière IGM et de Power par le regroupement de leur participation dans ChinaAMC au sein de Mackenzie;
- l'offre d'un résultat attrayant sur le plan financier qui devrait entraîner une hausse du bénéfice de la Société financière IGM pour la première année de propriété accrue.

COVID-19

Les gouvernements à l'échelle planétaire ont mis en place des mesures d'urgence pour freiner la propagation d'une nouvelle souche de coronavirus (« COVID-19 »). Ces mesures, qui

comprennent des interdictions de voyager, des fermetures d'entreprises non essentielles, des périodes de quarantaine volontaire et la distanciation sociale, ont provoqué une grande volatilité sur les marchés boursiers mondiaux et des perturbations significatives pour les entreprises à l'échelle mondiale. Les gouvernements et les banques centrales ont réagi par des interventions monétaires et budgétaires importantes afin de stabiliser les conditions économiques.

La distribution de vaccins a permis d'assouplir les restrictions dans de nombreuses économies et a contribué à des gains importants dans certains secteurs économiques en 2021. Cependant, l'efficacité des vaccins contre les nouveaux variants du virus est incertaine, ce qui contribue à l'incertitude quant au moment de la reprise économique complète. Par conséquent, il n'est pas possible d'évaluer de façon fiable la durée et la gravité de ces événements, ni leur incidence sur les résultats financiers ou la situation financière de la Société et de ses filiales en exploitation au cours des périodes futures.

La COVID-19 pourrait, à l'heure actuelle et ultérieurement, exposer la Société à un certain nombre de risques inhérents à la nature de ses activités, notamment le risque de liquidité; le risque de crédit; le risque d'entreprise et les risques liés à l'actif géré et à l'actif sous services-conseils; le risque opérationnel; le risque lié à la gouvernance, à la surveillance et à la planification stratégique; les faits nouveaux en matière de réglementation; et le risque lié au personnel. Ces risques sont présentés de façon plus détaillée à la rubrique « Gestion des risques » du présent rapport de gestion.

APERÇU DES MARCHÉS

Les rendements des marchés des capitaux sont demeurés vigoureux en 2021, et la tendance à la hausse se poursuit depuis le premier trimestre de 2020 :

- L'indice composé de rendement total S&P/TSX a augmenté de 6,5 % au quatrième trimestre de 2021 et de 25,1 % pour l'exercice.
- Les marchés boursiers américains, représentés par l'indice de rendement total S&P 500, ont augmenté de 11,0 % au quatrième trimestre de 2021 et de 28,7 % pour l'exercice.
- Les marchés boursiers européens, représentés par l'indice de rendement total MSCI Europe (net), ont augmenté de 7,7 % au quatrième trimestre de 2021 et de 25,1 % pour l'exercice.
- Les marchés boursiers asiatiques, représentés par l'indice de rendement total MSCI AC Asia Pacific (net), ont diminué de 1,8 % au quatrième trimestre de 2021 et de 1,5 % pour l'exercice.
- L'indice obligataire universel de rendement total FTSE TMX Canada a augmenté de 1,5 % au quatrième trimestre de 2021 et a diminué de 2,5 % pour l'exercice.
- Les placements de nos clients ont obtenu un rendement moyen de 4,3 % au quatrième trimestre de 2021 et de 11,9 % pour l'exercice.

L'actif géré et l'actif sous services-conseils de la Société financière IGM ont augmenté de 15,5 %, passant de 240,0 G\$ au 31 décembre 2020 à 277,1 G\$ au 31 décembre 2021. Consulter le tableau 29 pour obtenir la composition de l'actif géré de la Société financière IGM par catégorie d'actifs.

CHANGEMENTS APPORTÉS À LA PRÉSENTATION

Depuis le 1^{er} janvier 2021, la Société présente des informations additionnelles à l'égard de ses secteurs à présenter, lesquelles seront incluses au poste Bénéfice net, alors qu'elles étaient auparavant présentées au poste Bénéfice avant intérêts et impôt. Ces changements sont apportés dans la foulée des améliorations aux informations à fournir annoncées par la Société au troisième trimestre de 2020, qui ont été présentées afin d'accroître la transparence en ce qui a trait aux principaux facteurs qui sous-tendent chaque secteur d'activité et d'aider les parties prenantes à comprendre et à évaluer les composantes de la valeur. Les secteurs à présenter de la Société sont dorénavant Gestion de patrimoine, Gestion d'actifs et Investissements stratégiques et autres.

Les données comparatives des périodes précédentes ont été retraitées pour tenir compte des changements.

Ces changements n'ont eu aucune incidence sur le bénéfice déclaré de la Société.

Ces changements visent à :

- refléter plus adéquatement le rendement des activités des secteurs sous-jacents;
- refléter la capacité de levier financier des secteurs;
- encourager la méthode fondée sur la somme des parties pour l'évaluation de la valeur.

Pour calculer le bénéfice net du secteur, la dette et les intérêts sont affectés à chaque secteur en fonction de l'évaluation faite par la direction : i) de la capacité à assurer le service de la dette; et ii) des secteurs où le service de la dette est assuré. La charge d'impôt sur le résultat est calculée en fonction des produits et des charges compris dans chaque secteur.

SECTEURS À PRÉSENTER

Les secteurs, décrits ci-dessous, tiennent compte de l'information financière interne et de l'évaluation de la performance de la Société (tableaux 2 à 4).

- **Gestion de patrimoine** – Ce secteur reflète les activités des sociétés en exploitation qui sont principalement axées sur la prestation de services de planification financière et de services connexes à des ménages canadiens. Ce secteur comprend les activités d'IG Gestion de patrimoine et d'Investment Planning Counsel. Ces sociétés sont des organisations de distribution au détail qui offrent des services aux ménages canadiens par l'entremise de leurs courtiers en valeurs mobilières, de leurs courtiers en épargne collective (fonds communs de placement)

TABLEAU 1 : RAPPROCHEMENT DES MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX NORMES IFRS

(en M\$)	TRIMESTRES CLOS LES			EXERCICES CLOS LES	
	31 DÉC. 2021	30 SEPT. 2021	31 DÉC. 2020	31 DÉC. 2021	31 DÉC. 2020
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires – mesure non conforme aux normes IFRS	260,8 \$	270,8 \$	204,3 \$	971,2 \$	762,9 \$
Profit à la vente de Personal Capital, déduction faite de l'impôt	7,7	–	–	7,7	31,4
Profit à la vente de la Gamme de fonds Quadrus, déduction faite des coûts d'acquisition et de l'impôt	–	–	21,4	–	21,4
Quote-part des ajustements de l'entreprise associée	–	–	3,4	–	3,4
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	(54,7)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – conforme aux normes IFRS	268,5 \$	270,8 \$	229,1 \$	978,9 \$	764,4 \$
Bénéfice net ajusté par action¹ attribuable aux actionnaires ordinaires – mesure non conforme aux normes IFRS	1,08 \$	1,13 \$	0,86 \$	4,05 \$	3,20 \$
Profit à la vente de Personal Capital, déduction faite de l'impôt	0,03	–	–	0,03	0,13
Profit à la vente de la Gamme de fonds Quadrus, déduction faite des coûts d'acquisition et de l'impôt	–	–	0,09	–	0,09
Quote-part des ajustements de l'entreprise associée	–	–	0,01	–	0,02
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	(0,23)
Bénéfice net par action¹ attribuable aux actionnaires ordinaires – conforme aux normes IFRS	1,11 \$	1,13 \$	0,96 \$	4,08 \$	3,21 \$
Nombre moyen d'actions en circulation – dilué (en milliers)	241 443	240 575	238 308	240 019	238 307
BAIIA avant les commissions de vente – mesure non conforme aux normes IFRS	411,8 \$	422,3 \$	326,4 \$	1 547,0 \$	1 226,4 \$
Commissions fondées sur les ventes versées	(42,9)	(37,8)	(41,3)	(170,5)	(139,5)
BAIIA après les commissions de vente – mesure non conforme aux normes IFRS	368,9	384,5	285,1	1 376,5	1 086,9
Commissions fondées sur les ventes versées pouvant faire l'objet d'un amortissement	39,3	33,8	36,1	151,0	117,6
Amortissement des commissions de vente inscrites à l'actif	(16,2)	(14,8)	(10,6)	(56,7)	(36,4)
Amortissement des immobilisations, des immobilisations incorporelles et d'autres actifs	(25,4)	(24,9)	(21,5)	(99,8)	(83,5)
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt sur le résultat – mesure non conforme aux normes IFRS	366,6	378,6	289,1	1 371,0	1 084,6
Charges d'intérêts ²	28,6	28,7	27,9	113,9	110,6
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat – mesure non conforme aux normes IFRS	338,0	349,9	261,2	1 257,1	974,0
Impôt sur le résultat	76,5	78,4	56,7	283,9	210,9
Bénéfice net ajusté – mesure non conforme aux normes IFRS	261,5	271,5	204,5	973,2	763,1
Profit à la vente de Personal Capital, déduction faite de l'impôt	7,7	–	–	7,7	31,4
Profit à la vente de la Gamme de fonds Quadrus, déduction faite des coûts d'acquisition et de l'impôt	–	–	21,4	–	21,4
Quote-part des ajustements de l'entreprise associée	–	–	3,4	–	3,4
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	(54,7)
Bénéfice net – conforme aux normes IFRS	269,2 \$	271,5 \$	229,3 \$	980,9 \$	764,6 \$

1. Bénéfice dilué par action.

2. Les charges d'intérêts comprennent des intérêts sur la dette à long terme et sur les contrats de location.

et d'autres filiales autorisées à distribuer des produits et des services financiers. La plus grande partie des produits de ce secteur sont tirés de la prestation de conseils financiers et de la distribution de produits et de services financiers à des ménages canadiens. Ce secteur comprend aussi les activités de gestion de placement de ces organisations, notamment des services de gestion de fonds communs de placement et de gestion de portefeuille discrétionnaire.

- **Gestion d'actifs** – Ce secteur reflète les activités des sociétés en exploitation qui sont principalement axées sur la prestation de services de gestion de placements et représente les activités de Placements Mackenzie. Les services de gestion de placements sont fournis pour une gamme de fonds d'investissement qui sont distribués par l'intermédiaire de courtiers et de conseillers financiers externes, de même que par l'intermédiaire de mandats de services-conseils pour les investisseurs d'institutions financières et de fonds de retraite et d'autres investisseurs institutionnels.
- **Investissements stratégiques et autres** – Ce secteur représente les principaux investissements stratégiques effectués par la Société, y compris ses investissements dans China Asset Management Co., Ltd., Great-West Lifeco Inc., Northleaf Capital Group Ltd., Wealthsimple Financial Corp. et Portag3 Ventures LP. Le capital non attribué est aussi compris dans ce secteur. Les investissements sont classés dans ce secteur (plutôt que dans le secteur Gestion de patrimoine ou le secteur Gestion d'actifs) lorsque cela est justifié en raison de différents segments de marché, profils de croissance ou autres caractéristiques uniques.

L'**actif géré** et l'**actif sous services-conseils** représentent l'actif géré et l'actif sous services-conseils consolidés de la Société financière IGM. Dans le secteur Gestion de patrimoine, l'actif géré est une composante de l'actif sous services-conseils. Tous les cas où le secteur Gestion d'actifs fournit des services de gestion de placements ou des services de distribution de produits par l'intermédiaire du secteur Gestion de patrimoine ont été éliminés de notre présentation. Ainsi, les épargnes des mêmes clients détenues dans les différentes sociétés en exploitation de la Société financière IGM ne font pas l'objet d'une double comptabilisation.

L'**actif sous services-conseils** est l'indicateur clé du secteur Gestion de patrimoine. L'actif sous services-conseils regroupe les produits d'épargne et de placement détenus dans les comptes des clients de nos sociétés en exploitation du secteur Gestion de patrimoine.

L'**actif géré** est l'indicateur clé du secteur Gestion d'actifs. L'actif géré est un indicateur secondaire des produits et des charges du secteur Gestion de patrimoine en ce qui concerne ses activités de gestion de placements. L'actif géré regroupe les actifs des clients pour lesquels nous fournissons des services de gestion de placement, et comprend des fonds d'investissement dont nous sommes le gestionnaire de fonds, des mandats de services-conseils en placement à des institutions et d'autres comptes

de clients pour lesquels nous assumons une responsabilité de gestion de portefeuille discrétionnaire.

PRÉSENTATION FINANCIÈRE

La présentation financière comprend les produits et les charges afin qu'ils correspondent aux indicateurs clés des activités et qui reflètent l'importance que nous accordons à la croissance des affaires et à l'efficacité opérationnelle. Les catégories sont les suivantes :

- **Produits du secteur Gestion de patrimoine** – Il s'agit des produits gagnés par le secteur Gestion de patrimoine dans le cadre de la prestation de services de planification financière, de services-conseils en matière de placement et de services financiers connexes. Ces produits comprennent les honoraires de conseils financiers, les honoraires de gestion de placements et les honoraires d'administration connexes, les produits tirés de la distribution ayant trait aux produits et aux services bancaires et d'assurance ainsi que les produits relatifs aux activités de prêts hypothécaires.
- **Produits du secteur Gestion d'actifs** – Il s'agit des produits gagnés par le secteur Gestion d'actifs se rapportant aux services-conseils en matière de placement et aux services administratifs.
- **Rémunération des courtiers** – Il s'agit de la rémunération fondée sur l'actif et de la rémunération fondée sur les ventes versées aux courtiers par le secteur Gestion d'actifs.
- **Charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires** – Il s'agit des dépenses engagées à l'égard d'activités directement liées à la prestation de services de planification financière à des clients du secteur Gestion de patrimoine. Ces dépenses comprennent la rémunération, la reconnaissance et d'autres services de soutien offerts à nos conseillers financiers, aux directeurs dans le réseau de conseillers et aux spécialistes des produits et de la planification; les dépenses relatives aux installations, à la technologie et à la formation de nos conseillers et nos spécialistes financiers; d'autres activités de croissance des affaires, notamment la commercialisation et la publicité directes; et les activités de distribution aux intermédiaires exécutées par le secteur Gestion d'actifs. Une part importante de ces dépenses varie directement en fonction des niveaux de l'actif géré ou de l'actif sous services-conseils, de facteurs liés à la croissance des affaires, y compris les ventes et l'acquisition de nouveaux clients, ainsi que le nombre de relations qui existent avec les conseillers et les clients.
- **Charges liées aux activités et aux services de soutien** – Il s'agit des dépenses engagées dans le cadre des activités d'exploitation, y compris pour la technologie et les processus d'affaires; la gestion de placements et la gestion des gammes de produits à l'interne ainsi que les fonctions de gestion d'entreprise et de soutien. Ces dépenses sont surtout attribuables à la rémunération et à la technologie, et comprennent d'autres dépenses liées aux fournisseurs de services.

TABLEAU 2 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS PAR SECTEUR –
QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2021 PAR RAPPORT AU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2020

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	GESTION DE PATRIMOINE		GESTION D'ACTIFS		INVESTISSEMENTS STRATÉGIQUES ET AUTRES		ÉLIMINATIONS INTERSECTORIELLES		TOTAL	
	31 DÉC. 2021	31 DÉC. 2020	31 DÉC. 2021	31 DÉC. 2020	31 DÉC. 2021	31 DÉC. 2020	31 DÉC. 2021	31 DÉC. 2020	31 DÉC. 2021	31 DÉC. 2020
Produits										
Gestion de patrimoine	672,5 \$	598,5 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	(5,0) \$	(4,3) \$	667,5 \$	594,2 \$
Gestion d'actifs	–	–	296,8	242,1	–	–	(30,0)	(25,8)	266,8	216,3
Charge de rémunération des courtiers	–	–	(91,7)	(78,6)	–	–	5,0	4,3	(86,7)	(74,3)
Gestion d'actifs – produits nets	–	–	205,1	163,5	–	–	(25,0)	(21,5)	180,1	142,0
Produits tirés des placements nets et autres produits	1,4	1,0	1,3	1,0	1,1	1,1	–	0,1	3,8	3,2
Quote-part du résultat des entreprises associées	–	–	–	–	50,7	40,1	–	–	50,7	40,1
	673,9	599,5	206,4	164,5	51,8	41,2	(30,0)	(25,7)	902,1	779,5
Charges										
Services-conseils et croissance des affaires	284,8	254,8	24,1	28,3	–	–	–	–	308,9	283,1
Activités et services de soutien	115,9	113,3	88,3	74,6	1,3	0,9	–	0,2	205,5	189,0
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	49,5	42,7	1,6	1,5	–	–	(30,0)	(25,9)	21,1	18,3
	450,2	410,8	114,0	104,4	1,3	0,9	(30,0)	(25,7)	535,5	490,4
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt¹	223,7	188,7	92,4	60,1	50,5	40,3	–	–	366,6	289,1
Charge d'intérêts ²	22,7	22,7	5,9	5,2	–	–	–	–	28,6	27,9
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat	201,0	166,0	86,5	54,9	50,5	40,3	–	–	338,0	261,2
Impôt sur le résultat	53,8	44,2	21,2	14,2	1,5	(1,7)	–	–	76,5	56,7
Bénéfice net ajusté¹	147,2	121,8	65,3	40,7	49,0	42,0	–	–	261,5	204,5
Participation ne donnant pas le contrôle	–	–	–	–	0,7	0,2	–	–	0,7	0,2
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹	147,2 \$	121,8 \$	65,3 \$	40,7 \$	48,3 \$	41,8 \$	– \$	– \$	260,8	204,3
Autres éléments, déduction faite de l'impôt										
Profit à la vente de Personal Capital									7,7	–
Profit à la vente de la Gamme de fonds Quadrus, déduction faite des coûts d'acquisition									–	21,4
Quote-part des ajustements de l'entreprise associée									–	3,4
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires									268,5 \$	229,1 \$

1. Se reporter à la présentation des mesures financières non conformes aux normes IFRS et des mesures additionnelles conformes aux normes IFRS dans le présent rapport de gestion pour une description de l'utilisation que fait la Société des mesures financières non conformes aux normes IFRS.

2. Les charges d'intérêts comprennent des intérêts sur la dette à long terme et des intérêts sur les contrats de location.

TABLEAU 3 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS PAR SECTEUR – CUMUL ANNUEL

EXERCICES CLOS LES (en M\$)	GESTION DE PATRIMOINE		GESTION D'ACTIFS		INVESTISSEMENTS STRATÉGIQUES ET AUTRES		ÉLIMINATIONS INTERSECTORIELLES		TOTAL	
	31 DÉC. 2021	31 DÉC. 2020	31 DÉC. 2021	31 DÉC. 2020	31 DÉC. 2021	31 DÉC. 2020	31 DÉC. 2021	31 DÉC. 2020	31 DÉC. 2021	31 DÉC. 2020
Produits										
Gestion de patrimoine	2 572,9 \$	2 276,0 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	(19,3) \$	(16,4) \$	2 553,6 \$	2 259,6 \$
Gestion d'actifs	-	-	1 126,1	913,5	-	-	(114,6)	(100,6)	1 011,5	812,9
Charge de rémunération des courtiers	-	-	(355,3)	(299,5)	-	-	19,3	16,4	(336,0)	(283,1)
Gestion d'actifs – produits nets	-	-	770,8	614,0	-	-	(95,3)	(84,2)	675,5	529,8
Produits tirés des placements nets et autres produits	3,6	2,3	5,8	2,9	2,7	6,0	(0,2)	(0,2)	11,9	11,0
Quote-part du résultat des entreprises associées	-	-	-	-	196,4	147,0	-	-	196,4	147,0
	2 576,5	2 278,3	776,6	616,9	199,1	153,0	(114,8)	(100,8)	3 437,4	2 947,4
Charges										
Services-conseils et croissance des affaires	1 089,3	960,0	88,7	80,2	-	-	-	-	1 178,0	1 040,2
Activités et services de soutien	466,1	453,7	335,6	293,7	4,9	4,1	(0,2)	(0,1)	806,4	751,4
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	189,7	163,2	6,9	8,7	-	-	(114,6)	(100,7)	82,0	71,2
	1 745,1	1 576,9	431,2	382,6	4,9	4,1	(114,8)	(100,8)	2 066,4	1 862,8
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt¹	831,4	701,4	345,4	234,3	194,2	148,9	-	-	1 371,0	1 084,6
Charge d'intérêts ²	90,3	89,9	23,6	20,7	-	-	-	-	113,9	110,6
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat	741,1	611,5	321,8	213,6	194,2	148,9	-	-	1 257,1	974,0
Impôt sur le résultat	198,0	162,6	81,0	55,7	4,9	(7,4)	-	-	283,9	210,9
Bénéfice net ajusté¹	543,1	448,9	240,8	157,9	189,3	156,3	-	-	973,2	763,1
Participation ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	2,0	0,2	-	-	2,0	0,2
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹	543,1 \$	448,9 \$	240,8 \$	157,9 \$	187,3 \$	156,1 \$	- \$	- \$	971,2	762,9
Autres éléments, déduction faite de l'impôt										
Profit à la vente de Personal Capital									7,7	31,4
Profit à la vente de la Gamme de fonds Quadrus, déduction faite des coûts d'acquisition									-	21,4
Quote-part des ajustements de l'entreprise associée									-	3,4
Charges de restructuration et autres charges									-	(54,7)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires									978,9 \$	764,4 \$

1. Se reporter à la présentation des mesures financières non conformes aux normes IFRS et des mesures additionnelles conformes aux normes IFRS dans le présent rapport de gestion pour une description de l'utilisation que fait la Société des mesures financières non conformes aux normes IFRS.

2. Les charges d'intérêts comprennent des intérêts sur la dette à long terme et sur les contrats de location.

TABLEAU 4 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS PAR SECTEUR –
QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2021 PAR RAPPORT AU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2021

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	GESTION DE PATRIMOINE		GESTION D'ACTIFS		INVESTISSEMENTS STRATÉGIQUES ET AUTRES		ÉLIMINATIONS INTERSECTORIELLES		TOTAL	
	31 DÉC. 2021	30 SEPT. 2021	31 DÉC. 2021	30 SEPT. 2021	31 DÉC. 2021	30 SEPT. 2021	31 DÉC. 2021	30 SEPT. 2021	31 DÉC. 2021	30 SEPT. 2021
Produits										
Gestion de patrimoine	672,5 \$	660,0 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	(5,0) \$	(5,0) \$	667,5 \$	655,0 \$
Gestion d'actifs	–	–	296,8	293,1	–	–	(30,0)	(29,7)	266,8	263,4
Charge de rémunération des courtiers	–	–	(91,7)	(90,9)	–	–	5,0	5,0	(86,7)	(85,9)
Gestion d'actifs – produits nets	–	–	205,1	202,2	–	–	(25,0)	(24,7)	180,1	177,5
Produits tirés des placements nets et autres produits	1,4	(0,2)	1,3	2,2	1,1	0,6	–	(0,1)	3,8	2,5
Quote-part du résultat des entreprises associées	–	–	–	–	50,7	55,9	–	–	50,7	55,9
	673,9	659,8	206,4	204,4	51,8	56,5	(30,0)	(29,8)	902,1	890,9
Charges										
Services-conseils et croissance des affaires	284,8	274,8	24,1	19,2	–	–	–	–	308,9	294,0
Activités et services de soutien	115,9	113,2	88,3	83,3	1,3	1,2	–	(0,1)	205,5	197,6
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	49,5	48,7	1,6	1,7	–	–	(30,0)	(29,7)	21,1	20,7
	450,2	436,7	114,0	104,2	1,3	1,2	(30,0)	(29,8)	535,5	512,3
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt¹	223,7	223,1	92,4	100,2	50,5	55,3	–	–	366,6	378,6
Charge d'intérêts ²	22,7	22,8	5,9	5,9	–	–	–	–	28,6	28,7
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat	201,0	200,3	86,5	94,3	50,5	55,3	–	–	338,0	349,9
Impôt sur le résultat	53,8	53,5	21,2	23,3	1,5	1,6	–	–	76,5	78,4
Bénéfice net ajusté¹	147,2	146,8	65,3	71,0	49,0	53,7	–	–	261,5	271,5
Participation ne donnant pas le contrôle	–	–	–	–	0,7	0,7	–	–	0,7	0,7
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹	147,2 \$	146,8 \$	65,3 \$	71,0 \$	48,3 \$	53,0 \$	– \$	– \$	260,8	270,8
Profit à la vente de Personal Capital									7,7	–
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires									268,5 \$	270,8 \$

1. Se reporter à la présentation des mesures financières non conformes aux normes IFRS et des mesures additionnelles conformes aux normes IFRS dans le présent rapport de gestion pour une description de l'utilisation que fait la Société des mesures financières non conformes aux normes IFRS.
2. Les charges d'intérêts comprennent des intérêts sur la dette à long terme et sur les contrats de location.

- **Charges liées aux comptes gérés à titre de sous-conseiller** – Il s'agit des honoraires se rapportant aux services de gestion de placements fournis par des organisations de gestion de placements de tierces parties ou de parties liées. Ces honoraires varient habituellement en fonction des niveaux de l'actif géré. Ces honoraires comprennent ceux des services-conseils en placement fournis par le secteur Gestion d'actifs pour le secteur Gestion de patrimoine.

Les charges d'intérêts représentent les charges d'intérêts sur la dette à long terme et sur les contrats de location. La charge d'intérêts est affectée à chaque secteur en fonction de l'évaluation faite par la direction : i) de la capacité à assurer le service de la dette; et ii) des secteurs où le service de la dette est assuré.

L'impôt sur le résultat est présenté dans chaque secteur. Les variations consolidées des taux d'imposition effectifs de la Société financière IGM sont présentées au tableau 5.

Une planification fiscale peut permettre à la Société de constater un impôt sur le résultat moins élevé. La direction surveille l'état de ses déclarations de revenus et évalue régulièrement si ses charges d'impôt sont, de façon générale, adéquates. Par conséquent, l'impôt sur le résultat constaté au cours des exercices antérieurs peut être ajusté durant l'exercice considéré. L'incidence de toute modification des meilleures estimations de la direction constatée dans le bénéfice net ajusté est reflétée dans les autres éléments, ce qui inclut, mais sans s'y limiter, l'incidence des taux d'imposition effectifs moins élevés applicables aux établissements à l'étranger.

Les autres éléments, qui figurent aux tableaux 2, 3 et 4, comprennent l'incidence après impôt de tout élément que la direction considère comme non récurrent ou qui pourrait rendre moins significative la comparaison des résultats d'exploitation d'une période à l'autre et ils ne sont pas attribués à des secteurs. Les autres éléments pour les exercices 2021 et 2020 comprenaient les éléments suivants :

- *Profit à la vente de Personal Capital*
 - 2021 – un montant de 10,6 M\$ (7,7 M\$ après impôt), comptabilisé au quatrième trimestre, en raison de la contrepartie additionnelle à recevoir en ce qui a trait à la vente de la participation de la Société dans Personal Capital en 2020.
 - 2020 – un montant de 37,2 M\$ (31,4 M\$ après impôt), comptabilisé au troisième trimestre, découlant de la vente de l'investissement de la Société dans Personal Capital.
- *Profit à la vente de la Gamme de fonds Quadrus, déduction faite des coûts d'acquisition, en 2020* – un montant de 25,2 M\$ (21,4 M\$ après impôt) comptabilisé au quatrième trimestre.
- *Quote-part des ajustements de l'entreprise associée en 2020* – un montant de 3,4 M\$, comptabilisé au quatrième trimestre, qui représentait la quote-part des ajustements après impôt de Great-West Lifeco Inc. revenant à la Société relativement à la réévaluation d'un actif d'impôt différé, moins certaines charges de restructuration et certains coûts de transaction.
- *Charges de restructuration et autres charges en 2020* – un montant de 74,5 M\$ (54,7 M\$ après impôt), comptabilisé au troisième trimestre, découlant de nos démarches actuelles de transformation sur plusieurs années et de nos efforts visant à accroître notre efficacité opérationnelle, de même que de l'acquisition de GLC et d'autres changements apportés à nos équipes de gestion des placements. Cela comprenait des activités visant à accroître l'efficacité et les capacités de la Société grâce à des partenariats d'impartition permettant de tirer parti de la taille et de l'expertise de fournisseurs en mesure d'absorber des mandats évolutifs, ainsi que des initiatives d'automatisation des processus se rapportant à des processus internes clés. La Société a aussi engagé des charges liées aux indemnités de cessation d'emploi et d'autres charges ayant trait à l'acquisition de GLC et à d'autres changements à l'égard du personnel.

TABLEAU 5 : TAUX D'IMPOSITION EFFECTIF

	TRIMESTRES CLOS LES			EXERCICES CLOS LES	
	31 DÉC. 2021	30 SEPT. 2021	31 DÉC. 2020	31 DÉC. 2021	31 DÉC. 2020
Impôt sur le résultat aux taux d'imposition fédéral et provinciaux canadiens prévus par la loi	26,64 %	26,65 %	26,60 %	26,63 %	26,68 %
Incidence des éléments suivants :					
Quote-part du résultat des entreprises associées	(3,39)	(3,78)	(3,29)	(3,65)	(3,71)
Consolidation de la perte fiscale ¹	–	–	(0,96)	–	(1,15)
Autres éléments	(0,48)	(0,47)	(0,19)	(0,36)	(0,11)
Taux d'imposition effectif – bénéfice net ajusté	22,77	22,40	22,16	22,62	21,71
Cession d'actifs, déduction faite des coûts d'acquisition	–	–	(0,98)	–	(0,82)
Quote-part des ajustements de l'entreprise associée	–	–	(0,31)	–	(0,09)
Taux d'imposition effectif – bénéfice net	22,77 %	22,40 %	20,87 %	22,62 %	20,80 %

1. Se reporter à la note 27, « Transactions entre parties liées », des états financiers consolidés du rapport annuel de 2021 de la Société financière IGM Inc. (les « états financiers consolidés »). Les ententes de consolidation des pertes fiscales ont cessé de donner lieu à des avantages le 31 décembre 2020.

TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ ET DE L'ACTIF SOUS SERVICES-CONSEILS

Au 31 décembre 2021, l'actif géré et l'actif sous services-conseils se chiffraient à 277,1 G\$, comparativement à 240,0 G\$ au 31 décembre 2020, soit une augmentation de 15,5 %, comme il est présenté au tableau 6. Au 31 décembre 2021, le total de l'actif géré s'élevait à 245,3 G\$, comparativement à 214,0 G\$ au 31 décembre 2020, soit une hausse de 14,6 %.

Pour l'ensemble de l'exercice, les entrées nettes de 8,7 G\$ représentent un record et une augmentation par rapport à 7,1 G\$ en 2020. Pour l'ensemble de l'exercice, les ventes nettes de fonds d'investissement se sont chiffrées à 7,0 G\$, ce qui représente un record et une augmentation par rapport aux ventes nettes de 3,4 G\$ en 2020. Le total des entrées nettes s'est établi à 1,2 G\$ au quatrième trimestre de 2021, en baisse par rapport à 2,2 G\$ au quatrième trimestre de 2020. Les ventes nettes de fonds d'investissement se sont élevées à 1,1 G\$ au quatrième trimestre de 2021, en baisse par rapport à 1,7 G\$ au quatrième trimestre de 2020. Les flux nets et les ventes nettes sont fondés sur l'actif géré et l'actif sous services-conseils, compte non tenu des comptes gérés à titre de sous-conseiller pour la Canada Vie et le secteur Gestion de patrimoine.

Les variations de l'actif géré des secteurs Gestion de patrimoine et Gestion d'actifs sont présentées plus en détail dans les rubriques « Revue des activités » respectives du rapport de gestion.

PRINCIPALES DONNÉES ANNUELLES

Les données financières pour les trois derniers exercices clos sont présentées dans le tableau 7.

Bénéfice net et bénéfice par action – À l'exception du rapprochement présenté au tableau 7, les variations du bénéfice net et du total des produits découlent principalement

de l'évolution de l'actif géré moyen et de l'actif sous services-conseils moyen. L'actif géré et l'actif sous services-conseils se sont chiffrés à 190,0 G\$ en 2019, et ont augmenté pour s'établir à 240,0 G\$ en 2020 et à 277,1 G\$ en 2021. Ces augmentations sont principalement attribuables aux fluctuations des marchés des capitaux au cours des périodes et, en 2020, l'augmentation est principalement attribuable aux acquisitions d'entreprises nettes de 30,3 G\$. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, la moyenne du total de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils s'est établie à 259,7 G\$, comparativement à 191,2 G\$ en 2020. L'incidence de l'évolution du total de l'actif géré moyen et de l'actif sous services-conseils moyen et des autres éléments pertinents sur le bénéfice et les produits fait l'objet d'une analyse à la rubrique « Revue des résultats d'exploitation par secteur » dans les sections relatives à IG Gestion de patrimoine et à Mackenzie du rapport de gestion.

Le bénéfice net des périodes futures dépendra principalement du volume de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils, qui continuera à être touché par la conjoncture mondiale.

Dividendes par action ordinaire – Les dividendes annuels par action ordinaire se sont établis à 2,25 \$ en 2021, soit le même montant qu'en 2020 et 2019.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le sommaire des résultats trimestriels présenté au tableau 8 comprend les résultats des huit derniers trimestres et le rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS et du bénéfice net conformément aux normes IFRS.

Comme l'illustre le tableau 8, au cours des huit trimestres les plus récents, l'évolution de la moyenne quotidienne de l'actif géré des fonds d'investissement reflète grandement l'incidence des fluctuations des marchés nationaux et étrangers et des ventes nettes de la Société.

TABLEAU 6 : ACTIF GÉRÉ ET ACTIF SOUS SERVICES-CONSEILS

(en M\$)	GESTION DE PATRIMOINE				GESTION D'ACTIFS ¹		ÉLIMINATIONS INTERSOCIÉTÉS ²		DONNÉES CONSOLIDÉES	
	IG GESTION DE PATRIMOINE		INVESTMENT PLANNING COUNSEL		PLACEMENTS MACKENZIE					
	31 DÉC. 2021	31 DÉC. 2020	31 DÉC. 2021	31 DÉC. 2020	31 DÉC. 2021	31 DÉC. 2020	31 DÉC. 2021	31 DÉC. 2020	31 DÉC. 2021	31 DÉC. 2020
TRIMESTRES CLOS LES										
Flux bruts										
Ventes brutes de fonds communs de placement ^{3, 4}	2 959 \$	2 572 \$	174 \$	177 \$	2 592 \$	4 501 \$	– \$	– \$	5 725 \$	7 250 \$
Entrées brutes des courtiers	3 437	2 938	1 509	1 487	–	–	–	–	4 946	4 425
Flux nets										
Ventes nettes de fonds communs de placement ^{3, 4}	457	(9)	(129)	(89)	512	1 376	–	–	840	1 278
Créations nettes de parts de FNB ⁵	–	–	–	–	245	372	–	–	245	372
Ventes nettes de fonds d'investissement	457	(9)	(129)	(89)	757	1 748	–	–	1 085	1 650
Ventes nettes de comptes à gestion distincte d'investisseurs institutionnels ⁶	–	–	–	–	(576)	(75)	–	–	(576)	(75)
Ventes nettes de Mackenzie par le biais du secteur Gestion de patrimoine	36	130	20	59	–	–	(56)	(189)	–	–
Ventes nettes des produits d'IGM	493	121	(109)	(30)	181	1 673	(56)	(189)	509	1 575
Autres flux nets des courtiers	492	364	232	279	–	–	1	3	725	646
Total des flux nets	985	485	123	249	181	1 673	(55)	(186)	1 234	2 221

TABLEAU 6 : ACTIF GÉRÉ ET ACTIF SOUS SERVICES-CONSEILS (suite)

(en M\$)	GESTION DE PATRIMOINE				GESTION D'ACTIFS ¹		ÉLIMINATIONS INTERSOCIÉTÉS ²		DONNÉES CONSOLIDÉES	
	IG GESTION DE PATRIMOINE		INVESTMENT PLANNING COUNSEL		PLACEMENTS MACKENZIE					
	31 DÉC. 2021	31 DÉC. 2020	31 DÉC. 2021	31 DÉC. 2020	31 DÉC. 2021	31 DÉC. 2020	31 DÉC. 2021	31 DÉC. 2020	31 DÉC. 2021	31 DÉC. 2020
EXERCICES CLOS LES										
Flux bruts										
Ventes brutes de fonds communs de placement ^{3,4}	11 845 \$	8 987 \$	774 \$	577 \$	12 022 \$	13 565 \$	– \$	– \$	24 641 \$	23 129 \$
Entrées brutes des courtiers	13 434	9 977	5 366	4 760	–	–	–	–	18 800	14 737
Flux nets										
Ventes nettes de fonds communs de placement ^{3,4}	1 813	(451)	(288)	(307)	3 908	2 956	–	–	5 433	2 198
Créations nettes de parts de FNB ⁵	–	–	–	–	1 532	1 232	–	–	1 532	1 232
Ventes nettes de fonds d'investissement	1 813	(451)	(288)	(307)	5 440	4 188	–	–	6 965	3 430
Ventes nettes de comptes à gestion distincte d'investisseurs institutionnels ⁶	–	–	–	–	(306)	2 062	–	–	(306)	2 062
Ventes nettes de Mackenzie par le biais du secteur Gestion de patrimoine	431	211	180	113	–	–	(611)	(324)	–	–
Ventes nettes des produits d'IGM	2 244	(240)	(108)	(194)	5 134	6 250	(611)	(324)	6 659	5 492
Autres flux nets des courtiers	1 440	1 035	596	567	–	–	6	5	2 042	1 607
Total des flux nets	3 684	795	488	373	5 134	6 250	(605)	(319)	8 701	7 099
Actif géré et actif sous services-conseils										
Gestion de patrimoine										
Actif géré	110 541 \$	97 713 \$	5 629 \$	5 320 \$	–	–	– \$	– \$	116 170 \$	103 033 \$
Actifs de Mackenzie vendus par le biais du secteur Gestion de patrimoine	957	438	3 640	3 133	–	–	–	–	4 597	3 571
Autres éléments de l'actif sous services-conseils	8 059	5 122	23 808	20 865	–	–	(11)	(8)	31 856	25 979
Actif sous services-conseils	119 557	103 273	33 077	29 318	–	–	(11)	(8)	152 623	132 583
Gestion d'actifs										
Fonds communs de placement	–	–	–	–	62 969 \$	52 682 \$	–	–	62 969	52 682
FNB	–	–	–	–	5 393	3 788	–	–	5 393	3 788
Fonds d'investissement	–	–	–	–	68 362	56 470	–	–	68 362	56 470
Comptes à gestion distincte d'investisseurs institutionnels	–	–	–	–	7 948	7 293	–	–	7 948	7 293
Comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie	–	–	–	–	52 805	47 175	–	–	52 805	47 175
Total des comptes à gestion distincte d'investisseurs institutionnels	–	–	–	–	60 753	54 468	–	–	60 753	54 468
Total (excluant les comptes gérés à titre de sous-conseiller du secteur Gestion de patrimoine)	–	–	–	–	129 115	110 938	–	–	129 115	110 938
Comptes gérés à titre de sous-conseiller du secteur Gestion de patrimoine	–	–	–	–	81 228	74 210	–	–	81 228	74 210
Total de l'actif géré	–	–	–	–	210 343	185 148	–	–	210 343	185 148
FNB										
Distribués à des tiers	–	–	–	–	5 393	3 788	–	–	5 393	3 788
Détenus dans les produits gérés d'IGM	–	–	–	–	7 281	4 663	(7 281)	(4 663)	–	–
Total des FNB	–	–	–	–	12 674	8 451	(7 281)	(4 663)	5 393	3 788
Données consolidées										
Actif géré	110 541	97 713	5 629	5 320	210 343	185 148	(81 228)	(74 210)	245 285	213 971
Actifs de Mackenzie vendus par le biais du secteur Gestion de patrimoine	957	438	3 640	3 133	–	–	(4 597)	(3 571)	–	–
Autres éléments de l'actif sous services-conseils	8 059	5 122	23 808	20 865	–	–	(11)	(8)	31 856	25 979
Actif géré et actif sous services-conseils	119 557	103 273	33 077	29 318	210 343	185 148	(85 836)	(77 789)	277 141	239 950

- Les flux du secteur Gestion d'actifs excluent les mandats de sous-conseiller exécutés pour la Canada Vie et le secteur Gestion de patrimoine. Au quatrième trimestre de 2020, Placements Mackenzie a vendu des contrats de gestion de fonds relatifs à la Gamme de fonds Quadrus à Lifeco et, par conséquent, les flux bruts et les flux nets de fonds communs de placement en 2021 ne sont pas directement comparables à ceux de 2020.
- Les résultats consolidés éliminent la double comptabilisation dans les cas où les activités sont présentées dans plus d'un secteur.
- L'actif géré et les ventes nettes d'IGM Gestion de patrimoine et d'Investment Planning Counsel comprennent les comptes à gestion distincte.
- Au cours du quatrième trimestre et de l'exercice, des clients institutionnels, dont les produits de placement comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, ont apporté des changements à la répartition des fonds :
Cumul annuel de 2021 – cela a donné lieu à des rachats nets de 361 M\$.
Cumul annuel de 2020 – cela a donné lieu à des ventes de 1,4 G\$ et à des ventes nettes de 612 M\$.
Quatrième trimestre de 2020 – cela a donné lieu à des ventes de 625 M\$ et à des ventes nettes de 32 M\$.
- FNB – Au cours des deuxième et troisième trimestres de 2020, Wealthsimple a effectué des changements à la répartition des fonds, lesquels ont engendré des achats de 370 M\$ parmi les FNB de Mackenzie et des rachats de 325 M\$ à même les FNB de Mackenzie.
- Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes :
2021 – Deuxième trimestre – Mackenzie a obtenu des mandats d'un montant de 680 M\$ à titre de sous-conseiller.
– Quatrième trimestre – un client institutionnel a confié à une autre société les responsabilités de sous-conseiller assumées par Mackenzie pour des mandats d'un montant total de 667 M\$.
2020 – Deuxième trimestre – Mackenzie a obtenu des mandats d'un montant de 2,6 G\$ à titre de sous-conseiller.

TABLEAU 7 : PRINCIPALES DONNÉES ANNUELLES

	2021	2020	2019
États consolidés du résultat net (en M\$)			
Produits			
Gestion de patrimoine	2 553,6 \$	2 259,6 \$	2 299,0 \$
Gestion d'actifs – produits nets	675,5	529,8	515,3
Produits tirés des placements nets et autres produits	11,9	11,0	24,8
Quote-part du résultat des entreprises associées	196,4	147,0	122,4
	3 437,4	2 947,4	2 961,5
Charges			
	1 257,1	974,0	985,8
Profit à la vente de Personal Capital	10,6	37,2	–
Profit à la vente de la Gamme de fonds Quadrus, déduction faite des coûts d'acquisition	–	25,2	–
Quote-part des ajustements de l'entreprise associée	–	3,4	–
Charges de restructuration et autres charges	–	(74,5)	–
Quote-part des charges exceptionnelles de l'entreprise associée	–	–	(17,2)
Bénéfice avant impôt sur le résultat	1 267,7	965,3	968,6
Impôt sur le résultat	286,8	200,7	219,7
Bénéfice net	980,9	764,6	748,9
Participation ne donnant pas le contrôle	(2,0)	(0,2)	–
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	–	–	(2,2)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	978,9 \$	764,4 \$	746,7 \$
Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS¹ (en M\$)			
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires – mesure non conforme aux normes IFRS	971,2 \$	762,9 \$	763,9 \$
Autres éléments :			
Profit à la vente de Personal Capital, déduction faite de l'impôt	7,7	31,4	–
Profit à la vente de la Gamme de fonds Quadrus, déduction faite des coûts d'acquisition et de l'impôt	–	21,4	–
Quote-part des ajustements de l'entreprise associée	–	3,4	–
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt	–	(54,7)	–
Quote-part des charges exceptionnelles de l'entreprise associée	–	–	(17,2)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – conforme aux normes IFRS	978,9 \$	764,4 \$	746,7 \$
Bénéfice par action (\$)			
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹			
– De base	4,07 \$	3,20 \$	3,19 \$
– Dilué	4,05	3,20	3,19
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires			
– De base	4,10	3,21	3,12
– Dilué	4,08	3,21	3,12
Dividendes par action (\$)			
Actions ordinaires	2,25 \$	2,25 \$	2,25 \$
Actions privilégiées, série B	–	–	0,37
Actif géré moyen et actif sous services-conseils moyen (en G\$)			
Actif géré des fonds d'investissement	173,4 \$	161,7 \$	155,5 \$
Total de l'actif géré	231,4	168,5	161,1
Total de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils	259,7	191,2	183,5
Actif géré à la fin et actif sous services-conseils à la fin (en G\$)			
Actif géré des fonds d'investissement	184,5 \$	159,5 \$	161,8 \$
Total de l'actif géré	245,3	214,0	166,8
Total de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils	277,1	240,0	190,0
Total de l'actif de la Société (en M\$)	17 661 \$	16 062 \$	15 391 \$
Total de la dette à long terme (en M\$)	2 100 \$	2 100 \$	2 100 \$
Nombre d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	239 679	238 308	238 294
Nombre moyen d'actions en circulation – dilué (en milliers)	240 019	238 307	239 181

1. Se reporter à la présentation des mesures financières non conformes aux normes IFRS et des mesures additionnelles conformes aux normes IFRS ainsi qu'au Sommaire des résultats d'exploitation consolidés du présent rapport de gestion pour une explication relative aux autres éléments utilisés dans le calcul des mesures financières non conformes aux normes IFRS de la Société.

TABLEAU 8 : SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

	T4 2021	T3 2021	T2 2021	T1 2021	T4 2020	T3 2020	T2 2020	T1 2020
États consolidés du résultat net (en M\$)								
Produits								
Gestion de patrimoine	667,5 \$	655,0 \$	627,6 \$	603,5 \$	594,2 \$	571,6 \$	531,1 \$	562,7 \$
Gestion d'actifs	266,8	263,4	248,3	233,0	216,3	207,4	190,7	198,5
Charge de rémunération des courtiers	(86,7)	(85,9)	(82,7)	(80,7)	(74,3)	(71,3)	(66,1)	(71,4)
Gestion d'actifs – produits nets	180,1	177,5	165,6	152,3	142,0	136,1	124,6	127,1
Produits tirés des placements nets et autres produits	3,8	2,5	2,5	3,1	3,2	2,2	7,6	(2,0)
Quote-part du résultat des entreprises associées	50,7	55,9	48,2	41,6	40,1	43,5	43,3	20,1
	902,1	890,9	843,9	800,5	779,5	753,4	706,6	707,9
Charges								
Services-conseils et croissance des affaires	308,9	294,0	291,1	284,0	283,1	252,6	245,4	259,1
Activités et services de soutien	205,5	197,6	196,8	206,5	189,0	181,9	185,4	195,1
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	21,1	20,7	20,4	19,8	18,3	18,5	16,9	17,5
Charges d'intérêts ¹	28,6	28,7	28,5	28,1	27,9	27,9	27,5	27,3
	564,1	541,0	536,8	538,4	518,3	480,9	475,2	499,0
Bénéfice avant les éléments suivants	338,0	349,9	307,1	262,1	261,2	272,5	231,4	208,9
Profit à la vente de Personal Capital	10,6	–	–	–	–	37,2	–	–
Profit à la vente de la Gamme de fonds Quadrus, déduction faite des coûts d'acquisition	–	–	–	–	25,2	–	–	–
Quote-part des ajustements de l'entreprise associée	–	–	–	–	3,4	–	–	–
Charges de restructuration et autres charges	–	–	–	–	–	(74,5)	–	–
Bénéfice avant impôt sur le résultat	348,6	349,9	307,1	262,1	289,8	235,2	231,4	208,9
Impôt sur le résultat	79,4	78,4	69,3	59,7	60,5	44,3	47,9	48,0
Bénéfice net	269,2	271,5	237,8	202,4	229,3	190,9	183,5	160,9
Participation ne donnant pas le contrôle	0,7	0,7	0,4	0,2	0,2	–	–	–
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	268,5 \$	270,8 \$	237,4 \$	202,2 \$	229,1 \$	190,9 \$	183,5 \$	160,9 \$
Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS² (en M\$)								
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires – mesure non conforme aux normes IFRS	260,8 \$	270,8 \$	237,4 \$	202,2 \$	204,3 \$	214,2 \$	183,5 \$	160,9 \$
Autres éléments :								
Profit à la vente de Personal Capital, déduction faite de l'impôt	7,7	–	–	–	–	31,4	–	–
Profit à la vente de la Gamme de fonds Quadrus, déduction faite des coûts d'acquisition et de l'impôt	–	–	–	–	21,4	–	–	–
Quote-part des ajustements de l'entreprise associée	–	–	–	–	3,4	–	–	–
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	–	(54,7)	–	–
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – conforme aux normes IFRS	268,5 \$	270,8 \$	237,4 \$	202,2 \$	229,1 \$	190,9 \$	183,5 \$	160,9 \$
Bénéfice par action (\$)								
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires ²								
– De base	1,09 \$	1,13 \$	0,99 \$	0,85 \$	0,86 \$	0,90 \$	0,77 \$	0,68 \$
– Dilué	1,08	1,13	0,99	0,85	0,86	0,90	0,77	0,68
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires								
– De base	1,12	1,13	0,99	0,85	0,96	0,80	0,77	0,68
– Dilué	1,11	1,13	0,99	0,85	0,96	0,80	0,77	0,68
Nombre moyen d'actions en circulation – dilué (en milliers)	241 443	240 575	239 821	238 474	238 308	238 308	238 308	238 316
Actif géré moyen et actif sous services-conseils moyen (en G\$)								
Actif géré des fonds d'investissement	181,9 \$	178,6 \$	170,2 \$	162,7 \$	169,8 \$	163,7 \$	152,6 \$	158,5 \$
Total de l'actif géré	241,9	238,3	227,8	217,6	177,6	171,4	159,2	163,3
Actif géré et actif sous services-conseils	272,0	267,4	255,4	243,9	202,2	194,9	181,5	186,0
Actif géré à la fin et actif sous services-conseils à la fin (en G\$)								
Actif géré des fonds d'investissement	184,5 \$	176,8 \$	174,4 \$	165,5 \$	159,5 \$	164,9 \$	157,8 \$	143,2 \$
Total de l'actif géré	245,3	236,2	233,6	221,6	214,0	172,6	165,4	147,5
Actif géré et actif sous services-conseils	277,1	265,2	262,0	248,5	240,0	196,4	188,3	168,4

1. Les charges d'intérêts comprennent des intérêts sur la dette à long terme et sur les contrats de location.

2. Se reporter à la présentation des mesures financières non conformes aux normes IFRS et des mesures additionnelles conformes aux normes IFRS ainsi qu'au Sommaire des résultats d'exploitation consolidés du présent rapport de gestion pour une explication relative aux autres éléments utilisés dans le calcul des mesures financières non conformes aux normes IFRS de la Société.

Gestion de patrimoine

Le secteur Gestion de patrimoine comprend IG Gestion de patrimoine (« IG ») et Investment Planning Counsel Inc. (« IPC »).

Les produits du secteur Gestion de patrimoine comprennent ce qui suit :

- Les **honoraires de conseil** ont trait à la prestation de conseils financiers à des clients et comprennent des honoraires liés à la distribution de produits.
- Les **honoraires liés aux produits et aux programmes** ont trait à la gestion des produits de placement et comprennent les honoraires de gestion, d'administration et d'autres honoraires connexes.
- Les **autres produits tirés de la planification financière** sont des honoraires se rapportant à l'offre d'autres produits financiers aux clients, notamment des prêts hypothécaires, ainsi que des produits bancaires et d'assurance.

Les charges liées aux comptes gérés à titre de sous-conseiller sont transférées entre les secteurs et à des tierces parties pour la prestation de services de gestion de placement relativement à nos produits de placement. Le secteur Gestion de patrimoine est considéré comme un client du secteur Gestion d'actifs et les prix de transfert sont établis en fonction des frais engagés pour des mandats de gestion d'actifs d'importance similaire.

Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2021, les résultats de chaque secteur se reflètent maintenant dans le bénéfice net ajusté. La dette et la charge d'intérêts sont affectées à chaque secteur en fonction de l'évaluation faite par la direction : i) de la capacité à assurer le service de la dette; et ii) des secteurs où le service de la dette est assuré. L'impôt sur le résultat est également présenté dans chaque secteur.

Revue des activités

IG Gestion de patrimoine, qui a été fondée en 1926, fournit une vaste gamme de services de planification financière personnelle et de gestion de patrimoine aux Canadiens par l'entremise de son réseau exclusif de 3 278 conseillers. Plus de un million de particuliers, de familles et de propriétaires d'entreprise sont clients d'IG Gestion de patrimoine.

Investment Planning Counsel, qui a été fondée en 1996, est une société indépendante qui distribue des produits et offre des services et des conseils financiers au Canada. Elle compte 675 conseillers financiers.

Le secteur Gestion de patrimoine propose une démarche exhaustive en matière de planification qui est assurée par les conseillers d'IG Gestion de patrimoine et d'IPC qui offrent une vaste gamme de produits et de services financiers.

La revue des activités du secteur Gestion de patrimoine porte principalement sur IG Gestion de patrimoine, car elle représente 96 % du bénéfice net ajusté de l'ensemble du secteur.

FAITS NOUVEAUX EN 2021

Au quatrième trimestre, IG Gestion de patrimoine a lancé des Portefeuilles Action climat IG, une série de quatre solutions gérées diversifiées :

- Portefeuille Action climat IG – Équilibré mondial à revenu fixe
- Portefeuille Action climat IG – Équilibré mondial neutre
- Portefeuille Action climat IG – Équilibré mondial d'actions
- Portefeuille Action climat IG – Actions mondiales

Ces Portefeuilles ont été conçus en partenariat avec des gestionnaires d'actif de calibre mondial. Ils donnent aux clients un nouveau moyen d'appuyer la transition mondiale vers une

économie carboneutre. Les Portefeuilles investissent à la fois dans des titres de participation et des titres à revenu fixe qui devraient réduire les risques associés aux changements climatiques ou à la transition vers une économie mondiale carboneutre, ou qui devraient profiter des occasions qui en découlent.

IG Gestion de patrimoine a conclu un partenariat avec CapIntel dans le cadre duquel les conseillers IG ont accès à un outil puissant d'analyse et de proposition en matière de placement. Les comparaisons de portefeuilles et l'information sur les produits sont intégrées à notre portail des conseillers (Salesforce) afin d'effectuer rapidement et de façon transparente une analyse sur demande et de présenter à nos clients des propositions de placement conformes et attrayantes. CapIntel surveille aussi quotidiennement les fonds de placement et les actions et informe nos conseillers (par l'intermédiaire du portail des conseillers) de tout changement important apporté aux placements qui devrait être examiné (par exemple, déclaration de changement important, changement dans la catégorie de risque, fusion de fonds, opérations de l'entreprise, etc.).

STRATÉGIE D'IG GESTION DE PATRIMOINE

La promesse d'IG Gestion de patrimoine est d'inspirer confiance.

Notre mandat stratégique consiste à être le partenaire financier de choix au Canada.

Selon le plus récent rapport d'Investor Economics, les actifs financiers discrétionnaires placés par les Canadiens auprès d'institutions financières se chiffraient à 5,6 billions de dollars au 31 décembre 2020, et nous considérons ces actifs comme le marché potentiel d'IG Gestion de patrimoine. Cette épargne est détenue dans une proportion de 76 % par des ménages qui

détiennent un actif de plus de 1 M\$, qui sont désignés comme les clients à valeur élevée, et est autrement détenue dans une proportion de 20 % par des ménages dont l'actif se situe entre 100 000 \$ et 1 M\$, qui sont désignés comme les clients aisés. Les clients de ces secteurs présentent généralement des besoins plus complexes, et l'intérêt premier d'IG Gestion de patrimoine consistant à offrir des solutions exhaustives en matière de planification financière la met en bonne position pour croître et être concurrentielle au sein de ces secteurs.

Notre proposition de valeur vise à offrir un meilleur gamma, un meilleur bêta et un meilleur alpha.

Nous tentons d'offrir notre proposition de valeur au moyen :

- de conseils supérieurs – Acquérir une connaissance approfondie des investisseurs canadiens et façonner tout ce que nous entreprenons en fonction de ces renseignements;
- d'expériences client segmentées – Créer des expériences personnalisées tout au long de notre relation avec le client;
- de conseillers ayant l'esprit d'entreprise – Encourager nos conseillers ayant l'esprit d'entreprise à toujours offrir une expérience enrichissante et un plan complet permettant d'obtenir des résultats supérieurs;
- de solutions financières efficaces – Fournir à nos clients une gamme de solutions complète, bien construite, performante et à des tarifs concurrentiels;
- de processus d'affaires simples, faciles et numérisés – Revoir entièrement les interactions entre les clients et les conseillers afin de simplifier les processus, de réduire le nombre d'erreurs et de numériser l'expérience grâce à une structure de coût appropriée;
- d'une culture axée sur la performance et la diversité.

GAMMA

LA VALEUR DE TOUS LES EFFORTS DÉPLOYÉS EN COMPLÉMENT DE LA COMPOSITION DE PORTEFEUILLES DE PLACEMENTS, CE QUI COMPREND LA VALEUR QU'UN CONSEILLER FINANCIER AJOUTE AUX RELATIONS AVEC LES CLIENTS ET QUI DÉCOULE DE LA CRÉATION D'UN PLAN FINANCIER BIEN ÉLABORÉ ET DE SON SUIVI.

Conseillers ayant l'esprit d'entreprise, conseils supérieurs

Nos conseillers financiers procurent de la valeur aux clients en apprenant à connaître leurs besoins particuliers, en créant et en mettant en œuvre des plans financiers bien élaborés, et en offrant des conseils supérieurs. IG Gestion de patrimoine peut compter sur un réseau national de distribution regroupant plus de 3 000 conseillers financiers hautement qualifiés dans des collectivités partout au Canada. Nos services-conseils conviennent davantage aux gens dont les besoins financiers sont complexes.

Les pratiques de conseillers d'IG Gestion de patrimoine sont des chefs de file du secteur en termes de détention d'un titre accrédité dans le domaine de la planification financière. Ces titres sont des qualifications liées à la planification financière

reconnues à l'échelle nationale qui exigent qu'une personne démontre ses compétences en matière de planification financière par l'intermédiaire d'une formation, d'examen normalisés, de la satisfaction d'exigences liées à la formation continue et de l'imputabilité aux normes éthiques.

Les détails suivants présentent une répartition des principales composantes du réseau de conseillers d'IG Gestion de patrimoine au 31 décembre 2021 :

- 1 761 pratiques de conseillers (1 815 au 31 décembre 2020), ce qui correspond au nombre de conseillers qui comptent plus de quatre ans d'expérience. Des conseillers associés peuvent faire partie de ces pratiques, comme il est décrit ci-dessous. Le niveau et la productivité des pratiques de conseillers constituent des éléments clés dans l'évaluation de nos activités, car ces pratiques servent des clients qui représentent environ 96 % de l'actif géré.
- 380 nouveaux conseillers (445 au 31 décembre 2020), qui sont les conseillers qui comptent moins de quatre ans d'expérience.
- 1 137 conseillers associés et directeurs régionaux (1 044 au 31 décembre 2020). Les conseillers associés sont des membres de l'équipe des pratiques de conseillers détenant un permis; ils offrent des services et des conseils de planification financière à la clientèle servie par l'équipe.
- Le réseau de conseillers d'IG Gestion de patrimoine comptait un total de 3 278 conseillers (3 304 au 31 décembre 2020).

Les critères de recrutement d'IG Gestion de patrimoine augmentent les chances de succès des recrues tout en améliorant notre culture et notre marque.

Nos programmes de formation sont révisés et mis à jour chaque année afin d'offrir aux nouveaux conseillers les bases nécessaires pour établir une relation avec les clients. À mesure que les conseillers progressent, ils approfondissent leurs compétences en planification financière et en gestion d'entreprise en suivant divers programmes de formation.

Nous soutenons aussi nos conseillers et nos clients au moyen de notre réseau de spécialistes en matière de produits et de planification dans les domaines de la planification financière avancée, des prêts hypothécaires et services bancaires, de l'assurance et des valeurs mobilières. Ces spécialistes veillent à s'assurer que nous offrons une planification financière exhaustive regroupant la totalité des éléments qui composent la vie financière d'un client. Les conseillers ou les spécialistes qui offrent des services aux clients sont inscrits auprès de l'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels (l'« ACCFM ») ou auprès de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (l'« OCRCVM »).

Expériences client segmentées

IG Gestion de patrimoine se distingue de ses concurrents en offrant des services exhaustifs de planification à ses clients dans le contexte de relations à long terme. Une des grandes priorités

est de conseiller et d'attirer la clientèle à valeur élevée et aisée.

Pour répondre aux besoins distincts du marché des clients à valeur élevée, nous offrons IG Gestion privée de patrimoine, qui fournit des services de gestion des placements et des services de planification de la retraite, de planification fiscale et de planification successorale.

Le Plan vivant IG^{MC} est notre approche complète de la planification financière centrée sur le client qui reflète les besoins, les buts et les aspirations en constante évolution des familles et particuliers canadiens. Le portail du Plan vivant IG, qui est fondé sur la plateforme de Conquest Planning, dresse un portrait intégré et exhaustif des finances d'un client et utilise des outils de prévision afin de déterminer des stratégies de planification personnalisées pour chaque personne.

Le Plan vivant IG met à profit le savoir-faire des conseillers d'IG Gestion de patrimoine qui servent environ un million de clients partout au Canada.

IG Gestion de patrimoine dispose d'une gamme complète de produits qui lui permet d'offrir un Plan vivant IG personnalisé qui évolue au fil du temps. Parmi ces produits figurent les suivants :

- Des solutions financières efficaces qui comprennent des véhicules d'investissement qui assurent une correspondance entre les besoins et les exigences de chaque client et les risques et le rendement des investissements.
- Des produits d'assurance qui comprennent divers types de contrats d'assurance offerts par des compagnies d'assurances de premier plan au Canada.
- Des solutions en matière de prêts hypothécaires et des services bancaires qui sont offerts dans le cadre d'un plan financier exhaustif.
- Le Programme philanthropique, qui est un programme à vocation arrêlée par le donateur qui permet aux Canadiens de faire des dons et d'établir un legs caritatif durable, sans les coûts élevés et les tracas administratifs liés à l'établissement d'une fondation privée.

Le Centre de service national d'IG Gestion de patrimoine a pour mandat de soutenir plus de 200 000 clients dont les besoins sont moins complexes, tout en permettant à nos pratiques de conseillers de porter une plus grande attention aux clients dont les besoins sont plus complexes.

Les conseillers d'IG Gestion de patrimoine se concentrent sur les segments de marché des clients à valeur élevée et aisés, que nous définissons comme les ménages détenant plus de 1 M\$ et entre 100 000 \$ et 1 M\$, respectivement.

L'actif sous services-conseils des clients disposant d'un actif du ménage de plus de 1 M\$ (définis comme les « clients à valeur élevée ») totalisait 43,5 G\$ au 31 décembre 2021, soit une augmentation de 40,8 % par rapport à l'exercice précédent, et représentait 36 % du total de l'actif sous services-conseils.

L'actif sous services-conseils des clients disposant d'un actif du ménage allant de 100 000 \$ à 1 M\$ (définis comme les

« clients aisés ») totalisait 66,5 G\$ au 31 décembre 2021, soit une augmentation de 7,2% par rapport à l'exercice précédent, et représentait 56 % du total de l'actif sous services-conseils.

L'actif sous services-conseils des clients disposant d'un actif du ménage de moins de 100 000 \$ (définis comme les « clients du marché de masse ») totalisait 9,6 G\$ au 31 décembre 2021, soit une diminution de 7,8 % par rapport à l'exercice précédent, et représentait 8,0 % du total de l'actif sous services-conseils.

Processus d'affaires

À IG Gestion de patrimoine, nous cherchons constamment à bonifier nos systèmes et nos processus d'affaires de sorte que nos conseillers puissent servir les clients plus efficacement. Nous voulons améliorer les interactions entre les clients et les conseillers sur une base continue afin de simplifier les processus, de réduire le nombre d'erreurs et de numériser les opérations tout en nous dotant d'une structure de coût appropriée.

Le Portail des conseillers d'IG Gestion de patrimoine est une plateforme de gestion des relations avec les clients qui a été développée à partir de la technologie de Salesforce. Il permet à nos conseillers de gérer les relations avec les clients, d'améliorer leur efficacité au moyen de flux de travail numériques et d'accéder à des renseignements fondés sur des données afin de faciliter la gestion de leur pratique.

La plateforme de courtier d'IG Gestion de patrimoine permet une automatisation accrue et soutient les conseillers inscrits auprès de l'ACCFM et de l'OCRCVM, ainsi que de nouveaux produits disponibles par le truchement de notre plateforme de courtiers en valeurs destinés au segment de notre clientèle disposant d'un avoir net élevé.

Une culture axée sur la performance et la diversité

Nous devons absolument offrir une rémunération et des avantages concurrentiels pour attirer et maintenir en poste des talents exceptionnels. Notre approche en matière de formation et de perfectionnement, ainsi que notre recours à la rétroaction par le biais de sondages périodiques auprès de nos employés et de nos conseillers, leur permettent d'améliorer les services offerts à nos clients.

BÊTA ET ALPHA

BÊTA – LA VALEUR CRÉÉE PAR DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENTS COMPOSÉS JUDICIEUSEMENT DONT LE RENDEMENT CORRESPOND AUX PRÉVISIONS ET COMPORTE LE PLUS FAIBLE RISQUE POSSIBLE.

ALPHA – LA VALEUR D'UNE GESTION ACTIVE QUI GÉNÈRE UN RENDEMENT SUPÉRIEUR À CELUI DES INDICES DE RENDEMENT PASSIFS DONT LA COMPOSITION ET LE PROFIL DE RISQUE SONT COMPARABLES.

IG Gestion de patrimoine s'efforce d'obtenir un rendement correspondant aux prévisions et comportant le plus faible risque possible au moyen de portefeuilles de placements composés judicieusement (bêta), et de créer de la valeur pour les clients

grâce à une gestion active (alpha). Pour ce faire, nous faisons appel à des sous-conseillers hautement qualifiés afin que nos clients aient accès à une gamme diversifiée de produits et des solutions de placement. Chaque gestionnaire d'actifs est choisi au terme d'un processus éprouvé et rigoureux. Nous supervisons tous les sous-conseillers pour nous assurer que leurs activités correspondent à leurs philosophies de placement, de même qu'aux objectifs et aux stratégies de placement des produits pour lesquels ils fournissent des conseils.

IG Gestion de patrimoine entretient des relations avec Placements Mackenzie et d'autres sociétés de placement d'envergure mondiale, comme BlackRock, T. Rowe Price, PIMCO, ChinaAMC, Putnam et JP Morgan Asset Management.

Solutions financières efficaces

Nous fournissons à nos clients une gamme de solutions financières complète, bien construite et à des tarifs concurrentiels. Nous accroissons régulièrement l'étendue et la diversité de nos produits de placement grâce à l'ajout de nouveaux fonds et à des changements de produits qui permettent aux clients d'atteindre leurs objectifs.

Nos solutions comprennent ce qui suit :

- Une sélection vaste et approfondie de fonds communs de placement, diversifiée en fonction du gestionnaire, de la catégorie d'actifs, du style de placement, de la région du monde, de la capitalisation du marché et du secteur.
- Des portefeuilles gérés qui rééquilibrent les placements pour faire en sorte que les caractéristiques risque-rendement choisies soient maintenues. Ces solutions comprennent les Portefeuilles fondamentaux IG, les Portefeuilles à versements gérés IG, les Portefeuilles Investors et les Portefeuilles à risque géré IG.
- *Compte de services-conseils IG (« CSCIG ») et structures de frais dégroupés* – Le CSCIG est un compte à honoraires qui améliore l'expérience client en permettant aux clients de simplifier leur gestion financière en regroupant certains placements dans un seul compte, et qui propose des honoraires de conseil transparents à tous nos clients. Les CSCIG permettent une plus grande transparence des frais et peuvent comporter la plupart des titres et des produits de placement offerts sur le marché aux investisseurs individuels.
- *Portefeuilles Profil^{MC}* – Les Portefeuilles Profil comprennent une gamme de quatre solutions gérées qui procurent une diversification complète et sont conçus pour satisfaire les préférences personnelles des clients en matière de tolérance au risque et d'objectifs de placement. Ces Portefeuilles sont offerts dans les structures de comptes CSCIG et Profil.
- *Portefeuilles privés Profil^{MC}* – Les Portefeuilles privés Profil sont des portefeuilles modèles composés de Fonds privés Profil, qui sont offerts aux ménages dont les placements détenus à IG Gestion de patrimoine dépassent 250 000 \$. Les Portefeuilles privés Profil ont été conçus de manière à

favoriser des rendements supérieurs ajustés en fonction du risque au moyen d'une diversification par catégories d'actif, par styles de gestion et par régions du monde. Les améliorations récentes comprennent l'ajout de nouveaux portefeuilles modèles à mandat discrétionnaire et de six nouveaux Fonds privés Profil pour soutenir les nouveaux modèles : trois Fonds privés de répartition active Profil, le Fonds privé de placements alternatifs Profil qui comprend des mandats axés sur des stratégies macroéconomiques mondiales, de positions longues/courtes et de couverture d'actions mondiales, le Fonds privé de FNB Profil offrant une exposition aux fonds négociés en bourse (« FNB ») et le Fonds privé à faible volatilité Profil dont la couverture géographique s'étend aux marchés canadien, américain, internationaux et émergents.

En outre, nous avons intégré des investissements dans des actifs privés grâce à la création du mandat de crédit privé du Fonds privé de titres à revenu fixe Profil. Le Fonds a prévu des engagements dans trois placements en titres de créance de sociétés fermées de Northleaf Capital Partners axés sur les prêts aux sociétés à moyenne capitalisation en Amérique du Nord et en Europe, ainsi qu'auprès de BlackRock, de PIMCO et de Sagard. Nous avons également introduit des mandats de placement privé dans le cadre du Fonds privé d'actions canadiennes Profil et du Fonds privé d'actions américaines Profil. Ces deux mandats visent à offrir aux investisseurs une diversification accrue et une appréciation du capital à long terme au moyen de placements dans des sociétés fermées. Le Fonds privé d'actions canadiennes Profil a pris des engagements à l'égard du fonds de croissance de Northleaf et le Fonds privé d'actions américaines Profil a pris des engagements à l'égard du Northleaf Capital Opportunities Fund.

- Des fonds distincts qui offrent un potentiel de croissance à long terme des placements ainsi qu'une gestion du risque, et qui sont assortis de garanties et dotés de caractéristiques facilitant la planification successorale.
- Des comptes à gestion distincte (comptes de courtage en gestion discrétionnaire).

Pour soutenir l'objectif mondial d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050, IG Gestion de patrimoine est un signataire fondateur de la Déclaration des investisseurs canadiens sur les changements climatiques de l'Association pour l'investissement responsable. Pour soutenir cette initiative, IG Gestion de patrimoine a lancé, au cours du quatrième trimestre, des Portefeuilles Action climat IG, une série de quatre solutions gérées diversifiées.

Une proportion croissante des actifs des clients d'IG Gestion de patrimoine se trouvent dans les structures de frais dégroupés. Les produits à structures de frais dégroupés établissent une distinction entre les honoraires de conseil, lesquels sont directement facturés au compte d'un client, et les frais facturés aux fonds d'investissement sous-jacents. Cette distinction offre aux clients une transparence accrue en ce qui a trait aux honoraires qu'ils versent, et permet à IG Gestion de patrimoine d'offrir une tarification différenciée en fonction du segment de clientèle, et ainsi de s'assurer qu'elle est concurrentielle.

Nous avons cessé d'offrir l'option d'achat à frais regroupés pour les fonds communs de placement et pour la quasi-totalité de nos types de comptes de placement.

IG Gestion de patrimoine surveille les rendements de ses placements en les comparant à certains indices de référence. Le service de notation de fonds de Morningstar[†] est l'une des notations surveillées lorsqu'il s'agit de déterminer le rendement de fonds.

Au 31 décembre 2021, 75,8 % des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine étaient notés trois étoiles ou plus par le service de notation de fonds Morningstar[†] et 39,0 % étaient notés quatre ou cinq étoiles. Pour l'ensemble des fonds évalués par Morningstar[†], les proportions étaient de 86,4 % pour les fonds notés trois étoiles ou plus et de 54,9 % pour les fonds notés quatre et cinq étoiles au 31 décembre 2021. La note Morningstar[†] est une mesure quantitative et objective du rendement sur trois, cinq et dix ans d'un fonds ajusté en fonction du risque par rapport à des fonds comparables.

ACTIF GÉRÉ ET ACTIF SOUS SERVICES-CONSEILS DU SECTEUR GESTION DE PATRIMOINE

L'actif géré et l'actif sous services-conseils sont des indicateurs de performance clés du secteur Gestion de patrimoine.

L'actif sous services-conseils du secteur Gestion de patrimoine se chiffrait à 152,6 G\$ au 31 décembre 2021, soit un record et une hausse de 15,1 % par rapport au 31 décembre 2020. Le niveau de l'actif sous services-conseils est tributaire de trois facteurs : les entrées des clients, les sorties des clients et les rendements des placements.

L'actif géré du secteur Gestion de patrimoine s'est établi à 116,2 G\$, également un record, et une hausse de 12,8 % par rapport au 31 décembre 2020. Le niveau de l'actif géré est influencé par les ventes, les rachats et les rendements des placements.

Les variations de l'actif sous services-conseils et de l'actif géré du secteur Gestion de patrimoine pour les périodes considérées sont présentées dans les tableaux 9 et 10.

TABLEAU 9 : VARIATION DE L'ACTIF SOUS SERVICES-CONSEILS – GESTION DE PATRIMOINE

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	31 DÉC. 2021	30 SEPT. 2021	31 DÉC. 2020	VARIATION (%)	
				30 SEPT. 2021	31 DÉC. 2020
Entrées brutes des clients	4 946 \$	4 278 \$	4 425 \$	15,6 %	11,8 %
Sorties brutes des clients	3 837	3 003	3 688	27,8	4,0
Flux nets	1 109	1 275	737	(13,0)	50,5
Rendements des placements	6 052	842	6 831	n.s.	(11,4)
Variation de l'actif, montant net	7 161	2 117	7 568	238,3	(5,4)
Actif au début	145 462	143 345	125 015	1,5	16,4
Actif sous services-conseils à la fin	152 623 \$	145 462 \$	132 583 \$	4,9 %	15,1 %
IG Gestion de patrimoine	119 557	113 958	103 273	4,9	15,8
Investment Planning Counsel	33 077	31 515	29 318	5,0	12,8
Actif sous services-conseils moyen	149 702 \$	146 531 \$	128 342 \$	2,2 %	16,6 %
IG Gestion de patrimoine	117 379	114 820	100 295	2,2	17,0
Investment Planning Counsel	32 334	31 721	28 054	1,9	15,3

EXERCICES CLOS LES (en M\$)	31 DÉC. 2021	31 DÉC. 2020	VARIATION (%)
Sorties brutes des clients	14 622	13 564	7,8
Flux nets	4 178	1 173	256,2
Rendements des placements	15 862	6 590	140,7
Variation de l'actif, montant net	20 040	7 763	158,1
Actif au début	132 583	124 820	6,2
Actif sous services-conseils à la fin	152 623 \$	132 583 \$	15,1 %
IG Gestion de patrimoine	119 557	103 273	15,8
Investment Planning Counsel	33 077	29 318	12,8
Actif sous services-conseils moyen	142 867 \$	122 919 \$	16,2 %
IG Gestion de patrimoine	111 880	95 870	16,7
Investment Planning Counsel	30 997	27 056	14,6

TABLEAU 10 : VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ – GESTION DE PATRIMOINE

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	31 DÉC. 2021	30 SEPT. 2021	31 DÉC. 2020	VARIATION (%)	
				30 SEPT. 2021	31 DÉC. 2020
Ventes	3 133 \$	2 929 \$	2 749 \$	7,0 %	14,0 %
Rachats	2 805	2 343	2 847	19,7	(1,5)
Ventes nettes (rachats nets)	328	586	(98)	(44,0)	n.s.
Rendements des placements	3 788	765	5 118	n.s.	(26,0)
Variation de l'actif, montant net	4 116	1 351	5 020	204,7	(18,0)
Actif au début	112 054	110 703	98 013	1,2	14,3
Actif géré à la fin	116 170 \$	112 054 \$	103 033 \$	3,7 %	12,8 %
IG Gestion de patrimoine	110 541	106 551	97 713	3,7	13,1
Investment Planning Counsel	5 629	5 503	5 320	2,3	5,8
Actif quotidien moyen des fonds communs de placement	115 115 \$	113 145 \$	100 419 \$	1,7 %	14,6 %
IG Gestion de patrimoine	109 521	107 557	95 194	1,8	15,1
Investment Planning Counsel	5 594	5 588	5 225	0,1	7,1

EXERCICES CLOS LES (en M\$)	31 DÉC. 2021	31 DÉC. 2020	VARIATION (%)
Rachats	11 094	10 322	7,5
Ventes nettes (rachats nets)	1 525	(758)	n.s.
Rendements des placements	11 612	5 239	121,6
Variation de l'actif, montant net	13 137	4 481	193,2
Actif au début	103 033	98 552	4,5
Actif géré à la fin	116 170 \$	103 033 \$	12,8 %
IG Gestion de patrimoine	110 541	97 713	13,1
Investment Planning Counsel	5 629	5 320	5,8
Actif quotidien moyen des fonds communs de placement	110 445 \$	97 062 \$	13,8 %
IG Gestion de patrimoine	104 962	91 929	14,2
Investment Planning Counsel	5 483	5 133	6,8

ACTIF GÉRÉ ET ACTIF SOUS SERVICES-CONSEILS D'IG GESTION DE PATRIMOINE

L'actif sous services-conseils est un indicateur de performance clé d'IG Gestion de patrimoine. L'actif sous services-conseils regroupe les produits d'épargne et de placement, y compris l'actif géré, qui sont détenus dans les comptes de nos clients et pour lesquels nous fournissons des services de gestion de placements. Les honoraires de conseil sont facturés en fonction d'un pourcentage annuel de la quasi-totalité de l'actif sous services-conseils, par l'intermédiaire des honoraires du compte de services-conseils IG, et ils représentent la majorité des honoraires gagnés auprès de nos clients. La rémunération de nos conseillers se calcule aussi en fonction de l'actif sous services-conseils et de l'apport d'actifs nets de nos clients.

Au 31 décembre 2021, l'actif sous services-conseils et l'actif géré des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine atteignaient des niveaux records. Au 31 décembre 2021, l'actif sous services-conseils s'élevait à 119,6 G\$, soit une hausse de 15,8 % par rapport au 31 décembre 2020, et l'actif géré des

fonds communs de placement s'élevait à 110,5 G\$, soit une hausse de 13,1 %.

Les variations de l'actif sous services-conseils et de l'actif géré d'IG Gestion de patrimoine pour les périodes considérées sont présentées dans les tableaux 11 et 12.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, les entrées brutes des clients se sont élevées à 3,4 G\$ en ce qui concerne l'actif sous services-conseils d'IG Gestion de patrimoine, en hausse de 17,0 % par rapport à 2,9 G\$ pour la période correspondante de 2020. Les entrées nettes des clients se sont établies à 1,0 G\$, soit une hausse de 500 M\$ par rapport à des entrées nettes des clients qui avaient atteint 485 M\$ pour la période correspondante de 2020. Au cours du quatrième trimestre, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de 4,6 G\$ de l'actif sous services-conseils, comparativement à une augmentation de 5,3 G\$ au quatrième trimestre de 2020.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, les entrées brutes des clients se sont élevées à 13,4 G\$ en ce qui concerne l'actif sous services-conseils d'IG Gestion de patrimoine, soit le résultat

TABLEAU 11 : VARIATION DE L'ACTIF SOUS SERVICES-CONSEILS – IG GESTION DE PATRIMOINE

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	31 DÉC. 2021	30 SEPT. 2021	31 DÉC. 2020	VARIATION (%)	
				30 SEPT. 2021	31 DÉC. 2020
Entrées brutes des clients	3 437 \$	3 141 \$	2 938 \$	9,4 %	17,0 %
Sorties brutes des clients	2 452	2 127	2 453	15,3	–
Flux nets	985	1 014	485	(2,9)	103,1
Rendements des placements	4 614	759	5 250	n.s.	(12,1)
Variation de l'actif, montant net	5 599	1 773	5 735	215,8	(2,4)
Actif au début	113 958	112 185	97 538	1,6	16,8
Actif à la fin	119 557 \$	113 958 \$	103 273 \$	4,9 %	15,8 %
Actif sous services-conseils moyen	117 379 \$	114 820 \$	100 295 \$	2,2 %	17,0 %

EXERCICES CLOS LES (en M\$)	31 DÉC. 2021	31 DÉC. 2020	VARIATION (%)	
			31 DÉC. 2021	31 DÉC. 2020
Entrées brutes des clients	13 434 \$	9 977 \$	34,6 %	
Sorties brutes des clients	9 750	9 182	6,2	
Flux nets	3 684	795	n.s.	
Rendements des placements	12 600	5 378	134,3	
Variation de l'actif, montant net	16 284	6 173	163,8	
Actif au début	103 273	97 100	6,4	
Actif à la fin	119 557 \$	103 273 \$	15,8 %	
Actif sous services-conseils moyen	111 880 \$	95 870 \$	16,7 %	

annuel le plus élevé de l'histoire de la Société, comparativement à 10,0 G\$ pour la période correspondante de 2020, ce qui représente une augmentation de 34,6 %. Les entrées nettes des clients ont atteint un sommet inégalé de 3,7 G\$ au cours de l'exercice, en hausse de 2,9 G\$, comparativement aux entrées nettes des clients de 795 M\$ pour la période correspondante de 2020. En 2021, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de 12,6 G\$ de l'actif sous services-conseils, comparativement à une augmentation de 5,4 G\$ en 2020.

Les variations de l'actif géré des fonds communs de placement pour les périodes considérées sont présentées dans le tableau 12.

En plus des ventes nettes de 457 M\$ relativement aux produits (fonds) IG Gestion de patrimoine au quatrième trimestre de 2021, les ventes nettes relativement aux produits (fonds) Mackenzie se sont établies à 36 M\$, pour un total de ventes nettes de 493 M\$ relativement aux produits de la Société financière IGM. Pour l'exercice, les ventes nettes relativement aux produits (fonds) IG Gestion de patrimoine se sont établies à 1,8 G\$ et les ventes nettes relativement aux produits (fonds) Mackenzie se sont chiffrées à 0,4 G\$, pour un total de ventes nettes de 2,2 G\$ de produits de la Société financière IGM.

Au 31 décembre 2021, les produits avec des structures de frais dégroupés représentaient un montant de 77,8 G\$, ou 70 % de l'actif géré des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine, en hausse de 50,6 %, comparativement à 51,7 G\$ au 31 décembre 2020, soit 53 % de l'actif géré.

VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ ET DE L'ACTIF SOUS SERVICES-CONSEILS – RÉSULTATS DE 2021 PAR RAPPORT À CEUX DE 2020

L'actif sous services-conseils d'IG Gestion de patrimoine se chiffrait à 119,6 G\$ au 31 décembre 2021, soit une hausse de 15,8 % comparativement à 103,3 G\$ au 31 décembre 2020. L'actif géré des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine se chiffrait à 110,5 G\$ au 31 décembre 2021, soit une augmentation de 13,1 % comparativement à 97,7 G\$ au 31 décembre 2020. L'actif quotidien moyen des fonds communs de placement se chiffrait à 109,5 G\$ au quatrième trimestre de 2021, en hausse de 15,1 % par rapport à 95,2 G\$ au quatrième trimestre de 2020. L'actif quotidien moyen des fonds communs de placement totalisait 105,0 G\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, en hausse de 14,2 % par rapport à 91,9 G\$ en 2020.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, les ventes de fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine par l'entremise de son réseau de conseillers ont totalisé 3,0 G\$, soit une hausse de 15,0 % par rapport à la période correspondante de 2020. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 2,5 G\$, soit une baisse de 3,1 % par rapport à 2020. Pour le quatrième trimestre de 2021, les ventes nettes de fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine s'élevaient à 457 M\$, comparativement à des rachats nets de 9 M\$ en 2020. Au cours du quatrième trimestre, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de 3,5 G\$ de l'actif des fonds communs de placement, comparativement à une augmentation de 4,8 G\$ au cours du quatrième trimestre de 2020.

TABLEAU 12 : VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ – IG GESTION DE PATRIMOINE

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	31 DÉC. 2021	30 SEPT. 2021	31 DÉC. 2020	VARIATION (%)	
				30 SEPT. 2021	31 DÉC. 2020
Ventes	2 959 \$	2 741 \$	2 572 \$	8,0 %	15,0 %
Rachats	2 502	2 165	2 581	15,6	(3,1)
Ventes nettes (rachats nets)	457	576	(9)	(20,7)	n.s.
Rendements des placements	3 533	757	4 848	n.s.	(27,1)
Variation de l'actif, montant net	3 990	1 333	4 839	199,3	(17,5)
Actif au début	106 551	105 218	92 874	1,3	14,7
Actif à la fin	110 541 \$	106 551 \$	97 713 \$	3,7 %	13,1 %
Actif géré quotidien moyen	109 521 \$	107 557 \$	95 194 \$	1,8 %	15,1 %
Ventes nettes au titre de l'actif géré					
Ventes nettes de fonds d'investissement	457 \$	576 \$	(9) \$	(20,7) %	n.s. %
Ventes nettes de Mackenzie par le biais du secteur Gestion de patrimoine	36	65	130	(44,6)	(72,3)
	493 \$	641 \$	121 \$	(23,1) %	n.s. %
EXERCICES CLOS LES					
(en M\$)			31 DÉC. 2021	31 DÉC. 2020	VARIATION (%)
Ventes			11 845 \$	8 987 \$	31,8 %
Rachats			10 032	9 438	6,3
Ventes nettes (rachats nets)			1 813	(451)	n.s.
Rendements des placements			11 015	5 003	120,2
Variation de l'actif, montant net			12 828	4 552	181,8
Actif au début			97 713	93 161	4,9
Actif à la fin			110 541 \$	97 713 \$	13,1 %
Actif géré quotidien moyen			104 962 \$	91 929 \$	14,2 %
Ventes nettes au titre de l'actif géré					
Ventes nettes de fonds d'investissement			1 813 \$	(451) \$	n.s. %
Ventes nettes de Mackenzie par le biais du secteur Gestion de patrimoine			431	211	104,3
			2 244 \$	(240) \$	n.s. %

Le taux de rachat trimestriel annualisé d'IG Gestion de patrimoine pour les fonds à long terme s'est établi à 8,8 % au quatrième trimestre de 2021, comparativement à 10,3 % au quatrième trimestre de 2020. Le taux de rachat en glissement sur douze mois des fonds à long terme d'IG Gestion de patrimoine s'établissait à 9,2 % au 31 décembre 2021, comparativement à 9,8 % au 31 décembre 2020, ce qui demeure nettement inférieur au taux de rachat moyen correspondant d'environ 13,5 % enregistré par l'ensemble des autres membres de l'Institut des fonds d'investissement du Canada (l'« IFIC ») au 31 décembre 2021. Le taux de rachat d'IG Gestion de patrimoine a été très stable, comparativement au secteur des fonds communs de placement dans son ensemble, ce qui reflète notre intérêt primordial pour la planification financière.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, les ventes de fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine par l'entremise de son réseau de conseillers ont totalisé 11,8 G\$, soit une hausse de 31,8 % par rapport à 2020. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 10,0 G\$, soit une

hausse de 6,3 % par rapport à 2020. Les ventes nettes de fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine s'élevaient à 1,8 G\$, comparativement à des rachats nets de 451 M\$ en 2020. En 2021, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de 11,0 G\$ de l'actif des fonds communs de placement, comparativement à une augmentation de 5,0 M\$ en 2020.

VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ ET DE L'ACTIF SOUS SERVICES-CONSEILS – RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2021 PAR RAPPORT À CEUX DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2021

L'actif sous services-conseils d'IG Gestion de patrimoine se chiffrait à 119,6 G\$ au 31 décembre 2021, soit une hausse de 4,9 %, comparativement à 114,0 G\$ au 30 septembre 2021. Au 31 décembre 2021, l'actif géré des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine se chiffrait à 110,5 G\$, soit une augmentation de 3,7 %, par rapport à 106,6 G\$ au 30 septembre 2021. L'actif quotidien moyen des fonds communs

de placement s'est établi à 109,5 G\$ au quatrième trimestre de 2021, comparativement à 107,6 G\$ au troisième trimestre de 2021, soit une augmentation de 1,8 %.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, les ventes de fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine par l'entremise de son réseau de conseillers ont totalisé 3,0 G\$, soit une hausse de 8,0 % par rapport au troisième trimestre de 2021. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 2,5 G\$ au quatrième trimestre, ce qui représente une hausse de 15,6 % par rapport au trimestre précédent, et le taux de rachat trimestriel annualisé s'est établi à 8,8 % au quatrième trimestre, comparativement à 7,7 % au troisième trimestre de 2021. Les ventes nettes de fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine se sont élevées à 457 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à des ventes nettes de 576 M\$ au cours du trimestre précédent.

AUTRES PRODUITS ET SERVICES D'IG GESTION DE PATRIMOINE

FONDS DISTINCTS

IG Gestion de patrimoine offre des fonds distincts, y compris sa gamme de fonds de placement garanti. Certains fonds de placement garanti sont assortis d'une garantie de revenu viager, qui assure un revenu de retraite garanti, la vie durant. Le volet placement de ces fonds distincts est géré par IG Gestion de patrimoine. Au 31 décembre 2021, le total de l'actif des fonds distincts s'élevait à 1,5 G\$, comparativement à 1,6 G\$ au 31 décembre 2020.

ASSURANCE

IG Gestion de patrimoine demeure un chef de file au Canada pour la distribution de produits d'assurance vie. Grâce à des ententes conclues avec d'importantes compagnies d'assurance, IG Gestion de patrimoine offre une vaste gamme de produits : assurance temporaire, vie universelle, vie entière, invalidité, maladies graves, soins de longue durée, soins médicaux personnels et assurance collective.

Le nombre moyen de polices vendues par conseiller détenant un permis a été de 2,3 pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, comparativement à 2,6 en 2020. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, le nombre moyen de polices vendues par conseiller détenant un permis a été de 9,5, comparativement à 9,0, en 2020. La distribution des produits d'assurance est appuyée par les spécialistes en planification de l'assurance d'IG Gestion de patrimoine partout au Canada; ils ont pour mandat d'aider les conseillers à choisir des solutions avancées de planification successorale pour des clients à valeur élevée.

OPÉRATIONS SUR TITRES

La société Valeurs mobilières Groupe Investors Inc. est un courtier en valeurs enregistré dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada. Elle propose à ses clients des services qui complètent les services de planification financière

et de placement. Les conseillers d'IG Gestion de patrimoine peuvent ainsi diriger des clients vers l'un de nos spécialistes en planification de patrimoine de Valeurs mobilières Groupe Investors Inc.

PRÊTS HYPOTHÉCAIRES ET ACTIVITÉS BANCAIRES

Les spécialistes en planification hypothécaire d'IG Gestion de patrimoine sont présents dans chaque province canadienne, et ils collaborent avec nos clients et leurs conseillers afin d'élaborer des stratégies de financement hypothécaire et d'autres stratégies de prêts qui correspondent aux besoins et aux objectifs de chaque client dans le cadre de son plan financier exhaustif.

Des prêts hypothécaires sont offerts par IG Gestion de patrimoine, un prêteur hypothécaire d'envergure nationale, et par l'intermédiaire de Solutions Bancaires[†] d'IG Gestion de patrimoine en vertu d'une entente de distribution à long terme avec la Banque Nationale du Canada. Le produit Tout-En-Un, une solution exhaustive de gestion des liquidités qui regroupe les caractéristiques d'un prêt hypothécaire, d'un prêt à terme, d'une marge de crédit renouvelable et d'un compte de dépôt, est aussi offert par l'intermédiaire de Solutions Bancaires[†].

Pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2021, les financements de prêts hypothécaires offerts par l'intermédiaire d'IG Gestion de patrimoine et de Solutions Bancaires[†] se sont chiffrés à 221 M\$ et à 1,08 G\$, contre 297 M\$ et 1,12 G\$ en 2020, ce qui constitue une diminution de 25,6 % et de 3,3 %, respectivement. Au 31 décembre 2021, les prêts hypothécaires offerts par l'intermédiaire d'IG Gestion de patrimoine et de Solutions Bancaires[†] totalisaient 8,4 G\$, comparativement à 9,5 G\$ au 31 décembre 2020, soit une baisse de 11,3 %.

Le crédit disponible relatif aux comptes Tout-En-Un de Solutions Bancaires[†] ouverts au cours du trimestre et de l'exercice clos le 31 décembre 2021 s'élevait à 276 M\$ et à 1,3 G\$, respectivement, comparativement à 411 M\$ et à 1,2 G\$ en 2020. Au 31 décembre 2021, le solde des produits Tout-En-Un de Solutions Bancaires[†] était de 3,9 G\$, comparativement à 3,4 G\$ pour l'exercice précédent, ce qui représentait environ 52 % du crédit disponible total relatif à ces comptes.

Parmi les autres produits et services offerts par l'intermédiaire de Solutions Bancaires[†] d'IG Gestion de patrimoine figurent les prêts à l'investissement, les marges de crédit, les prêts personnels, l'assurance-crédit, les comptes de dépôt et les cartes de crédit. Grâce à Solutions Bancaires[†], les clients ont accès à un réseau de guichets automatiques, ainsi qu'à un site Web client et à un centre de services clients, tous deux sous marque privée. Le programme Solutions Bancaires[†] s'inscrit dans l'approche d'IG Gestion de patrimoine qui consiste à fournir des solutions financières complètes à ses clients par l'intermédiaire d'une vaste plateforme de planification financière. Le total des produits de prêt en circulation des clients d'IG Gestion de patrimoine dans le cadre du programme Solutions Bancaires[†], incluant les prêts hypothécaires Solutions Bancaires[†], s'élevait à 5,7 G\$ au 31 décembre 2021, comparativement à 5,1 G\$ au 31 décembre 2020.

Revue des résultats d'exploitation par secteur

Le bénéfice net ajusté du secteur Gestion de patrimoine est présenté dans le tableau 13 et comprend les activités d'IG Gestion de patrimoine et d'Investment Planning Counsel.

IG GESTION DE PATRIMOINE

Le bénéfice net ajusté d'IG Gestion de patrimoine est présenté dans le tableau 14. Le bénéfice net ajusté pour le quatrième trimestre de 2021 s'est chiffré à 141,1 M\$, soit une hausse de 20,2 % par rapport au quatrième trimestre de 2020, et une hausse de 0,1 % par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice net ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 s'est établi à 522,9 M\$, soit une hausse de 20,5 % par rapport à 2020.

Le bénéfice ajusté avant intérêts et impôt pour le quatrième trimestre de 2021 s'est chiffré à 215,0 M\$, soit une hausse de 17,9 % par rapport au quatrième trimestre de 2020, et une hausse de 0,1 % par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice ajusté avant intérêts et impôt pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 s'est établi à 802,8 M\$, soit une hausse de 18,1 % par rapport à 2020.

RÉSULTATS DE 2021 PAR RAPPORT À CEUX DE 2020

PRODUITS TIRÉS DES HONORAIRES

Les honoraires de conseil comprennent des honoraires tirés de la prestation de conseils financiers aux clients, y compris des honoraires liés à la distribution de produits, qui dépendent en grande partie du volume et de la composition de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils. Les honoraires de conseil se sont chiffrés à 301,1 M\$ au quatrième trimestre de 2021, en hausse de 35,6 M\$, ou 13,4 %, par rapport à 265,5 M\$ en 2020. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, les honoraires de conseil se sont chiffrés à 1 154,3 M\$, en hausse de 135,2 M\$, ou 13,3 %, par rapport à 1 019,1 M\$ en 2020.

L'augmentation des honoraires de conseil pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2021 était principalement attribuable à la hausse de l'actif sous services-conseils moyen de 17,0 % et de 16,7 %, respectivement, comme l'illustre le tableau 11. Pour les deux périodes, l'augmentation de l'actif moyen a été contrebalancée en partie par la diminution du taux des honoraires de conseil. Le taux moyen des honoraires de conseil au quatrième trimestre s'est établi à 101,8 points de base de l'actif sous services-conseils moyen, comparativement à 105,3 points de base en 2020, et le taux s'est établi à 103,2 points de base pour l'exercice, comparativement à 106,3 points de base en 2020. La diminution des taux reflète des changements dans la composition des produits et des clients, car un nombre accru de nos clients à valeur élevée sont désormais admissibles aux tarifs réduits.

Les honoraires liés aux produits et aux programmes dépendent en grande partie du volume et de la composition de l'actif géré des fonds communs de placement. Les honoraires liés aux produits et aux programmes ont totalisé 238,1 M\$ pour le trimestre considéré, ce qui représente une hausse de 15,7 %, comparativement à 205,8 M\$ pour l'exercice précédent. Les honoraires liés aux produits et aux programmes ont totalisé 903,5 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, comparativement à 790,6 M\$ en 2020, ce qui représente une augmentation de 14,3 %.

L'augmentation des honoraires liés aux produits et aux programmes pour le trimestre et l'exercice de 2021 était principalement attribuable à la hausse de l'actif géré moyen de 15,1 % et de 14,2 %, respectivement, comme l'illustre le tableau 12. Le taux moyen des honoraires liés aux produits et aux programmes au quatrième trimestre s'est établi à 86,3 points de base de l'actif géré moyen, comparativement à 85,8 points de base en 2020, et le taux s'est établi à 86,0 points de base de l'actif géré moyen pour l'exercice, comparativement à 85,8 points de base en 2020, ce qui reflète des changements à la tarification et dans la composition des produits au cours des deux périodes.

Les autres produits tirés de la planification financière proviennent principalement de ce qui suit :

- les activités bancaires hypothécaires;
- la distribution de produits d'assurance par l'intermédiaire des Services d'Assurance I.G. Inc.;
- la prestation de services de négociation de titres par l'intermédiaire de Valeurs mobilières Groupe Investors Inc.;
- les services bancaires offerts par le truchement de Solutions Bancaires¹.

Les autres produits tirés de la planification financière, qui se sont chiffrés à 41,7 M\$ au quatrième trimestre de 2021, ont diminué de 3,6 M\$ par rapport à 45,3 M\$ en 2020, principalement en raison d'une baisse du bénéfice lié aux activités bancaires hypothécaires, contrebalancée en partie par une hausse des produits tirés des honoraires de distribution provenant des produits d'assurance. Pour l'exercice, les autres produits tirés de la planification financière, qui se sont établis à 163,4 M\$, ont augmenté de 13,9 M\$ par rapport à 149,5 M\$ en 2020, en raison de la hausse des produits tirés des honoraires de distribution provenant des produits d'assurance, contrebalancée en partie par la baisse du bénéfice lié aux activités bancaires hypothécaires.

Le sommaire des activités bancaires hypothécaires pour le trimestre et l'exercice est présenté dans le tableau 15.

TABLEAU 13 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION – GESTION DE PATRIMOINE

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	31 DÉC. 2021	30 SEPT. 2021	31 DÉC. 2020	VARIATION (%)	
				30 SEPT. 2021	31 DÉC. 2020
Produits					
Gestion de patrimoine					
Honoraires de conseil	370,6 \$	364,5 \$	325,5 \$	1,7 %	13,9 %
Honoraires liés aux produits et aux programmes	252,8	248,4	219,8	1,8	15,0
	623,4	612,9	545,3	1,7	14,3
Frais de rachat	1,7	1,8	3,2	(5,6)	(46,9)
Autres produits tirés de la planification financière	47,4	45,3	50,0	4,6	(5,2)
Total du secteur Gestion de patrimoine	672,5	660,0	598,5	1,9	12,4
Produits tirés des placements nets et autres produits	1,4	(0,2)	1,0	n.s.	40,0
	673,9	659,8	599,5	2,1	12,4
Charges					
Services-conseils et croissance des affaires					
Rémunération fondée sur l'actif	195,2	191,6	164,3	1,9	18,8
Rémunération fondée sur les ventes	15,9	14,7	10,6	8,2	50,0
Autres					
Autres commissions liées aux produits	21,3	16,5	20,1	29,1	6,0
Croissance des affaires	52,4	52,0	59,8	0,8	(12,4)
	73,7	68,5	79,9	7,6	(7,8)
Total des services-conseils et de la croissance des affaires	284,8	274,8	254,8	3,6	11,8
Activités et services de soutien	115,9	113,2	113,3	2,4	2,3
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	49,5	48,7	42,7	1,6	15,9
	450,2	436,7	410,8	3,1	9,6
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt	223,7	223,1	188,7	0,3	18,5
Charges d'intérêts	22,7	22,8	22,7	(0,4)	–
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat	201,0	200,3	166,0	0,3	21,1
Impôt sur le résultat	53,8	53,5	44,2	0,6	21,7
Bénéfice net ajusté	147,2 \$	146,8 \$	121,8 \$	0,3 %	20,9 %
EXERCICES CLOS LES					
(en M\$)			31 DÉC. 2021	31 DÉC. 2020	VARIATION (%)
Produits					
Gestion de patrimoine					
Honoraires de conseil			1 417,2 \$	1 245,7 \$	13,8 %
Honoraires liés aux produits et aux programmes			961,1	846,3	13,6
			2 378,3	2 092,0	13,7
Frais de rachat			10,0	16,0	(37,5)
Autres produits tirés de la planification financière			184,6	168,0	9,9
Total du secteur Gestion de patrimoine			2 572,9	2 276,0	13,0
Produits tirés des placements nets et autres produits			3,6	2,3	56,5
			2 576,5	2 278,3	13,1
Charges					
Services-conseils et croissance des affaires					
Rémunération fondée sur l'actif			740,1	625,9	18,2
Rémunération fondée sur les ventes			56,1	36,4	54,1
Autres					
Autres commissions liées aux produits			75,5	69,8	8,2
Croissance des affaires			217,6	227,9	(4,5)
			293,1	297,7	(1,5)
Total des services-conseils et de la croissance des affaires			1 089,3	960,0	13,5
Activités et services de soutien			466,1	453,7	2,7
Comptes gérés à titre de sous-conseiller			189,7	163,2	16,2
			1 745,1	1 576,9	10,7
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt			831,4	701,4	18,5
Charges d'intérêts			90,3	89,9	0,4
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat			741,1	611,5	21,2
Impôt sur le résultat			198,0	162,6	21,8
Bénéfice net ajusté			543,1 \$	448,9 \$	21,0 %

TABLEAU 14 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION – IG GESTION DE PATRIMOINE

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	31 DÉC. 2 021	30 SEPT. 2021	31 DÉC. 2020	VARIATION (%)	
				30 SEPT. 2021	31 DÉC. 2020
Produits					
Gestion de patrimoine					
Honoraires de conseil	301,1 \$	296,9 \$	265,5 \$	1,4 %	13,4 %
Honoraires liés aux produits et aux programmes	238,1	233,5	205,8	2,0	15,7
	539,2	530,4	471,3	1,7	14,4
Frais de rachat	1,7	1,8	3,0	(5,6)	(43,3)
Autres produits tirés de la planification financière	41,7	39,8	45,3	4,8	(7,9)
Total du secteur Gestion de patrimoine	582,6	572,0	519,6	1,9	12,1
Produits tirés des placements nets et autres produits	1,3	(0,5)	0,8	n.s.	62,5
	583,9	571,5	520,4	2,2	12,2
Charges					
Services-conseils et croissance des affaires					
Rémunération fondée sur l'actif	142,0	138,4	116,8	2,6	21,6
Rémunération fondée sur les ventes	15,9	14,7	10,6	8,2	50,0
Autres					
Autres commissions liées aux produits	18,0	13,3	17,3	35,3	4,0
Croissance des affaires	43,8	43,8	52,3	–	(16,3)
	61,8	57,1	69,6	8,2	(11,2)
Total des services-conseils et de la croissance des affaires	219,7	210,2	197,0	4,5	11,5
Activités et services de soutien	103,6	101,8	101,8	1,8	1,8
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	45,6	44,7	39,2	2,0	16,3
	368,9	356,7	338,0	3,4	9,1
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt	215,0	214,8	182,4	0,1	17,9
Charges d'intérêts	22,5	22,6	22,5	(0,4)	–
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat	192,5	192,2	159,9	0,2	20,4
Impôt sur le résultat	51,4	51,3	42,5	0,2	20,9
Bénéfice net ajusté	141,1 \$	140,9 \$	117,4 \$	0,1 %	20,2 %
EXERCICES CLOS LES					
(en M\$)			31 DÉC. 2021	31 DÉC. 2020	VARIATION (%)
Produits					
Gestion de patrimoine					
Honoraires de conseil			1 154,3 \$	1 019,1 \$	13,3 %
Honoraires liés aux produits et aux programmes			903,5	790,6	14,3
			2 057,8	1 809,7	13,7
Frais de rachat			9,9	15,7	(36,9)
Autres produits tirés de la planification financière			163,4	149,5	9,3
Total du secteur Gestion de patrimoine			2 231,1	1 974,9	13,0
Produits tirés des placements nets et autres produits			2,6	1,3	100,0
			2 233,7	1 976,2	13,0
Charges					
Services-conseils et croissance des affaires					
Rémunération fondée sur l'actif			536,0	445,5	20,3
Rémunération fondée sur les ventes			56,1	36,4	54,1
Autres					
Autres commissions liées aux produits			62,8	58,6	7,2
Croissance des affaires			184,6	199,1	(7,3)
			247,4	257,7	(4,0)
Total des services-conseils et de la croissance des affaires			839,5	739,6	13,5
Activités et services de soutien			416,9	407,1	2,4
Comptes gérés à titre de sous-conseiller			174,5	149,7	16,6
			1 430,9	1 296,4	10,4
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt			802,8	679,8	18,1
Charges d'intérêts			89,6	89,3	0,3
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat			713,2	590,5	20,8
Impôt sur le résultat			190,3	156,7	21,4
Bénéfice net ajusté			522,9 \$	433,8 \$	20,5 %

TABLEAU 15 : ACTIVITÉS BANCAIRES HYPOTHÉCAIRES – IG GESTION DE PATRIMOINE

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	31 DÉC. 2021	30 SEPT. 2021	31 DÉC. 2020	VARIATION (%)	
				30 SEPT. 2021	31 DÉC. 2020
Total des produits tirés des activités bancaires hypothécaires					
Produits d'intérêts nets tirés des prêts titrisés					
Produits d'intérêts	33,1 \$	35,6 \$	44,1 \$	(7,0) %	(24,9) %
Charges d'intérêts	25,5	27,3	33,5	(6,6)	(23,9)
Produits d'intérêts nets	7,6	8,3	10,6	(8,4)	(28,3)
Profit sur ventes ¹	0,5	1,8	3,7	(72,2)	(86,5)
Ajustements de la juste valeur	-	1,3	(1,0)	(100,0)	100,0
Autres	0,7	0,2	1,8	250,0	(61,1)
	8,8 \$	11,6 \$	15,1 \$	(24,1) %	(41,7) %
Moyenne des prêts hypothécaires gérés					
Titrisations	5 111 \$	5 338 \$	6 126 \$	(4,3) %	(16,6) %
Autres	2 411	2 454	2 670	(1,8)	(9,7)
	7 522 \$	7 792 \$	8 796 \$	(3,5) %	(14,5) %
Ventes de prêts hypothécaires aux parties suivantes² :					
Titrisations	297 \$	333 \$	434 \$	(10,8) %	(31,6) %
Autres ¹	176	222	246	(20,7)	(28,5)
	473 \$	555 \$	680 \$	(14,8) %	(30,4) %
EXERCICES CLOS LES					
(en M\$)			31 DÉC. 2021	31 DÉC. 2020	VARIATION (%)
Total des produits tirés des activités bancaires hypothécaires					
Produits d'intérêts nets tirés des prêts titrisés					
Produits d'intérêts			147,0 \$	181,1 \$	(18,8) %
Charges d'intérêts			111,4	148,5	(25,0)
Produits d'intérêts nets			35,6	32,6	9,2
Profit sur ventes ¹			3,9	9,8	(60,2)
Ajustements de la juste valeur			1,4	(5,1)	n.s.
Autres			3,5	8,5	(58,8)
			44,4 \$	45,8 \$	(3,1) %
Moyenne des prêts hypothécaires gérés					
Titrisations			5 431 \$	6 465 \$	(16,0) %
Autres			2 503	2 748	(8,9)
			7 934 \$	9 213 \$	(13,9) %
Ventes de prêts hypothécaires aux parties suivantes² :					
Titrisations			1 506 \$	1 605 \$	(6,2) %
Autres ¹			872	760	14,7
			2 378 \$	2 365 \$	0,5 %

1. Représentent les ventes aux investisseurs institutionnels grâce à des placements privés, au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme IG Mackenzie et au Fonds d'obligations de sociétés canadiennes IG Mackenzie, ainsi que les profits réalisés sur ces ventes.

2. Représentent les montants en principal vendus.

PRODUITS TIRÉS DES PLACEMENTS NETS ET AUTRES PRODUITS

Le poste Produits tirés des placements nets et autres produits se rapporte principalement aux produits tirés des placements provenant de notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, ainsi que de titres et d'autres produits qui ne se rapportent pas à nos activités principales. Il comprend également une charge provenant du secteur Investissements stratégiques et autres visant l'utilisation de capital non attribué.

CHARGES

IG Gestion de patrimoine engage des charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires qui comprennent la rémunération versée à nos conseillers. La plus grande partie de ces coûts varient directement en fonction du volume des actifs ou des ventes. D'autres activités de distribution et de croissance des affaires sont aussi comprises, lesquelles ne varient pas directement en fonction du volume des actifs ou des ventes, comme la commercialisation et la publicité directes, le soutien de spécialistes en planification financière et d'autres coûts engagés pour soutenir nos réseaux de conseillers. Ces charges sont généralement de nature discrétionnaire ou varient en fonction du nombre de conseillers ou de clients.

La rémunération fondée sur l'actif fluctue en fonction de la valeur de l'actif sous services-conseils. La rémunération fondée sur l'actif a augmenté de 25,2 M\$ et de 90,5 M\$ pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2021 par rapport à 2020, pour s'établir à 142,0 M\$ et à 536,0 M\$, respectivement. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse de l'actif sous services-conseils moyen et du rendement des conseillers.

La rémunération fondée sur les ventes d'IG Gestion de patrimoine est calculée à partir des nouveaux actifs versés dans les comptes des clients d'IG Gestion de patrimoine (sous réserve des exigences en matière d'admissibilité). Tous les versements de rémunération fondée sur les ventes sont inscrits à l'actif et amortis, car ils reflètent les coûts marginaux visant à obtenir un contrat auprès de clients.

La rémunération fondée sur les ventes s'est établie à 15,9 M\$ pour le quatrième trimestre de 2021, soit une hausse de 5,3 M\$ par rapport à 10,6 M\$ en 2020. Pour l'exercice, la charge liée à la rémunération fondée sur les ventes s'est chiffrée à 56,1 M\$, soit une hausse de 19,7 M\$ par rapport à 36,4 M\$ en 2020. L'augmentation de la charge s'explique par le fait que des commissions fondées sur les ventes additionnelles ont été inscrites à l'actif et amorties tout au long de 2020 et de 2021.

Les autres charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires se sont chiffrées à 61,8 M\$ au quatrième trimestre de 2021, comparativement à 69,6 M\$ en 2020. Les autres charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires se sont établies à 247,4 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, comparativement à 257,7 M\$ en 2020.

Les charges liées aux activités et aux services de soutien comprennent les coûts engagés pour soutenir notre fonction de gestion de patrimoine et nos autres fonctions générales et administratives, comme la gestion des produits, la technologie et les activités, ainsi que d'autres unités d'exploitation fonctionnelles, et d'autres charges de la Société. Les charges liées aux activités et aux services de soutien se sont établies à 103,6 M\$ pour le quatrième trimestre de 2021, comparativement à 101,8 M\$ en 2020, soit une hausse de 1,8 M\$, ou 1,8 %. Pour l'exercice, les charges liées aux activités et aux services de soutien se sont chiffrées à 416,9 M\$ en 2021, comparativement à 407,1 M\$ en 2020, soit une hausse de 9,8 M\$, ou 2,4 %.

Les charges liées aux comptes gérés à titre de sous-conseiller se sont établies à 45,6 M\$ pour le quatrième trimestre de 2021, comparativement à 39,2 M\$ en 2020, soit une hausse de 6,4 M\$, ou 16,3 %. Pour l'exercice, les charges liées aux comptes gérés à titre de sous-conseiller se sont établies à 174,5 M\$ en 2021, comparativement à 149,7 M\$ en 2020, soit une hausse de 24,8 M\$, ou 16,6 %. L'augmentation au cours des deux périodes est principalement attribuable à l'accroissement de l'actif géré.

CHARGES D'INTÉRÊTS

Les charges d'intérêts, qui comprennent les charges d'intérêts affectées sur la dette à long terme et les charges d'intérêts sur les contrats de location, ont totalisé 22,5 M\$ au quatrième trimestre de 2021, soit le même montant qu'en 2020. Pour l'exercice, les charges d'intérêts ont totalisé 89,6 M\$, comparativement à 89,3 M\$ en 2020. Les charges d'intérêts sur la dette à long terme sont calculées en fonction d'une affectation de la dette à long terme à IG Gestion de patrimoine d'un montant de 1,7 G\$.

RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2021 PAR RAPPORT À CEUX DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2021

PRODUITS TIRÉS DES HONORAIRES

Les produits tirés des honoraires de conseil ont augmenté de 4,2 M\$, ou 1,4 %, au quatrième trimestre de 2021 par rapport au troisième trimestre de 2021, pour s'établir à 301,1 M\$. L'augmentation des honoraires de conseil au quatrième trimestre était principalement attribuable à la hausse de l'actif sous services-conseils moyen de 2,2 % pour le trimestre, comme l'illustre le tableau 11. Le taux moyen des honoraires de conseil au quatrième trimestre s'est établi à 101,8 points de base de l'actif géré moyen, en baisse par rapport à 102,6 points de base au troisième trimestre, principalement en raison des changements dans la composition de la clientèle.

Les honoraires liés aux produits et aux programmes se sont établis à 238,1 M\$ au quatrième trimestre de 2021, soit une augmentation de 4,6 M\$, comparativement à 233,5 M\$ au troisième trimestre de 2021. L'augmentation des honoraires liés aux produits et aux programmes était attribuable à une hausse de l'actif géré. Le taux moyen des honoraires liés aux produits et

aux programmes s'élevait à 86,3 points de base pour le trimestre considéré, comparativement à 86,1 points de base au troisième trimestre.

Les autres produits tirés de la planification financière, qui se sont chiffrés à 41,7 M\$ au quatrième trimestre de 2021, ont augmenté de 1,9 M\$ par rapport à 39,8 M\$ au troisième trimestre, en raison de l'augmentation des souscriptions d'assurance, contrebalancée en partie par la baisse des produits tirés des produits hypothécaires.

PRODUITS TIRÉS DES PLACEMENTS NETS ET AUTRES PRODUITS

Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont chiffrés à 1,3 M\$ au quatrième trimestre de 2021, en hausse de 1,8 M\$ par rapport au troisième trimestre.

CHARGES

Pour le trimestre considéré, les charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires se sont chiffrées à 219,7 M\$, en hausse de 9,5 M\$ par rapport à 210,2 M\$ au trimestre précédent, principalement en raison de l'augmentation de l'actif sous services-conseil, de la rémunération fondée sur les ventes et des souscriptions d'assurance.

Les charges liées aux activités et aux services de soutien se sont chiffrées à 103,6 M\$ au quatrième trimestre de 2021, comparativement à 101,8 M\$ au trimestre précédent, en hausse de 1,8 M\$, ou 1,8 %.

INVESTMENT PLANNING COUNSEL

RÉSULTATS DE 2021 PAR RAPPORT À CEUX DE 2020

Le bénéfice net ajusté lié à Investment Planning Counsel a augmenté de 1,7 M\$ et de 5,1 M\$ pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2021 par rapport aux périodes correspondantes de 2020.

RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2021 PAR RAPPORT À CEUX DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2021

Le bénéfice net ajusté lié à Investment Planning Counsel a augmenté de 0,2 M\$ au quatrième trimestre de 2021 par rapport au trimestre précédent.

Gestion d'actifs

Le secteur Gestion d'actifs comprend les activités de Placements Mackenzie (« Mackenzie »).

Les produits du secteur Gestion d'actifs comprennent ce qui suit :

- Les **honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties** comprennent les honoraires provenant de nos fonds communs de placement et les honoraires de tierces parties en ce qui concerne les services de gestion de placement. La rémunération versée aux courtiers vient contrebalancer les honoraires perçus.
- Les **honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine** comprennent les honoraires provenant du secteur Gestion de patrimoine. Le secteur Gestion de patrimoine est considéré

comme un client du secteur Gestion d'actifs et les prix de transfert sont établis en fonction des frais engagés pour des mandats de gestion d'actifs d'importance similaire.

L'actif géré pour le secteur Gestion de patrimoine est compris dans l'actif géré du secteur Gestion d'actifs.

Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2021, les résultats de chaque secteur se reflètent maintenant dans le bénéfice net ajusté. La dette et les charges d'intérêts sont affectées à un secteur en fonction de l'évaluation faite par la direction : i) de la capacité à assurer le service de la dette; et ii) des secteurs où le service de la dette est assuré. L'impôt sur le résultat est également présenté dans chaque secteur.

Revue des activités

Placements Mackenzie est un fournisseur de solutions de gestion d'actifs diversifiées qui a été fondé en 1967. Nous offrons des services de gestion de placements et des services connexes dans le cadre d'une vaste gamme de mandats d'investissement au moyen d'une structure de boutiques de placement et nous utilisons une multitude de canaux de distribution. Nous sommes déterminés à fournir à nos clients des rendements élevés de placements grâce à une expérience de plus de 50 ans dans le secteur de la gestion de placements.

Mackenzie tire des honoraires de gestion d'actifs principalement des éléments suivants :

- les honoraires de gestion tirés de ses fonds d'investissement, des comptes gérés à titre de sous-conseiller et de la clientèle institutionnelle;
- les honoraires tirés de ses fonds communs de placement pour les services administratifs;
- les frais de rachat sur les parts comportant des frais d'acquisition différés et des frais d'acquisition modérés.

La plus grande partie des produits de Mackenzie provient des honoraires de gestion. Le montant des honoraires de gestion dépend du volume et de la composition de l'actif géré. Les taux des honoraires de gestion varient en fonction des objectifs de placement et du type de compte des actifs gérés sous-jacents. Les taux des honoraires de gestion des mandats d'actions sont plus élevés que ceux des mandats à revenu fixe, et les comptes de fonds communs de placement destinés aux épargnants sont assortis de taux d'honoraires de gestion plus élevés que les comptes gérés à titre de sous-conseiller et les comptes de la clientèle institutionnelle.

STRATÉGIE DE GESTION D'ACTIFS

Mackenzie a pour mission de créer un monde davantage investi, ensemble.

Mackenzie a pour objectif de devenir le fournisseur de solutions de gestion mondiale d'actifs et le partenaire commercial préféré au Canada.

Mackenzie met l'accent sur cinq stratégies clés :

- devenir le leader dans le marché de détail par la segmentation;
- développer les activités institutionnelles mondiales grâce à une approche ciblée;
- offrir des solutions de placement novatrices et des rendements;
- mettre en place des processus d'affaires simples, faciles et numérisés;
- continuer de favoriser une culture axée sur la performance et la diversité.

Ces stratégies ont une incidence sur nos priorités stratégiques et assurent la croissance future des activités. Nous comptons réussir en attirant les meilleurs éléments du secteur de l'investissement, en répondant aux besoins changeants des conseillers financiers et des investisseurs au moyen de solutions uniques et novatrices, et en continuant d'offrir une qualité de niveau institutionnel dans tout ce que nous entreprenons.

Mackenzie cherche à maximiser le rendement des investissements de l'entreprise en concentrant ses ressources dans des secteurs qui ont une incidence directe sur la réussite de ses priorités stratégiques : la gestion de placements, la distribution et l'expérience client.

Nos services de gestion des placements sont offerts au moyen d'une structure de boutiques de placement, qui sont des équipes

spécialisées internes ayant chacune leur propre orientation et approche en matière de placement. Nos équipes de recherche et de gestion de portefeuille sont situées à Toronto, à Montréal, à Winnipeg, à Vancouver, à Boston, à Dublin et à Hong Kong. Outre nos propres équipes de placement, nous nous adjoignons les services de partenaires stratégiques (sous-conseillers externes) pour compléter nos capacités en matière de placement dans des secteurs précis. Notre vaste éventail de capacités et de produits de placement en évolution constante constitue notre principale force afin de répondre aux besoins financiers changeants des investisseurs.

Nos affaires reposent sur trois canaux de distribution clés : le réseau de détail, les alliances stratégiques et le marché institutionnel.

Mackenzie distribue principalement ses produits de placement de détail grâce à des conseillers financiers externes. Nos équipes de vente travaillent avec plus de 30 000 conseillers financiers indépendants et leurs cabinets partout au Canada. Notre gamme de solutions de placement novatrice et exhaustive couvre toutes les catégories d'actifs et régions du globe. Nous offrons une gamme de solutions de placement et de produits pertinents conçue pour aider les conseillers à répondre aux besoins en constante évolution de leurs clients. Nous lançons régulièrement de nouveaux fonds et nous pouvons fusionner ou rationaliser notre gamme de fonds pour offrir des solutions de placement améliorées.

En plus de son réseau de distribution de détail, Mackenzie a recours à des équipes spécialisées qui se concentrent sur les alliances stratégiques et le marché institutionnel.

Grâce à ses alliances stratégiques, Mackenzie offre certaines séries de ses fonds communs de placement et fournit des services de sous-conseiller pour des programmes de placement de tierces parties ou de parties liées offerts par des banques, des compagnies d'assurances et d'autres sociétés d'investissement. Les alliances stratégiques avec des parties liées comprennent la prestation de services-conseils aux filiales d'IG Gestion de patrimoine, d'Investment Planning Counsel et de Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »). Mackenzie s'associe à Wealthsimple pour distribuer des FNB par l'intermédiaire de sa gamme de produits. Dans le cadre de ses alliances stratégiques, Mackenzie établit sa relation de distribution principale avec le siège social de la banque, de la compagnie d'assurances ou de la société d'investissement.

Pour ce qui est du canal institutionnel, Mackenzie offre des services de gestion de placements aux administrateurs de régimes de retraite, de fondations et d'autres institutions. Nous attirons une nouvelle clientèle institutionnelle dans le cadre de nos relations avec des conseillers des secteurs de la gestion et des régimes de retraite.

Les activités de ventes brutes et de rachats dans les comptes de la clientèle institutionnelle et des alliances stratégiques peuvent être plus importantes que celles dans le canal de détail, compte

tenu de l'importance relative et de la nature de la relation de distribution liée à ces comptes. Ces comptes font également l'objet d'évaluations continues et d'activités de rééquilibrage qui peuvent entraîner des variations importantes des niveaux de l'actif géré.

Mackenzie continue de jouir d'une position enviable en vue de poursuivre le renforcement de ses relations de distribution. Pour ce faire, nous pouvons compter sur notre équipe de professionnels en placements chevronnés, à la force de notre réseau de distribution, à notre vaste gamme de produits, à nos produits offerts à des tarifs concurrentiels et à l'importance que nous accordons à l'expérience client et à l'excellence de nos placements.

ACQUISITIONS

GLC Groupe de gestion d'actifs Ltée (« GLC »)

Le 31 décembre 2020, Mackenzie a acquis GLC, une société canadienne de gestion de placements dont l'actif géré s'élève à 37 G\$, auprès de la Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »).

Par ailleurs, la filiale de Lifeco, La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (la « Canada Vie »), a acquis des contrats de gestion de fonds relatifs à la marque privée de la Gamme de fonds Quadrus. Mackenzie était auparavant gestionnaire et fiduciaire de la Gamme de fonds Quadrus. À la suite de la vente, Mackenzie continue d'offrir des services administratifs et d'investissement à la Gamme de fonds Quadrus.

Les avantages que Mackenzie retire de l'entente comprennent les suivants :

- L'ajout net de 30,1 G\$ à l'actif géré, ce qui a consolidé la position de Mackenzie à titre de l'un des plus importants gestionnaires d'actifs au Canada.
- L'élargissement du réseau de distribution de Mackenzie en lui permettant d'accéder à la branche de l'épargne-retraite collective en plein essor et de faire partie des trois plus importants fournisseurs au Canada de solutions d'investissement destinées aux régimes de cotisations déterminées et à d'autres instruments d'épargne-retraite collectifs.
- L'augmentation des capacités d'investissement de Mackenzie par l'ajout d'une nouvelle boutique de placement en actions canadiennes.

L'acquisition comprend également une entente de distribution avec la Canada Vie, faisant de Mackenzie le conseiller en placements primordial pour ses produits individuels et collectifs, tout en améliorant les capacités et la compétitivité de la Canada Vie.

Greenchip Financial Corp. (« Greenchip »)

Le 22 décembre 2020, Mackenzie a acquis Greenchip, une société canadienne de premier ordre qui se consacre exclusivement à l'investissement à thème environnemental depuis 2007. Par suite de cette acquisition, l'actif géré a

augmenté de 618 M\$, dont une tranche de 435 M\$ se rapportait à des mandats de sous-conseiller du Fonds d'actions mondiales de l'environnement Mackenzie. Mackenzie s'est imposée comme un chef de file pour ce qui est d'offrir aux Canadiens des placements durables, par le biais d'une gamme évolutive de fonds axés sur le leadership environnemental, la diversité de genre et la durabilité. L'acquisition de Greenchip est une évolution naturelle qui reflète le succès de la relation de sous-conseiller de Greenchip avec le Fonds d'actions mondiales pour l'environnement Mackenzie.

ACTIF GÉRÉ

Un sommaire des variations du total de l'actif géré est présenté au tableau 16, et un sommaire des variations de l'actif géré des fonds d'investissement est présenté au tableau 17.

L'actif géré pour le secteur Gestion de patrimoine est compris dans le total de l'actif géré. Avant le troisième trimestre de 2020,

l'actif géré par Mackenzie pour IG Gestion de patrimoine était exclu du secteur à présenter de Mackenzie. Les chiffres des périodes comparatives ont été retraités rétroactivement.

Au 31 décembre 2021, le total de l'actif géré de Mackenzie se chiffrait à 210,3 G\$, un sommet inégalé, et une hausse de 13,6 %, comparativement à 185,1 G\$ pour l'exercice précédent. Le total de l'actif géré de Mackenzie (excluant les comptes gérés à titre de sous-conseiller du secteur Gestion de patrimoine) s'est établi à 129,1 G\$, un sommet inégalé, et une hausse de 16,4 %, comparativement à 110,9 G\$ pour l'exercice précédent. La variation de l'actif géré de Mackenzie est déterminée par les rendements des placements générés pour ses clients et les entrées de fonds nettes provenant de ses clients.

VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ – RÉSULTATS DE 2021 PAR RAPPORT À CEUX DE 2020

Au 31 décembre 2021, le total de l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 210,3 G\$, un sommet inégalé, et une hausse de 13,6 %,

TABLEAU 16 : VARIATION DU TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ – GESTION D'ACTIFS¹

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	VARIATION (%)				
	31 DÉC. 2021	30 SEPT. 2021	31 DÉC. 2020	30 SEPT. 2021	31 DÉC. 2020
Actif géré excluant les comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie et du secteur Gestion de patrimoine					
Ventes nettes (rachats nets)					
Fonds communs de placement ¹	512 \$	799 \$	1 376 \$	(35,9) %	(62,8) %
Créations nettes de parts de FNB ²	245	320	372	(23,4)	(34,1)
Fonds d'investissement ³	757	1 119	1 748	(32,4)	(56,7)
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes ⁴	(576)	(27)	(75)	n.s.	n.s.
Total des ventes nettes (rachats nets)	181	1 092	1 673	(83,4)	(89,2)
Variation attribuable à GLC ⁵	–	–	(16 875)	–	100,0
Rendements des placements	3 162	54	4 365	n.s.	(27,6)
Variation de l'actif, montant net	3 343	1 146	(10 837)	191,7	n.s.
Actif au début	72 967	71 821	74 600	1,6	(2,2)
Actif à la fin	76 310 \$	72 967 \$	63 763 \$	4,6 %	19,7 %
Actif géré consolidé⁵					
Fonds communs de placement	62 969 \$	59 721 \$	52 682 \$	5,4 %	19,5 %
FNB	5 393	5 068	3 788	6,4	42,4
Fonds d'investissement ³	68 362	64 789	56 470	5,5	21,1
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes	7 948	8 178	7 293	(2,8)	9,0
	76 310	72 967	63 763	4,6	19,7
Comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie	52 805	51 131	47 175	3,3	11,9
Total excluant les comptes gérés à titre de sous-conseiller du secteur Gestion de patrimoine	129 115	124 098	110 938	4,0	16,4
Comptes gérés à titre de sous-conseiller du secteur Gestion de patrimoine	81 228	79 242	74 210	2,5	9,5
Actif géré consolidé	210 343 \$	203 340 \$	185 148 \$	3,4 %	13,6 %
Total de l'actif géré moyen⁶					
À l'exclusion des comptes gérés à titre de sous-conseiller du secteur Gestion de patrimoine	126 759 \$	125 181 \$	77 186 \$	1,3 %	64,2 %
Données consolidées	207 143	204 850	149 491	1,1	38,6

TABLEAU 16 : VARIATION DU TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ – GESTION D'ACTIFS¹ (suite)

EXERCICES CLOS LES (en M\$)	31 DÉC. 2021	31 DÉC. 2020	VARIATION (%)
Actif géré excluant les comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie et du secteur Gestion de patrimoine			
Ventes nettes (rachats nets)			
Fonds communs de placement ¹	3 908 \$	2 956 \$	32,2 %
Créations nettes de parts de FNB ²	1 532	1 232	24,4
Fonds d'investissement ³	5 440	4 188	29,9
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes ⁴	(306)	2 062	n.s.
Total des ventes nettes (rachats nets)	5 134	6 250	(17,9)
Variation attribuable à GLC ⁵	–	(16 875)	100,0
Rendements des placements	7 413	6 131	20,9
Variation de l'actif, montant net	12 547	(4 494)	n.s.
Actif au début	63 763	68 257	(6,6)
Actif à la fin	76 310 \$	63 763 \$	19,7 %
Total de l'actif géré moyen⁶			
À l'exclusion des comptes gérés à titre de sous-conseiller du secteur Gestion de patrimoine	120 988 \$	71 402 \$	69,4 %
Données consolidées	198 946	141 985	40,1

1. *Fonds communs de placement – Des clients institutionnels, dont les produits de placement comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, ont apporté des changements à la répartition des fonds :*
 - Cumul annuel de 2021 – cela a donné lieu à des rachats et à des rachats nets de 361 M\$.
 - Cumul annuel de 2020 – cela a donné lieu à des ventes de 1,4 G\$, à des rachats de 785 M\$ et à des ventes nettes de 612 M\$.
 - 2020 – Quatrième trimestre – cela a donné lieu à des ventes de 625 M\$, à des rachats de 593 M\$ et à des ventes nettes de 32 M\$.
 - Troisième trimestre – cela a donné lieu à des ventes et à des ventes nettes de 290 M\$.
2. *FNB – Au cours des deuxième et troisième trimestres de 2020, Wealthsimple a effectué des changements à la répartition des fonds, lesquels ont engendré des achats de 370 M\$ parmi les FNB de Mackenzie et des rachats de 325 M\$ à même les FNB de Mackenzie.*
3. *Les investissements dans les fonds communs de placement et dans les FNB de Mackenzie par les fonds d'investissement de la Société financière IGM sont exclus de l'actif géré et des ventes nettes des fonds d'investissement.*
4. *Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes :*
 - 2021 – Deuxième trimestre – Mackenzie a remporté des mandats relativement à des comptes gérés à titre de sous-conseiller s'élevant à 680 M\$.
 - Quatrième trimestre – un client institutionnel a confié à une autre société les responsabilités de sous-conseiller assumées par Mackenzie pour des mandats d'un montant total de 667 M\$.
 - 2020 – Deuxième trimestre – Mackenzie a remporté des mandats relativement à des comptes gérés à titre de sous-conseiller s'élevant à 2,6 G\$.
5. *Au quatrième trimestre de 2020, Placements Mackenzie a réalisé ce qui suit :*
 - Des contrats de gestion de fonds relatifs à la marque privée de la Gamme de fonds Quadrus ont été vendus pour 16,2 G\$ à Lifeco.
 - Un actif géré des fonds communs de placement de 183 M\$ a été acquis relativement à l'acquisition de la Greenchip Financial Corp.
 - Des comptes de la clientèle institutionnelle de 46,3 G\$ ont été acquis dans le cadre de la transaction avec Lifeco.
6. *En fonction de l'actif quotidien moyen des fonds d'investissement et de l'actif moyen de fin de mois des comptes gérés à titre de sous-conseiller, des comptes de la clientèle institutionnelle et des autres comptes.*

comparativement à 185,1 G\$ au 31 décembre 2020. L'actif géré, compte non tenu des comptes gérés à titre de sous-conseiller du secteur Gestion de patrimoine, se chiffrait à 129,1 G\$, un sommet inégalé, et une hausse de 16,4 %, par rapport à 110,9 G\$ au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2021, l'actif géré des fonds d'investissement s'élevait à 68,4 G\$, comparativement à 56,5 G\$ au 31 décembre 2020, soit une hausse de 21,1 %. L'actif géré des fonds communs de placement de Mackenzie de 63,0 G\$ a augmenté de 19,5 %, comparativement à 52,7 G\$ au 31 décembre 2020. L'actif des FNB de Mackenzie, compte non tenu des FNB détenus dans les produits gérés de la Société financière IGM, se chiffrait à 5,4 G\$ au 31 décembre 2021, soit une hausse de 42,4 %, par rapport à 3,8 G\$ au 31 décembre 2020. L'actif des FNB, incluant

les produits gérés de la Société financière IGM, s'établissait à 12,7 G\$ au 31 décembre 2021, comparativement à 8,5 G\$ au 31 décembre 2020.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, les ventes brutes de fonds communs de placement de Mackenzie se sont chiffrées à 2,6 G\$, soit une baisse de 42,4 %, comparativement à 4,5 G\$ en 2020. Au cours du trimestre considéré, les rachats de fonds communs de placement se sont chiffrés à 2,1 G\$, soit une baisse de 33,4 % par rapport à l'exercice précédent. Les ventes nettes de fonds communs de placement pour le trimestre clos le 31 décembre 2021 se sont établies à 512 M\$, comparativement à des ventes nettes de 1,4 G\$ pour l'exercice précédent. Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2021, les créations nettes de parts de FNB se sont établies à 245 M\$, comparativement à 372 M\$ pour l'exercice précédent. Les ventes nettes de fonds

TABLEAU 17 : VARIATION DU TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ DES FONDS D'INVESTISSEMENT – GESTION D'ACTIFS¹

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	VARIATION (%)				
	31 DÉC. 2021	30 SEPT. 2021	31 DÉC. 2020	30 SEPT. 2021	31 DÉC. 2020
Ventes	2 592 \$	2 476 \$	4 501 \$	4,7 %	(42,4)%
Rachats	2 080	1 677	3 125	24,0	(33,4)
Ventes nettes (rachats nets) de fonds communs de placement ²	512	799	1 376	(35,9)	(62,8)
Créations nettes de parts de FNB ³	245	320	372	(23,4)	(34,1)
Ventes nettes (rachats nets) de fonds d'investissement⁴	757	1 119	1 748	(32,4)	(56,7)
Variation attribuable au dessaisissement de la Gamme de fonds Quadrus et à l'acquisition de Greenchip ⁵	–	–	(15 996)	100,0	100,0
Rendements des placements	2 816	16	3 789	n.s.	(25,7)
Variation de l'actif, montant net	3 573	1 135	(10 459)	214,8	n.s.
Actif au début	64 789	63 654	66 929	1,8	(3,2)
Actif à la fin	68 362 \$	64 789 \$	56 470 \$	5,5 %	21,1 %
Composé des éléments suivants :					
Fonds communs de placement	62 969 \$	59 721 \$	52 682 \$	5,4 %	19,5 %
FNB	5 393	5 068	3 788	6,4	42,4
Fonds d'investissement	68 362 \$	64 789 \$	56 470 \$	5,5 %	21,1 %
Moyenne quotidienne de l'actif des fonds d'investissement	66 833 \$	65 460 \$	69 343 \$	2,1 %	(3,6)%
EXERCICES CLOS LES (en M\$)	31 DÉC. 2021		31 DÉC. 2020		VARIATION (%)
Ventes	12 022 \$		13 565 \$		(11,4)%
Rachats	8 114		10 609		(23,5)
Ventes nettes (rachats nets) de fonds communs de placement ²	3 908		2 956		32,2
Créations nettes de parts de FNB ³	1 532		1 232		24,4
Ventes nettes (rachats nets) de fonds d'investissement⁴	5 440		4 188		29,9
Variation attribuable au dessaisissement de la Gamme de fonds Quadrus et à l'acquisition de Greenchip ⁵	–		(15 996)		100
Rendements des placements	6 452		5 067		27,3
Variation de l'actif, montant net	11 892		(6 741)		n.s.
Actif au début	56 470		63 211		(10,7)
Actif à la fin	68 362 \$		56 470 \$		21,1 %
Moyenne quotidienne de l'actif des fonds d'investissement	63 003 \$		64 617 \$		(2,5)%

1. Les investissements dans les fonds communs de placement et dans les FNB de Mackenzie par les fonds d'investissement de la Société financière IGM sont exclus de l'actif géré et des ventes nettes des fonds d'investissement.

2. Fonds communs de placement – Des clients institutionnels, dont les produits de placement comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, ont apporté des changements à la répartition des fonds :

– Cumul annuel de 2021 – cela a donné lieu à des rachats et à des rachats nets de 361 M\$.

– Cumul annuel de 2020 – cela a donné lieu à des ventes de 1,4 G\$, à des rachats de 785 M\$ et à des ventes nettes de 612 M\$.

– Quatrième trimestre de 2020 – cela a donné lieu à des ventes de 625 M\$, à des rachats de 593 M\$ et à des ventes nettes de 32 M\$.

– Troisième trimestre de 2020 – cela a donné lieu à des ventes et à des ventes nettes de 290 M\$.

Au quatrième trimestre de 2020, Placements Mackenzie a vendu des contrats de gestion de fonds relatifs à la marque privée de la Gamme de fonds Quadrus à Lifeco et, par conséquent, les flux bruts et les flux nets de fonds communs de placement en 2021 ne sont pas directement comparables à ceux de 2020.

3. FNB – Au cours des deuxième et troisième trimestres de 2020, Wealthsimple a effectué des changements à la répartition des fonds, lesquels ont engendré des achats de 370 M\$ parmi les FNB de Mackenzie et des rachats de 325 M\$ à même les FNB de Mackenzie.

4. Le total des ventes nettes et de l'actif géré des fonds d'investissement exclut les investissements des fonds communs de placement de Mackenzie dans les FNB.

5. Au quatrième trimestre de 2020, Placements Mackenzie :

– a vendu des contrats de gestion de fonds relatifs à la marque privée de la Gamme de fonds Quadrus pour 16,2 G\$ à Lifeco.

– a acquis un actif géré des fonds communs de placement de 183 M\$ relativement à l'acquisition de la Greenchip Financial Corp.

d'investissement au cours du trimestre considéré se sont élevées à 757 M\$, comparativement à des ventes nettes de 1,7 G\$ pour l'exercice précédent. Au cours du trimestre considéré, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de 2,8 G\$ de l'actif des fonds d'investissement, comparativement à une augmentation de 3,8 G\$ pour l'exercice précédent.

Au cours du quatrième trimestre de 2020, des changements à la répartition des fonds de certains programmes de tierces parties, qui comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, ont été effectués, lesquels ont engendré des ventes brutes de 625 M\$, des rachats de 593 M\$ et des ventes nettes de 32 M\$. Compte non tenu de ces transactions en 2020, les ventes brutes de fonds communs de placement ont diminué de 33,1 % au cours du trimestre clos le 31 décembre 2021 par rapport à l'exercice précédent, les rachats de fonds communs de placement ont diminué de 17,9 % et les ventes nettes de fonds communs de placement se sont chiffrées à 512 M\$ en 2021, comparativement à des ventes nettes de fonds communs de placement de 1,3 G\$ pour l'exercice précédent.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, les ventes nettes, compte non tenu des comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie et du secteur Gestion de patrimoine, ont totalisé 181 M\$, comparativement à des ventes nettes de 1,7 G\$ pour l'exercice précédent. Au cours du quatrième trimestre de 2021, un client institutionnel a confié à une autre société les responsabilités de sous-conseiller assumées par Mackenzie pour des mandats d'un montant total de 667 M\$. Compte non tenu de cette transaction et des transactions liées aux fonds communs de placement susmentionnées, les ventes nettes se sont établies à 848 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, comparativement à des ventes nettes de 1,6 G\$ pour l'exercice précédent. Au cours du trimestre considéré, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de l'actif de 3,2 G\$, comparativement à une augmentation de 4,4 G\$ pour l'exercice précédent.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, les ventes brutes de fonds communs de placement de Mackenzie se sont chiffrées à 12,0 G\$, ce qui représente une baisse de 11,4 %, comparativement à 13,6 G\$ en 2020. Au cours de la période considérée, les rachats de fonds communs de placement se sont chiffrés à 8,1 G\$, soit une baisse de 23,5 % par rapport à l'exercice précédent. Les ventes nettes de fonds communs de placement pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 se sont établies à 3,9 G\$, comparativement à des ventes nettes de 3,0 G\$ pour l'exercice précédent. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, les créations nettes de parts de FNB se sont établies à 1,5 G\$, comparativement à 1,2 G\$ pour l'exercice précédent. Les ventes nettes de fonds d'investissement au cours de la période considérée se sont élevées à 5,4 G\$, comparativement à des ventes nettes de 4,2 G\$ pour l'exercice précédent. Au cours de la période considérée, le rendement des placements a donné lieu à une augmentation de 6,5 G\$ de l'actif des fonds d'investissement, comparativement à une augmentation de 5,1 G\$ pour l'exercice précédent.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, des changements à la répartition des fonds de certains programmes de tierces parties, qui comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, ont été effectués, lesquels ont engendré des rachats et des rachats nets de 361 M\$. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, des changements à la répartition des fonds de certains programmes de tierces parties, qui comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, ont été effectués, lesquels ont engendré des ventes brutes de 1,4 G\$, des rachats de 785 M\$ et des ventes nettes de 612 M\$. Compte non tenu de ces transactions en 2021 et en 2020, les ventes brutes de fonds communs de placement ont diminué de 1,2 % et les rachats de fonds communs de placement ont diminué de 21,1 % au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021 par rapport à l'exercice précédent, et les ventes nettes de fonds communs de placement se sont chiffrées à 4,3 G\$ pour l'exercice considéré, comparativement à 2,3 G\$ pour l'exercice précédent.

Pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2021, les rachats de fonds communs de placement à long terme se sont chiffrés à 2,0 G\$ et à 8,0 G\$, respectivement, comparativement à 3,0 G\$ et à 10,1 G\$ pour l'exercice précédent. Compte non tenu des changements apportés à la répartition des fonds communs de placement de certains programmes de tierces parties, les rachats de fonds communs de placement à long terme se sont élevés à 7,6 G\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, comparativement à 9,3 G\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le quatrième trimestre de 2021, le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme était de 13,3 %, comparativement à 18,2 % pour le quatrième trimestre de 2020. Pour le quatrième trimestre de 2020, le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme, compte non tenu des transactions de rééquilibrage, était de 14,5 %. Au 31 décembre 2021, le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme s'établissait à 13,6 %, comparativement à 16,6 % pour l'exercice précédent. Compte non tenu des transactions de rééquilibrage, le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie pour les fonds à long terme s'établissait à 12,9 % au 31 décembre 2021, comparativement à 15,3 % au 31 décembre 2020. Le taux de rachat moyen en glissement sur douze mois des fonds communs de placement à long terme pour tous les autres membres de l'IFIC s'établissait à environ 13,1 % au 31 décembre 2021. Le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie comprend le taux de rachat moyen pondéré pour l'actif dont les frais sont prélevés à l'achat, l'actif à frais d'acquisition différés, l'actif à frais modérés comportant des frais de rachat et l'actif à frais d'acquisition différés et exempt de frais de rachat (actif échu). Généralement, les taux de rachat pour l'actif à frais d'acquisition prélevés à l'achat et pour l'actif échu sont plus élevés que les taux de rachat pour l'actif à frais d'acquisition différés et l'actif à frais modérés et comportant des frais de rachat.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, les créations nettes de parts de FNB se sont établies à 1,5 G\$, comparativement à 1,2 G\$ pour l'exercice précédent. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, Wealthsimple a fait des achats de 370 M\$ et des rachats de 325 M\$ parmi les FNB de Mackenzie. Compte non tenu de ces transactions en 2020, les créations nettes de parts de FNB se sont établies à 1,5 G\$ pour l'exercice considéré, comparativement à 1,2 G\$ pour l'exercice précédent.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, les ventes nettes, compte non tenu des comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie et du secteur Gestion de patrimoine, ont totalisé 5,1 G\$, comparativement à des ventes nettes de 6,3 G\$ pour l'exercice précédent. Au cours du deuxième trimestre de 2021, Mackenzie a obtenu des mandats d'un montant de 680 M\$ à titre de sous-conseiller dans le cadre de notre partenariat stratégique avec ChinaAMC. Au deuxième trimestre de 2020, Mackenzie a remporté des mandats de 2,6 G\$ auprès de divers clients relativement à des comptes gérés à titre de sous-conseiller. Compte non tenu de ces transactions et des transactions de 2021 et de 2020 susmentionnées, les ventes nettes se sont établies à 5,5 G\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, comparativement à des ventes nettes de 3,0 G\$ pour l'exercice précédent. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, le rendement des placements a donné lieu à une augmentation de l'actif de 7,4 G\$, comparativement à une augmentation de 6,1 G\$ pour l'exercice précédent.

Au 31 décembre 2021, les comptes de Mackenzie gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie s'élevaient à 52,8 G\$, comparativement à 47,2 G\$ au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2021, les comptes de Mackenzie gérés à titre de sous-conseiller du secteur Gestion de patrimoine s'élevaient à 81,2 G\$, soit 69,9 % du total de l'actif géré du secteur Gestion de patrimoine, comparativement à 74,2 G\$, soit 72,0 % du total de l'actif géré du secteur Gestion de patrimoine au 31 décembre 2020.

VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ – RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2021 PAR RAPPORT À CEUX DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2021

Au 31 décembre 2021, le total de l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 210,3 G\$, en hausse de 3,4 %, comparativement à 203,3 G\$ au 30 septembre 2021. L'actif géré, compte non tenu des comptes gérés à titre de sous-conseiller du secteur Gestion de patrimoine, s'élevait à 129,1 G\$, en hausse de 4,0 %, par rapport à 124,1 G\$ au 30 septembre 2021.

L'actif géré des fonds d'investissement de Mackenzie se chiffrait à 68,4 G\$ au 31 décembre 2021, soit une hausse de 5,5 %, comparativement à 64,8 G\$ au 30 septembre 2021. L'actif géré des fonds communs de placement de Mackenzie se chiffrait à 63,0 G\$ au 31 décembre 2021, soit une hausse de 5,4 %, comparativement à 59,7 G\$ au 30 septembre 2021. L'actif des FNB de Mackenzie se chiffrait à 5,4 G\$ au 31 décembre 2021,

comparativement à 5,1 G\$ au 30 septembre 2021. L'actif des FNB, y compris les produits gérés de la Société financière IGM, s'est établi à 12,7 G\$ au 31 décembre 2021, comparativement à 11,9 G\$ au 30 septembre 2021.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, les ventes brutes de fonds communs de placement de Mackenzie se sont chiffrées à 2,6 G\$, soit une hausse de 4,7 % par rapport au troisième trimestre de 2021. Les rachats de fonds communs de placement se sont chiffrés à 2,1 G\$, soit une hausse de 24,0 % par rapport au troisième trimestre de 2021. Les ventes nettes de fonds communs de placement de Mackenzie pour le trimestre considéré se sont établies à 512 M\$, comparativement à des ventes nettes de 799 M\$ pour le trimestre précédent.

Les rachats d'actifs de fonds communs de placement à long terme pour le trimestre considéré se sont établis à 2,0 G\$, comparativement à 1,7 G\$ pour le troisième trimestre. Le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme était de 13,3 % pour le trimestre considéré, comparativement à 11,0 % pour le troisième trimestre.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, les créations nettes de parts de FNB de Mackenzie se sont établies à 245 M\$, comparativement à 320 M\$ au troisième trimestre.

Les ventes nettes de fonds d'investissement au cours du trimestre considéré se sont élevées à 757 M\$, comparativement à des ventes nettes de 1,1 G\$ au troisième trimestre.

Au 31 décembre 2021, les comptes de Mackenzie gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie s'élevaient à 52,8 G\$, comparativement à 51,1 G\$ au 30 septembre 2021.

Au 31 décembre 2021, les comptes de Mackenzie gérés à titre de sous-conseiller du secteur Gestion de patrimoine s'élevaient à 81,2 G\$, soit 69,9 % du total de l'actif géré du secteur Gestion de patrimoine, comparativement à 79,2 G\$, soit 70,7 % du total de l'actif géré du secteur Gestion de patrimoine au 30 septembre 2021.

GESTION DE PLACEMENTS

Au 31 décembre 2021, l'actif géré de Mackenzie avait atteint un sommet inégalé de 210,3 G\$, incluant des mandats de sous-conseiller exécutés pour le secteur Gestion de patrimoine d'un montant de 81,2 G\$. Mackenzie dispose d'équipes situées à Toronto, à Montréal, à Winnipeg, à Vancouver, à Boston, à Dublin et à Hong Kong.

Nous continuons d'offrir nos produits de placement au moyen d'une structure de boutiques de placement, qui sont des équipes spécialisées internes ayant chacune leurs propres orientations et approche en matière de placement. Cette approche favorise la diversification des styles et des idées, et met à la portée de Mackenzie une vaste gamme de talents. La surveillance est assurée au moyen d'un processus employé pour toutes les équipes et dont l'objectif est de favoriser des

rendements supérieurs ajustés en fonction du risque au fil du temps. Ce processus de surveillance s'articule autour de trois axes : i) déterminer l'avantage relativement à la performance de chacune des équipes et encourager celles-ci à conserver cet avantage, ii) encourager les pratiques exemplaires dans le cadre de l'élaboration de portefeuilles et iii) mettre l'accent sur la gestion des risques.

Notre équipe de placement se répartit actuellement en 17 boutiques spécialisées, lesquelles comprennent les ajouts effectués au cours de 2021 qui suivent :

- Ajout d'une nouvelle boutique en actions canadiennes à la suite de l'acquisition de GLC.
- Ajout d'une nouvelle boutique, Greenchip, qui se consacre aux placements centrés sur des thèmes environnementaux pour lutter contre les changements climatiques, à la suite de l'acquisition de Greenchip Financial Corp.
- Lancement d'une nouvelle boutique axée sur l'investissement durable, Betterworld, au deuxième trimestre de 2021. Les investissements de cette boutique sont exclusivement effectués dans des sociétés qui font preuve de leadership en ce qui a trait à leur comportement et à leurs pratiques en matière d'enjeux environnementaux, sociaux et relatifs à la gouvernance (« ESG »).

La participation de 56 % de Mackenzie dans Northleaf augmente ses capacités d'investissement en offrant aux clients des solutions de placement en matière d'actions de sociétés fermées, d'instruments de crédit privés et d'infrastructures à l'échelle mondiale.

Outre ses propres équipes de placement, Mackenzie s'adjoint les services de sous-conseillers externes et de fournisseurs d'indices à bêta stratégique pour compléter ses capacités en matière de placement dans des secteurs précis. Ils comprennent Putnam Investments, TOBAM, ChinaAMC, Impax Asset Management et Rockefeller Capital Management.

En 2021, Mackenzie a mis en œuvre un certain nombre d'initiatives relatives aux changements climatiques afin de soutenir l'objectif mondial d'atteindre la carboneutralité d'ici à 2050. Parmi ces initiatives, qui s'appuient sur la stratégie en matière de développement durable de Mackenzie, figurent les suivantes :

- signataire de l'initiative mondiale Net Zero Asset Managers;
- membre fondateur d'Engagement climatique Canada;
- signataire fondateur de la Déclaration des investisseurs canadiens sur les changements climatiques de l'Association pour l'investissement responsable.

Le rendement des placements à long terme est une mesure clé du succès continu de Mackenzie. Au 31 décembre 2021, 34,3 %, 58,8 % et 59,5 % de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie se situaient dans les deux premiers quartiles pour les rendements sur un an, trois ans et cinq ans, respectivement. Mackenzie surveille également le rendement de ses fonds par rapport à la notation attribuée par le service de notation de

fonds Morningstar[†]. Au 31 décembre 2021, 85,8 % de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie évalués par Morningstar[†] étaient notés trois étoiles ou plus, et 50,6 % étaient notés quatre ou cinq étoiles. Pour l'ensemble des fonds évalués par Morningstar[†], les proportions étaient de 86,4 % pour les fonds notés trois étoiles ou plus et de 54,9 % pour les fonds notés quatre et cinq étoiles au 31 décembre 2021.

Mackenzie a une fois de plus été reconnue pour ses rendements exceptionnels, qui lui ont permis de remporter huit prix Lipper de Refinitiv en 2021 relativement à ses fonds communs de placement et ses FNB. Ces prix récompensent les fonds ayant obtenu les meilleurs rendements corrigés du risque par rapport à leurs pairs :

- Fonds équilibré canadien de croissance Mackenzie, série F : meilleure performance sur dix ans dans la catégorie Actions canadiennes équilibrées. Ce fonds est cogéré par l'équipe Bluewater de Mackenzie et par les équipes des stratégies multi-actifs et des placements à revenu fixe de Mackenzie.
- Fonds canadien de croissance Mackenzie, série F : meilleure performance sur dix ans dans la catégorie Actions principalement canadiennes. Ce fonds est géré par l'équipe Bluewater de Mackenzie.
- Fonds de revenu à taux variable Mackenzie, série F5 : meilleure performance sur cinq ans dans la catégorie Prêts à taux variable. Ce fonds est géré par l'équipe des placements à revenu fixe Mackenzie.
- Fonds mondial de ressources Mackenzie, série F, en \$ US : meilleure performance sur dix ans dans la catégorie Actions de ressources naturelles. Ce fonds est géré par l'équipe des ressources Mackenzie.
- Fonds de métaux précieux Mackenzie, série F, en \$ US : meilleure performance sur dix ans dans la catégorie Actions de métaux précieux. Ce fonds est géré par l'équipe des ressources Mackenzie.
- FNB de revenu fixe canadien de base plus Mackenzie : meilleure performance sur trois ans et sur cinq ans dans la catégorie des FNB de titres à revenu fixe canadiens. Ce FNB est géré par l'équipe des placements à revenu fixe Mackenzie.
- FINB TIPS américains Mackenzie (couvert en \$ CA) : meilleure performance sur trois ans dans la catégorie des FNB de titres à revenu fixe mondiaux.

En outre, treize des fonds communs de placement et des FNB de Mackenzie ont été reconnus pour leur rendement exceptionnel au sein du secteur lors de la cérémonie des Trophées FundGrade A+ de Fundata.

PRODUITS

Mackenzie continue d'élargir sa gamme de produits en créant des solutions de placement améliorées que les conseillers financiers peuvent offrir à leurs clients. En 2021, Mackenzie a lancé un certain nombre de nouveaux produits et a fusionné des fonds communs de placement afin de rationaliser et de renforcer

sa gamme de produits. En 2021, Mackenzie a lancé dix fonds communs de placement, deux FNB et deux fonds alternatifs, dont cinq fonds communs de placement et un fonds alternatif au cours du quatrième trimestre. En outre, en janvier 2022, Mackenzie a lancé deux fonds communs de placement, deux FNB et un fonds alternatif.

FONDS COMMUNS DE PLACEMENT

Mackenzie gère sa gamme de produits en procédant au lancement de nouveaux fonds et à la fusion d'autres fonds afin de rationaliser son offre de fonds pour les conseillers et les investisseurs.

Au cours des trois premiers trimestres de 2021, Mackenzie a lancé cinq fonds communs de placement :

- Le Fonds mondial équilibré Mackenzie Greenchip
- Le Fonds mondial d'obligations durables Mackenzie
- Le Fonds d'actions mondiales à gestion fiscale Mackenzie
- Le Fonds d'actions canadiennes Mackenzie Betterworld
- Le Fonds d'actions mondiales Mackenzie Betterworld

Au cours du quatrième trimestre de 2021, Mackenzie a lancé cinq fonds communs de placement :

- Conformément à son engagement d'offrir aux investisseurs canadiens un accès élargi à la forte croissance actuelle en Chine, Mackenzie a lancé le Fonds toutes obligations Chine Mackenzie ChinaAMC et le Fonds multi-actifs Mackenzie ChinaAMC. ChinaAMC est le sous-conseiller des fonds.
 - Le Fonds toutes obligations Chine Mackenzie ChinaAMC vise à générer un revenu supérieur à la moyenne pour les investisseurs, avec un potentiel de croissance à long terme du capital, en investissant dans les marchés des titres à revenu fixe de Chine, principalement au moyen d'un portefeuille diversifié de titres à revenu fixe chinois de toute taille, émis par des sociétés et des gouvernements.
 - Le Fonds multi-actifs Mackenzie ChinaAMC est une solution tout-en-un pour ceux et celles qui cherchent une exposition à la Chine. En investissant à la fois dans les marchés des titres à revenu fixe et des actions, le Fonds offre un potentiel de croissance de l'actif favorable à long terme, avec un potentiel de rendement élevé et les avantages d'une diversification faiblement corrélée avec d'autres marchés.
- Pour répondre aux besoins des investisseurs qui approchent de la retraite, Mackenzie a élargi sa gamme de portefeuilles de revenu mensuel en lançant le Portefeuille croissance de revenu mensuel Mackenzie. Ce fonds est le premier fonds de revenu mensuel de Mackenzie dans la catégorie des fonds équilibrés mondiaux d'actions. Il cherche à procurer aux investisseurs un portefeuille diversifié conçu de façon à fournir un flux de revenu régulier assorti d'une plus-value à long terme du capital et d'une volatilité réduite. Le fonds offre une distribution fixe de 4 % et est géré par l'équipe des stratégies multi-actifs Mackenzie.

- Le Fonds mondial d'obligations vertes Mackenzie cherche à générer un revenu ainsi qu'un potentiel de plus-value à long terme du capital en investissant principalement dans des titres à revenu fixe d'émetteurs mondiaux de titres de créance durables et responsables. Le fonds met l'accent sur les obligations dites « vertes » et d'autres titres de créance servant à financer un avenir plus vert. Le Fonds est géré par l'équipe des placements à revenu fixe Mackenzie.
- Le Fonds Diversification maximale Multi-actifs mondiaux de Mackenzie vient enrichir la gamme de solutions de portefeuille Maximum Diversification offertes en partenariat avec le sous-conseiller TOBAM. La caractéristique unique du Fonds est son exposition à la crypto-monnaie par le biais d'une répartition maximale de 10 % aux FNB de Bitcoin et d'Ethereum. Le Fonds est aussi exposé à des actions et des titres à revenu fixe mondiaux.

En janvier 2022, Mackenzie a lancé deux fonds communs de placement :

- Le Fonds d'actions nord-américaines Mackenzie investit principalement dans des sociétés américaines et canadiennes, diversifiées dans plusieurs secteurs et industries. Les gestionnaires de portefeuille cherchent à identifier des entreprises de premier plan affichant des taux de croissance supérieurs à la moyenne, et appliquent une solide discipline d'évaluation au moment d'investir. Le Fonds est géré par l'équipe Bluewater de Mackenzie.
- Le Fonds nord-américain équilibré Mackenzie investit selon une approche équilibrée qui offre une valeur ajoutée découlant de la répartition de l'actif et du choix des titres à revenu fixe et des actions. Le Fonds appartient à la catégorie des fonds équilibrés mondiaux neutres. Par conséquent, il conservera généralement une pondération en actions et en titres à revenu fixe se situant chacune entre 40 % et 60 %, et sa composition cible de l'actif est neutre, soit 50 % d'actions et 50 % de titres à revenu fixe. Le Fonds est cogéré par l'équipe Bluewater de Mackenzie, par l'équipe des placements à revenu fixe Mackenzie et par l'équipe des stratégies multi-actifs Mackenzie.

Le 30 juillet 2021, Mackenzie a liquidé la Corporation Financière Capital Mackenzie avec report d'impôt en fusionnant chacun des 34 fonds de sa gamme de fonds de catégorie de société avec son fonds constitué en fiducie équivalent. Les changements apportés à la législation fiscale et l'évolution des tendances du marché ont éliminé bon nombre des avantages dont bénéficiaient les fonds de catégorie de société. Les fonds constitués en fiducie prorogés ont un objectif de placement essentiellement similaire.

FONDS NÉGOCIÉS EN BOURSE

L'ajout de fonds négociés en bourse (« FNB ») est venu compléter la gamme riche et novatrice de fonds de Mackenzie et reflète sa vision centrée sur les investisseurs, ainsi que son engagement à fournir aux conseillers et aux investisseurs de nouvelles solutions pour procurer à ces derniers des résultats leur permettant d'atteindre leurs objectifs personnels. Ces FNB proposent

aux investisseurs une autre option de placement lorsqu'ils construisent des portefeuilles diversifiés à long terme.

En 2021, Mackenzie a lancé deux nouveaux FNB. Ces FNB ont élargi davantage notre gamme diversifiée de FNB :

- le FINB d'actions mondiales charia Wealthsimple
- le FNB mondial d'obligations durables Mackenzie

La gamme actuelle de Mackenzie comprend 43 FNB : 24 FNB actifs et à bêta stratégique et 19 FNB indiciels traditionnels. À la fin du trimestre, l'actif géré des FNB s'établissait à 12,7 G\$, ce qui comprend des investissements de 7,3 G\$ des fonds communs de placement de la Société financière IGM. Au sein du secteur canadien des FNB, Mackenzie occupe le sixième rang en ce qui a trait à l'actif géré.

Au début de 2022, Mackenzie a lancé deux FNB :

- Le FINB d'obligations vertes Wealthsimple vise à reproduire le rendement de l'indice Solactive Green Bond en investissant principalement dans des obligations vertes, sociales et durables de première qualité, son exposition aux devises étant couverte en dollars canadiens. L'indice investira généralement dans des émetteurs d'obligations vertes qui font la promotion d'initiatives axées sur le climat ou d'autres initiatives durables pour l'environnement.
- Le FINB d'actions des marchés émergents Mackenzie regroupe des titres de sociétés à forte et à moyenne capitalisation dans 20 pays émergents. Il reproduit l'indice Solactive GBS Emerging Markets Large & Mid Cap CAD, qui est conçu pour reproduire le rendement des titres de capitaux propres dans les marchés émergents.

FONDS ALTERNATIFS

En 2021 et au début de 2022, Mackenzie a lancé trois produits en collaboration avec Northleaf Capital Partners (« Northleaf ») dans le cadre de son engagement à accroître l'accès des épargnants aux solutions de placement sur les marchés privés.

- Le Fonds de crédit privé Mackenzie Northleaf a été lancé au cours du premier trimestre et il est géré par l'équipe des placements à revenu fixe Mackenzie, en partenariat avec Northleaf. Il vise à investir la majorité de ses capitaux dans le programme de prêts privés garantis de premier rang destiné aux investisseurs institutionnels de Northleaf. Cela permet de réaliser un revenu plus élevé conjugué à une protection accrue des prêteurs, comparativement aux placements dans les marchés publics de titres d'emprunt.
- Le Fonds d'infrastructures privées Mackenzie Northleaf a été lancé au cours du deuxième trimestre et il est géré par l'équipe des stratégies multi-actifs Mackenzie, en partenariat avec Northleaf. Le Fonds cherche à atteindre une plus-value à long terme du capital et à générer un revenu principalement au moyen d'investissements dans des actifs d'infrastructures privées.
- Le Fonds de crédit privé à intervalle Mackenzie Northleaf a été lancé en janvier 2022 et il est géré par l'équipe des placements à revenu fixe Mackenzie, en partenariat avec Northleaf. Le Fonds, premier produit de détail du genre au Canada, utilise une structure de fonds à intervalle qui permet des rachats limités à intervalles trimestriels. Cela offre aux investisseurs particuliers une nouvelle façon d'accéder aux stratégies de placement en titres de créance privés illiquides qui sont traditionnellement réservées aux investisseurs institutionnels qualifiés.

Revue des résultats d'exploitation par secteur

Le secteur Gestion d'actifs comprend les produits gagnés dans le cadre des mandats de services-conseils exécutés pour le secteur Gestion de patrimoine et les investissements du secteur Gestion de patrimoine dans les fonds communs de placement et les FNB de Mackenzie.

Le bénéfice net ajusté du secteur Gestion d'actifs est présenté dans le tableau 18. Le bénéfice net ajusté pour le quatrième trimestre de 2021 s'est chiffré à 65,3 M\$, soit une hausse de 60,4 % par rapport au quatrième trimestre de 2020, et une baisse de 8,0 % par rapport au trimestre précédent.

Le bénéfice ajusté avant intérêts et impôt pour le quatrième trimestre de 2021 s'est chiffré à 92,4 M\$, soit une hausse de 53,7 % par rapport au quatrième trimestre de 2020, et une baisse de 7,8 % par rapport au trimestre précédent.

RÉSULTATS DE 2021 PAR RAPPORT À CEUX DE 2020

PRODUITS

Les honoraires de gestion d'actifs sont classés soit au poste Honoraires de gestion d'actifs – tierces parties, soit au poste Honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine.

- Les honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties comprennent ce qui suit :
 - Les honoraires de gestion d'actifs – tierces parties comprennent les honoraires de gestion et les honoraires d'administration tirés de nos fonds d'investissement et des honoraires de gestion provenant de nos comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes. La plus grande partie des honoraires provient des honoraires de gestion tirés de nos fonds d'investissement. Le montant des honoraires de gestion dépend du volume et de la composition de l'actif géré. Les taux des honoraires de gestion varient en fonction des objectifs de placement et du type de compte des actifs gérés sous-jacents. Par exemple, les taux des honoraires de gestion des mandats d'actions sont plus élevés que ceux des mandats à revenu fixe et les comptes de fonds communs de placement destinés aux épargnants sont assortis de taux d'honoraires de gestion plus élevés que les comptes gérés à titre de sous-conseiller et les comptes de la clientèle institutionnelle. La majorité de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie est destinée à des épargnants et vendue par l'entremise de conseillers financiers externes.
 - Les frais de rachat comprennent les honoraires tirés du rachat d'actifs de fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais d'acquisition différés et de fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais modérés. Les frais de rachat pour l'actif comportant des frais d'acquisition différés commencent à 5,5 % la première année et diminuent progressivement pour

s'établir à zéro après sept ans. Les frais de rachat pour l'actif comportant des frais modérés s'établissent entre 2,0 % et 3,0 % la première année et diminuent progressivement pour atteindre zéro après deux ou trois ans, selon l'option d'achat.

- Les charges de rémunération des courtiers comprennent la rémunération fondée sur l'actif et la rémunération fondée sur les ventes. La rémunération fondée sur l'actif représente les commissions de suivi versées aux courtiers s'appliquant à certaines catégories de fonds communs de placement destinés aux épargnants et sont calculées selon un pourcentage de l'actif géré des fonds communs de placement. Elles varient selon le type de fonds et selon l'option d'achat en vertu de laquelle le fonds a été vendu, à savoir des frais prélevés à l'achat, des frais d'acquisition différés ou des frais modérés. La rémunération fondée sur les ventes est versée aux courtiers à la vente de fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais d'acquisition différés et de fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais modérés.
- Les honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine comprennent les honoraires de sous-conseiller tirés du secteur Gestion de patrimoine.

Les honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties se sont établis à 175,1 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, soit une hausse de 37,4 M\$, ou 27,2 %, comparativement à 137,7 M\$ pour l'exercice précédent. L'augmentation des honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties était principalement attribuable à une augmentation de 64,2 % de l'actif géré moyen, comme l'illustre le tableau 16, en partie contrebalancée par une diminution du taux effectif des honoraires de gestion d'actifs – produits nets. Le taux des honoraires de gestion d'actifs – produits nets de Mackenzie au cours du trimestre clos le 31 décembre 2021 s'est établi à 54,8 points de base, comparativement à 70,8 points de base pour la période correspondante de 2020. La diminution du taux des honoraires de gestion – produits nets est principalement attribuable à l'augmentation des actifs de sous-conseiller liés à l'acquisition de GLC dont les taux effectifs sont moins élevés.

Les honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties se sont établis à 656,2 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, soit une hausse de 142,8 M\$, ou 27,8 %, comparativement à 513,4 M\$ pour l'exercice précédent. L'augmentation des honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties était principalement attribuable à une augmentation de 69,4 % de l'actif géré moyen, comme l'illustre le tableau 16, en partie contrebalancée par une diminution du taux effectif des honoraires de gestion d'actifs – produits nets. Le taux des honoraires de gestion d'actifs – produits nets de Mackenzie au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021 s'est établi à 54,2 points de base, comparativement à 72,0 points de base pour la période correspondante de 2020. La diminution du taux

TABLEAU 18 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION – GESTION D'ACTIFS

TRIMESTRES CLOS LES (<i>en M\$</i>)	31 DÉC. 2021	30 SEPT. 2021	31 DÉC. 2020	VARIATION (%)	
				30 SEPT. 2021	31 DÉC. 2020
Produits					
Gestion d'actifs					
Honoraires de gestion d'actifs – tierces parties	265,4 \$	262,5 \$	215,1 \$	1,1 %	23,4 %
Frais de rachat	1,4	0,9	1,2	55,6	16,7
	266,8	263,4	216,3	1,3	23,3
Charges de rémunération des courtiers					
Rémunération fondée sur l'actif	(88,1)	(86,9)	(73,5)	1,4	19,9
Rémunération fondée sur les ventes	(3,6)	(4,0)	(5,1)	(10,0)	(29,4)
	(91,7)	(90,9)	(78,6)	0,9	16,7
Honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties	175,1	172,5	137,7	1,5	27,2
Honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine	30,0	29,7	25,8	1,0	16,3
Gestion d'actifs – produits nets	205,1	202,2	163,5	1,4	25,4
Produits tirés des placements nets et autres produits	1,3	2,2	1,0	(40,9)	30,0
	206,4	204,4	164,5	1,0	25,5
Charges					
Services-conseils et croissance des affaires	24,1	19,2	28,3	25,5	(14,8)
Activités et services de soutien	88,3	83,3	74,6	6,0	18,4
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	1,6	1,7	1,5	(5,9)	6,7
	114,0	104,2	104,4	9,4	9,2
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt	92,4	100,2	60,1	(7,8)	53,7
Charges d'intérêts	5,9	5,9	5,2	–	13,5
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat	86,5	94,3	54,9	(8,3)	57,6
Impôt sur le résultat	21,2	23,3	14,2	(9,0)	49,3
Bénéfice net ajusté	65,3 \$	71,0 \$	40,7 \$	(8,0) %	60,4 %

EXERCICES CLOS LES (<i>en M\$</i>)	31 DÉC. 2021	31 DÉC. 2020	VARIATION (%)
Produits			
Gestion d'actifs			
Honoraires de gestion d'actifs – tierces parties	1 007,0 \$	808,4 \$	24,6 %
Frais de rachat	4,5	4,5	–
	1 011,5	812,9	24,4
Charges de rémunération des courtiers			
Rémunération fondée sur l'actif	(335,8)	(277,7)	20,9
Rémunération fondée sur les ventes	(19,5)	(21,8)	(10,6)
	(355,3)	(299,5)	18,6
Honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties	656,2	513,4	27,8
Honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine	114,6	100,6	13,9
Gestion d'actifs – produits nets	770,8	614,0	25,5
Produits tirés des placements nets et autres produits	5,8	2,9	100,0
	776,6	616,9	25,9
Charges			
Services-conseils et croissance des affaires	88,7	80,2	10,6
Activités et services de soutien	335,6	293,7	14,3
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	6,9	8,7	(20,7)
	431,2	382,6	12,7
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt	345,4	234,3	47,4
Charges d'intérêts	23,6	20,7	14,0
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat	321,8	213,6	50,7
Impôt sur le résultat	81,0	55,7	45,4
Bénéfice net ajusté	240,8 \$	157,9 \$	52,5 %

des honoraires de gestion – produits nets est principalement attribuable à l'augmentation des actifs de sous-conseiller liés à l'acquisition de GLC dont les taux effectifs sont moins élevés. Elle est aussi attribuable à d'autres facteurs comme une modification de la composition de l'actif géré, notamment l'accroissement de la proportion de produits à tarification autre que de détail. Des mandats de 2,6 G\$ remportés au cours du deuxième trimestre de 2020 relativement aux comptes gérés à titre de sous-conseiller et aux comptes de la clientèle institutionnelle ont contribué à l'augmentation des actifs autres que de détail.

Les honoraires de gestion – Gestion de patrimoine se sont établis à 30,0 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, soit une hausse de 4,2 M\$, ou 16,3 %, comparativement à 25,8 M\$ pour l'exercice précédent. Cette augmentation des honoraires de gestion découle de la hausse du taux effectif des honoraires de gestion et de l'augmentation de l'actif géré moyen de 11,2 %. Le taux des honoraires de gestion de Mackenzie au cours du trimestre clos le 31 décembre 2021 s'est établi à 14,8 points de base, comparativement à 14,2 points de base pour la période correspondante de 2020. L'augmentation du taux des honoraires de gestion est attribuable à une modification de la composition de l'actif géré.

Les honoraires de gestion – Gestion de patrimoine se sont établis à 114,6 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, soit une hausse de 14,0 M\$, ou 13,9 %, comparativement à 100,6 M\$ pour l'exercice précédent. Cette augmentation des honoraires de gestion découle de la hausse du taux effectif des honoraires de gestion et de l'augmentation de l'actif géré moyen de 10,5 %. Le taux des honoraires de gestion de Mackenzie au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021 s'est établi à 14,7 points de base, comparativement à 14,3 points de base pour la période correspondante de 2020. L'augmentation du taux des honoraires de gestion est attribuable à une modification de la composition de l'actif géré.

Le poste Produits tirés des placements nets et autres produits englobe principalement les rendements des placements liés aux placements de Mackenzie dans ses fonds exclusifs. Ces investissements sont généralement effectués lors du lancement d'un fonds et sont vendus dans le cadre des souscriptions par des tiers investisseurs. Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont établis à 1,3 M\$ au cours du trimestre clos le 31 décembre 2021, comparativement à 1,0 M\$ pour l'exercice précédent, et à 5,8 M\$ au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, comparativement à 2,9 M\$ pour l'exercice précédent.

CHARGES

Mackenzie engage des charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires qui comprennent essentiellement les activités de distribution aux intermédiaires et ces coûts varient directement en fonction du volume des actifs ou des ventes. Les charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires s'élevaient à 24,1 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, en baisse de 4,2 M\$, ou 14,8 %, par rapport à 28,3 M\$ en

2020. La diminution des charges au cours du trimestre considéré est attribuable à la diminution des commissions versées aux intermédiaires qui tient à la baisse des ventes au cours du quatrième trimestre de 2021 par rapport au quatrième trimestre de 2020. Les charges se sont élevées à 88,7 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, ce qui représente une hausse de 8,5 M\$, ou 10,6 %, par rapport à 80,2 M\$ pour l'exercice précédent. L'augmentation des charges au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, comparativement à l'exercice précédent, est attribuable à la hausse des commissions versées aux intermédiaires qui tient au volume de ventes record en 2021.

Les charges liées aux activités et aux services de soutien comprennent les coûts liés aux activités d'exploitation, y compris la technologie et les processus d'affaires, la gestion des placements et la gestion des gammes de produits à l'interne, ainsi que les fonctions de gestion d'entreprise et de soutien. Ces dépenses sont surtout attribuables à la rémunération et à la technologie, et comprennent d'autres dépenses liées aux fournisseurs de services. Les charges liées aux activités et aux services de soutien s'élevaient à 88,3 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, en hausse de 13,7 M\$, ou 18,4 %, par rapport à 74,6 M\$ en 2020. Les charges se sont établies à 335,6 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, soit une augmentation de 41,9 M\$, ou 14,3 %, par rapport à 293,7 M\$ pour l'exercice précédent. L'augmentation des charges au cours du trimestre et de l'exercice clos le 31 décembre 2021, comparativement à l'exercice précédent, est attribuable aux initiatives stratégiques, y compris aux acquisitions réalisées au cours du quatrième trimestre de 2020.

Les charges liées aux comptes gérés à titre de sous-conseiller s'élevaient à 1,6 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, comparativement à 1,5 M\$ en 2020. Les charges se sont établies à 6,9 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, comparativement à 8,7 M\$ pour l'exercice précédent.

CHARGES D'INTÉRÊTS

Les charges d'intérêts, qui comprennent les charges d'intérêts affectées sur la dette à long terme et les charges d'intérêts sur les contrats de location, ont totalisé 5,9 M\$ au quatrième trimestre de 2021, comparativement à 5,2 M\$ au quatrième trimestre de 2020. Les charges d'intérêts s'élevaient à 23,6 M\$ pour l'exercice, comparativement à 20,7 M\$ en 2020. Les charges d'intérêts sur la dette à long terme sont calculées en fonction d'une affectation de la dette à long terme à Mackenzie d'un montant de 0,4 G\$.

RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2021 PAR RAPPORT À CEUX DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2021

PRODUITS

Les honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties se sont chiffrés à 175,1 M\$ pour le trimestre considéré, en hausse de 2,6 M\$, ou 1,5 %, par rapport à 172,5 M\$ au troisième trimestre. L'augmentation des honoraires de gestion

d'actifs – produits nets – tierces parties était principalement attribuable à une augmentation de 1,3 % de l'actif géré moyen, comme l'illustre le tableau 16, et à une augmentation du taux effectif des honoraires de gestion d'actifs – produits nets. Le taux des honoraires de gestion d'actifs – produits nets de Mackenzie s'est établi à 54,8 points de base pour le trimestre considéré, comparativement à 54,7 points de base pour le troisième trimestre.

Les honoraires de gestion – Gestion de patrimoine se sont établis à 30,0 M\$ pour le trimestre considéré, en hausse par rapport à 29,7 M\$ au troisième trimestre de 2021, principalement en raison de l'augmentation de l'actif géré de 0,9 % par rapport au troisième trimestre. Le taux des honoraires de gestion se situait à 14,8 points de base pour le trimestre considéré, inchangé par rapport au troisième trimestre.

Les produits tirés des placements nets et autres produits étaient de 1,3 M\$ pour le trimestre considéré, soit une baisse de 0,9 M\$ par rapport au troisième trimestre.

CHARGES

Les charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires se sont établies à 24,1 M\$ pour le trimestre considéré, en hausse de 4,9 M\$, ou 25,5 %, par rapport à 19,2 M\$ pour le troisième trimestre.

Les charges liées aux activités et aux services de soutien s'élevaient à 88,3 M\$ pour le trimestre considéré, soit une hausse de 5,0 M\$, ou 6,0 %, comparativement à 83,3 M\$ pour le troisième trimestre.

Les charges liées aux comptes gérés à titre de sous-conseiller se sont chiffrées à 1,6 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 1,7 M\$ au troisième trimestre.

Investissements stratégiques et autres

Revue des résultats d'exploitation par secteur

Le secteur Investissements stratégiques et autres comprend les investissements dans Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »), China Asset Management Co., Ltd. (« ChinaAMC »), Northleaf Capital Group Ltd. (« Northleaf »), Wealhsimple Financial Corp. et Portag3 Ventures LP. Le capital non attribué est aussi compris dans ce secteur.

Le bénéfice provenant du secteur Investissements stratégiques et autres comprend la quote-part revenant à la Société du résultat de ses entreprises associées, Lifeco, ChinaAMC et Northleaf, ainsi que les produits tirés des placements nets liés au capital non attribué.

En janvier 2022, la Société a conclu une entente visant l'acquisition d'une participation additionnelle de 13,9 % dans ChinaAMC, ce dont il est question dans la rubrique intitulée « Situation financière consolidée » du présent rapport de gestion. Afin de financer partiellement l'opération, la Société financière IGM vendra 1,6 % de sa participation de 4 % dans Lifeco.

Au troisième trimestre de 2020, la Société a vendu sa participation de 24,8 % dans Personal Capital Corporation (« Personal Capital »), ce dont il est question dans la rubrique intitulée « Situation financière consolidée » du présent rapport de gestion.

Les actifs détenus dans le secteur Investissements stratégiques et autres sont présentés dans le tableau 19.

Le capital non attribué représente le capital qui n'a été attribué à aucune des sociétés en exploitation et qui pourrait être utilisé à des fins d'investissement, de remboursement de la dette, de distributions aux actionnaires ou à d'autres fins générales de l'entreprise. Le capital est investi dans des instruments financiers de grande qualité et très liquides en vertu de la politique de placement de la Société.

Le bénéfice net ajusté du secteur Investissements stratégiques et autres est présenté dans le tableau 20.

RÉSULTATS DE 2021 PAR RAPPORT À CEUX DE 2020

La quote-part du résultat des entreprises associées a augmenté de 10,6 M\$ au quatrième trimestre de 2021 comparativement au quatrième trimestre de 2020, et a augmenté de 49,4 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, par rapport à 2020. Ces résultats reflètent le bénéfice en capitaux propres provenant de Lifeco, de ChinaAMC, de Northleaf et, jusqu'au troisième trimestre de 2020, de Personal Capital, ce dont il est question dans la rubrique intitulée « Situation financière consolidée » du présent rapport de gestion. L'augmentation observée au quatrième trimestre de 2021 découle principalement d'une hausse de 5,2 M\$ de la quote-part du résultat de ChinaAMC, ainsi que d'une hausse de 3,1 M\$ de la quote-part du résultat de Lifeco. L'augmentation observée au cours de l'exercice 2021 découle principalement d'une hausse de 20,1 M\$ de la quote-part du résultat de ChinaAMC, d'une hausse de 16,0 M\$ de la quote-part du résultat de Lifeco, ainsi que d'une hausse découlant de la vente de la participation de la Société dans Personal Capital au deuxième trimestre de 2020. L'augmentation observée pour le trimestre et l'exercice est également attribuable à l'augmentation de la quote-part du résultat de Northleaf de 1,8 M\$ et de 6,9 M\$, respectivement, déduction faite de la participation ne donnant pas le contrôle.

Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont établis à 1,1 M\$ au quatrième trimestre de 2021, soit le même montant qu'en 2020, et à 2,7 M\$ au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, en baisse comparativement à 6,0 M\$ en 2020.

TABLEAU 19 : TOTAL DE L'ACTIF – INVESTISSEMENTS STRATÉGIQUES ET AUTRES

(en M\$)	31 DÉCEMBRE 2021	31 DÉCEMBRE 2020
Investissements dans des entreprises associées		
Lifeco	1 020,8 \$	962,4 \$
ChinaAMC	768,7	720,3
Northleaf	258,8	248,5
	2 048,3	1 931,2
Investissements à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		
Wealhsimple (investissement direct seulement)	1 133,5	511,6
Portag3 et autres investissements	157,9	81,7
	1 291,4	593,3
Capital non attribué et autres	767,5	240,6
Total de l'actif	4 107,2 \$	2 765,1 \$
<i>Juste valeur de Lifeco</i>	1 415,5 \$	1 133,2 \$

TABLEAU 20 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION – INVESTISSEMENTS STRATÉGIQUES ET AUTRES

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	31 DÉC. 2021	30 SEPT. 2021	31 DÉC. 2020	VARIATION (%)	
				30 SEPT. 2021	31 DÉC. 2020
Produits					
Produits tirés des placements nets et autres produits	1,1 \$	0,6 \$	1,1 \$	83,3 %	– %
Quote-part du résultat des entreprises associées					
Investissement dans Lifeco	30,4	35,3	27,3	(13,9)	11,4
Investissement dans ChinaAMC	17,0	17,0	11,8	–	44,1
Investissement dans Northleaf	3,3	3,6	1,0	(8,3)	230,0
	50,7	55,9	40,1	(9,3)	26,4
	51,8	56,5	41,2	(8,3)	25,7
Charges					
Activités et services de soutien	1,3	1,2	0,9	8,3	44,4
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat	50,5	55,3	40,3	(8,7)	25,3
Impôt sur le résultat	1,5	1,6	(1,7)	(6,3)	n.s.
Bénéfice net ajusté	49,0	53,7	42,0	(8,8)	16,7
Participation ne donnant pas le contrôle	0,7	0,7	0,2	–	250,0
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires	48,3 \$	53,0 \$	41,8 \$	(8,9) %	15,6 %
EXERCICES CLOS LES					
(en M\$)			31 DÉC. 2021	31 DÉC. 2020	VARIATION (%)
Produits					
Produits tirés des placements nets et autres produits			2,7 \$	6,0 \$	(55,0) %
Quote-part du résultat des entreprises associées					
Investissement dans Lifeco			125,1	109,1	14,7
Investissement dans ChinaAMC			61,6	41,5	48,4
Investissement dans Northleaf			9,7	1,0	n.s.
Investissement dans Personal Capital			–	(4,6)	100,0
			196,4	147,0	33,6
			199,1	153,0	30,1
Charges					
Activités et services de soutien			4,9	4,1	19,5
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat			194,2	148,9	30,4
Impôt sur le résultat			4,9	(7,4)	n.s.
Bénéfice net ajusté			189,3	156,3	21,1
Participation ne donnant pas le contrôle			2,0	0,2	n.s.
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires			187,3 \$	156,1 \$	20,0 %

RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2021 PAR RAPPORT À CEUX DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2021

La quote-part du résultat des entreprises associées s'est établie à 50,7 M\$ au quatrième trimestre de 2021, en baisse de 5,2 M\$

par rapport au troisième trimestre de 2021, principalement en raison de la diminution de la quote-part du résultat de Lifeco. Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont établis à 1,1 M\$ pour le quatrième trimestre de 2021, comparativement à 0,6 M\$ au troisième trimestre.

Société financière IGM Inc.

Situation financière consolidée

Au 31 décembre 2021, le total de l'actif de la Société financière IGM s'élevait à 17,7 G\$, comparativement à 16,1 G\$ au 31 décembre 2020.

AUTRES TITRES DE PLACEMENT

La composition du portefeuille de titres de la Société est présentée au tableau 21.

JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Les profits et les pertes sur les titres de placement à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Investissements d'entreprise

Les investissements d'entreprise comprennent essentiellement les investissements de la Société dans Wealthsimple Financial Corp. (« Wealthsimple ») et dans Portag3 Ventures LP, Portag3 Ventures II LP et Portage Ventures III LP (« Portag3 »).

Wealthsimple est un gestionnaire de placements en ligne qui offre des conseils en matière de placement. L'investissement est classé à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Le 3 mai 2021, Wealthsimple a annoncé une mobilisation de capitaux propres de 750 M\$ qui porte la valeur de l'investissement de la Société financière IGM dans Wealthsimple à 1 448 M\$. Dans le cadre de la transaction, la Société financière IGM a cédé une partie de son investissement pour un produit de 294 M\$ (258 M\$ après impôt).

En 2021, un profit réalisé de 241 M\$ (209 M\$ après impôt) a été transféré du poste Cumul des autres éléments du résultat global au poste Autres bénéfiques non distribués.

La Société demeure l'actionnaire le plus important de Wealthsimple, grâce à sa participation de 23 % et à sa juste valeur de 1 153 M\$.

Portag3 sont des fonds qui investissent dans des sociétés en démarrage et dont le but est de soutenir des sociétés de

services financiers inventives; ils sont sous le contrôle de Power Corporation du Canada.

La juste valeur des investissements d'entreprise, qui totalisait 1,4 G\$ au 31 décembre 2021, est présentée déduction faite de certains coûts engagés au sein des structures des sociétés en commandite qui détiennent les investissements sous-jacents.

En 2021, la Société a comptabilisé des profits après impôt de 834,5 M\$ dans les autres éléments du résultat global, en raison des variations de la juste valeur des placements de la Société principalement liées à un ajustement à la juste valeur de 776,3 M\$ au premier trimestre relativement à Wealthsimple.

Au quatrième trimestre de 2021, la Société a comptabilisé dans les Autres éléments du résultat global des profits après impôt de 31,5 M\$ dans les Autres éléments du résultat global, relativement aux variations de la juste valeur du placement de la Société dans Portag3 ainsi qu'à la cession de son investissement dans Aequitas Innovations, Inc., qui devrait se conclure en 2022.

JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU RÉSULTAT NET

Les titres à la juste valeur par le biais du résultat net comprennent les titres de capitaux propres et les fonds d'investissement exclusifs. Les profits et les pertes sont comptabilisés au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des états consolidés du résultat net.

Certains fonds d'investissement exclusifs sont consolidés lorsque la Société a évalué qu'elle contrôle le fonds d'investissement. Les titres sous-jacents de ces fonds sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net.

PRÊTS

La composition du portefeuille de prêts de la Société est présentée au tableau 22.

Les prêts étaient constitués de prêts hypothécaires résidentiels et représentaient 30,3 % du total de l'actif au 31 décembre 2021, comparativement à 39,4 % au 31 décembre 2020.

Les prêts évalués au coût amorti sont principalement composés

TABLEAU 21 : AUTRES TITRES DE PLACEMENT

(en M\$)	31 DÉCEMBRE 2021		31 DÉCEMBRE 2020	
	COÛT	JUSTE VALEUR	COÛT	JUSTE VALEUR
À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Investissements d'entreprise	226,2 \$	1 291,4 \$	251,4 \$	593,3 \$
À la juste valeur par le biais du résultat net				
Titres de capitaux propres	1,2	1,6	1,5	1,5
Fonds d'investissement exclusifs	101,3	105,0	35,3	37,5
	102,5	106,6	36,8	39,0
	328,7 \$	1 398,0 \$	288,2 \$	632,3 \$

TABLEAU 22 : PRÊTS

(en M\$)	31 DÉCEMBRE 2021	31 DÉCEMBRE 2020
Coût amorti	5 297,0 \$	6 329,4 \$
Moins : Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	0,6	0,8
	5 296,4	6 328,6
À la juste valeur par le biais du résultat net	57,4	3,3
	5 353,8 \$	6 331,9 \$

de prêts hypothécaires résidentiels vendus à des programmes de titrisation commandités par des tiers qui vendent à leur tour des titres émis à l'intention des investisseurs. Au 31 décembre 2021, un passif correspondant totalisant 5,1 G\$ a été constaté au poste Obligations à l'égard d'entités de titrisation, comparativement à 6,2 G\$ au 31 décembre 2020.

Des prêts sont détenus par la Société en attendant d'être vendus ou titrisés. Les prêts évalués à la juste valeur par le biais du résultat net sont des prêts hypothécaires résidentiels détenus temporairement par la Société en attendant d'être vendus. Les prêts détenus en attendant d'être titrisés sont comptabilisés au coût amorti. Les prêts détenus en attendant d'être vendus ou titrisés totalisaient 315,8 M\$ au 31 décembre 2021, comparativement à 334,5 M\$ au 31 décembre 2020.

Les prêts hypothécaires résidentiels montés par IG Gestion de patrimoine sont principalement financés par les ventes à des tiers, services de gestion inclus, notamment des programmes de titrisation commandités par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (la « SCHL ») ou des banques canadiennes. Au 31 décembre 2021, IG Gestion de patrimoine gérait des prêts hypothécaires résidentiels chiffrés à 9,7 G\$, dont une tranche de 2,3 G\$ est montée par les filiales de Lifeco.

ACCORDS DE TITRISATION

Par l'entremise des activités bancaires hypothécaires de la Société, des prêts hypothécaires résidentiels montés par les spécialistes en planification hypothécaire d'IG Gestion de patrimoine sont vendus à des fiduciaires de titrisation commandités par des tiers qui vendent à leur tour des titres à des investisseurs. La Société titre des prêts hypothécaires résidentiels au moyen de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH ») commandités par la SCHL et par l'entremise du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (le « Programme OHC »), ainsi que de programmes de papier commercial adossé à des actifs (le « PCAA ») commandités par des banques canadiennes. La Société conserve des responsabilités de gestion et certains éléments du risque de crédit et du risque de remboursement anticipé associés aux actifs transférés. Le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires titrisés de la Société est en partie limité grâce à l'assurance. En vertu des normes IFRS, la décomptabilisation d'un actif financier repose sur le transfert des risques et des avantages

inhérents à la propriété. Puisque la Société a conservé le risque de remboursement anticipé, de même que certains éléments du risque de crédit associés à ses transactions de titrisation par l'entremise des Programmes OHC et de PCAA, celles-ci sont comptabilisées à titre d'emprunts garantis. La Société constate les transactions dans le cadre de ces programmes comme suit : i) les prêts hypothécaires et les obligations correspondantes sont comptabilisés au coût amorti, puis les produits d'intérêts et les charges d'intérêts, établis au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif, sont constatés sur la durée des prêts hypothécaires; ii) les composantes des swaps conclus en vertu du Programme OHC, dans le cadre duquel la Société paie les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada et reçoit les rendements des placements résultant du réinvestissement du principal remboursé du prêt hypothécaire, sont comptabilisées à la juste valeur; iii) les réserves en trésorerie détenues conformément au Programme de PCAA sont comptabilisées au coût amorti.

Au quatrième trimestre de 2021, la Société a titrisé des prêts par l'intermédiaire de ses activités bancaires hypothécaires, générant un produit en trésorerie de 283,7 M\$, comparativement à 422,8 M\$ en 2020. La rubrique « Risque financier » du présent rapport de gestion et la note 7 des états financiers consolidés contiennent plus de renseignements au sujet des activités de titrisation de la Société, y compris les couvertures du risque de taux d'intérêt et du risque lié au réinvestissement connexes de la Société.

PARTICIPATION DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »)

Au 31 décembre 2021, la Société détenait une participation de 4,0 % dans Lifeco. La Société financière IGM et Lifeco sont toutes deux sous le contrôle de Power Corporation du Canada.

Le placement de la Société financière IGM dans Lifeco est comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence, puisque la Société exerce une influence notable. La variation de la valeur comptable pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2021, par rapport à 2020, est présentée dans le tableau 23.

Le 5 janvier 2022, afin de financer partiellement l'acquisition d'une participation additionnelle de 13,9 % dans ChinaAMC, la

TABLEAU 23 : INVESTISSEMENT DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

(en M\$)	31 DÉCEMBRE 2021				31 DÉCEMBRE 2020				
	LIFECO	CHINAAMC	NORTHLEAF	TOTAL	LIFECO	CHINAAMC	NORTHLEAF	PERSONAL CAPITAL ³	TOTAL
TRIMESTRES CLOS LES									
Valeur comptable au 1^{er} octobre	1 001,5 \$	742,6 \$	255,3 \$	1 999,4 \$	942,8 \$	713,0 \$	– \$	– \$	1 655,8 \$
Investissement	–	–	0,2	0,2	–	–	247,5	–	247,5
Dividendes	(18,3)	–	–	(18,3)	(16,3)	–	–	–	(16,3)
Quote-part des éléments suivants :									
Bénéfice ¹	30,4	17,0	3,3 ²	50,7	27,3	11,8	1,0 ²	–	40,1
Ajustements de l'entreprise associée ¹	–	–	–	–	3,4	–	–	–	3,4
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale) et autres ajustements	7,2	9,1	–	16,3	5,2	(4,5)	–	–	0,7
Valeur comptable au 31 décembre	1 020,8 \$	768,7 \$	258,8 \$	2 048,3 \$	962,4 \$	720,3 \$	248,5 \$	– \$	1 931,2 \$
EXERCICES CLOS LES									
Valeur comptable au 1^{er} janvier	962,4 \$	720,3 \$	248,5 \$	1 931,2 \$	896,7 \$	662,7 \$	– \$	194,5 \$	1 753,9 \$
Investissement	–	–	0,6	0,6	–	–	247,5	–	247,5
Dividendes	(67,4)	(26,8)	–	(94,2)	(65,4)	(13,7)	–	–	(79,1)
Quote-part des éléments suivants :									
Bénéfice (perte) ¹	125,1	61,6	9,72	196,4	109,1	41,5	1,0 ²	(4,6)	147,0
Ajustements de l'entreprise associée ¹	–	–	–	–	3,4	–	–	–	3,4
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale) et autres ajustements	0,7	13,6	–	14,3	18,6	29,8	–	8,8	57,2
Cession	–	–	–	–	–	–	–	(198,7)	(198,7)
Valeur comptable au 31 décembre	1 020,8 \$	768,7 \$	258,8 \$	2 048,3 \$	962,4 \$	720,3 \$	248,5 \$	– \$	1 931,2 \$

1. La quote-part du résultat provenant de la participation de la Société dans des entreprises associées est comptabilisée dans le secteur Investissements stratégiques et autres.
2. La quote-part du résultat de Northleaf revenant à la Société, déduction faite de la participation ne donnant pas le contrôle, s'est établie à 2,6 M\$ et à 7,7 M\$, respectivement, pour le trimestre et l'exercice de 2021 (2020 – 0,8 M\$ pour les deux périodes).
3. En 2020, la Société a vendu sa participation dans Personal Capital à une filiale de Lifeco, Empower Retirement.

Société a annoncé qu'elle vendrait 15 200 662 actions ordinaires de Lifeco à Power pour une contrepartie en trésorerie de 575 M\$, ce qui réduira la participation de la Société dans Lifeco, la faisant passer de 4,0 % à 2,4 %. La vente de Lifeco est conditionnelle au rachat des actions de ChinaAMC par la Société financière IGM et devrait avoir lieu au premier semestre de 2022.

En décembre 2020, Lifeco a comptabilisé un profit relativement à la réévaluation d'un actif d'impôt différé, moins certaines charges de restructuration et certains coûts de transaction. La quote-part de ces ajustements après impôt revenant à la Société s'est élevée à 3,4 M\$.

China Asset Management Co., Ltd. (« ChinaAMC »)

Fondée en 1998 et l'une des premières sociétés de gestion de fonds de placement en Chine, ChinaAMC s'est taillé et maintient

une position de chef de file dans le secteur chinois de la gestion d'actifs.

L'actif géré total de ChinaAMC, compte non tenu de l'actif géré des filiales, s'élevait à 1 661,6 milliards RMB¥ (330,5 G\$) au 31 décembre 2021, soit une hausse de 13,7 % (15,9 % en dollars canadiens) par rapport à 1 461,1 milliards RMB¥ (285,1 G\$) au 31 décembre 2020.

La participation de 13,9 % de la Société dans ChinaAMC est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence puisque la Société exerce une influence notable. La variation de la valeur comptable pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2021 est présentée dans le tableau 23. La variation des autres éléments du résultat global, s'élevant à 9,1 M\$ au cours du trimestre clos le 31 décembre 2021, est attribuable à

une appréciation de 1,3 % du yuan chinois par rapport au dollar canadien.

Le 5 janvier 2022, la Société a conclu une entente visant l'acquisition, auprès de Power Corporation du Canada (« Power »), d'une participation additionnelle de 13,9 % dans ChinaAMC pour une contrepartie en trésorerie de 1,15 G\$. Cette transaction entraînera une hausse de la participation de la Société dans ChinaAMC, la faisant passer de 13,9 % à 27,8 %, et devrait être conclue au premier semestre de 2022, sous réserve des conditions de clôture habituelles, y compris des approbations réglementaires en Chine.

Northleaf Capital Group Ltd. (« Northleaf »)

Le 28 octobre 2020, Mackenzie, la filiale de la Société, et Lifeco ont acquis une participation ne donnant pas le contrôle dans Northleaf, un gestionnaire de fonds d'actions de sociétés fermées, d'instruments de crédit privés et d'infrastructures à l'échelle mondiale dont le siège social est à Toronto.

La transaction a été effectuée au moyen d'un instrument d'acquisition appartenant à 80 % à Mackenzie et à 20 % à Lifeco pour une contrepartie en trésorerie de 241 M\$ et une contrepartie additionnelle d'au plus 245 M\$ à l'échéance de la période de cinq ans qui commence à la date d'acquisition, sous réserve de l'atteinte par la société d'une croissance exceptionnelle en ce qui a trait à certaines mesures de performance au cours de la période. Toute contrepartie additionnelle sera comptabilisée dans les charges au cours de la période de cinq ans et sera calculée en fonction de la juste valeur du paiement prévu, lequel est réévalué à la date de clôture de chaque période de présentation de l'information financière.

L'instrument d'acquisition a acquis un bloc de droits de vote de 49,9 % et une participation économique de 70 % dans Northleaf. Mackenzie et Lifeco ont l'obligation et le droit d'acheter la participation et le bloc de droits restants dans Northleaf à partir de l'échéance de la période approximative de cinq ans qui commence à la date d'acquisition et par la suite. La participation économique de 70 % de l'instrument d'acquisition est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence

puisqu'il exerce une influence notable. Cette influence notable tient à une représentation au sein du conseil d'administration, à la participation au processus d'élaboration de politiques et à des initiatives stratégiques communes.

La Société contrôle l'instrument d'acquisition; par conséquent, elle comptabilise la totalité de la participation économique de 70 % dans Northleaf et la participation ne donnant pas le contrôle liée à la participation nette de Lifeco dans Northleaf de 14 %. Déduction faite de la participation ne donnant pas le contrôle, l'investissement de la Société financière IGM au 31 décembre 2020 s'établissait à 199,6 M\$ et comprenait une contrepartie en trésorerie de 192,6 M\$, des coûts de transaction inscrits à l'actif de 6,2 M\$ et une quote-part du résultat de 2020 de 0,8 M\$.

L'actif géré de Northleaf, y compris le capital investi et les engagements non investis, se chiffrait à 19,5 G\$ au 31 décembre 2021 (31 décembre 2020 – 14,6 G\$). L'augmentation de 4,9 G\$ de l'actif géré au cours de l'exercice est attribuable au montant de 5,5 G\$ affecté à de nouveaux engagements, ainsi qu'à une augmentation de 0,1 G\$ ayant trait au change en ce qui concerne les actifs libellés en dollars américains, facteurs contrebalancés par une diminution de 0,7 G\$ ayant trait au rendement du capital et autres.

Personal Capital Corporation (« Personal Capital »)

En 2020, la Société a vendu sa participation dans Personal Capital à une filiale de Lifeco, Empower Retirement, et en a tiré un produit de 232,8 M\$ (176,2 M\$ US) et une contrepartie additionnelle d'au plus 24,6 M\$ US sous réserve de l'atteinte par Personal Capital de certains objectifs de croissance ciblée. Par suite de la vente, la Société a décomptabilisé son investissement dans Personal Capital et a comptabilisé un profit comptable de 37,2 M\$ (31,4 M\$ après impôt) dans les produits tirés des placements nets et autres produits. Au cours du quatrième trimestre de 2021, la Société a comptabilisé une contrepartie additionnelle à recevoir de 10,6 M\$ (7,7 M\$ après impôt) dans les produits tirés des placements nets et autres produits.

Situation de trésorerie et sources de financement consolidées

SITUATION DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisaient 1 292,4 M\$ au 31 décembre 2021, comparativement à 771,6 M\$ au 31 décembre 2020. La trésorerie et les équivalents de trésorerie liés aux activités de dépôt de la Société totalisaient 1,3 M\$ au 31 décembre 2021, comparativement à 5,2 M\$ au 31 décembre 2020, comme l'illustre le tableau 24.

Les fonds de clients déposés représentent les soldes de trésorerie détenus par des clients dans leurs comptes de placement et le montant qui contrebalance est inclus dans le passif lié aux dépôts.

Le fonds de roulement, qui correspond aux actifs courants moins les passifs courants, totalisait 908,0 M\$ au 31 décembre 2021, comparativement à 330,8 M\$ au 31 décembre 2020 (se reporter au tableau 25).

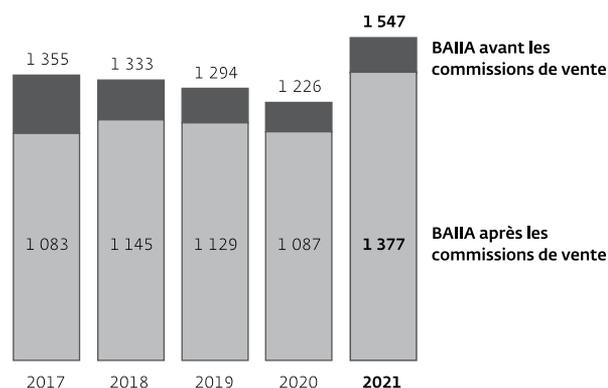
Le fonds de roulement, qui comprend le capital non attribué, est utilisé aux fins suivantes :

- le financement des activités continues, y compris le financement des commissions de vente;
- le financement temporaire de prêts hypothécaires dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires;
- le paiement d'intérêts relativement à la dette à long terme;
- le maintien des liquidités requises pour les entités réglementées;
- le versement de dividendes trimestriels sur ses actions ordinaires en circulation;
- le financement du rachat d'actions ordinaires et le remboursement de la dette à long terme;
- les dépenses d'investissement dans les activités et les acquisitions d'entreprises.

La Société financière IGM continue de générer des flux de trésorerie considérables dans le cadre de ses activités. Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements avant les commissions de vente (le « BAIIA avant les commissions de vente »), une

mesure non conforme aux normes IFRS, a totalisé 1 547,0 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, comparativement à 1 226,4 M\$ pour 2020. Le BAIIA avant les commissions de vente exclut l'incidence à la fois des commissions de vente versées et de l'amortissement des commissions (se reporter au tableau 1).

Bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (« BAIIA ») Pour les exercices (en M\$)



Le BAIIA ajusté avant les commissions de vente et le BAIIA ajusté après les commissions de vente excluent les éléments suivants :

- 2017 – les charges de restructuration et autres charges, une réévaluation favorable de l'obligation au titre du régime de retraite de la Société, ainsi que des charges qui représentent la quote-part des charges exceptionnelles et de la provision au titre de la restructuration de Great-West Lifeco Inc. revenant à la Société.
- 2018 – les charges de restructuration et autres charges et la prime versée au remboursement anticipé de débiteures.
- 2019 – la quote-part des charges exceptionnelles de l'entreprise associée revenant à la Société.
- 2020 – le profit à la vente de Personal Capital, le profit à la vente de la Gamme de fonds Quadrus, déduction faite des coûts d'acquisition, la quote-part des ajustements de l'entreprise associée et les charges de restructuration et autres charges revenant à la Société.
- 2021 – la contrepartie additionnelle à recevoir relativement à la vente de Personal Capital en 2020.

TABLEAU 24 : ACTIVITÉS DE DÉPÔT – SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 DÉCEMBRE (en M\$)	2021	2020
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1,3 \$	5,2 \$
Fonds de clients déposés	2 238,6	1 063,4
Débiteurs et autres montants à recevoir	0,6	48,4
Prêts	10,8	10,5
Total de l'actif	2 251,3 \$	1 127,5 \$
Passif et capitaux propres		
Passif lié aux dépôts	2 220,3 \$	1 104,9 \$
Autres passifs	20,4	12,2
Capitaux propres	10,6	10,4
Total du passif et des capitaux propres	2 251,3 \$	1 127,5 \$

TABLEAU 25 : FONDS DE ROULEMENT

AU 31 DÉCEMBRE (en M\$)	2021	2020
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 292,4 \$	771,6 \$
Fonds de clients déposés	2 238,6	1 063,4
Débiteurs et autres actifs	405,0	391,3
Tranche courante des prêts hypothécaires et autres prêts	1 234,5	1 518,6
	5 170,5	3 744,9
Passifs courants		
Fournisseurs et autres créiteurs	879,1	756,5
Dépôts et certificats	2 219,0	1 101,4
Tranche courante des obligations à l'égard des entités de titrisation et autres	1 164,4	1 556,2
	4 262,5	3 414,1
Fonds de roulement	908,0 \$	330,8 \$

Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements après les commissions de vente (le « BAIIA après les commissions de vente »), une mesure non conforme aux normes IFRS, a totalisé 1 376,5 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, comparativement à 1 086,9 M\$ pour 2020. Le BAIIA après les commissions de vente exclut l'incidence de l'amortissement des commissions (se reporter au tableau 1).

Se reporter à la rubrique « Risque financier » du présent rapport de gestion pour de l'information relative à d'autres sources de liquidités et à l'exposition de la Société au risque de liquidité et de financement et à la façon dont elle gère ce risque.

FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau 26, intitulé « Flux de trésorerie », présente un sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie qui font partie des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont connu une augmentation de 520,8 M\$ en 2021, comparativement à une augmentation de 51,6 M\$ en 2020.

Les ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation au cours de l'exercice clos en 2021, par rapport à 2020, comprennent les activités

d'exploitation sans effet de trésorerie contrebalancées par les activités d'exploitation avec effet de trésorerie :

- la réintégration de l'amortissement des commissions de vente inscrites à l'actif, contrebalancée par la déduction des commissions de vente inscrites à l'actif versées;
- la réintégration de l'amortissement des immobilisations, des immobilisations incorporelles et d'autres actifs;
- la déduction de la participation dans le résultat des entreprises associées, contrebalancée par les dividendes reçus;
- la réintégration du régime de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi, contrebalancée par les cotisations en trésorerie;
- des variations des actifs et passifs d'exploitation et autres;
- les ajustements pour d'autres éléments en 2020, qui comprennent la réintégration des provisions au titre de la restructuration et autres, et la déduction du profit à la vente de l'investissement de la Société dans Personal Capital ainsi qu'un profit à la vente de la Gamme de fonds Quadrus;
- la déduction des versements en trésorerie liés à la provision au titre de la restructuration.

TABLEAU 26 : FLUX DE TRÉSORERIE

EXERCICES CLOS LES (en M\$)	31 DÉC. 2021	31 DÉC. 2020	VARIATION (%)
Activités d'exploitation			
Bénéfice avant impôt sur le résultat	1 267,7 \$	965,4 \$	31,3 %
Impôt sur le résultat payé	(153,5)	(172,3)	10,9
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation	(170,6)	(56,5)	(201,9)
	943,6	736,6	28,1
Activités de financement	(1 521,9)	(1 358,4)	(12,0)
Activités d'investissement	1 099,1	673,4	63,2
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	520,8	51,6	n.s.
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	771,6	720,0	7,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	1 292,4 \$	771,6 \$	67,5 %

Les activités de financement au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021 par rapport à 2020 avaient trait à ce qui suit :

- une augmentation des obligations à l'égard d'entités de titrisation de 1 428,9 M\$ et des remboursements d'obligations à l'égard d'entités de titrisation de 2 442,7 M\$ en 2021, comparativement à une augmentation des obligations à l'égard d'entités de titrisation de 1 568,5 M\$ et à des remboursements d'obligations à l'égard d'entités de titrisation de 2 359,8 M\$ en 2020;
- le versement de dividendes sur actions ordinaires réguliers totalisant 537,0 M\$ en 2021, comparativement à 536,2 M\$ en 2020.

Les activités d'investissement au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021 par rapport à 2020 avaient principalement trait à ce qui suit :

- l'achat d'autres titres de placement totalisant 131,8 M\$ et le produit de 348,2 M\$ de la vente d'autres titres de placement en 2021, comparativement à 32,7 M\$ et à 38,8 M\$, respectivement, en 2020;
- une augmentation des prêts de 1 776,1 M\$ et des remboursements de prêts et autres de 2 744,7 M\$ en 2021, comparativement à 1 793,0 M\$ et à 2 679,7 M\$, respectivement, en 2020, principalement liés aux prêts hypothécaires résidentiels se rapportant aux activités bancaires hypothécaires de la Société;
- la trésorerie nette affectée aux entrées d'immobilisations incorporelles et aux acquisitions s'est établie à 75,3 M\$ en 2021, comparativement à 68,8 M\$ en 2020.

Les données pour 2020 comprenaient également les activités d'investissement suivantes :

- l'acquisition de GLC Groupe de gestion d'actifs Ltée pour 175,8 M\$;
- l'investissement dans Northleaf Capital Group Ltd. de 198,8 M\$;
- la vente des investissements de la Société dans Personal Capital et de la Gamme de fonds Quadrus pour un produit de 262,8 M\$.

SOURCES DE FINANCEMENT

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital consiste à maximiser le rendement pour les actionnaires tout en faisant en sorte que la Société soit capitalisée de façon à respecter les exigences réglementaires en matière de capital, à combler les besoins en fonds de roulement et à favoriser l'expansion des affaires. Les pratiques de la Société en matière de gestion du capital sont axées sur la préservation de la qualité de sa situation financière en maintenant des assises financières ainsi qu'un bilan solides. Le capital de la Société comprend la dette à long terme et les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, lesquels totalisaient 8,6 G\$ au 31 décembre 2021, comparativement à 7,1 G\$ au 31 décembre 2020. La Société

évalue régulièrement ses pratiques en matière de gestion du capital en fonction des changements de la conjoncture économique.

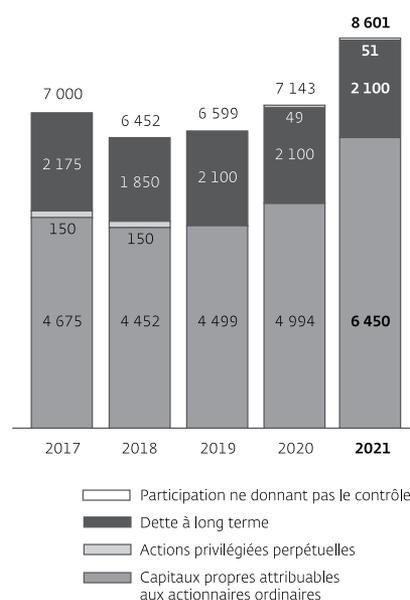
Le capital de la Société est principalement utilisé dans le cadre de ses activités d'exploitation continues en vue de satisfaire aux besoins en fonds de roulement, pour les placements à long terme effectués par la Société, pour l'expansion des affaires ainsi que pour d'autres objectifs stratégiques. Les filiales assujetties aux exigences en matière de capital réglementaire comprennent les courtiers en valeurs mobilières, les courtiers de fonds communs de placement, les courtiers sur le marché non réglementé, les gestionnaires de portefeuille, les gestionnaires de fonds d'investissement et une société de fiducie. Ces filiales sont tenues de maintenir des niveaux de capital minimaux en fonction du fonds de roulement, des liquidités ou des capitaux propres. Les filiales de la Société se sont conformées à toutes les exigences en matière de capital réglementaire.

La dette à long terme en cours totale se chiffrait à 2,1 G\$ au 31 décembre 2021, inchangée par rapport au 31 décembre 2020. La dette à long terme comprend des débetures qui sont des dettes de premier rang non garanties de la Société comportant des clauses restrictives standards, incluant des clauses de sûreté négatives, mais ne comportant aucune clause restrictive financière ou opérationnelle particulière.

En 2021, les autres activités comprennent la déclaration de dividendes de 537,8 M\$ sur actions ordinaires, ou 2,25 \$ par action. Les variations du capital-actions ordinaire sont reflétées dans les états consolidés annuels des variations des capitaux propres.

Capital

Aux 31 décembre (en M\$)



La notation actuelle attribuée par Standard & Poor's (« S&P ») aux débetures non garanties de premier rang de la Société est de « A » avec une perspective stable. La notation attribuée par Dominion Bond Rating Service (« DBRS ») aux débetures non garanties de premier rang de la Société est de « A (élevée) », avec une tendance stable.

Les notations de crédit sont destinées à fournir aux investisseurs une mesure indépendante de la qualité des titres d'une société sur le plan de la solvabilité et indiquent la probabilité que les paiements requis soient faits et que la capacité d'une société de remplir ses obligations conformément aux modalités de chaque obligation soit respectée. Les descriptions des catégories de notations de chacune des agences de notation présentées ci-après proviennent des sites Web de chacune de ces agences.

Ces notations ne constituent pas une recommandation d'acheter, de vendre ou de détenir les titres de la Société et ne tiennent pas compte de leur cours ni d'autres facteurs qui pourraient permettre d'établir si un titre donné convient à un investisseur en particulier. De plus, il se peut que les notations ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle de tous les risques sur la valeur des titres et du fait que les agences de notation peuvent réviser ces notations ou les retirer à quelque moment que ce soit.

La notation « A » attribuée aux débetures non garanties de premier rang de la Société financière IGM par S&P correspond à la sixième notation la plus élevée sur les 22 notations utilisées pour les titres d'emprunt à long terme. Cette notation indique que, de l'avis de S&P, la Société a une bonne capacité de remplir ses engagements financiers relatifs aux obligations, mais que l'obligation est un peu plus vulnérable aux effets défavorables de l'évolution de la situation et de la conjoncture économique que les obligations mieux notées.

La notation « A (élevée) », qui a été attribuée aux débetures non garanties de premier rang de la Société financière IGM par DBRS, correspond à la cinquième notation la plus élevée sur les 26 notations utilisées pour les titres d'emprunt à long terme. Selon l'échelle de notation à long terme de DBRS, les titres d'emprunt qui obtiennent la notation « A (élevée) » sont de bonne qualité et la capacité de paiement des obligations financières est considérée comme solide. Bien qu'il s'agisse d'une bonne notation, les entreprises qui l'obtiennent pourraient être plus vulnérables à des événements futurs, mais les facteurs négatifs potentiellement déclencheurs sont considérés comme surmontables.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Le tableau 27 présente la valeur comptable et la juste valeur des actifs et des passifs financiers. Le tableau n'inclut pas la juste valeur des actifs et passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur si leur valeur comptable se rapproche raisonnablement de leur juste valeur. Ces éléments comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs et autres montants à recevoir, certains autres actifs financiers, les créditeurs et charges à payer et certains autres passifs financiers.

La juste valeur est déterminée selon les méthodes et les hypothèses suivantes :

- Les autres titres de placement ainsi que les autres actifs financiers et passifs financiers sont évalués selon les cours des marchés actifs, lorsque ceux-ci sont disponibles. En l'absence de tels cours, des techniques d'évaluation sont utilisées, lesquelles nécessitent la formulation d'hypothèses relatives aux taux d'actualisation, au montant des flux de trésorerie futurs et au moment où ceux-ci seront réalisés. Dans la mesure du possible, des données du marché observables sont utilisées dans les techniques d'évaluation.
- Les prêts classés comme étant détenus à des fins de transaction sont évalués selon les taux d'intérêt du marché offerts pour des prêts comportant des échéances et des risques de crédit similaires, particulièrement les taux d'emprunt offerts par les établissements financiers en ce qui a trait aux prêts de détail.
- Les prêts classés au coût amorti sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur les marchés.
- Les méthodes d'évaluation utilisées pour les autres titres de placement classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global comprennent la comparaison avec les opérations conclues avec des tiers dans des conditions normales de concurrence sur le marché, l'utilisation de multiples de marché et l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie.
- Les obligations à l'égard d'entités de titrisation sont évaluées par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur le marché pour les titres émis par les entités de titrisation dont les modalités et les caractéristiques sont semblables.
- Les dépôts et les certificats sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie contractuels en fonction des taux d'intérêt du marché en vigueur pour les dépôts comportant des échéances et des risques similaires.
- La dette à long terme est évaluée selon les cours du marché pour chaque débeture disponible sur le marché.
- Les instruments financiers dérivés sont évalués selon les cours du marché, lorsque ceux-ci sont disponibles, selon les taux en vigueur sur le marché pour des instruments ayant des caractéristiques et des échéances similaires, ou suivant l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie.

Se reporter à la note 24 des états financiers consolidés, qui présente des renseignements supplémentaires à l'égard de la détermination de la juste valeur des instruments financiers.

Bien qu'il y ait eu des changements à la valeur comptable et à la juste valeur des instruments financiers, ces changements n'ont pas eu d'incidence significative sur la situation financière de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2021.

TABLEAU 27 : INSTRUMENTS FINANCIERS

(en M\$)	31 DÉCEMBRE 2021		31 DÉCEMBRE 2020	
	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur				
Autres titres de placement				
– À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	1 291,4 \$	1 291,4 \$	593,3 \$	593,3 \$
– À la juste valeur par le biais du résultat net	106,6	106,6	39,0	39,0
Prêts				
– À la juste valeur par le biais du résultat net	57,4	57,4	3,3	3,3
Instruments financiers dérivés	41,2	41,2	37,3	37,3
Actifs financiers comptabilisés au coût amorti				
Prêts				
– Coût amorti	5 296,4	5 354,2	6 328,6	6 532,8
Passifs financiers comptabilisés à la juste valeur				
Instruments financiers dérivés	17,8	17,8	34,5	34,5
Passifs financiers comptabilisés au coût amorti				
Dépôts et certificats	2 220,3	2 220,5	1 104,9	1 105,4
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	5 057,9	5 146,4	6 173,9	6 345,2
Dette à long terme	2 100,0	2 544,4	2 100,0	2 653,8

Gestion des risques

La Société financière IGM est exposée à divers risques inhérents à la nature de ses activités. Notre succès continu repose sur notre capacité à gérer ces risques. La Société met l'accent sur une solide culture de gestion des risques et sur la mise en œuvre d'une approche efficace en la matière. Notre approche repose sur la coordination des mesures de gestion des risques à l'échelle de l'entreprise et de ses unités d'exploitation de même qu'elle vise à assurer la prise de risques prudents et mesurés afin de parvenir à un équilibre adéquat entre les risques et le rendement. La protection et l'amélioration de notre réputation sont fondamentales à notre programme de gestion des risques d'entreprise.

CADRE DE GESTION DES RISQUES

L'approche en matière de gestion des risques de la Société est assujettie à notre cadre de gestion des risques d'entreprise (« GRE ») exhaustif, qui comporte cinq principaux éléments : la gouvernance du risque, l'appétit pour le risque, les principes en matière de risque, un processus défini de gestion du risque et une culture de gestion du risque. Le cadre de GRE est élaboré conformément à notre politique de GRE, laquelle est approuvée par le comité exécutif de gestion des risques.

GOVERNANCE DU RISQUE

Notre structure de gouvernance du risque privilégie la désignation de responsables de la gestion des risques dans chacune des unités d'exploitation et prévoit un suivi par un comité exécutif de gestion des risques relevant du comité des risques du conseil d'administration (le « comité des risques ») et, en dernier ressort, du conseil d'administration. Une surveillance supplémentaire est assurée par les services de la GRE, de la conformité et de l'audit interne.

Le comité des risques assure la supervision principale de la gestion des risques et remplit le mandat à cet égard. C'est au comité des risques que revient la responsabilité d'aider le conseil d'administration à examiner et à surveiller la structure de gouvernance du risque et le programme de gestion des risques de la Société en s'acquittant de ce qui suit : i) l'assurance que les procédures appropriées ont été mises en place en vue de cibler et de gérer les risques et de définir la tolérance au risque; ii) l'assurance que les politiques, procédures et contrôles appropriés sont mis en œuvre en vue de gérer les risques; iii) l'examen régulier du processus de gestion des risques pour veiller à ce qu'il fonctionne efficacement.

D'autres risques précis sont gérés avec le soutien des comités relevant du conseil d'administration qui suivent :

- Le comité d'audit assume des responsabilités particulières de surveillance des risques ayant trait aux informations financières à fournir, aux contrôles internes et à l'environnement de contrôle, ainsi qu'à nos activités de conformité, y compris l'administration du code de conduite.

- Le comité des ressources humaines supervise les politiques et les pratiques de rémunération.
- Le comité de gouvernance et des candidatures supervise les pratiques liées à la gouvernance d'entreprise.
- Le comité des entités reliées et de révision supervise les conflits d'intérêts.

La surveillance de la direction en ce qui a trait à la gestion des risques revient au comité exécutif de gestion des risques, qui est constitué des chefs de la direction de la Société financière IGM, d'IG Gestion de patrimoine, de Placements Mackenzie et d'Investment Planning Counsel, ainsi que du chef des services financiers, du chef du contentieux, du chef de l'exploitation et du chef des ressources humaines. Le comité est responsable de la surveillance du processus de gestion des risques de la Société financière IGM : i) en élaborant le cadre et les politiques de risque et en en assurant le maintien; ii) en définissant l'appétit pour le risque; iii) en s'assurant que notre profil de risque et nos processus d'évaluation sont conformes à la stratégie et à l'appétit pour le risque; iv) en montrant l'exemple et en promouvant une culture solide de gestion des risques.

Les chefs de la direction des sociétés en exploitation ont la responsabilité globale de la surveillance de la gestion des risques dans leurs sociétés respectives.

La Société a réparti la responsabilité de la gestion des risques en se servant du modèle comportant trois lignes de défense, en vertu duquel la première ligne de défense représente les unités d'exploitation qui assument la principale responsabilité de la gestion des risques, appuyée par les fonctions de gestion des risques de la deuxième ligne et par une troisième ligne (la fonction d'audit interne) responsable de la vérification et de la validation de la conception et de l'efficacité du cadre de GRE.

Pour atténuer les répercussions de la COVID-19, la Société a demandé à ses équipes de concentrer leurs efforts sur la résolution et la gestion des enjeux liés à la COVID-19, et a formé de nouveaux comités et élaboré de nouveaux processus lorsque cela était nécessaire.

Première ligne de défense

La responsabilité de la gestion constante des risques revient principalement aux dirigeants des diverses unités d'exploitation et fonctions de soutien en ce qui a trait à leurs activités respectives. Les responsabilités des dirigeants d'unités d'exploitation et de fonctions de soutien comprennent notamment ce qui suit : i) établir et assurer le respect des procédures de détection, d'évaluation, de consignation et de communication ascendante des risques; ii) mettre en œuvre des activités de contrôle visant à atténuer les risques; iii) cibler les occasions de réduire ou de transférer les risques; iv) harmoniser les stratégies d'exploitation et d'affaires avec la culture de risque et l'appétit pour le risque de l'entreprise, tels qu'ils ont été établis par le comité de gestion des risques.

Deuxième ligne de défense

Le service chargé de la gestion des risques d'entreprise (« service de la GRE ») assure la surveillance et l'analyse du niveau de risque défini en fonction de l'appétit pour le risque visant toutes les activités de la Société, de même que la présentation de l'information à cet égard au comité de gestion des risques. Il est également responsable de ce qui suit : i) élaborer et maintenir le programme et le cadre de gestion des risques d'entreprise; ii) gérer le processus de gestion des risques d'entreprise; iii) fournir des lignes directrices et de la formation aux dirigeants des unités d'exploitation et fonctions de soutien.

La Société compte un certain nombre de comités constitués de dirigeants chevronnés qui assurent la surveillance de risques d'entreprise précis, notamment le comité de gestion des risques financiers et les comités de gestion du risque opérationnel. Ces comités procèdent à un examen critique des évaluations des risques, des pratiques de gestion des risques et des plans d'intervention face aux risques élaborés par les unités d'exploitation et les fonctions de soutien.

Les services juridiques et de la conformité de la Société assument d'autres responsabilités de surveillance; ils sont notamment chargés d'assurer la conformité aux politiques, aux lois et aux règlements.

Troisième ligne de défense

Le service d'audit interne constitue la troisième ligne de défense et fournit l'assurance indépendante à la haute direction et au conseil d'administration que les politiques, les processus et les pratiques de gestion des risques de la Société sont efficaces.

APPÉTIT POUR LE RISQUE ET PRINCIPES EN MATIÈRE DE RISQUE

Le comité de gestion des risques détermine l'appétit de la Société pour divers types de risque au moyen du cadre de gestion lié à l'appétit pour le risque. Conformément à ce cadre, un des quatre niveaux d'appétit pour le risque est attribué à chaque type de risque et activité de la Société. Ces niveaux d'appétit pour le risque varient entre un niveau où la Société a un appétit nul pour le risque et cherche à réduire au minimum toute perte, et un niveau où elle accepte volontiers d'être exposée, mais s'assure néanmoins que les risques sont bien compris et gérés. Ces niveaux d'appétit guident nos unités d'exploitation à mesure qu'elles entreprennent des activités et leur fournissent de l'information à l'égard de l'établissement de politiques, de limites, de contrôles et d'activités de transferts des risques.

Un énoncé relatif à l'appétit pour le risque et des principes en matière de risque fournissent des indications supplémentaires aux dirigeants et aux employés lorsqu'ils entreprennent des activités de gestion des risques. L'énoncé relatif à l'appétit pour le risque a d'abord pour objet de protéger la réputation et la marque de la Société, d'assurer une souplesse financière et de mettre l'accent sur l'atténuation du risque opérationnel.

PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES

Le processus de gestion des risques de la Société est conçu pour favoriser :

- une évaluation continue des risques et de la tolérance à ceux-ci dans un contexte opérationnel en évolution;
- une détection et une compréhension adéquates des risques existants et émergents ainsi que des mesures d'intervention face aux risques;
- une surveillance et une communication ascendante des risques en temps opportun en fonction des changements dans les circonstances.

Les risques importants pouvant avoir une incidence défavorable sur la capacité de la Société d'atteindre ses objectifs stratégiques et commerciaux sont mis en évidence au moyen du processus de gestion continue des risques de la Société.

Nous avons recours à une méthodologie identique dans l'ensemble de nos organisations et de nos unités d'exploitation pour détecter et évaluer les risques. Les risques sont évalués par une évaluation de la probabilité qu'ils surviennent et de l'incidence que cela aurait, compte tenu des contrôles et des activités de transfert des risques. Les résultats de ces évaluations sont ensuite comparés à notre appétit pour le risque et à notre tolérance au risque, et des mesures peuvent être mises en œuvre afin d'ajuster le profil de risque.

Les évaluations des risques sont supervisées et révisées sur une base continue par les unités d'exploitation et par des organes de surveillance, comme le service de la GRE, qui maintient et coordonne la communication et la consultation afin de favoriser une gestion et une communication ascendante efficaces des risques. Le service de la GRE présente sur une base régulière des rapports sur les résultats des évaluations des risques ainsi que sur le processus d'évaluation au comité de gestion des risques et au comité des risques du conseil d'administration.

CULTURE DE GESTION DES RISQUES

La gestion des risques est la responsabilité de chacun au sein de la Société. Le service de la GRE organise des ateliers et des sondages sur les risques pour toutes les unités d'exploitation afin de favoriser la sensibilisation à notre cadre de gestion des risques, et de faciliter son intégration dans nos activités.

Nous avons mis en œuvre un processus de planification des affaires qui vient renforcer notre culture de gestion des risques. Nos programmes de rémunération sont généralement fondés sur des objectifs, et ils n'encouragent ni ne récompensent la prise de risque excessive ou inappropriée, étant souvent axés plus particulièrement sur les objectifs de gestion des risques.

Notre programme de gestion des risques met l'accent sur l'intégrité, les pratiques éthiques, la gestion responsable et la prise de risques mesurés dans une perspective à long terme. Notre code de conduite tient compte de nos normes d'intégrité et de déontologie et s'applique aux administrateurs, aux dirigeants et aux employés.

PRINCIPAUX RISQUES DE L'ENTREPRISE

Les risques importants pouvant avoir une incidence défavorable sur notre capacité d'atteindre nos objectifs stratégiques et commerciaux sont mis en évidence au moyen de notre processus de gestion continue des risques.

Nous avons recours à une méthodologie identique dans l'ensemble de nos organisations et de nos unités d'exploitation pour détecter et évaluer les risques, en tenant compte de facteurs internes et externes à l'organisation. Ces risques peuvent être répartis en cinq catégories, soit le risque financier, le risque opérationnel, le risque lié à la planification stratégique, les risques d'entreprise, ainsi que les risques environnementaux et sociaux.

1) RISQUE FINANCIER

RISQUE DE LIQUIDITÉ ET DE FINANCEMENT

Il s'agit du risque que la Société soit incapable de générer ou d'obtenir suffisamment de trésorerie en temps opportun et de façon rentable pour respecter ses obligations contractuelles ou prévues lorsque celles-ci viennent à échéance.

Nos pratiques de gestion des liquidités comprennent :

- la gestion des actifs liquides et des marges de crédit de sorte qu'ils satisferont les besoins de liquidités à court terme;
- le maintien de contrôles efficaces à l'égard des processus de gestion des liquidités;
- la présentation de prévisions à l'égard des liquidités et l'exécution de simulations de crise, sur une base régulière;
- l'évaluation sur une base régulière de la conjoncture des marchés des capitaux et de la capacité de la Société à obtenir du financement provenant des banques et des marchés des capitaux;
- la diversification et l'augmentation des sources de financement de prêts hypothécaires à long terme;
- la supervision de la gestion des liquidités par le comité de gestion des risques financiers, un comité composé de dirigeants dans le secteur de la finance et d'autres secteurs.

Le financement de la rémunération du réseau de conseillers, versée en contrepartie de la distribution de produits et de services financiers, constitue une exigence clé en matière de financement. Cette rémunération continue d'être financée au moyen des flux de trésorerie d'exploitation.

La Société conserve également des liquidités suffisantes pour financer et détenir temporairement des prêts hypothécaires en attendant la vente ou la titrisation auprès de sources de financement à long terme et pour gérer toute exigence liée aux garanties sur dérivés. Par l'intermédiaire de ses activités bancaires hypothécaires, elle vend les prêts hypothécaires résidentiels à des tiers, notamment à certains fonds communs de placement, à des investisseurs institutionnels grâce à des placements privés, à des fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes et au moyen de l'émission et de la vente de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur*

l'habitation (les « TH LNH »), y compris les ventes à la Fiducie du Canada pour l'habitation conformément au Programme OHC. La Société maintient un niveau de transactions engagé auprès de certaines fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes. La capacité de réaliser des ventes conformément au Programme OHC repose sur la participation aux nouvelles émissions d'OHC et le réinvestissement du principal remboursé détenu dans les comptes de réinvestissement du principal. La capacité continue de la Société à financer les prêts hypothécaires résidentiels au moyen de fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes et de TH LNH dépend des conditions sur les marchés de titrisation et de la réglementation gouvernementale, lesquelles sont susceptibles de changer. Les règles régissant les TH LNH et le Programme OHC exigent que les prêts titrisés soient assurés par un assureur approuvé par la SCHL. La disponibilité de l'assurance sur les prêts hypothécaires dépend de la conjoncture et est sujette à changement.

Dans le contexte de la gestion courante des liquidités au cours de 2021 et de 2020, la Société :

- a continué d'évaluer des sources de financement additionnelles pour ses activités bancaires hypothécaires;
- a reçu un produit de 310,8 M\$ à la vente d'une partie de l'investissement de la Société dans Wealthsimple et à la vente d'autres investissements en 2021;
- a reçu un produit de 262,8 M\$ à la vente de la participation de la Société dans Personal Capital et dans la Gamme de fonds Quadrus en 2020;
- a acquis GLC et Northleaf pour 185 M\$ et 241 M\$, respectivement, en 2020.

Les obligations contractuelles de la Société sont présentées au tableau 28.

L'échéancier de la dette à long terme de 2,1 G\$ est présenté dans le graphique intitulé « Échéances de la dette à long terme ».

En plus du solde actuel de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, la Société financière IGM peut accéder à des liquidités au moyen de ses marges de crédit. Les marges de crédit de la Société auprès de diverses banques à charte canadiennes de l'annexe I se chiffraient à 825 M\$ au 31 décembre 2021, inchangées par rapport au 31 décembre 2020. Les marges de crédit au 31 décembre 2021 étaient constituées de marges de crédit engagées totalisant 650 M\$ et de marges de crédit non engagées totalisant 175 M\$, inchangées par rapport au 31 décembre 2020. Toute avance bancaire sur les marges de crédit non engagées sera consentie à la discrétion exclusive de la banque. Aux 31 décembre 2021 et 2020, la Société n'avait prélevé aucun montant sur ses marges de crédit engagées ni sur ses marges de crédit non engagées.

L'évaluation actuarielle à des fins de capitalisation relative au régime de retraite à prestations définies enregistré de la Société, effectuée en fonction de la date d'évaluation du 31 décembre 2020, a été produite en juin 2021. L'évaluation détermine l'excédent ou le déficit du régime, à la fois sur la base de la

TABLEAU 28 : OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

AU 31 DÉCEMBRE 2021 (en M\$)	À VUE	MOINS DE 1 AN	ENTRE 1 AN ET 5 ANS	APRÈS 5 ANS	TOTAL
Instruments financiers dérivés	– \$	6,7 \$	11,1 \$	– \$	17,8 \$
Dépôts et certificats	2 218,6	0,4	0,5	0,8	2 220,3
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	–	1 157,8	3 893,3	6,8	5 057,9
Contrats de location ¹	–	31,8	98,3	125,2	255,3
Dette à long terme	–	–	–	2 100,0	2 100,0
Capitalisation des régimes de retraite ²	–	14,1	–	–	14,1
Total des obligations contractuelles	2 218,6 \$	1 210,8 \$	4 003,2 \$	2 232,8 \$	9 665,4 \$

1. Comprend les paiements de loyers restants liés aux locaux pour bureaux et au matériel utilisés dans le cours normal des activités.
2. La prochaine évaluation actuarielle requise sera effectuée en fonction de la date d'évaluation du 31 décembre 2021. Les obligations liées à la capitalisation des régimes de retraite au-delà de 2022 pourraient connaître d'importantes variations et dépendront des évaluations actuarielles futures. Les décisions relatives aux cotisations aux régimes de retraite sont susceptibles de changer, puisque celles-ci sont touchées par plusieurs éléments, notamment le rendement du marché, les exigences réglementaires, les variations des hypothèses et la capacité de la direction de modifier la politique de capitalisation.

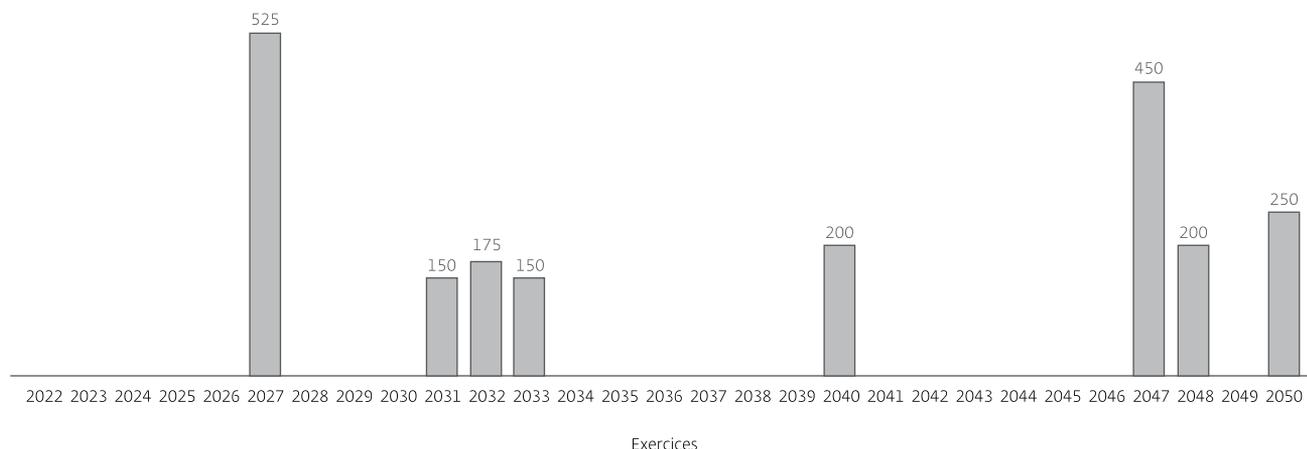
solvabilité et de la continuité de l'exploitation. Une évaluation sur la base de la solvabilité détermine la relation entre l'actif du régime et son passif en supposant que le régime a été liquidé et réglé à la date d'évaluation. Une évaluation sur la base de la continuité d'exploitation établit une comparaison de la relation entre l'actif du régime et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs prévus liés aux prestations, en supposant que le régime sera maintenu indéfiniment. Selon l'évaluation actuarielle, le régime de retraite enregistré avait un déficit de solvabilité de 61,3 M\$, comparativement à 47,2 M\$ dans la précédente évaluation actuarielle effectuée à la date d'évaluation du 31 décembre 2017. L'augmentation du déficit de solvabilité résulte principalement de la baisse des taux d'intérêt, et le déficit doit être remboursé sur cinq ans. Le régime de retraite enregistré affichait un surplus de solvabilité sur la base de la continuité de l'exploitation de 79,2 M\$, comparativement à 46,1 M\$ au moment de l'évaluation précédente. La prochaine évaluation actuarielle obligatoire sera effectuée en fonction de la date d'évaluation du 31 décembre 2021. Au cours de l'exercice, la Société a versé des cotisations en trésorerie de 14,3 M\$ (2020 – 25,6 M\$). La Société financière IGM prévoit verser des cotisations annuelles d'environ 14,1 M\$ en 2022. Les décisions relatives aux cotisations aux régimes de retraite sont susceptibles de changer, puisque celles-ci sont touchées par plusieurs éléments, notamment le rendement du marché, les exigences réglementaires, les variations des hypothèses et la capacité de la direction de modifier la politique de capitalisation. Avec prise d'effet le 20 décembre 2021, le gouvernement du Manitoba a apporté des modifications visant la capitalisation des régimes de retraite à prestations définies. Les modifications abaissent le seuil du déficit de solvabilité à partir duquel il doit être capitalisé à 85 % (auparavant, l'intégralité du déficit de solvabilité devait être capitalisée). Pour calculer la capitalisation du déficit sur la base de la continuité de l'exploitation, une marge appelée provision pour les écarts défavorables sera ajoutée au déficit sur la base de la continuité de l'exploitation. La provision minimale correspond à 5 % des passifs évalués sur la base de la

continuité de l'exploitation et peut augmenter jusqu'à 22 % en fonction de la répartition cible de l'actif des régimes de retraite. La période de capitalisation du déficit sur la base de la continuité de l'exploitation passera de 15 ans à 10 ans. Les modifications apportées aux exigences en matière de capitalisation seront prises en compte dans l'évaluation des régimes de retraite qui sera effectuée en fonction de la date d'évaluation du 31 décembre 2021. Les modifications permettent également à un employeur de mettre en place un compte de réserve de solvabilité. Il s'agit d'un compte distinct détenu dans la caisse de retraite dans lequel l'employeur peut verser des paiements au titre du déficit de solvabilité. L'administrateur peut rembourser à l'employeur la totalité ou une partie des actifs de ce compte distinct, pourvu que le régime demeure entièrement capitalisé sur la base de la continuité de l'exploitation et qu'un ratio de solvabilité d'au moins 105 % soit maintenu. L'amélioration des prestations en vertu du régime n'est pas permise si le ratio de solvabilité est inférieur à 85 %.

La direction est d'avis que les flux de trésorerie liés aux opérations, les soldes de trésorerie disponibles et les autres sources de financement décrites plus haut sont suffisants pour répondre aux besoins de liquidités de la Société. La Société dispose toujours de la capacité de répondre à ses besoins en flux de trésorerie d'exploitation, de remplir ses obligations contractuelles et de verser ses dividendes déclarés. La pratique actuelle de la Société consiste à déclarer et à payer les dividendes aux actionnaires ordinaires sur une base trimestrielle au gré du conseil d'administration. La déclaration de dividendes par le conseil d'administration dépend d'un éventail de facteurs, notamment des résultats, qui subissent l'incidence importante qu'a le rendement des marchés des titres d'emprunt et des actions sur les produits tirés des honoraires et les commissions de la Société ainsi que sur certaines autres charges. La situation en matière de liquidités de la Société et la façon dont elle gère le risque de liquidité et de financement n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2020.

Échéances de la dette à long terme

(en M\$)



RISQUE DE CRÉDIT

Il s'agit du risque de perte financière si, dans le cadre d'une transaction, l'une des contreparties de la Société ne respecte pas ses engagements.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les autres titres de placement détenus, les portefeuilles de prêts hypothécaires et les dérivés de la Société sont assujettis au risque de crédit. La Société examine ses pratiques en matière de gestion du risque de crédit de façon continue pour en évaluer l'efficacité.

Trésorerie et équivalents de trésorerie et fonds de clients déposés

Au 31 décembre 2021, la trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisant 1 292,4 M\$ (2020 – 771,6 M\$) étaient composés de soldes de trésorerie de 326,2 M\$ (2020 – 76,6 M\$) déposés auprès de banques à charte canadiennes et d'équivalents de trésorerie de 966,2 M\$ (2020 – 695,0 M\$). Les équivalents de trésorerie sont constitués de bons du Trésor du gouvernement du Canada totalisant 358,7 M\$ (2020 – 96,0 M\$), de bons du Trésor et de billets d'un gouvernement provincial de 350,6 M\$ (2020 – 148,8 M\$), d'acceptations bancaires de 198,3 M\$ (2020 – 450,2 M\$) et autre papier commercial de société de 58,6 M\$ (2020 – néant).

Les fonds de clients déposés de 2 238,6 M\$ (2020 – 1 063,4 M\$) représentent les soldes de trésorerie détenus dans les comptes de clients qui sont déposés dans des institutions financières canadiennes.

La Société gère le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie en respectant sa politique de placement, laquelle décrit les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit. La Société évalue régulièrement la notation de crédit de ses contreparties. L'exposition maximale au risque de crédit sur ces instruments financiers correspond à leur valeur comptable.

L'exposition de la Société au risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et aux titres à revenu fixe ainsi que sa gestion de ce risque n'a pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2020.

Portefeuilles de prêts hypothécaires

Au 31 décembre 2021, les prêts hypothécaires résidentiels s'élevant à 5,4 G\$ (2020 – 6,3 G\$), comptabilisés dans le bilan de la Société, comprenaient des prêts d'un montant de 5,0 G\$ (2020 – 6,0 G\$) vendus dans le cadre de programmes de titrisation, des prêts d'un montant de 315,8 M\$ (2020 – 334,5 M\$) détenus temporairement en attendant qu'ils soient vendus ou titrisés et des prêts d'un montant de 13,7 M\$ (2020 – 14,1 M\$) liés aux activités d'intermédiaire de la Société.

La Société gère le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires résidentiels au moyen des éléments suivants :

- le respect de sa politique de prêt et de ses normes de souscription;
- le recours à ses capacités de gestion des prêts;
- l'utilisation d'une assurance en cas de défaut sur les prêts hypothécaires contractée par le client et d'une assurance en cas de défaut sur le portefeuille de prêts hypothécaires détenue par la Société;
- sa pratique de monter ses prêts hypothécaires uniquement au moyen de son propre réseau de spécialistes en planification hypothécaire et de conseillers d'IG Gestion de patrimoine, dans le cadre du Plan vivant IG d'un client.

Dans certains cas, le risque de crédit est également limité par les modalités et la nature des transactions de titrisation, comme il est décrit ci-dessous :

- Conformément aux règles régissant les TH LNH, lesquels totalisent 2,6 G\$ (2020 – 3,2 G\$), la Société a l'obligation d'effectuer promptement un paiement du principal et

de coupons, que les montants aient été reçus ou non de l'emprunteur hypothécaire. Toutefois, les règles régissant les TH LNH exigent que la totalité des prêts soient assurés par un assureur approuvé.

- Le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires titrisés à la suite du transfert aux fiducies de titrisation commanditées par des banques, prêts qui totalisent 2,4 G\$ (2020 – 2,8 G\$), se limite à des montants détenus dans les comptes de réserve en trésorerie et aux produits d'intérêts nets futurs, dont la juste valeur s'élevait à 67,6 M\$ (2020 – 73,0 M\$) et à 34,1 M\$ (2020 – 45,6 M\$), respectivement, au 31 décembre 2021. Les comptes de réserve en trésorerie sont reflétés dans le bilan, tandis que les droits aux produits d'intérêts nets futurs ne sont pas reflétés dans le bilan; ils seront constatés sur la durée de vie des prêts hypothécaires.

Au 31 décembre 2021, une proportion de 53,1 % (2020 – 55,3 %) des prêts hypothécaires résidentiels comptabilisés dans le bilan étaient assurés. Au 31 décembre 2021, les prêts hypothécaires douteux liés à ces portefeuilles se chiffraient à 2,8 M\$, comparativement à 4,8 M\$ au 31 décembre 2020. Les prêts hypothécaires non assurés et non productifs de plus de 90 jours de ces portefeuilles s'établissaient à 1,5 M\$ au 31 décembre 2021, comparativement à 2,3 M\$ au 31 décembre 2020.

La Société conserve aussi certains éléments du risque de crédit associé aux prêts hypothécaires vendus au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme IG Mackenzie et au Fonds d'obligations de sociétés canadiennes IG Mackenzie dans le cadre d'une entente visant le rachat de prêts hypothécaires dans certaines circonstances favorables aux fonds. Ces prêts ne sont pas comptabilisés dans le bilan de la Société, puisque la Société a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété relativement à ces prêts.

La Société évalue régulièrement la qualité du crédit des prêts hypothécaires et la suffisance de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues.

La correction de valeur pour pertes de crédit attendues de la Société se chiffrait à 0,6 M\$ au 31 décembre 2021, comparativement à 0,8 M\$ au 31 décembre 2020, et la direction considère qu'elle est adéquate pour absorber toutes les pertes de crédit liées aux portefeuilles de prêts hypothécaires, compte tenu des considérations suivantes : i) l'historique du rendement du crédit; ii) les tendances récentes, y compris les répercussions économiques de la COVID-19 et le Plan d'intervention économique du Canada adopté pour soutenir les Canadiens et les entreprises face à la COVID-19; iii) les paramètres de crédit actuels du portefeuille et les autres caractéristiques pertinentes; iv) nos relations de planification financière solides avec nos clients; v) les tests de résistance effectués à l'égard des pertes découlant de conditions défavorables sur les marchés immobiliers.

L'exposition de la Société au risque de crédit lié aux portefeuilles de prêts hypothécaires ainsi que sa gestion de ce risque n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2020.

Instruments dérivés

La Société est exposée au risque de crédit par le biais des contrats d'instruments dérivés qu'elle utilise pour couvrir le risque de taux d'intérêt, faciliter les transactions de titrisation et couvrir le risque de marché relatif à certains accords de rémunération fondée sur des actions. Ces dérivés sont présentés de façon plus détaillée à la rubrique « Risque de marché » du présent rapport de gestion.

Dans la mesure où la juste valeur des dérivés est en position de profit, la Société est exposée au risque de crédit, c'est-à-dire au risque que ses contreparties manquent à leurs obligations aux termes de ces accords.

Les activités liées aux dérivés de la Société sont gérées conformément à sa politique de placement, laquelle comprend des limites imposées aux contreparties et d'autres paramètres visant à gérer le risque de contrepartie. Le total de l'exposition au risque de crédit lié aux instruments dérivés qui sont en position de profit, chiffré à 39,5 M\$ (2020 – 35,8 M\$), ne tient pas compte des conventions de compensation ni des accords de garantie. L'exposition au risque de crédit, compte tenu des ententes de compensation et des accords de garantie y compris les droits aux produits d'intérêts nets futurs, était de 0,7 M\$ au 31 décembre 2021 (2020 – 3,8 M\$). Toutes les contreparties des contrats sont des banques à charte canadiennes de l'annexe I et, par conséquent, la direction estime que le risque de crédit global lié aux instruments dérivés de la Société n'était pas important au 31 décembre 2021. La gestion du risque de crédit lié aux instruments dérivés n'a pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2020.

Se référer aux notes 2, 7 et 23 des états financiers consolidés pour plus de renseignements quant aux activités de titrisation et à l'utilisation des contrats d'instruments dérivés par la Société.

RISQUE DE MARCHÉ

Il s'agit du risque de perte découlant de la variation de la valeur des instruments financiers de la Société en raison de la fluctuation des taux d'intérêt, des cours boursiers ou des taux de change.

Risque de taux d'intérêt

La Société financière IGM est exposée au risque de taux d'intérêt sur son portefeuille de prêts hypothécaires et sur certains des instruments financiers dérivés utilisés dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires.

La Société gère le risque de taux d'intérêt lié à ses activités bancaires hypothécaires en concluant des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I comme suit :

- Dans le cadre de ses opérations de titrisation en vertu du Programme OHC, la Société a, dans certains cas, financé des prêts hypothécaires à taux variable au moyen d'obligations hypothécaires du Canada à taux fixe. Comme il a déjà été mentionné, dans le cadre du Programme OHC, la Société

est partie à un swap conformément auquel elle a le droit de recevoir des rendements tirés du réinvestissement du principal des prêts hypothécaires et doit payer les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada. Au 31 décembre 2021, ce swap avait une juste valeur de 1,0 M\$ (31 décembre 2020 – juste valeur négative de 21,1 M\$) et une valeur notionnelle en cours de 0,3 G\$ (31 décembre 2020 – 0,7 G\$). La Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I afin de couvrir le risque que les taux d'intérêt perçus sur les prêts hypothécaires à taux variable et les rendements résultant du réinvestissement diminuent. Au 31 décembre 2021, ces swaps avaient une juste valeur de 3,5 M\$ (31 décembre 2020 – 19,9 M\$) sur un montant notionnel en cours de 1,3 G\$ (31 décembre 2020 – 1,3 G\$). Au 31 décembre 2021, la juste valeur nette de 4,5 M\$ (31 décembre 2020 – juste valeur négative de 1,2 M\$) de ces swaps est comptabilisée dans le bilan et leur valeur notionnelle en cours s'élève à 1,6 G\$ (31 décembre 2020 – 2,0 G\$).

- La Société est exposée à l'incidence que pourraient avoir les variations des taux d'intérêt sur la valeur des prêts hypothécaires à l'égard desquels elle s'est engagée, ou qu'elle détient temporairement en attendant la vente ou la titrisation auprès de sources de financement à long terme. La Société conclut des swaps de taux d'intérêt dans le but de couvrir le risque de taux d'intérêt lié aux coûts de financement pour les prêts hypothécaires qu'elle détient en attendant qu'ils soient vendus ou titrisés. La comptabilité de couverture est appliquée au coût des fonds à l'égard de certaines activités de titrisation. La partie efficace des variations de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt connexes est initialement comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, puis subséquemment comptabilisée dans les produits du secteur Gestion de patrimoine sur la durée des obligations à l'égard d'entités de titrisation connexes. Ces swaps avaient une juste valeur de 0,6 M\$ (31 décembre 2020 – juste valeur négative de 0,3 M\$) sur un montant notionnel en cours de 128,6 M\$ au 31 décembre 2021 (31 décembre 2020 – 191,3 M\$).

Au 31 décembre 2021, l'incidence d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le bénéfice net annuel aurait été une diminution d'approximativement 3,0 M\$ (31 décembre 2020 – une diminution de 1,3 M\$). L'exposition de la Société au risque de taux d'intérêt et la façon dont elle gère ce risque n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2020.

Risque actions

La Société financière IGM est exposée au risque actions sur ses placements en titres de capitaux propres classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou à la juste valeur par le biais du résultat net ou en participations dans des entreprises associées. La juste valeur des placements en titres de capitaux propres s'élevait à 1,4 G\$ au 31 décembre 2021 (31 décembre 2020 – 632,3 M\$), comme l'illustre le tableau 21.

La Société parraine un certain nombre d'ententes de rémunération différée pour les employés dans le cadre desquelles les paiements aux participants sont différés et liés au rendement des actions ordinaires de la Société financière IGM Inc. Afin de couvrir son exposition à ce risque, la Société a recours à des contrats à terme de gré à gré et à des swaps de rendement total.

Risque de change

La Société financière IGM est exposée au risque de change en raison de sa participation dans ChinaAMC. Les variations de la valeur comptable attribuables aux fluctuations des taux de change sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Au 31 décembre 2021, une appréciation (dépréciation) de 5 % du dollar canadien par rapport aux devises aurait donné lieu à une diminution (augmentation) de la valeur comptable globale des investissements étrangers d'environ 36,3 M\$ (40,2 M\$).

La quote-part du résultat de ChinaAMC revenant à la Société, comptabilisée au poste Quote-part du résultat des entreprises associées dans les états consolidés du résultat net, est aussi touchée par les fluctuations des taux de change. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, l'incidence sur le bénéfice net d'une appréciation (dépréciation) de 5 % du dollar canadien par rapport aux devises aurait donné lieu à une diminution (augmentation) de la quote-part du résultat des entreprises associées revenant à la Société d'environ 2,9 M\$ (3,2 M\$).

RISQUES LIÉS À L'ACTIF GÉRÉ ET À L'ACTIF SOUS SERVICES-CONSEILS

Le total de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils de la Société financière IGM s'établissait à 277,1 G\$ au 31 décembre 2021, comparativement à 240,0 G\$ au 31 décembre 2020.

Les principales sources de produits de la Société sont les honoraires de conseil et les honoraires de gestion d'actifs qui sont appliqués sous forme de pourcentage annuel du niveau de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils. Par conséquent, les produits et le bénéfice de la Société sont indirectement exposés à un certain nombre de risques financiers qui influent sur la valeur de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils de façon continue. Les risques de marché, comme des fluctuations des cours boursiers, des taux d'intérêt et des taux de change, ainsi que le risque de crédit sur les titres d'emprunt, les prêts et les expositions au crédit provenant d'autres contreparties au sein des portefeuilles des clients figurent parmi ces risques.

Une conjoncture évolutive peut aussi donner lieu à une variation de la composition de l'actif géré de la Société entre des instruments de capitaux propres et des instruments à revenu fixe, ce qui pourrait se traduire par une baisse des produits selon les taux des honoraires de gestion relatifs aux différentes catégories d'actifs et aux divers mandats.

À long terme, la Société estime que l'exposition aux rendements de placements des portefeuilles de ses clients sera avantageuse pour les résultats de la Société et correspond aux attentes

des parties prenantes. Par ailleurs, habituellement, la Société n'entreprend pas d'activités entraînant un transfert de risques, comme des opérations de couverture, en ce qui concerne ces expositions.

L'exposition de la Société à la valeur de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils concorde avec l'expérience de ses clients. L'actif géré est largement diversifié par catégories d'actifs, par régions du monde, par secteurs, par équipes de placement et par styles. La Société examine régulièrement la sensibilité de son actif géré, de ses produits, de son bénéficiaire et de ses flux de trésorerie aux fluctuations des marchés des capitaux.

2) RISQUE OPÉRATIONNEL

Il s'agit du risque de subir des pertes financières, des dommages à la réputation ou de faire l'objet de mesures réglementaires en raison de défaillances ou d'insuffisances des processus internes ou des systèmes, d'erreurs commises par des personnes ou d'événements externes, mais il exclut les risques d'entreprise, qui constituent une catégorie distincte de notre cadre de GRE.

Nous sommes exposés à un large éventail de risques opérationnels, incluant des défaillances de la sécurité et des systèmes informatiques, des erreurs relatives au traitement des transactions ainsi qu'aux modèles financiers et aux évaluations financières, des fraudes et des détournements d'actifs et une application inadéquate des processus de contrôle interne.

Les risques opérationnels liés au personnel et aux processus sont atténués au moyen de contrôles des politiques et des processus, tandis que la surveillance des risques et l'évaluation continue de l'efficacité des contrôles relèvent des services de conformité, du service de la GRE et du service d'audit interne de la Société.

La Société dispose d'un processus d'examen de l'assurance dans le cadre duquel elle évalue la nature et l'étendue d'une couverture d'assurance appropriée afin de fournir une protection adéquate contre les pertes imprévues ainsi que lorsque

la loi, les organismes de réglementation ou des ententes contractuelles l'exigent.

Le risque opérationnel a une incidence sur l'ensemble des activités, y compris sur les processus mis en place afin de gérer les autres risques et, par conséquent, il peut être difficile de mesurer ce risque étant donné qu'il constitue un élément d'autres risques de la Société et qu'il n'est pas toujours possible de l'isoler.

Le cadre de gestion des risques de la Société met l'accent sur la gestion et le contrôle interne du risque opérationnel, et l'appétit pour le risque de la Société est très limité dans ce secteur.

Les dirigeants des unités d'exploitation sont responsables de la gestion au quotidien des risques opérationnels de leurs unités respectives, et des programmes, des politiques, des formations et des processus de gouvernance spécifiques ont été conçus afin de soutenir la gestion du risque opérationnel.

La Société dispose d'un plan d'intervention en cas de crise qui décrit les politiques et les procédures de coordination de l'intervention dans les cas où la crise peut se traduire par des répercussions considérables sur la réputation, les marques ou les activités d'exploitation de l'organisation. La Société se soumet régulièrement à des exercices de simulation. La Société compte sur une équipe chargée de l'évaluation des crises composée de membres de la haute direction qui ont la responsabilité d'identifier et de gérer les crises. Il revient à cette équipe d'élaborer des stratégies, de superviser les interventions et de s'assurer que des experts appropriés se joignent à l'équipe d'intervention, en fonction du scénario.

La Société s'est aussi dotée d'un programme de gestion de la continuité des activités afin de permettre le maintien des activités et des processus critiques en cas d'interruption des activités.

Pour assurer la santé et la sécurité des employés et des clients de la Société, et contribuer aux efforts visant à réduire la vitesse et l'étendue de la propagation de la COVID-19, la Société a

TABLEAU 29 : ACTIF GÉRÉ DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IGM –
COMPOSITION EN FONCTION DE L'ACTIF ET EN FONCTION DE LA DEVISE

AU 31 DÉCEMBRE 2021	FONDS D'INVESTISSEMENT	TOTAL
Trésorerie	1,2 %	2,2 %
Titres à revenu fixe et prêts hypothécaires à court terme	3,7	3,5
Autres titres à revenu fixe	23,3	23,0
Actions canadiennes	20,6	25,8
Actions étrangères	48,7	43,6
Biens immeubles	2,5	1,9
	100,0 %	100,0 %
Dollars canadiens	51,0 %	56,4 %
Dollars américains	32,4	29,5
Autres	16,6	14,1
	100,0 %	100,0 %

recours au télétravail pour la quasi-totalité de ses employés et de ses conseillers et a fermé temporairement ses bureaux en mars 2020. La Société évalue continuellement son plan et ses protocoles, et elle suit les directives des organismes de gouvernance externes en santé publique comme les médecins-hygiénistes, afin de déterminer le moment auquel les employés et les conseillers réintégreront les bureaux.

Le plan de continuité des affaires de la Société s'est avéré efficace, de sorte que la Société a été en mesure de maintenir ses activités et d'offrir des services aux clients en réduisant au minimum les perturbations.

CYBER-RISQUE ET RISQUE LIÉ AUX TECHNOLOGIES

Nous avons recours à des systèmes et des technologies afin de soutenir les activités et d'améliorer l'expérience des clients et des conseillers financiers. Nous sommes par conséquent exposés à des risques liés aux technologies et à la cybersécurité, comme des atteintes à la protection des données, le vol d'identité et le piratage, y compris le risque d'être confrontés à un refus de service ou à des attaques provenant de logiciels malveillants. Les occurrences de ces incidents dans la société en général ont augmenté depuis le début de la pandémie de COVID-19. De telles attaques pourraient compromettre les renseignements confidentiels de la Société ainsi que ceux de clients ou d'autres parties prenantes, et pourraient également entraîner des conséquences défavorables, y compris une perte de produits, des litiges, un contrôle réglementaire accru ou des dommages à la réputation. Afin de résister à ces menaces, nous avons mis en œuvre des programmes de cybersécurité à l'échelle de l'entreprise, avons comparé nos propres mesures aux normes d'excellence du secteur et avons établi des méthodes d'évaluation des menaces et de la vulnérabilité et nous nous sommes dotés des moyens d'intervention appropriés. La nécessité d'atténuer le risque de perte de données potentielle est accrue en raison de la prolongation des programmes de télétravail.

RISQUE LIÉ AUX RELATIONS AVEC DES TIERS

Pour soutenir nos activités d'exploitation, nous retenons régulièrement les services de tiers qui fournissent une expertise et nous permettent de gagner en efficacité. Notre exposition au risque lié aux tiers fournisseurs de services peut inclure des risques liés à la réputation et à la réglementation ainsi que d'autres risques opérationnels. Des politiques, des procédures d'exploitation standards et des ressources dédiées, incluant un code de conduite du fournisseur et une politique en matière d'impartition, ont été élaborées et mises en œuvre afin de faire face spécifiquement au risque lié aux tiers fournisseurs de services. Nous effectuons des contrôles diligents et exerçons des activités de surveillance avant de conclure des relations contractuelles avec des tiers fournisseurs de services et de manière continue. Alors que nous nous fions de plus en plus à des fournisseurs externes, nous continuons d'améliorer nos ressources et nos processus pour appuyer la gestion du risque lié aux relations avec des tiers.

RISQUE LIÉ AUX MODÈLES

Nous utilisons une variété de modèles pour nous aider dans l'évaluation des instruments financiers, les tests opérationnels, la gestion des flux de trésorerie, la gestion du capital et l'évaluation d'acquisitions éventuelles. Ces modèles comportent des hypothèses internes et des données sur le marché observables et intègrent les prix disponibles sur le marché. Des contrôles efficaces sont en place à l'égard du développement, de la mise en œuvre et de l'application de ces modèles. Cependant, la modification des hypothèses internes ou d'autres facteurs ayant une incidence sur les modèles pourraient influencer de façon défavorable sur la situation financière consolidée et la réputation de la Société.

ENVIRONNEMENT JURIDIQUE ET RÉGLEMENTAIRE

Ce risque survient lorsque les lois, les ententes contractuelles et les exigences réglementaires ne sont pas respectées, ce qui concerne les lois qui réglementent la distribution de produits, la gestion de placements, la comptabilité, la présentation de l'information et les communications.

La Société financière IGM est assujettie à des exigences réglementaires, fiscales et juridiques complexes et changeantes, y compris les exigences des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux du Canada qui régissent la Société et ses activités. La Société et ses filiales sont également assujetties aux exigences des organismes d'autorégulation auxquels elles appartiennent. Ces autorités et d'autres organismes de réglementation adoptent régulièrement de nouvelles lois, de nouveaux règlements et de nouvelles politiques qui touchent la Société et ses filiales. Ces exigences comprennent celles qui concernent la Société financière IGM à titre de société cotée en bourse, ainsi que celles qui s'appliquent aux filiales de la Société selon la nature de leurs activités. Elles comprennent la réglementation liée à la gestion et à l'offre de produits et de services financiers, y compris les valeurs mobilières, la distribution, l'assurance et les prêts hypothécaires, de même que d'autres activités menées par la Société sur les marchés où elle est présente. Les normes réglementaires touchant la Société et le secteur des services financiers sont importantes et évoluent sans cesse. La Société et ses filiales sont assujetties à des examens dans le cadre du processus normal continu de surveillance par les diverses autorités de réglementation.

À défaut de se conformer aux lois et aux règlements, la Société pourrait subir des sanctions réglementaires et des poursuites en responsabilité civile, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur sa réputation et ses résultats financiers. La Société gère le risque lié à l'environnement juridique et réglementaire en faisant la promotion d'une forte culture de conformité. La surveillance des faits nouveaux en matière de réglementation et de leur incidence sur la Société est encadrée par le comité des initiatives réglementaires qui est présidé par le vice-président exécutif et chef du contentieux. La Société poursuit également la mise en place et le maintien de politiques et de procédures ainsi qu'une surveillance en matière de conformité, incluant

des communications précises sur les questions touchant la conformité et le domaine juridique, de la formation, des tests, des contrôles et la présentation d'information. Le comité d'audit du conseil d'administration reçoit régulièrement de l'information sur les questions et les initiatives relatives à la conformité.

La Société financière IGM fait la promotion d'une forte culture d'éthique et d'intégrité dans son code de conduite, qui est approuvé par le conseil d'administration et qui décrit les normes de conduite que doivent respecter les administrateurs, les dirigeants et les employés de la Société financière IGM. Le code de conduite renvoie à de nombreuses politiques ayant trait au comportement des administrateurs, des dirigeants et des employés. D'autres politiques d'entreprise couvrent la lutte contre le blanchiment d'argent et la protection des renseignements personnels. Une formation sur ces politiques doit être suivie une fois par an. Chaque année, les personnes qui sont assujetties au code de conduite doivent attester qu'elles ont compris les exigences énoncées dans le code et qu'elles s'y sont conformées.

Les unités d'exploitation sont responsables de la gestion du risque lié à l'environnement juridique et réglementaire et de la mise en œuvre de politiques, de procédures et de contrôles adéquats. Le service de la conformité est responsable d'assurer une surveillance de toutes les activités de conformité assujetties à la réglementation. Le service d'audit interne de la Société assure aussi une surveillance à l'égard de questions liées à la conformité avec la réglementation.

RISQUE LIÉ À LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

Nos clients nous confient leurs renseignements personnels et nous avons la responsabilité juridique et éthique de les protéger. Conformément aux lois canadiennes sur la protection des renseignements personnels, nous ne recueillons que les renseignements personnels nécessaires pour fournir nos produits et services aux clients, ou lorsque nous avons obtenu leur consentement. Nous ne divulguons pas de renseignements personnels sur les clients à moins que la loi ne l'exige, lorsque cela est nécessaire pour leur fournir des produits ou des services, ou lorsque les clients nous en donnent l'autorisation pour une autre raison.

Si nous devons partager les renseignements personnels des clients avec des tiers fournisseurs de services, nous demeurons responsables de ces renseignements et nous les protégeons au moyen de contrats qui engagent les fournisseurs de services à maintenir des niveaux de protection comparables aux nôtres.

La Société financière IGM a mis en place une politique d'entreprise en matière de protection de la vie privée, et nos sociétés en exploitation ont des politiques et des procédures soutenant la protection de la vie privée qui sont pertinentes pour leurs activités. Nos sociétés en exploitation ont également adopté des procédures et des contrôles exhaustifs pour protéger les renseignements personnels et prévenir toute atteinte à la vie privée. En cas d'atteinte à la vie privée, nos sociétés en exploitation ont mis en place des politiques et des procédures

pour atténuer les risques et prévenir toute récurrence. S'il a été déterminé qu'une atteinte constitue un risque réel de préjudice important pour un client, nous en aviserons la personne touchée, ainsi que le commissaire à la protection de la vie privée fédéral ou provincial, le cas échéant, en temps opportun.

Les employés et les conseillers sont tenus de suivre une formation obligatoire sur la protection de la vie privée lors de leur intégration, et chaque année par la suite. La formation aborde nos obligations, nos conseils et nos pratiques exemplaires en matière de protection de la vie privée, ainsi que la façon de gérer et de signaler les plaintes, les demandes d'accès à l'information et les atteintes à la vie privée, et de prévenir ces dernières. Chaque société en exploitation a également son propre agent de la protection de la vie privée. Celui-ci est responsable du programme de protection de la vie privée de la société en exploitation, fournit des recommandations aux employés et aux conseillers et gère notre réponse aux préoccupations en matière de protection de la vie privée.

ÉVENTUALITÉS

La Société peut faire l'objet de poursuites judiciaires dans le cours normal de ses activités. En décembre 2018, un recours collectif proposé a été déposé devant la Cour supérieure de l'Ontario contre Mackenzie. Dans ce recours, on allègue que la Société n'aurait pas dû verser de commissions de suivi pour des fonds communs de placement à des courtiers qui ne font qu'exécuter des ordres sans donner de conseils. Bien qu'il lui soit difficile de prévoir l'issue de ces poursuites judiciaires, en se fondant sur ses connaissances actuelles et ses consultations avec des conseillers juridiques, la direction ne s'attend pas à ce que ces questions, individuellement ou dans leur ensemble, aient une incidence défavorable significative sur la situation financière consolidée de la Société.

3) RISQUE LIÉ À LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE

Il s'agit du risque d'incidence défavorable découlant d'une gouvernance, d'une surveillance, d'une gestion des mesures incitatives et des conflits ou d'une stratégie inadéquate ou inappropriée, ou découlant de faits nouveaux en matière de réglementation.

La Société financière IGM croit en l'importance d'une gouvernance d'entreprise efficace, et elle estime que les administrateurs jouent un rôle crucial dans le processus de gouvernance. Nous sommes d'avis qu'une saine gouvernance d'entreprise est essentielle au bon fonctionnement de la Société et à la qualité de ses résultats pour nos actionnaires.

La surveillance de la Société financière IGM est assurée directement par le conseil d'administration et par l'intermédiaire de ses cinq comités. Par ailleurs, le président et chef de la direction assume la responsabilité globale de la gestion de la Société. Les activités de la Société sont exercées principalement par trois sociétés en exploitation, soit le Groupe Investors Inc., la Corporation Financière Mackenzie et Investment Planning Counsel Inc., qui sont chacune gérées par un président et chef de

la direction. La Société a également une fonction de surveillance de l'exécution de la stratégie et un comité qui examine et approuve les analyses de rentabilité des initiatives stratégiques et qui surveille les progrès réalisés par rapport à nos priorités et à nos objectifs stratégiques.

Le président et chef de la direction, en collaboration avec le conseil d'administration, est chargé chaque année de dresser le plan stratégique de la Société, de l'examiner et de le mettre à jour. Le plan stratégique énonce les objectifs annuels et les objectifs à long terme de la Société à la lumière des possibilités et des risques qui pourraient se présenter et de manière à favoriser la croissance rentable soutenue de la Société et l'augmentation de la valeur de la participation de ses actionnaires à long terme. Il appartient au conseil d'approuver la stratégie commerciale globale de la Société. Dans le cadre de l'exercice de cette fonction, le conseil examine les risques à court, à moyen et à long terme qui sont inhérents au plan stratégique ainsi que les forces et les faiblesses éventuelles des tendances qui se dessinent et des possibilités qui se présentent et approuve les plans commerciaux, financiers et de gestion des capitaux annuels de la Société. La question de la stratégie est abordée à chaque réunion du conseil, y compris les progrès réalisés par rapport au plan stratégique et la mise en œuvre de celui-ci.

RISQUE LIÉ AUX FAITS NOUVEAUX EN MATIÈRE DE RÉGLEMENTATION

Ce risque consiste en la possibilité que soient apportés des changements aux exigences réglementaires, juridiques ou fiscales qui pourraient avoir une incidence défavorable sur les activités ou les résultats financiers de la Société.

Nous sommes exposés au risque que des changements d'ordre juridique, fiscal et réglementaire surviennent, lesquels pourraient avoir une incidence défavorable sur la Société. Certaines initiatives de réglementation particulières peuvent avoir pour effet de faire paraître les produits des filiales de la Société moins concurrentiels que ceux d'autres fournisseurs de services financiers aux yeux des canaux de distribution tiers et des clients. Les différences en matière de réglementation pouvant avoir une incidence sur le caractère concurrentiel des produits de la Société concernent notamment les frais réglementaires, le traitement fiscal de l'information à fournir, les processus opérationnels ou toute autre différence pouvant découler d'une réglementation différente ou d'une application différente de la réglementation. Les faits nouveaux en matière de réglementation peuvent également avoir une incidence sur les structures des produits, la tarification ainsi que sur la rémunération des courtiers et des conseillers. Bien que la Société et ses filiales suivent attentivement de telles initiatives et, lorsque cela est possible, formulent des commentaires ou en discutent avec les autorités de réglementation, la capacité de la Société et de ses filiales d'atténuer les effets de l'application d'un traitement réglementaire différent sur les produits et les services est limitée.

La Société surveille de près l'évolution de la réglementation, des directives et des communications.

RISQUE LIÉ AUX ACQUISITIONS

La Société est exposée à des risques relatifs à ses acquisitions et à ses investissements stratégiques. Bien que la Société fasse un contrôle préalable serré avant de procéder à une acquisition, rien ne garantit que la Société réalisera les objectifs stratégiques ni les synergies de coûts et de produits prévus résultant de l'acquisition. Des changements ultérieurs du contexte économique et d'autres facteurs imprévus peuvent avoir une incidence sur la capacité de la Société à obtenir la croissance des bénéfices ou la réduction des charges auxquelles elle s'attend. Le succès d'une acquisition repose sur le maintien de l'actif géré, des clients et des employés clés de la société acquise.

4) RISQUES D'ENTREPRISE

CONJONCTURE COMMERCIALE GÉNÉRALE

Ce risque représente l'incidence défavorable éventuelle de la concurrence ou d'autres facteurs externes relatifs au marché sur la Société financière IGM.

La conjoncture économique mondiale, les mouvements des marchés boursiers, l'inflation, les facteurs démographiques et d'autres facteurs, y compris le risque géopolitique et l'instabilité gouvernementale, peuvent influencer sur la confiance des investisseurs, les niveaux des revenus et les décisions en matière d'épargne. Ces éléments pourraient entraîner une baisse des ventes de produits et services de la Société financière IGM et/ou le rachat de placements par les investisseurs. Ces facteurs pourraient également avoir une incidence sur le niveau et la volatilité des marchés des capitaux et la valeur de l'actif géré de la Société, comme il est décrit de façon plus détaillée à la rubrique « Risques liés à l'actif géré » du présent rapport de gestion.

Pour gérer ce risque, la Société, comme l'ensemble de ses filiales en exploitation, communique avec les clients et insiste sur l'importance de la planification financière durant tous les cycles économiques. La Société et le secteur continuent à prendre des mesures pour faire comprendre aux investisseurs canadiens les avantages de la planification financière, de la diversification et du placement à long terme. Dans les périodes de volatilité, les conseillers attirés et les conseillers financiers indépendants jouent un rôle important pour aider les investisseurs à ne pas perdre de vue leur perspective et leurs objectifs à long terme.

Les taux de rachat pour les fonds à long terme sont résumés dans le tableau 30 et décrits dans les sections des résultats d'exploitation des secteurs Gestion de patrimoine et Gestion d'actifs du présent rapport de gestion.

ÉVÉNEMENTS OU PERTES CATASTROPHIQUES

Des événements ou des pertes catastrophiques font référence au risque que se produisent des événements comme des tremblements de terre, des inondations, des incendies, des tornades, des pandémies ou des actes de terrorisme pouvant nuire à la performance financière de la Société.

TABLEAU 30 : TAUX DE RACHAT EN GLISSEMENT SUR DOUZE MOIS POUR LES FONDS À LONG TERME

	31 DÉC. 2021	31 DÉC. 2020
Société financière IGM Inc.		
IG Gestion de patrimoine	9,2 %	9,8 %
Mackenzie	13,6 %	16,6 %
Counsel	22,3 %	20,1 %

Des événements catastrophiques peuvent causer une incertitude sur le plan économique, et influencer sur la confiance des investisseurs, les niveaux des revenus et les décisions en matière de planification financière. Cela pourrait avoir une incidence sur le niveau et la volatilité des marchés des capitaux et le niveau de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils de la Société.

La pandémie de COVID-19 a causé des perturbations économiques, a eu une incidence défavorable sur la conjoncture, a entraîné une volatilité importante sur les marchés des capitaux, et s'est traduite par une hausse du chômage au Canada et à l'échelle internationale.

En réaction à la pandémie, la Société a mis en œuvre ses plans de continuité des affaires et a recours au télétravail pour la quasi-totalité de ses employés et de ses conseillers.

Il est difficile de prédire les répercussions à long terme de la pandémie de COVID-19 et si les mesures gouvernementales prises pour la contrer auront une incidence sur les économies mondiales, nos clients et nos activités. Cet événement pourrait avoir une incidence significative sur la situation financière et les résultats financiers de la Société, selon sa durée et sa gravité.

PRODUITS ET SERVICES OFFERTS

Il s'agit du risque de faible rendement, de mauvaise qualité ou de diversité insuffisante des produits et services, lequel pourrait avoir une incidence défavorable sur la Société financière IGM.

La Société financière IGM et ses filiales évoluent dans un environnement hautement concurrentiel et livrent concurrence à d'autres fournisseurs de services financiers, entreprises de gestion de placements et types de produits et services. L'augmentation du nombre de clients et leur fidélisation dépendent de nombreux facteurs, comme les rendements des placements, les produits et services offerts par les concurrents, les niveaux de service relatifs, la tarification relative, les caractéristiques des produits ainsi que la réputation des concurrents et les mesures qu'ils prennent. La concurrence pourrait avoir une incidence défavorable sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société. Pour obtenir une analyse plus approfondie, se reporter à la rubrique « Environnement concurrentiel » du présent rapport de gestion.

Nous fournissons à nos conseillers attirés, aux conseillers financiers indépendants, ainsi qu'aux épargnants et aux investisseurs institutionnels un niveau élevé de service et de soutien ainsi qu'une large gamme de produits de placement, dans le but de bâtir des relations durables. Les filiales de la Société

revoient aussi régulièrement les produits et les services qu'elles offrent ainsi que leur tarification, afin d'assurer leur compétitivité sur le marché.

Nous nous efforçons d'offrir des produits qui procurent un rendement des placements élevé par rapport aux indices de référence et aux concurrents. Un rendement des placements insatisfaisant par rapport à celui des indices de référence ou à celui offert par les concurrents pourrait réduire le niveau de l'actif géré, le volume des ventes et la rétention de l'actif, et également avoir une incidence défavorable sur nos marques et notre réputation. Une sous-performance marquée ou prolongée pourrait avoir une incidence sur les résultats de la Société. Nous avons pour objectif de maintenir des processus et des méthodes en matière de placement qui nous donnent un avantage concurrentiel en diversifiant notre actif géré et nos gammes de produits pour ce qui est de l'équipe de placement, de la marque, de la catégorie d'actif, du mandat, du style et des régions.

RELATIONS D'AFFAIRES/RELATIONS AVEC LES CLIENTS

Ce risque représente l'incidence défavorable que pourraient avoir sur la Société financière IGM des changements associés aux relations avec les clients ou aux relations d'affaires importantes. Ces relations concernent principalement les clients et les conseillers d'IG Gestion de patrimoine, le réseau de distribution de détail de Mackenzie, les partenaires d'affaires stratégiques et importants, les clients des fonds Mackenzie, les sous-conseillers et les autres fournisseurs de produits.

Réseau de conseillers d'IG Gestion de patrimoine – Toutes les ventes de fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine sont réalisées par son réseau de conseillers. Les conseillers d'IG Gestion de patrimoine communiquent directement et régulièrement avec les clients, ce qui leur permet de nouer avec ces derniers des liens solides et personnels fondés sur la confiance que chacun de ces conseillers inspire. Les conseillers financiers font l'objet d'une vive concurrence. Si IG Gestion de patrimoine perdait un grand nombre de conseillers clés, elle pourrait perdre des clients, ce qui pourrait influencer défavorablement sur ses résultats d'exploitation et ses perspectives. IG Gestion de patrimoine se concentre sur le renforcement de son réseau de conseillers et sur l'offre d'une gamme diversifiée de produits et de services, dans le cadre de conseils financiers personnalisés, afin de répondre aux besoins financiers complexes de ses clients, comme il est décrit de façon plus détaillée à la rubrique « Revue des activités du secteur Gestion de patrimoine » du présent rapport de gestion.

Gestion d'actifs – La majeure partie des ventes de fonds communs de placement de Mackenzie est réalisée par des conseillers financiers externes. De façon générale, les conseillers financiers offrent à leurs clients des produits de placement de Mackenzie en plus de produits de placement de concurrents. Mackenzie réalise aussi la vente de ses produits et de ses services de placement grâce à ses alliances stratégiques et à ses clients institutionnels. En raison de la nature de la relation de distribution dans le cadre de ces relations et de l'importance relative de ces comptes, les activités de ventes brutes et de rachats peuvent être plus importantes dans ces comptes que dans le contexte d'une relation de détail. La capacité de Mackenzie à commercialiser ses produits d'investissement dépend largement de l'accès continu à ces réseaux de distribution. Si Mackenzie cessait d'y avoir accès, cela pourrait nuire à ses résultats d'exploitation et à ses perspectives de façon importante. Mackenzie est en bonne position pour gérer ce risque et continuer à consolider ses relations de distribution et à en nouer de nouvelles. Le portefeuille de produits financiers diversifiés de Mackenzie et son rendement à long terme, son marketing, la formation qu'elle offre et son service ont fait de Mackenzie l'une des principales sociétés de gestion de placements du Canada. Ces facteurs sont présentés de façon plus détaillée à la rubrique « Revue des activités du secteur Gestion d'actifs » du présent rapport de gestion.

RISQUE LIÉ AU PERSONNEL

Ce risque correspond à l'incapacité potentielle d'attirer ou de garder des employés ou des conseillers, de les former de façon à leur faire atteindre un niveau de compétences approprié, d'assurer la mobilisation du personnel ou de gérer la relève et la transition au niveau des effectifs.

Notre personnel de gestion, de placement et de distribution joue un rôle important dans la conception, la mise en œuvre, la gestion et la distribution des produits et services offerts par la Société financière IGM. La perte de tels employés, ou encore l'incapacité d'attirer, de garder et de mobiliser un nombre suffisant d'employés qualifiés pourrait avoir une incidence négative sur les activités et le rendement financier de la Société financière IGM.

Nous avons élaboré une stratégie en matière de diversité, d'équité et d'inclusion pour favoriser une expérience inclusive, équitable et cohérente pour nos employés et nos clients et qui renforce nos objectifs commerciaux actuels et futurs. Pour obtenir les résultats désirés, nous mettons l'accent sur trois piliers d'action : la sensibilisation, l'amélioration des comportements inclusifs des dirigeants et l'établissement de partenariats externes et d'une mobilisation au sein des collectivités.

Nous avons également mis en place une stratégie en matière de mieux-être dans le but de soutenir nos employés en s'assurant qu'ils sont en bonne condition physique, ont une bonne santé émotionnelle, sont à l'aise financièrement et disposent d'un réseau social.

La COVID-19 a perturbé considérablement la vie professionnelle et personnelle des gens. Les mesures prises par la Société comprennent les suivantes :

- Mettre en œuvre une stratégie de télétravail afin d'assurer la santé et la sécurité de nos employés et de nos conseillers au moyen de la distanciation sociale.
- Fournir les outils et les processus nécessaires pour permettre à nos employés et à nos conseillers de travailler efficacement de la maison.
- Offrir divers programmes de mieux-être, y compris les programmes d'aide aux employés et de cybersanté et d'autres programmes pour favoriser le bien-être mental et physique de nos employés, de nos conseillers et de leurs familles.
- Élaborer une stratégie visant le retour sur le lieu de travail incluant l'introduction d'un modèle de travail hybride afin de favoriser la conciliation entre la vie personnelle et la vie professionnelle et de permettre à nos employés et à nos conseillers de réintégrer les bureaux de façon sécuritaire lorsque le temps sera venu.

5) RISQUES ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX (Y COMPRIS LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES)

Il s'agit du risque de pertes financières ou d'autres incidences défavorables découlant d'enjeux environnementaux ou sociaux liés à nos activités d'exploitation, à nos activités d'investissement, au respect de nos engagements en matière de développement durable et, de plus en plus, à la conformité à la réglementation. Nous reconnaissons que nos activités peuvent présenter des risques environnementaux et sociaux et que ces risques peuvent avoir des répercussions sur les parties prenantes dans l'ensemble de notre chaîne d'approvisionnement, y compris sur les clients, les entités émettrices et les fournisseurs.

Les risques environnementaux comprennent des enjeux tels que ceux liés aux changements climatiques, à la biodiversité, à l'utilisation du sol, à la pollution, aux déchets et à l'utilisation non durable de l'énergie, de l'eau et des autres ressources. Les risques sociaux comprennent des enjeux comme les droits de la personne, les normes du travail, la diversité, l'équité et l'inclusion, la réconciliation avec les peuples autochtones et les répercussions sur la collectivité.

La Société financière IGM s'est engagée depuis longtemps à faire preuve d'une gestion responsable, comme le décrit son énoncé sur le développement durable approuvé par le conseil d'administration. Par l'entremise de son comité des risques, le conseil est chargé de veiller à ce que les risques environnementaux et sociaux importants soient adéquatement déterminés, gérés et surveillés.

Le comité de gestion des risques de la Société, composé de membres de la haute direction, est chargé de la surveillance du processus de gestion des risques, y compris des risques environnementaux et sociaux et des risques liés aux changements climatiques. D'autres comités de gestion assurent

la surveillance de risques précis, notamment le comité du développement durable et le conseil de la diversité et de l'inclusion. Le comité du développement durable se compose de dirigeants qui ont pour tâche de s'assurer de la mise en œuvre de la politique et de la stratégie, d'établir des objectifs et de mettre en place des initiatives, d'évaluer les progrès réalisés et d'approuver la communication de l'information annuelle au sujet des facteurs environnementaux, sociaux et relatifs à la gouvernance (« ESG »).

Notre engagement à gérer de manière responsable est démontré par divers mécanismes, notamment notre Code de conduite professionnelle et de déontologie à l'intention des employés, des contractants et des dirigeants, notre code de conduite du fournisseur, notre politique sur la prévention du harcèlement et de la discrimination en milieu de travail, notre politique sur la diversité, notre politique environnementale et d'autres politiques connexes.

IG Gestion de patrimoine et Placements Mackenzie ainsi que leurs sous-conseillers en placement sont signataires des Principes pour l'investissement responsable (les « PRI »). Conformément aux PRI, les investisseurs s'engagent officiellement à intégrer des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance à leurs processus de prise de décisions et de participation active en matière d'investissement. En outre, IG Gestion de patrimoine, Placements Mackenzie et Investment Planning Counsel ont mis en œuvre des politiques en matière d'investissement durable énonçant les pratiques de chaque société.

Chaque année, la Société financière IGM produit un rapport qui porte sur sa gestion et sa performance concernant les facteurs ESG. Ce rapport sur le développement durable peut être consulté sur notre site Web. La Société a été reconnue pour sa performance solide en matière de facteurs ESG, comme en attestent son inclusion dans la série d'indices FTSE4Good et dans le Jantzi Social Index, et sa position aux palmarès Global 100 de 2022 et des 50 meilleures entreprises citoyennes de 2021 de Corporate Knights.

La Société financière IGM est une participante de longue date au CDP (auparavant le « Carbon Disclosure Project »), qui encourage la communication d'information relative aux émissions de gaz à effet de serre et à la gestion des changements climatiques par les sociétés, incluant l'établissement et la surveillance de cibles de réduction des émissions. Pour la cinquième année consécutive, la Société financière IGM a été reconnue par le CDP en ce qui a trait à son leadership dans la communication de l'information sur les changements climatiques.

Les pratiques sont en constante évolution à l'échelle mondiale en ce qui a trait à la détermination, à l'analyse et à la gestion des risques et des occasions liés au climat. Le Conseil de stabilité financière a mis sur pied le Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (ou « GIFCC ») pour répondre à la demande par les investisseurs de renseignements étoffés à l'égard des risques et des occasions liés au climat. La Société financière IGM et ses sociétés en

exploitation soutiennent les recommandations du GIFCC qui prévoient l'adoption d'un cadre de présentation de l'information financière relative aux changements climatiques. Cette information, présentée sur une base uniforme et volontaire, faciliterait la prise de décisions par les investisseurs, les analystes, les agences de notation et les autres parties prenantes.

COMMUNICATION DE L'INFORMATION SELON LE GIFCC

Le GIFCC recommande aux organisations de fournir de l'information sur les risques et occasions liés au climat dans quatre domaines, soit la gouvernance, la stratégie, la gestion des risques et les paramètres et objectifs. La mise en œuvre intégrale des recommandations du GIFCC s'inscrit dans un processus s'étalant sur plusieurs années.

GOVERNANCE

Notre conseil d'administration est responsable de la surveillance des risques et des stratégies, ce qui comprend les enjeux liés au développement durable et au climat. Le conseil rencontre la direction au moins une fois par année afin de discuter des plans et des nouveaux enjeux relatifs aux facteurs ESG. Par l'entremise de son comité des risques, le conseil est chargé de veiller à ce que les risques importants liés aux facteurs ESG soient adéquatement déterminés, gérés et surveillés.

La responsabilité de la gestion continue des occasions et des risques liés au climat revient essentiellement aux principaux dirigeants de chacune de nos sociétés en exploitation en ce qui a trait à leurs activités respectives. Les comités de gestion des risques et du développement durable de la Société financière IGM exercent des fonctions de surveillance, et notre chef des services financiers supervise la mise en œuvre des programmes de développement durable de l'entreprise et de gestion des risques d'entreprise.

Nous avons mis sur pied une équipe de travail interfonctionnelle du GIFCC à l'échelle de l'entreprise composée de hauts dirigeants qui sont responsables de diriger la planification et la mise en œuvre des recommandations du GIFCC. Cette équipe de travail met l'accent sur l'amélioration de nos connaissances et de nos outils afin de quantifier les risques liés au climat de concert avec les acteurs de notre secteur, sur l'intégration accrue des enjeux liés au climat dans notre stratégie d'affaires, nos activités et notre gamme de produits, sur la progression de notre engagement auprès des entités dans lesquelles nous investissons et sur les façons de répondre aux attentes accrues en matière d'information à fournir.

Le comité directeur du développement durable de Mackenzie est responsable de l'approbation et de la gouvernance des politiques liées à l'entreprise et au développement durable, de l'approbation et de la surveillance des priorités en matière d'administration des placements, incluant le climat; de l'approbation et du suivi des objectifs liés aux changements climatiques; et de l'évaluation des progrès réalisés par rapport aux indicateurs de rendement clés, à la feuille de route stratégique et au marché.

Le comité de l'investissement durable d'IG Gestion de patrimoine est chargé de l'examen et de l'approbation des questions relatives aux investissements durables et aux facteurs ESG, y compris, sans s'y limiter, l'évaluation et la prise en compte des risques et des occasions liés au climat.

STRATÉGIE

Par l'intermédiaire de ses activités de gestion de patrimoine et d'actif, la Société Financière IGM joue un rôle important dans la transition mondiale vers une économie carboneutre. En novembre 2021, la Société financière IGM a détaillé ses engagements climatiques dans un énoncé de position publié sur son site Web. Elle se donne trois axes prioritaires :

1. *Investir dans une économie verte et résiliente sur le plan climatique* – Nos processus et produits de placement sont l'occasion pour nous de gérer les risques climatiques et d'imaginer des solutions innovantes face aux problèmes climatiques que nous connaissons.

2. *Participer à façonner la transition mondiale* – Nous jouons un rôle essentiel en proposant à nos clients des conseils et des solutions de placement qui sont bons pour le climat, en aidant les entreprises à s'adapter et en contribuant à faire avancer les pratiques et les politiques.

3. *Traduire nos engagements en actions* – Nous serons aussi exigeants envers nous-mêmes que nous le sommes envers les entreprises dans lesquelles nous investissons, et nous donnerons à nos employés les moyens de respecter nos engagements.

Nos sociétés en exploitation participent activement à des groupes industriels qui soutiennent nos engagements en matière de climat en encourageant les sociétés à améliorer leur gouvernance en matière de changements climatiques, à réduire les émissions et à élargir les informations financières sur les changements climatiques. La Société financière IGM s'est également jointe au Partnership for Carbon Accounting Financials dans le cadre de sa démarche pour mesurer et déclarer les émissions de gaz à effet de serre associées à ses prêts hypothécaires et ses investissements.

Les occasions et risques liés au climat sont repérés et évalués au sein de la Société financière IGM au moyen de nos processus de planification des affaires, lesquels définissent nos priorités, nos initiatives et nos budgets stratégiques. Nos occasions et risques liés au climat peuvent être regroupés dans les impacts physiques des changements climatiques et les incidences liées à la transition vers une économie carboneutre.

Risques

Nos risques liés au climat tiennent principalement aux risques physiques et de transition susceptibles de peser sur le rendement des placements de nos clients, et ainsi donner lieu à une baisse des honoraires; de nuire à notre réputation; de créer des risques de marché découlant des changements de la demande à l'égard des produits; ou d'entraîner de nouvelles exigences réglementaires, juridiques ou liées à la présentation

de l'information qui peuvent avoir une incidence sur nos activités. La diversification au sein de l'ensemble de nos portefeuilles de placements nous aide à gérer notre exposition à une société, à un secteur ou à une région géographique qui pourrait être exposé aux risques liés au climat. Nous sommes également exposés à l'incidence des phénomènes météorologiques extrêmes sur nos biens, dont les activités pourraient être perturbées, et sur les évaluations des immeubles de placement et des prêts hypothécaires des clients, ce qui pourrait peser sur le rendement financier et sur la capacité d'utiliser ces éléments d'actif à long terme si une approche proactive n'est pas adoptée à cet égard.

Nos sociétés en exploitation se sont engagées à maintenir des programmes et des politiques d'investissement durable qui tiennent particulièrement compte des risques liés au climat. Nous fournissons des données et des outils à nos équipes d'investissement pour effectuer des analyses climatiques à l'aide de données actuelles et prospectives et nous intégrons les risques importants liés au climat dans nos processus de placement et de supervision pour les sous-conseillers en gestion des placements. Dans le cadre du processus d'embauche et de l'évaluation continue des sous-conseillers, nos équipes demandent de l'information sur la façon dont les facteurs ESG, y compris les risques et les occasions liés au climat, sont déterminés, sur les processus et les outils utilisés, sur les mesures et les cibles, ainsi que sur la façon dont la stratégie et la gouvernance sont influencées. Parallèlement à la mise en œuvre des recommandations du GIFCC, nous allouons plus de ressources aux secteurs tels que la formation, les analyses, les paramètres, l'établissement de cibles, la planification stratégique et le travail collaboratif avec des organisations.

Occasions

Nous avons pour priorité de répondre à la demande croissante en matière d'investissement durable et de tirer parti des occasions d'investir dans la transition vers une économie carboneutre. Nous mettons également davantage l'accent sur la sensibilisation et la communication avec les clients et les conseillers à propos de l'investissement durable et des changements climatiques.

À Placements Mackenzie, l'investissement durable constitue une priorité stratégique, et nous avons mis sur pied une équipe dédiée au sein du centre d'excellence du développement durable de Mackenzie qui met en lumière les facteurs ESG et le climat dans l'ensemble de l'entreprise. Mackenzie possède une boutique de placement, Greenchip, qui est entièrement axée sur l'investissement thématique pour lutter contre les changements climatiques. En 2021, Mackenzie a également lancé l'équipe Betterworld, qui investit dans des sociétés qui ont une incidence positive sur les gens et sur la planète. Mackenzie a également élargi sa gamme de produits liés au climat en 2021 grâce à l'ajout du Fonds mondial équilibré Mackenzie Greenchip, du FNB mondial d'obligations durables Mackenzie et du Fonds mondial d'obligations vertes Mackenzie.

À IG Gestion de patrimoine, nous avons intégré les questions environnementales et climatiques aux processus de sélection et

de surveillance de nos sous-conseillers, ainsi qu'à notre stratégie de développement de produits. En octobre 2021, IG Gestion de patrimoine a lancé ses Portefeuilles Action climat IG, une série de quatre solutions gérées diversifiées qui vise à offrir aux clients la possibilité d'appuyer la transition mondiale vers une économie carboneutre et de profiter des occasions qui en découlent.

Scénarios

Nous avons mis en place un outil pour nos fonds d'investissement destiné à améliorer notre évaluation quantitative des risques liés au climat. Cet outil analyse les émissions et d'autres données liées aux changements climatiques en ce qui a trait aux sociétés dans lesquelles nous investissons et aux portefeuilles. Ce système nous permet de modéliser d'éventuels scénarios de transition et de suivre nos portefeuilles en fonction de l'objectif visant à limiter le réchauffement climatique à 2°C au-dessus des niveaux préindustriels. Ce système examine également le caractère suffisant des réductions d'émissions au fil du temps pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Nous explorons des outils d'analyse de scénarios avec l'aide de fournisseurs externes de données afin de réaliser une analyse de scénarios liés aux changements climatiques dans l'ensemble de nos activités.

GESTION DES RISQUES

L'évaluation et la gestion des risques liés au climat sont intégrées à notre cadre de GRE. Nous avons recours à une méthodologie identique dans l'ensemble de nos organisations et de nos unités d'exploitation pour détecter et évaluer les risques, en tenant compte de facteurs internes et externes à l'organisation. Les risques peuvent être répartis en cinq catégories, soit le risque financier, le risque opérationnel, le risque lié à la planification stratégique, les risques d'entreprise, ainsi que les risques environnementaux et sociaux. Nous mettons davantage l'accent sur la définition de la relation entre les risques liés au climat et d'autres risques significatifs.

À Placements Mackenzie, chacune des boutiques de placement est responsable de déterminer l'importance des risques physiques et des risques liés à la transition et de définir à quel moment et de quelle manière ceux-ci doivent être intégrés dans son processus de placement. À IG Gestion de patrimoine et à IPC, la direction évalue les pratiques d'investissement durable des sous-conseillers en gestion des placements, y compris l'intégration des risques liés au climat dans leurs pratiques d'investissement et de participation active.

Engagement

Pour maximiser l'efficacité de son action, les interventions chez Mackenzie sont le fait autant de ses équipes en interne que de son spécialiste externe en matière d'engagement, pour lequel les changements climatiques sont une priorité. Investment Planning Counsel fait appel à un fournisseur de services d'engagement pour inciter les entreprises à améliorer leur comportement et leur stratégie dans plusieurs domaines, notamment celui des changements climatiques. Au sein d'IG Gestion de patrimoine, les sous-conseillers en gestion des placements, dont Mackenzie, sont responsables des activités relatives à l'engagement, et IG Gestion de patrimoine surveille leurs pratiques dans le cadre d'un contrôle et d'une surveillance réguliers.

Au cours du trimestre, Placements Mackenzie est devenue un membre fondateur d'Engagement climatique Canada et participe également au Réseau des investisseurs sur le risque climatique (« CERES »). Placements Mackenzie et IG Gestion de patrimoine adhèrent à Action Climat 100+ et sont devenues des signataires fondateurs de la Déclaration des investisseurs canadiens sur les changements climatiques en octobre 2021.

MESURES ET CIBLES

Nous établissons, assurons le suivi et présentons chaque année des mesures et des objectifs liés aux changements climatiques dans notre réponse fournie au CDP et dans notre rapport sur le développement durable, disponibles sur notre site Web.

Actuellement, nous signalons des émissions de GES du périmètre 1, du périmètre 2 et du périmètre 3, dans la mesure du possible, dont des émissions du périmètre 3 liées à nos actifs immobiliers dans le Fonds de biens immobiliers Investors. Nous nous efforçons de donner des évaluations et des renseignements plus complets sur nos émissions relativement à nos portefeuilles de placements en 2022.

Dans le cadre de l'Énoncé de position sur l'action pour le climat de la Société financière IGM, publié en novembre 2021, nous nous sommes donné comme objectif d'atteindre la carboneutralité dans nos bureaux et dans le cadre de nos déplacements d'ici la fin de 2022. Nous nous engageons aussi à fixer pour nos portefeuilles de placements, dans un premier temps, des cibles intermédiaires conformes à l'objectif que s'est fixé la communauté mondiale d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050. Par conséquent, Placements Mackenzie s'est jointe à l'initiative Net Zero Asset Managers et établira d'ici la fin de 2022 des cibles intermédiaires en termes d'investissement qui sont conformes à l'atteinte de la carboneutralité au plus tard en 2050.

Le cadre des services financiers

Selon le plus récent rapport d'Investor Economics, les actifs financiers discrétionnaires placés par les Canadiens auprès d'institutions financières se chiffraient à 5,6 billions de dollars au 31 décembre 2020. Ces actifs sont de natures diverses, allant des dépôts à vue détenus à des fins de gestion de la trésorerie à court terme à des placements à plus long terme détenus en vue de la retraite. Environ 64 % (3,6 billions de dollars) de ces actifs financiers sont détenus dans le cadre d'une relation avec un conseiller financier; il s'agit du principal canal utilisé pour satisfaire les besoins d'épargne à long terme des Canadiens. Quant au montant de 2,0 billions de dollars détenu à l'extérieur d'une relation avec un conseiller financier, il est constitué d'environ 59 % de dépôts bancaires.

Les conseillers financiers constituent le principal canal de distribution des produits et services de la Société financière IGM, et son modèle d'entreprise a pour principale priorité de soutenir les conseillers financiers qui travaillent avec les clients à définir et à réaliser leurs objectifs financiers. Diverses études récentes démontrent que les Canadiens qui consultent des conseillers financiers obtiennent des résultats financiers considérablement supérieurs à ceux des Canadiens qui n'en consultent pas. Nous faisons activement la promotion de la valeur des conseils financiers et de l'importance d'entretenir une relation avec un conseiller afin d'établir ses plans et objectifs financiers à long terme et de maintenir le cap à cet égard.

Environ 40 % des actifs financiers discrétionnaires des Canadiens, ou 2,2 billions de dollars, étaient investis dans des fonds d'investissement au 31 décembre 2020, ce qui en faisait la plus importante catégorie d'actifs financiers détenus par les Canadiens. Les autres catégories d'actif comprennent les produits de dépôt et les titres émis, tels que les actions et les obligations. Environ 76 % des fonds d'investissement sont constitués de fonds communs de placement, les autres catégories de produits comprenant les fonds distincts, les fonds de couverture, les fonds groupés, les fonds à capital fixe et les fonds négociés en bourse. Compte tenu d'un actif géré des fonds d'investissement d'un montant de 185 G\$ au 31 décembre 2021, la Société financière IGM fait partie des plus importants gestionnaires de fonds d'investissement au pays. Nous sommes d'avis que les fonds d'investissement demeureront probablement le moyen d'épargne préféré des Canadiens parce qu'ils offrent les avantages de la diversification, d'une gestion professionnelle, de la flexibilité et de la commodité, en plus d'être offerts dans une vaste gamme de mandats et de structures afin de satisfaire aux exigences et aux préférences de la plupart des investisseurs.

Les distinctions longtemps observées entre les succursales bancaires, les maisons de courtage de plein exercice, les sociétés de planification financière et les agents d'assurance se sont atténuées, bon nombre de ces fournisseurs de services financiers s'efforçant d'offrir des conseils financiers complets mis en œuvre au moyen d'une vaste gamme de produits. Par conséquent, le secteur canadien des services financiers est caractérisé par un

certain nombre de participants de grande envergure, diversifiés, souvent à intégration verticale, semblables à la Société financière IGM, qui offrent aussi bien des services de planification financière que des services de gestion de placements.

Les banques canadiennes distribuent des produits et des services financiers par l'intermédiaire de leurs succursales traditionnelles et de leurs filiales spécialisées dans le courtage de plein exercice et le courtage réduit. Les succursales des banques continuent de mettre de plus en plus l'accent sur la planification financière et les fonds communs de placement. De plus, chacune des six grandes banques possède au moins une filiale spécialisée dans la gestion de fonds communs de placement. L'actif de fonds communs de placement administré par des entreprises de gestion de fonds communs de placement appartenant aux six grandes banques et des entreprises liées représentait 47 % du total de l'actif des fonds communs de placement à long terme du secteur au 31 décembre 2021.

Le secteur canadien des fonds communs de placement continue d'être très concentré, les 10 principales entreprises du secteur et leurs filiales détenant 69 % de l'actif géré des fonds communs de placement à long terme du secteur et 69 % du total de l'actif géré des fonds communs de placement au 31 décembre 2021. Nous prévoyons que le secteur connaîtra d'autres regroupements à mesure que des petites entreprises seront acquises par des sociétés plus importantes.

Nous sommes d'avis que le secteur des services financiers continuera d'être influencé par ce qui suit :

- Les changements démographiques, étant donné que le nombre de Canadiens parvenus à l'âge où l'on épargne le plus et à l'âge de la retraite continue d'augmenter;
- l'évolution des attitudes des investisseurs en fonction de la conjoncture économique;
- l'importance réitérée du rôle du conseiller financier;
- les politiques publiques quant à l'épargne-retraite;
- les changements au cadre réglementaire;
- l'environnement hautement concurrentiel;
- l'évolution et les changements de la technologie.

L'ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL

Nos filiales, IG Gestion de patrimoine et Investment Planning Counsel, sont en concurrence directe avec d'autres fournisseurs de services financiers de détail du secteur des services-conseils, dont d'autres sociétés de planification financière, ainsi qu'avec des maisons de courtage de plein exercice, des banques et des compagnies d'assurance. Notre filiale de gestion d'actifs, Placements Mackenzie, est en concurrence directe avec d'autres entreprises de gestion de placements, et nos produits rivalisent avec des actions, des obligations et d'autres catégories d'actif pour obtenir une part de l'actif de placement des Canadiens.

La concurrence des autres fournisseurs de services financiers, les autres types de produits ou canaux de distribution, ainsi que les modifications apportées à la réglementation ou les changements de préférences des clients pourraient influencer sur les caractéristiques de nos gammes de produits et services, notamment sur la tarification, la structure des produits, la rémunération des courtiers et des conseillers, ainsi que les informations à fournir. Nous assurons un suivi continu, participons aux discussions sur les politiques et adaptons notre offre de produits et services selon les besoins.

La Société financière IGM continue de se concentrer sur son engagement à fournir des conseils de placement et des produits financiers de qualité, des services innovateurs, une gestion efficace et responsable de ses activités et une valeur à long terme pour ses clients et ses actionnaires. Nous sommes à mi-chemin d'une transformation sur cinq ans visant la modernisation de nos plateformes numériques et de notre infrastructure technologique afin d'améliorer l'exécution de nos activités, de réaliser des gains d'efficacité et de bonifier le service à nos clients. Nous sommes d'avis que la Société financière IGM est en bonne position pour relever les défis de la concurrence et tirer profit des occasions de croissance à venir.

Nous disposons de plusieurs atouts concurrentiels, dont les suivants :

- une distribution vaste et diversifiée, axée sur une planification financière exhaustive, par l'entremise de plus de 35 000 conseillers financiers;
- une vaste gamme de produits, des marques de premier plan et de solides relations avec ses sous-conseillers;
- des relations durables avec ses clients, ainsi que les cultures et héritages de longue date de ses filiales;
- les avantages découlant de son appartenance au groupe de sociétés de Power Corporation.

UNE DISTRIBUTION VASTE ET DIVERSIFIÉE

En plus de détenir deux des principales organisations de planification financière canadiennes, IG Gestion de patrimoine et Investment Planning Counsel, la Société financière IGM peut, par l'intermédiaire de Mackenzie, accéder à un canal de distribution regroupant plus de 30 000 conseillers financiers indépendants. De la même façon, Mackenzie, dans le cadre de ses alliances stratégiques de plus en plus nombreuses, noue des partenariats avec des entités manufacturières et de distribution à l'échelle mondiale afin d'offrir des services de gestion de placements.

UNE VASTE GAMME DE PRODUITS

Nos filiales continuent de créer et de lancer des produits et des outils de planification stratégique de portefeuille novateurs afin d'aider les conseillers à constituer des portefeuilles optimaux pour les clients.

DES RELATIONS DURABLES AVEC LES CLIENTS

La Société financière IGM bénéficie d'avantages considérables grâce aux relations durables que ses conseillers ont tissées avec les clients. De plus, nos filiales peuvent compter sur un patrimoine et une culture solides, que les concurrents peuvent difficilement copier.

L'APPARTENANCE AU GROUPE DE SOCIÉTÉS DE POWER CORPORATION

À titre de membre du groupe de sociétés de Power Corporation, la Société financière IGM réalise des économies grâce à des ententes sur les services partagés et a accès à des canaux de distribution, à des produits et à du capital.

Estimations et méthodes comptables critiques

SOMMAIRE DES ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Pour rédiger des états financiers conformément aux normes IFRS, la direction doit exercer son jugement lors de l'application de méthodes comptables, faire des estimations et formuler des hypothèses qui influent sur les montants déclarés dans les états financiers consolidés et les notes annexes. En appliquant ces méthodes, la direction porte des jugements subjectifs et complexes qui nécessitent souvent des estimations à l'égard de questions essentiellement incertaines. Bon nombre de ces méthodes sont courantes dans le secteur des services financiers, tandis que d'autres sont propres aux activités et aux secteurs opérationnels de la Société financière IGM. Les principales méthodes comptables de la Société financière IGM sont décrites en détail à la note 2 des états financiers consolidés.

Les estimations comptables critiques concernent la juste valeur des instruments financiers, le goodwill et les immobilisations incorporelles, l'impôt sur le résultat, les commissions de vente inscrites à l'actif, les provisions et les avantages du personnel.

Les principales estimations comptables critiques sont résumées ci-après :

- *Juste valeur des instruments financiers* – Les instruments financiers de la Société sont comptabilisés à leur juste valeur, à l'exception des prêts, des dépôts et des certificats, des obligations à l'égard d'entités de titrisation et de la dette à long terme, qui sont comptabilisés au coût amorti. La juste valeur des instruments financiers négociés sur le marché est déterminée au moyen des cours de marché. Lorsque les cours de marché ne sont pas disponibles, la juste valeur des instruments financiers, y compris les investissements d'entreprise et les dérivés relatifs aux prêts titrisés de la Société, est déterminée au moyen de divers modèles d'évaluation, qui maximisent l'utilisation des données observables sur le marché lorsqu'elles sont disponibles. Les méthodes d'évaluation et les hypothèses utilisées par les modèles d'évaluation sont examinées sur une base continue. Les modifications apportées à ces hypothèses ou aux méthodes d'évaluation pourraient donner lieu à des changements importants sur le plan du bénéfice net.
- *Goodwill et immobilisations incorporelles* – Le goodwill, les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée et les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont présentés à la note 12 des états financiers consolidés. La Société soumet la juste valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée à un test de dépréciation au moins une fois par année et plus fréquemment si un événement ou des circonstances indiquent qu'un actif peut s'être déprécié. Une perte de valeur est constatée si la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif diminuée des

coûts de sortie et sa valeur d'utilité. Aux fins de l'évaluation de la perte de valeur, les actifs sont groupés aux niveaux les plus bas pour lesquels il existe des entrées de trésorerie identifiables séparément (unités génératrices de trésorerie). Les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont soumises à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Ces tests exigent l'utilisation d'estimations et d'hypothèses appropriées selon les circonstances. Aux fins de l'évaluation de la valeur recouvrable, la Société utilise des démarches d'évaluation comprenant l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie et l'application aux paramètres financiers et opérationnels de multiples de capitalisation fondés sur des acquisitions réalisées antérieurement et des données de transactions comparables. Les hypothèses et les estimations utilisées tiennent compte des variations futures de l'actif géré découlant des ventes nettes et du rendement des placements, des modifications de la tarification et des marges de profit, des taux d'actualisation, ainsi que des multiples de capitalisation.

La Société a réalisé son test de dépréciation annuel du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée au 1^{er} avril 2021 et elle a déterminé que ces actifs n'avaient pas subi de baisse de valeur.

- *Impôt sur le résultat* – La charge d'impôt sur le résultat est calculée en fonction du traitement fiscal prévu des transactions comptabilisées dans les états consolidés du résultat net. L'établissement de la charge d'impôt sur le résultat nécessite une interprétation de la législation fiscale dans un certain nombre de territoires. La planification fiscale peut permettre à la Société d'enregistrer un impôt sur le résultat moins élevé dans l'exercice considéré, et l'impôt sur le résultat des exercices antérieurs peut être ajusté dans l'exercice considéré afin de refléter les meilleures estimations de la direction quant à la suffisance de ses provisions. Tout avantage fiscal s'y rapportant et tout changement des meilleures estimations de la direction sont reflétés dans la charge d'impôt. La constatation des actifs d'impôt différé s'appuie sur l'hypothèse émise par la direction selon laquelle le résultat futur suffira pour réaliser l'avantage futur. Le montant des actifs ou passifs d'impôt différé comptabilisé repose sur les meilleures estimations de la direction quant au moment de la réalisation de l'actif ou du passif. Si l'interprétation de la législation fiscale de la Société diffère de celle des autorités fiscales ou que la reprise n'a pas lieu au moment prévu, la charge d'impôt sur le résultat pourrait augmenter ou diminuer au cours de périodes futures. Pour de plus amples renseignements sur l'impôt sur le résultat, se reporter au Sommaire des résultats d'exploitation consolidés du présent rapport de gestion et à la note 16 des états financiers consolidés.
- *Commissions de vente inscrites à l'actif* – Les commissions versées directement par le client à la vente de certains produits de fonds

communs de placement sont différées et amorties sur une période maximale de sept ans. La Société examine régulièrement la valeur comptable des commissions de vente inscrites à l'actif à la lumière d'événements ou de circonstances qui laissent croire à une dépréciation. Pour évaluer la recouvrabilité, la Société, entre autres, effectue le test visant à comparer les avantages économiques futurs tirés de l'actif lié aux commissions de vente inscrites à l'actif par rapport à sa valeur comptable. Au 31 décembre 2021, les commissions de vente inscrites à l'actif ne montraient aucun signe de dépréciation.

- *Provisions* – Une provision est constatée lorsqu'il existe une obligation actuelle par suite d'une transaction ou d'un événement passé, qu'il est « probable » qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour régler l'obligation et que l'obligation peut faire l'objet d'une estimation fiable. Afin de déterminer la meilleure estimation pour une provision, une estimation unique, la moyenne pondérée de tous les résultats possibles et la valeur médiane d'un intervalle au sein duquel plusieurs résultats sont également possibles sont considérées. Un changement important dans l'évaluation de la probabilité ou de la meilleure estimation pourrait donner lieu à des ajustements supplémentaires du bénéfice net.
- *Avantages du personnel* – La Société offre des régimes d'avantages à son personnel, dont un régime enregistré de retraite à prestations définies capitalisé accessible à tous les employés admissibles, un régime de retraite supplémentaire à l'intention des dirigeants (le « RRSO ») non capitalisé pour certains cadres dirigeants, ainsi qu'un régime d'avantages complémentaires d'assurance maladie et d'assurance vie non capitalisé pour les retraités admissibles. Le régime de retraite à prestations définies enregistré capitalisé offre des pensions proportionnelles à la durée de l'emploi et à la rémunération moyenne finale. La date d'évaluation des actifs du régime de retraite à prestations définies de la Société et des obligations au titre des prestations constituées pour tous les régimes de retraite à prestations définies est le 31 décembre.

En raison de la nature à long terme de ces régimes, le calcul du passif au titre des prestations constituées repose sur diverses hypothèses incluant les taux d'actualisation, les taux de rendement des actifs, les niveaux et les types d'avantages offerts, les taux tendanciels en matière de coûts des soins de santé, les augmentations salariales prévues, l'âge de la retraite ainsi que les taux de mortalité et de cessation d'emploi. Les hypothèses à l'égard des taux d'actualisation sont déterminées à partir d'une courbe de rendement de titres d'emprunt de sociétés ayant une note AA. Toutes les autres hypothèses sont formulées par la direction et examinées par des actuaires indépendants qui calculent les charges de retraite, les autres charges au titre des prestations constituées futures et obligations au titre des prestations constituées futures. Tout écart entre les résultats réels et les hypothèses actuarielles donnera lieu à un écart actuariel, ainsi qu'à des modifications à la charge au titre des avantages. La Société constate les écarts actuariels de tous ses régimes de retraite à prestations définies dans les autres éléments du résultat global.

En 2021, le rendement des actifs du régime de retraite à prestations définies a bénéficié de la conjoncture favorable. Le rendement des obligations de sociétés a augmenté en 2021, ce qui a eu une incidence sur le taux d'actualisation utilisé pour évaluer le passif au titre des prestations constituées de la Société. Le taux d'actualisation utilisé pour évaluer le passif au titre des prestations constituées relatif au régime de retraite à prestations définies au 31 décembre 2021 était de 3,30 %, comparativement à 2,70 % au 31 décembre 2020. L'actif du régime de retraite a augmenté pour atteindre 566,7 M\$ au 31 décembre 2021, comparativement à 517,0 M\$ au 31 décembre 2020. La hausse des actifs du régime est attribuable au rendement du marché de 62,0 M\$; ce montant comprend des produits d'intérêts de 13,8 M\$ calculés en fonction du taux d'actualisation, qui ont été constatés comme une réduction des charges au titre du régime de retraite, et des gains actuariels de 48,2 M\$ qui ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Les actifs du régime de retraite à prestations définies enregistré de la Société ont aussi augmenté en raison du versement, par la Société, de cotisations de 13,6 M\$ (2020 – 25,6 M\$) au régime de retraite. La hausse du taux d'actualisation utilisé pour évaluer les obligations au titre du régime de retraite à prestations définies a entraîné des gains actuariels de 75,5 M\$ qui ont été constatés dans les autres éléments du résultat global. Les hypothèses démographiques et les ajustements liés aux résultats techniques ont été révisés, ce qui a entraîné des gains actuariels nets d'un montant de 3,3 M\$. L'obligation au titre du régime de retraite à prestations définies totalisait 588,4 M\$ au 31 décembre 2021, comparativement à 650,1 M\$ au 31 décembre 2020. Par suite de ces changements, le régime de retraite à prestations définies a constaté un passif au titre des prestations constituées de 21,7 M\$ au 31 décembre 2021, comparativement à 133,1 M\$ à la fin de 2020. Le passif au titre des prestations constituées relativement au RRSO non capitalisé et aux autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi s'est chiffré à 71,6 M\$ et à 32,6 M\$, respectivement, au 31 décembre 2021, comparativement à 74,8 M\$ et à 42,1 M\$ en 2020.

Une diminution de 0,25 % du taux d'actualisation utilisé en 2021 entraînerait une variation de 30,2 M\$ de l'obligation au titre des prestations constituées, de 27,8 M\$ des autres éléments du résultat global et de 2,4 M\$ au titre de la charge de retraite. Des renseignements additionnels concernant la comptabilisation par la Société du régime de retraite et des avantages complémentaires de retraite et des sensibilités connexes sont présentés aux notes 2 et 15 des états financiers consolidés.

CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES

La Société financière IGM n'a effectué aucun changement de méthodes comptables en 2021.

MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

La Société assure un suivi constant des modifications potentielles proposées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et analyse l'incidence que pourrait avoir tout changement sur les activités de la Société.

L'IASB entreprend actuellement un certain nombre de projets qui donneront lieu à l'apport de changements aux normes IFRS existantes, lesquels changements pourraient avoir une incidence sur la Société. Des mises à jour seront fournies au fur et à mesure que les projets progresseront.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Les contrôles et les procédures de communication de l'information de la Société ont été conçus pour fournir une assurance raisonnable a) que l'information importante relative à la Société est communiquée au président et chef de la direction ainsi qu'au chef des services financiers par d'autres personnes, particulièrement pour la période au cours de laquelle les déclarations annuelles sont préparées et b) que l'information devant être présentée par la Société dans ses déclarations annuelles, ses déclarations intermédiaires ou dans d'autres rapports déposés ou présentés par celle-ci en vertu de la législation sur les valeurs mobilières est constatée, traitée,

résumée et présentée dans les périodes de temps précisées par les lois sur les valeurs mobilières.

La direction de la Société, sous la supervision du président et chef de la direction ainsi que du chef des services financiers, a évalué l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société. En fonction de leurs évaluations au 31 décembre 2021, le président et chef de la direction et le chef des services financiers ont conclu que les contrôles et les procédures de communication de l'information de la Société sont efficaces.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société a été conçu pour fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers à des fins externes conformément aux normes IFRS. La direction de la Société est responsable d'établir et de maintenir un contrôle interne à l'égard de l'information financière approprié.

Tous les systèmes de contrôle interne comportent des limites inhérentes et pourraient devenir inadéquats par suite de modifications de la situation. Par conséquent, même les systèmes qui sont jugés efficaces ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable à l'égard de la préparation et de la présentation des états financiers.

La direction de la Société, sous la supervision du président et chef de la direction ainsi que du chef des services financiers, a évalué l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société suivant les critères de l'Internal

Control – Integrated Framework (le cadre COSO de 2013) publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission. La Société a adopté progressivement le cadre COSO de 2013 au cours de 2014. En fonction de leurs évaluations au 31 décembre 2021, le président et chef de la direction et le chef des services financiers ont conclu que le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société est efficace pour fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers à des fins externes conformément aux normes IFRS.

Compte non tenu de ce qui précède, au cours du quatrième trimestre de 2021, il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société ayant eu une incidence significative, ou étant raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Autres renseignements

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société financière IGM conclut des opérations avec La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (la « Canada Vie »), qui est une filiale de sa société liée, Lifeco qui, elle, est une filiale de Power Corporation du Canada. Les transactions suivantes ont lieu dans le cours normal des activités et ont été comptabilisées à la juste valeur :

- En 2021 et en 2020, la Société a fourni certains services administratifs à la Canada Vie et a reçu de cette même partie certains services administratifs, ce qui a permis aux deux organisations de profiter d'économies d'échelle et de domaines d'expertise.
- La Société distribue des produits d'assurance en vertu d'une entente de distribution avec la Canada Vie et a reçu un montant de 52,7 M\$ (2020 – 45,1 M\$) en honoraires de distribution. La Société a reçu un montant de 63,3 M\$ (2020 – 18,4 M\$) et a versé un montant de 22,6 M\$ (2020 – 29,6 M\$) à la Canada Vie et à certaines filiales en contrepartie de services de sous-conseiller pour certains fonds d'investissement. La Société a payé un montant de 15,5 M\$ (2020 – 78,3 M\$) à la Canada Vie relativement à la distribution de certains fonds communs de placement de la Société.
- Afin de gérer sa situation globale en matière de liquidités, la Société est active, par le truchement de ses activités bancaires hypothécaires, dans le domaine de la titrisation, et vend également des prêts hypothécaires résidentiels à des tiers, les services relatifs à leur gestion étant entièrement inclus. En 2021, la Canada Vie a fait l'acquisition de prêts hypothécaires résidentiels auprès de la Société pour un montant totalisant 11,9 M\$, comparativement à 20,9 M\$ en 2020.

Après avoir obtenu une décision anticipée en matière d'impôt sur le revenu en octobre 2017, la Société a conclu des transactions de consolidation des pertes fiscales avec le groupe de sociétés de Power Corporation du Canada, aux termes desquelles les actions d'une filiale ayant généré des pertes fiscales peuvent être acquises au cours de chaque exercice jusqu'en 2020,

inclusivement. Le 31 décembre 2020, la Société a acquis des actions de telles sociétés et a comptabilisé l'économie au titre des pertes fiscales acquises. Ces ententes de consolidation des pertes fiscales ont cessé de donner lieu à des avantages le 31 décembre 2020.

Le 5 janvier 2022, la Société a conclu une entente visant l'acquisition d'une participation additionnelle dans ChinaAMC auprès de Power Corporation du Canada. Le conseil d'administration de la Société (le « conseil ») a mis sur pied un comité spécial d'administrateurs indépendants (le « Comité ») chargé d'évaluer, d'examiner et de superviser les négociations relatives aux modalités proposées de l'achat de la participation de Power dans ChinaAMC et de la vente d'actions de Lifeco, ainsi que de formuler des recommandations à l'intention du conseil relativement aux transactions. Après avoir reçu et examiné les recommandations du Comité, le conseil a déterminé à l'unanimité que chacune des transactions servait au mieux les intérêts de la Société et a approuvé les transactions.

En 2020, les transactions additionnelles conclues avec des parties liées comprenaient la vente de Personal Capital, l'investissement dans Northleaf, l'acquisition de GLC Groupe de gestion d'actifs Ltée et la vente de la Gamme de fonds Quadrus (notes 9 et 30 des états financiers consolidés).

Pour plus d'information sur les transactions entre parties liées, se reporter aux notes 9, 27 et 30 des états financiers consolidés de la Société.

DONNÉES LIÉES AUX ACTIONS EN CIRCULATION

Au 31 décembre 2021, il y avait 239 679 043 actions ordinaires de la Société financière IGM en circulation. Au 31 décembre 2021, il y avait 11 712 164 options sur actions en cours; de ce nombre, 6 179 244 pouvaient être exercées. Au 4 février 2022, il y avait 239 727 142 actions ordinaires en circulation et 11 655 519 options sur actions en cours, dont 6 131 145 pouvaient être exercées.

SEDAR

D'autres renseignements concernant la Société financière IGM, notamment les plus récents états financiers et la plus récente notice annuelle de la Société, sont disponibles au www.sedar.com.

États financiers consolidés

Responsabilité de la direction relativement à la présentation de l'information financière	95
Rapport de l'auditeur indépendant	96
États consolidés du résultat net	99
États consolidés du résultat global	100
Bilans consolidés	101
États consolidés des variations des capitaux propres	102
Tableaux consolidés des flux de trésorerie	103
Notes annexes	
Note 1 Information sur la Société	104
Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables	104
Note 3 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients	109
Note 4 Charges	110
Note 5 Autres titres de placement	110
Note 6 Prêts	111
Note 7 Titrisations	112
Note 8 Autres actifs	113
Note 9 Participations dans des entreprises associées	113
Note 10 Immobilisations	115
Note 11 Commissions de vente inscrites à l'actif	116
Note 12 Goodwill et immobilisations incorporelles	116
Note 13 Dépôts et certificats	117
Note 14 Autres passifs	118
Note 15 Avantages du personnel	118
Note 16 Impôt sur le résultat	122
Note 17 Dette à long terme	123
Note 18 Capital social	124
Note 19 Gestion du capital	124
Note 20 Paiements fondés sur des actions	125
Note 21 Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	127
Note 22 Gestion des risques	127
Note 23 Instruments financiers dérivés	131
Note 24 Juste valeur des instruments financiers	132
Note 25 Bénéfice par action ordinaire	135
Note 26 Passifs éventuels et garanties	136
Note 27 Transactions entre parties liées	136
Note 28 COVID-19	137
Note 29 Information sectorielle	137
Note 30 Acquisitions	140
Note 31 Événement postérieur à la date de clôture	140

Responsabilité de la direction relativement à la présentation de l'information financière

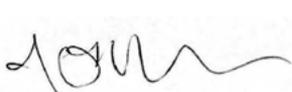
Les états financiers consolidés de la Société financière IGM Inc. ont été préparés par la direction, qui doit s'assurer de l'intégrité, de l'objectivité et de la fiabilité de l'information présentée. La direction est donc tenue de choisir des principes comptables appropriés, de porter des jugements et d'établir des estimations. Les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière. L'information financière présentée dans les autres sections de ce rapport annuel est conforme à celle qui est présentée dans les états financiers consolidés pour les périodes correspondantes.

La direction de la Société s'est dotée de systèmes de contrôles internes et d'autres procédés à l'appui en vue d'obtenir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que la totalité de l'actif sous le contrôle de la Société est convenablement préservée. Ces contrôles et procédés à l'appui comprennent l'établissement de normes de qualité touchant l'embauche et la formation des employés, la mise en place de structures organisationnelles assurant une définition précise des responsabilités et des exigences de rendement, et la communication aux employés des politiques et des directives de l'entreprise. Les contrôles internes font également l'objet de révisions et d'évaluations approfondies menées par l'auditeur interne et sont également soumis à l'examen minutieux des auditeurs externes.

La responsabilité ultime des états financiers consolidés incombe au conseil d'administration, qui s'en acquitte avec l'aide d'un comité d'audit formé uniquement d'administrateurs indépendants. Le comité d'audit revoit les états financiers consolidés et en recommande l'approbation au conseil d'administration. Il étudie également les recommandations de l'auditeur interne et des auditeurs externes en vue d'améliorer les contrôles internes et s'assure que la direction donne suite à ces recommandations. Dans l'exercice de ses fonctions, le comité d'audit rencontre régulièrement la direction, l'auditeur interne et les auditeurs externes afin de fixer la portée et le calendrier de leurs audits respectifs, d'étudier leurs conclusions et de s'assurer qu'ils se sont bien acquittés de leurs tâches.

Les présents états financiers consolidés de la Société ont été audités par Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., auditeur indépendant nommé par les actionnaires, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada; par suite de cet audit, l'auditeur a formulé son opinion dans le rapport de l'auditeur aux actionnaires. Les auditeurs externes peuvent à leur gré rencontrer le comité d'audit afin de discuter de leurs conclusions.

Le président et chef de la direction,



James O'Sullivan

*Le vice-président exécutif et
chef des services financiers,*



Luke Gould

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de la Société financière IGM Inc.

OPINION

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Société financière IGM Inc. (la « Société »), qui comprennent les bilans consolidés aux 31 décembre 2021 et 2020, et les états consolidés du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement, les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 décembre 2021 et 2020, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

FONDEMENT DE L'OPINION

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

QUESTIONS CLÉS DE L'AUDIT

Une question clé de l'audit est une question qui, selon notre jugement professionnel, a été des plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021. Cette question a été traitée dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur cette question.

Autres investissements – Wealthsimple Financial Corp. (« Wealthsimple ») (se reporter aux notes 2, 5 et 24 des états financiers)

Description de la question clé de l'audit

Le solde des autres investissements de la Société comprend un placement en titres de capitaux propres dans Wealthsimple, qui est comptabilisé à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Le 3 mai 2021, Wealthsimple a annoncé une mobilisation de capitaux propres de 750 M\$ qui porte la juste valeur de l'investissement de la Société dans Wealthsimple à 1 153 M\$ (la « transaction de mai 2021 »). Étant donné que Wealthsimple est une société fermée, la direction doit faire preuve d'un degré élevé de jugement pour déterminer la juste valeur de l'investissement au 31 décembre 2021. À cette fin, nous avons tenu compte des opérations récentes conclues dans des conditions normales de concurrence sur le marché, d'une approche par le marché fondée sur des paramètres d'évaluation observables, incluant les multiples des produits, et de l'analyse des flux de trésorerie actualisés. La direction a dû porter des jugements importants pour déterminer les démarches d'évaluation les plus appropriées et les multiples des produits connexes à appliquer dans le cadre de l'approche par le marché. La direction a déterminé que la juste valeur s'élevait à 1 153 M\$ au 31 décembre 2021.

L'audit de la juste valeur de Wealthsimple au 31 décembre 2021 a exigé un degré élevé de jugement de la part de l'auditeur, ce qui a donné lieu à un travail d'audit plus étendu, dont le recours à des spécialistes en juste valeur.

Façon dont la question clé de l'audit a été traitée dans le cadre de l'audit

Avec l'aide de spécialistes en juste valeur, nos procédures d'audit relatives à la juste valeur de Wealthsimple comprenaient, entre autres, les éléments suivants :

- Nous avons obtenu les documents sources sous-jacents de la transaction de mai 2021, nous avons analysé les modalités de cette transaction et nous avons déterminé si celle-ci représentait une estimation appropriée de la juste valeur à la date de la transaction.
- Nous avons effectué une évaluation rétrospective indépendante et avons analysé la performance financière de Wealthsimple entre la date de la transaction de mai 2021 et le 31 décembre 2021, au moyen de l'information financière sur les placements privés fournie à la Société par Wealthsimple afin de déterminer l'incidence, le cas échéant, sur la détermination de la juste valeur au 31 décembre 2021.

Rapport de l'auditeur indépendant (suite)

- Nous avons évalué l'information interne et externe pertinente, y compris les données sur le secteur, ainsi que le caractère raisonnable des données non observables sur le marché dans les cas où ces données étaient plus subjectives.
- Nous avons évalué les autres informations disponibles et avons examiné si ces informations étayaient ou contredisaient les conclusions de la Société.
- Nous avons évalué le caractère approprié des approches liées à la juste valeur et avons élaboré des estimations de la juste valeur indépendantes dans le cadre d'une approche par le marché indépendante, en utilisant l'information financière sur les placements privés fournie à la Société par Wealthsimple, et nous avons analysé des multiples et transactions de sociétés ouvertes comparables.

AUTRES INFORMATIONS

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent :

- du rapport de gestion;
- des informations contenues dans le rapport annuel, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations, et nous n'exprimons ni n'exprimerons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport de gestion avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur ces autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Nous nous attendons à obtenir le rapport annuel après la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous effectuerons sur ces autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous serons tenus de signaler ce fait aux responsables de la gouvernance.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES RESPONSABLES DE LA GOUVERNANCE À L'ÉGARD DES ÉTATS FINANCIERS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.

RESPONSABILITÉS DE L'AUDITEUR À L'ÉGARD DE L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Rapport de l'auditeur indépendant (suite)

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Société pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est David Dalziel.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Comptables professionnels agréés

(Winnipeg, Manitoba)

Le 10 février 2022

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT NET

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	2021	2020
Produits		
Gestion de patrimoine (note 3)	2 553 600 \$	2 259 576 \$
Gestion d'actifs	1 011 456	812 931
Charge de rémunération des courtiers	(335 970)	(283 163)
Gestion d'actifs – produits nets (note 3)	675 486	529 768
Produits tirés des placements nets et autres produits (notes 9 et 30)	22 542	78 209
Quote-part du résultat des entreprises associées (note 9)	196 367	150 429
	3 447 995	3 017 982
Charges (note 4)		
Services-conseils et croissance des affaires	1 178 009	1 040 146
Activités et services de soutien	806 380	830 650
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	82 020	71 213
Charges d'intérêts (note 17)	113 936	110 597
	2 180 345	2 052 606
Bénéfice avant impôt sur le résultat	1 267 650	965 376
Impôt sur le résultat (note 16)	286 763	200 770
Bénéfice net	980 887	764 606
Participation ne donnant pas le contrôle (note 9)	(1 938)	(198)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	978 949 \$	764 408 \$
Bénéfice par action (en \$) (note 25)		
– De base	4,10 \$	3,21 \$
– Dilué	4,08 \$	3,21 \$

(Se reporter aux notes annexes.)

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars canadiens)

	2021	2020
Bénéfice net	980 887 \$	764 606 \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale), déduction faite de l'impôt		
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net		
Titres de placement à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale) (note 5), déduction faite de l'impôt de (130 242) \$ et de (38 565) \$	834 519	247 085
Avantages du personnel		
Gains actuariels (pertes actuarielles) nets, déduction faite de l'impôt de (37 466) \$ et de 11 461 \$	101 283	(31 002)
Participation dans des entreprises associées – avantages du personnel et autres		
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale), déduction faite de l'impôt de néant	23 519	(2 906)
Éléments qui pourraient être reclassés subséquentement en résultat net		
Participation dans des entreprises associées et autres		
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale), déduction faite de l'impôt de (4 284) \$ et de (1 900) \$	(3 787)	50 889
	955 534	264 066
Total du bénéfice global	1 936 421 \$	1 028 672 \$

(Se reporter aux notes annexes.)

BILANS CONSOLIDÉS

AUX 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars canadiens)

2021 2020

Actif

Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 292 446 \$	771 585 \$
Autres titres de placement (note 5)	1 398 023	632 300
Fonds de clients déposés	2 238 624	1 063 442
Débiteurs et autres montants à recevoir	387 157	444 458
Impôt sur le résultat à recouvrer	17 344	30 366
Prêts (note 6)	5 353 842	6 331 855
Instruments financiers dérivés (note 23)	41 172	37 334
Autres actifs (note 8)	54 298	49 782
Participation dans des entreprises associées (note 9)	2 048 255	1 931 168
Immobilisations (note 10)	315 964	329 690
Commissions de vente inscrites à l'actif (note 11)	325 424	231 085
Impôt sur le résultat différé (note 16)	29 269	84 624
Immobilisations incorporelles (note 12)	1 356 704	1 321 590
Goodwill (note 12)	2 802 066	2 803 075
	17 660 588 \$	16 062 354 \$

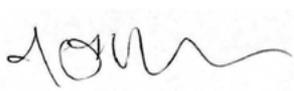
Passif

Créditeurs et charges à payer	553 429 \$	486 575 \$
Impôt sur le résultat à payer	104 113	7 146
Instruments financiers dérivés (note 23)	17 773	34 514
Dépôts et certificats (note 13)	2 220 274	1 104 889
Autres passifs (note 14)	382 466	536 141
Obligations à l'égard d'entités de titrisation (note 7)	5 057 917	6 173 886
Obligations locatives	197 969	188 334
Impôt sur le résultat différé (note 16)	525 476	388 079
Dettes à long terme (note 17)	2 100 000	2 100 000
	11 159 417	11 019 564

Capitaux propres

Capital social (note 18)		
Actions ordinaires	1 658 680	1 598 381
Surplus d'apport	51 069	51 663
Bénéfices non distribués	3 856 996	3 207 469
Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale) (note 21)	883 083	136 364
Participation ne donnant pas le contrôle (note 9)	51 343	48 913
	6 501 171	5 042 790
	17 660 588 \$	16 062 354 \$

Les présents états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration et l'autorisation de publication a été donnée le 10 février 2022.



James O'Sullivan
Administrateur

(Se reporter aux notes annexes.)



John McCallum
Administrateur

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	CAPITAL SOCIAL – ACTIONS ORDINAIRES <i>(note 18)</i>	SURPLUS D'APPORT	BÉNÉFICES NON DISTRIBUÉS	CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DE BÉNÉFICE GLOBAL (DE PERTE GLOBALE) <i>(note 21)</i>	PARTICIPATION NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
2021						
Solde au début	1 598 381 \$	51 663 \$	3 207 469 \$	136 364 \$	48 913 \$	5 042 790 \$
Bénéfice net	–	–	980 887	–	–	980 887
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale), déduction faite de l'impôt	–	–	–	955 534	–	955 534
Total du bénéfice global	–	–	980 887	955 534	–	1 936 421
Actions ordinaires						
Émises en vertu du régime d'options sur actions	60 299	–	–	–	–	60 299
Options sur actions						
Charge de la période	–	3 802	–	–	–	3 802
Exercées	–	(4 396)	–	–	–	(4 396)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	(537 795)	–	–	(537 795)
Participation ne donnant pas le contrôle	–	–	(1 938)	–	2 430	492
Sortie d'éléments à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global <i>(note 5)</i>	–	–	208 815	(208 815)	–	–
Autres	–	–	(442)	–	–	(442)
Solde à la fin	1 658 680 \$	51 069 \$	3 856 996 \$	883 083 \$	51 343 \$	6 501 171 \$
2020						
Solde au début	1 597 860 \$	48 677 \$	2 980 260 \$	(127 702) \$	– \$	4 499 095 \$
Bénéfice net	–	–	764 606	–	–	764 606
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale), déduction faite de l'impôt	–	–	–	264 066	–	264 066
Total du bénéfice global	–	–	764 606	264 066	–	1 028 672
Actions ordinaires						
Émises en vertu du régime d'options sur actions	521	–	–	–	–	521
Options sur actions						
Charge de la période	–	3 010	–	–	–	3 010
Exercées	–	(24)	–	–	–	(24)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	(536 194)	–	–	(536 194)
Participation ne donnant pas le contrôle	–	–	(198)	–	48 913	48 715
Autres	–	–	(1 005)	–	–	(1 005)
Solde à la fin	1 598 381 \$	51 663 \$	3 207 469 \$	136 364 \$	48 913 \$	5 042 790 \$

(Se reporter aux notes annexes.)

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars canadiens)

	2021	2020
Activités d'exploitation		
Bénéfice avant impôt sur le résultat	1 267 650 \$	965 376 \$
Impôt sur le résultat payé	(153 501)	(172 319)
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation		
Amortissement des commissions de vente inscrites à l'actif	56 683	36 433
Commissions de vente inscrites à l'actif versées	(151 022)	(117 652)
Amortissement des immobilisations, des immobilisations incorporelles et d'autres actifs	99 818	83 498
Quote-part du résultat des entreprises associées, déduction faite des dividendes reçus	(102 134)	(71 328)
Régime de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	14 403	(4 758)
Provisions au titre de la restructuration et autres	-	74 460
Profit à la vente de Personal Capital Corporation	-	(37 232)
Profit à la vente de la Gamme de fonds Quadrus	-	(30 000)
Variation des actifs et passifs d'exploitation et autres	(38 342)	26 772
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation avant les versements liés à la provision au titre de la restructuration	993 555	753 250
Versements en trésorerie liés à la provision au titre de la restructuration	(49 965)	(16 625)
	943 590	736 625
Activités de financement		
Diminution nette des dépôts et des certificats	(3 861)	(5 832)
Augmentation des obligations à l'égard d'entités de titrisation	1 428 861	1 568 521
Remboursement des obligations à l'égard d'entités de titrisation et autres	(2 442 698)	(2 359 844)
Remboursements d'obligations locatives	(23 023)	(25 579)
Émission d'actions ordinaires	55 904	498
Dividendes sur actions ordinaires versés	(537 027)	(536 186)
	(1 521 844)	(1 358 422)
Activités d'investissement		
Achat d'autres placements	(131 778)	(32 651)
Produit de la vente d'autres placements	348 206	38 840
Augmentation des prêts	(1 776 070)	(1 792 995)
Remboursement des prêts et autres	2 744 676	2 679 740
Entrées d'immobilisations, montant net	(10 643)	(38 991)
Trésorerie nette affectée aux entrées d'immobilisations incorporelles	(75 276)	(68 808)
Investissement dans Northleaf Capital Group Ltd. (note 9)	-	(198 793)
Acquisition de GLC Groupe de gestion d'actifs Ltée (note 30)	-	(175 788)
Produit de la vente de Personal Capital Corporation (note 9)	-	232 823
Produit de la vente de la Gamme de fonds Quadrus (note 9)	-	30 000
	1 099 115	673 377
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	520 861	51 580
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	771 585	720 005
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	1 292 446 \$	771 585 \$
Trésorerie	326 225 \$	76 617 \$
Équivalents de trésorerie	966 221	694 968
	1 292 446 \$	771 585 \$
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Intérêts et dividendes reçus	247 377 \$	267 369 \$
Intérêts versés	221 129 \$	256 272 \$

(Se reporter aux notes annexes.)

Notes annexes

31 Décembre 2021 et 2020 (en milliers de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)

NOTE 1 INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

La Société financière IGM Inc. (la « Société ») est une société cotée en bourse (TSX : IGM), constituée en société par actions et établie au Canada. L'adresse du siège social de la Société est la suivante : 447, avenue Portage, Winnipeg (Manitoba) Canada. La Société est sous le contrôle de Power Corporation du Canada.

La Société financière IGM Inc. est une société de gestion d'actifs et de patrimoine qui répond aux besoins financiers des Canadiens par l'intermédiaire de ses principales filiales, qui exercent leurs activités de façon distincte au sein du secteur des services-conseils financiers. Le Groupe Investors Inc. et la Corporation Financière Mackenzie (« Mackenzie ») sont les principales filiales entièrement détenues de la Société.

NOTE 2 SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés de la Société ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »), telles qu'elles sont publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). À moins d'avis contraire, les méthodes décrites ci-dessous ont été appliquées de manière cohérente à toutes les périodes présentées.

UTILISATION DU JUGEMENT, D'ESTIMATIONS ET D'HYPOTHÈSES

La préparation des états financiers en vertu des normes IFRS exige de la direction qu'elle exerce son jugement lors de l'application des méthodes comptables et qu'elle fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés. Les principaux secteurs pour lesquels la direction a dû exercer son jugement comprennent l'établissement des actifs financiers qui doivent être décomptabilisés, l'évaluation du classement approprié pour les instruments financiers, y compris ceux classés à la juste valeur par le biais du résultat net, et l'établissement de l'existence d'une influence notable pour ce qui est de la participation de la Société dans des entreprises associées. Les composantes clés de ces états financiers nécessitant de la direction qu'elle fasse des estimations comprennent la juste valeur des instruments financiers, le goodwill, les immobilisations incorporelles, l'impôt sur le résultat, les commissions de vente inscrites à l'actif, les provisions et les avantages du personnel. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Pour plus de détails sur les jugements et les estimations, se reporter au reste de la note 2 et aux notes 5, 7, 9, 11, 12, 14, 15, 16, 24 et 30. Les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2021 ont été caractérisés par l'incertitude accrue causée par la COVID-19. La Société surveille étroitement la conjoncture actuelle et évalue les répercussions, le cas échéant, qu'elle aura sur ses hypothèses importantes relatives aux estimations critiques.

PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de la Société et de toutes les filiales sur une base consolidée, après élimination des opérations et des soldes intersociétés. Les filiales sont des entités que la Société contrôle lorsqu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient de diriger les activités pertinentes de l'entité.

Les participations de la Société dans Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »), dans China Asset Management Co., Ltd. (« ChinaAMC ») et dans Northleaf Capital Group Ltd. (« Northleaf ») sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les participations ont initialement été inscrites au coût, et les valeurs comptables sont augmentées ou réduites afin de constater la quote-part revenant à la Société du bénéfice global (de la perte globale) des participations et les dividendes reçus depuis la date d'acquisition. La participation de la Société dans Personal Capital Corporation (« Personal Capital ») a été comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence jusqu'à l'annonce de la vente de l'investissement, soit le 29 juin 2020.

COMPTABILISATION DES PRODUITS

Les produits du secteur Gestion de patrimoine sont gagnés dans le cadre de la prestation de services de planification financière, de services-conseils en matière de placement et de services financiers connexes. Les produits tirés des honoraires de conseils financiers, ainsi que des honoraires de gestion de placement et des honoraires d'administration connexes, sont fondés sur la valeur liquidative des fonds d'investissement ou d'autres actifs sous services-conseils et sont comptabilisés à mesure que les services sont rendus. Les produits tirés de la distribution ayant trait aux produits et aux services bancaires et d'assurance sont également comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement, tandis que les honoraires de distribution liés aux opérations sur fonds d'investissement et sur titres sont comptabilisés à la date de transaction.

COMPTABILISATION DES PRODUITS (suite)

Les produits du secteur Gestion d'actifs se rapportant aux services-conseils en matière de placement et aux services administratifs sont fondés sur la valeur liquidative des fonds d'investissement et des autres actifs gérés et sont comptabilisés à mesure que les services sont rendus.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Tous les actifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur dans les bilans consolidés et sont ultérieurement classés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti en fonction de l'évaluation par la Société du modèle économique au moyen duquel l'actif financier est géré et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier.

Un actif financier est évalué au coût amorti si sa détention s'inscrit dans un modèle économique qui repose sur la détention d'actifs financiers et la perception de flux de trésorerie contractuels, et que ces flux de trésorerie sont composés uniquement de remboursements de principal et de versements d'intérêts. Un actif financier est évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global si sa détention s'inscrit dans un modèle économique qui repose à la fois sur la perception de flux de trésorerie contractuels et sur la vente d'actifs, ou s'il fait l'objet d'une désignation irrévocable en ce sens, dans le cas d'instruments de capitaux propres qui ne sont pas détenus à des fins de transaction. Tous les autres actifs financiers sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Un actif financier qui serait autrement évalué au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global peut être désigné irrévocablement comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net si cela permet d'éliminer ou de réduire considérablement une non-concordance comptable.

Les actifs financiers peuvent uniquement être reclassés lorsqu'il y a eu un changement au modèle économique au moyen duquel ils sont gérés. Ces reclassements sont appliqués de façon prospective.

Les passifs financiers sont classés soit comme évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, soit à la juste valeur par le biais du résultat net, auquel cas ils sont comptabilisés à la juste valeur.

Les profits et les pertes latents sur les actifs financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, ainsi que les montants des autres éléments du résultat global, incluant les profits et les pertes de change latents sur conversion liés à la participation de la Société dans ses entreprises associées, sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat global, déduction faite de l'impôt. Le cumul des autres éléments du résultat global fait partie des capitaux propres.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse et les placements temporaires composés de placements hautement liquides échéant à court terme. Les produits d'intérêts sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'engagement au poste Produits tirés des placements nets et autres produits dans les états consolidés du résultat net.

AUTRES TITRES DE PLACEMENT

Les autres titres de placement, qui sont comptabilisés à la date de transaction, sont classés soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, soit à la juste valeur par le biais du résultat net.

La Société a choisi de classer à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global certains placements en titres de capitaux propres qui ne sont pas détenus à des fins de transaction. Les profits et les pertes latents sur ces titres de placement à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et transférés directement dans les bénéfices non distribués lorsqu'ils sont réalisés sans être comptabilisés par le biais du résultat net. Les dividendes déclarés sont comptabilisés au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des états consolidés du résultat net.

Les titres de placement à la juste valeur par le biais du résultat net sont détenus à des fins de transaction et comprennent les placements à revenu fixe, les placements en titres de capitaux propres et les placements dans des fonds d'investissement exclusifs. Les profits et les pertes réalisés et latents, les dividendes déclarés ainsi que les produits d'intérêts sur ces titres de placement sont comptabilisés au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des états consolidés du résultat net.

PRÊTS

Les prêts sont classés soit à la juste valeur par le biais du résultat net, soit au coût amorti, en fonction de l'évaluation réalisée par la Société du modèle économique au moyen duquel le prêt est géré. Les produits tirés des activités de prêts hypothécaires sont inclus au poste Produits sous Gestion de patrimoine des états consolidés du résultat net.

NOTE 2 SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

PRÊTS (suite)

Les variations de la juste valeur des prêts évalués à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisées au poste Produits sous Gestion de patrimoine des états consolidés du résultat net. Les prêts évalués au coût amorti sont comptabilisés déduction faite d'une correction de valeur pour pertes de crédit attendues. Les produits d'intérêts sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement au moyen du taux d'intérêt effectif pour tous les prêts et sont comptabilisés au poste Produits sous Gestion de patrimoine des états consolidés du résultat net.

La Société applique une approche de dépréciation en trois étapes afin d'évaluer les pertes de crédit attendues sur des prêts : 1) au moment de leur montage, une correction de valeur pour pertes de crédit attendues pour les douze mois à venir est établie; 2) les pertes de crédit attendues pour toute leur durée de vie sont comptabilisées lorsqu'il existe une dégradation importante de la qualité du crédit; et 3) un prêt est considéré comme déprécié lorsqu'il n'y a plus d'assurance raisonnable qu'il soit recouvré.

DÉCOMPTABILISATION

La Société conclut des transactions au cours desquelles elle transfère des actifs financiers comptabilisés dans son bilan. La décision quant à la décomptabilisation des actifs financiers est prise en fonction de la mesure dans laquelle les risques et les avantages inhérents à la propriété sont transférés. Les profits et les pertes et les produits tirés des frais de gestion liés aux actifs financiers qui sont décomptabilisés sont présentés au poste Produits sous Gestion de patrimoine des états consolidés du résultat net. Les transactions relatives aux actifs financiers qui ne sont pas décomptabilisés sont comptabilisées à titre de transactions de financement garanti.

COMMISSIONS DE VENTE

Les commissions sont versées à la vente des produits de placement lorsque la Société perçoit des honoraires directement auprès du client ou lorsqu'elle reçoit des honoraires directement du fonds d'investissement.

Les commissions versées à la vente de produits de placement lorsque la Société perçoit des honoraires auprès d'un client sont inscrites à l'actif et amorties sur leur durée d'utilité estimée, ne dépassant pas une période de sept ans. La Société examine régulièrement la valeur comptable des commissions de vente inscrites à l'actif à la lumière d'événements ou de circonstances qui laissent croire à une dépréciation. Pour évaluer la recouvrabilité, la Société effectue, entre autres, le test visant à comparer les avantages économiques futurs tirés de l'actif lié aux commissions de vente inscrites à l'actif par rapport à sa valeur comptable.

Toutes les autres commissions versées à la vente des produits de placement sont passées en charges à mesure qu'elles sont engagées.

IMMOBILISATIONS

Les immobilisations comprennent les immobilisations corporelles et les actifs au titre de droits d'utilisation.

Immobilisations corporelles

Les immeubles, le mobilier et le matériel sont amortis selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité estimée, qui varie de 3 à 17 ans pour le matériel et le mobilier, et qui est de 10 à 50 ans pour les immeubles et leurs composants. Les immobilisations sont soumises à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Actifs au titre de droits d'utilisation

Un actif au titre du droit d'utilisation correspondant aux contrats de location de la Société est amorti selon la méthode linéaire sur une période allant de la date du début jusqu'à la fin du contrat. Il est comptabilisé au poste Charges sous Services-conseils et croissance des affaires et Activités et services de soutien.

CONTRATS DE LOCATION

Pour les contrats qui comportent un contrat de location, la Société comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative. Les intérêts imputés à l'obligation locative sont comptabilisés au poste Charges d'intérêts.

Les paiements de loyers qui sont pris en compte pour l'évaluation de l'obligation locative comprennent des paiements déterminés, déduction faite de tout incitatif à la location à recevoir, des paiements variables qui dépendent d'un indice ou d'un taux et des paiements ou pénalités liés à la résiliation du contrat de location, le cas échéant. Les paiements de loyers sont actualisés au taux d'emprunt marginal de la Société, lequel s'applique aux portefeuilles de contrats de location présentant des caractéristiques relativement similaires.

CONTRATS DE LOCATION (suite)

La Société ne comptabilise pas d'actif au titre du droit d'utilisation ou d'obligation locative pour les contrats de location qui, à la date de début, sont assortis d'une durée de 12 mois ou moins et pour les contrats de location pour lesquels l'actif sous-jacent est de faible valeur. La Société comptabilise les paiements liés à ces contrats de location comme des charges selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location.

GOODWILL ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

La Société soumet la valeur comptable du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée à un test de dépréciation au moins une fois par année et plus fréquemment si un événement ou des circonstances indiquent qu'un actif peut s'être déprécié. Une perte de valeur est constatée si la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif diminuée des coûts de sortie et sa valeur d'utilité. Aux fins de l'évaluation de la perte de valeur, les actifs sont groupés aux niveaux les plus bas pour lesquels il existe des entrées de trésorerie identifiables séparément (unités génératrices de trésorerie).

Les contrats de gestion de fonds d'investissement sont considérés comme ayant une durée d'utilité indéterminée, puisque les droits contractuels relatifs à la gestion des actifs n'ont pas de durée déterminée.

Les appellations commerciales sont considérées comme ayant une durée d'utilité indéterminée, puisqu'elles génèrent des produits au sein de l'ensemble des activités intégrées de gestion de l'actif de la Société et que cette dernière prévoit les utiliser dans un avenir prévisible.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité estimée. Les logiciels sont amortis sur une période d'au plus sept ans, et les contrats de distribution et autres contrats de gestion sont amortis sur une période d'au plus 20 ans. Les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont soumises à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société offre plusieurs régimes d'avantages du personnel, dont un régime de retraite à prestations définies et un régime de retraite à cotisations définies accessibles aux employés admissibles. En vertu des normes IFRS, ces régimes constituent des parties liées. Les régimes à prestations définies offerts par la Société comprennent un régime de retraite à prestations définies capitalisé accessible aux employés admissibles, un régime de retraite supplémentaire à l'intention des dirigeants (le « RRSD ») non capitalisé pour certains cadres dirigeants, ainsi qu'un régime d'avantages postérieurs à l'emploi d'assurance maladie, d'assurance dentaire et d'assurance vie non capitalisé pour les retraités admissibles.

Le régime de retraite à prestations définies offre des prestations de retraite proportionnelles à la durée de l'emploi et à la rémunération moyenne finale.

Le coût des régimes de retraite à prestations définies est déterminé actuariellement selon la méthode des unités de crédit projetées au prorata des années de service, des hypothèses de la direction concernant les taux d'actualisation, la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite des employés, la mortalité et l'estimation des coûts liés aux soins de santé. Toute modification apportée à ces hypothèses influera sur la valeur comptable des obligations au titre des régimes de retraite. Le passif au titre des prestations constituées de la Société relatif aux régimes à prestations définies est calculé séparément pour chacun des régimes en actualisant le montant des prestations acquises par les employés en échange de leurs services au cours de la période considérée et des périodes antérieures et en déduisant la juste valeur des actifs du régime. La Société définit la composante intérêts nets de la charge au titre des régimes de retraite pour la période en appliquant le taux d'actualisation utilisé pour mesurer le passif au titre des prestations constituées au début de la période annuelle au montant net du passif au titre des prestations constituées. Les taux d'actualisation utilisés pour évaluer les passifs sont établis à partir d'une courbe de rendement de titres d'emprunt de sociétés ayant une notation de AA.

Si les prestations au titre du régime sont modifiées ou si un régime fait l'objet d'une réduction, les coûts des services passés ou les gains ou les pertes découlant de la réduction sont immédiatement comptabilisés en résultat net.

Les coûts des services rendus de l'exercice, les coûts des services passés et les gains et les pertes découlant de la réduction sont compris au poste Charges sous Activités et services de soutien.

Les réévaluations découlant des régimes à prestations définies représentent les écarts actuariels et le rendement réel de l'actif des régimes, moins l'intérêt calculé au taux d'actualisation. Les réévaluations sont comptabilisées immédiatement dans les autres éléments du résultat global et ne sont pas reclassées en résultat net.

Le passif au titre des prestations constituées représente le déficit lié aux régimes à prestations définies et est inclus dans les autres passifs.

Les montants versés aux régimes de retraite à cotisations définies sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés.

PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

La Société utilise la méthode fondée sur la juste valeur pour comptabiliser les options sur actions attribuées aux employés. La juste valeur des options sur actions est déterminée à chaque date d'attribution. La charge de rémunération est constatée sur la période durant laquelle les droits sur les options sur actions deviennent acquis, ce qui se traduit par une hausse proportionnelle du surplus d'apport. Lorsque des options sur actions sont exercées, le produit et le montant enregistrés au surplus d'apport sont ajoutés au capital social.

La Société comptabilise un passif au titre des attributions réglées en trésorerie, y compris celles qui sont octroyées en vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement, du régime d'unités d'actions assujetties à des restrictions et du régime d'unités d'actions différées. La charge de rémunération est constatée sur la période d'acquisition des droits, déduction faite des couvertures connexes. Le passif est réévalué à la juste valeur à chaque période de présentation de l'information financière.

PROVISIONS

Une provision est constatée si, par suite d'un événement passé, la Société a une obligation actuelle pouvant faire l'objet d'une estimation fiable, et qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour régler l'obligation.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

La Société utilise la méthode du report variable pour comptabiliser l'impôt sur le résultat, en vertu de laquelle les actifs et les passifs d'impôt différé reflètent les incidences fiscales futures prévues des différences temporaires entre la valeur comptable des actifs et des passifs et leur valeur fiscale et les reports en avant de pertes fiscales. Les actifs et les passifs d'impôt différé sont mesurés en fonction des taux d'imposition adoptés ou quasi adoptés qui devraient s'appliquer à la date de résorption prévue des différences temporaires.

BÉNÉFICE PAR ACTION

Le bénéfice de base par action est déterminé en divisant le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Le bénéfice dilué par action est déterminé de la même façon que le bénéfice de base par action, à l'exception du nombre moyen d'actions ordinaires en circulation qui inclut l'effet dilutif potentiel des options sur actions en cours attribuées par la Société, tel qu'il a été déterminé par la méthode des actions propres.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Les instruments financiers dérivés sont utilisés par la Société pour gérer le risque actions et le risque de taux d'intérêt. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins spéculatives.

La Société documente officiellement toutes les relations de couverture, ainsi que les objectifs de gestion des risques et la stratégie sous-jacente des diverses opérations de couverture. Ce processus inclut le rapprochement entre tous les dérivés et des actifs et des passifs précis aux bilans consolidés ou des opérations futures prévues. La Société évalue aussi officiellement, au moment de la mise en place de la couverture et sur une base continue par la suite, le degré d'efficacité des dérivés utilisés dans les opérations de couverture à contrebalancer les variations de la juste valeur ou les flux de trésorerie des éléments couverts. Les instruments financiers dérivés sont constatés à leur juste valeur dans les bilans consolidés.

Les instruments financiers dérivés précisément désignés comme instruments de couverture et respectant les critères d'efficacité de couverture contrebalancent les variations de la juste valeur ou les flux de trésorerie des éléments couverts. Une couverture est désignée soit comme une couverture de flux de trésorerie, soit comme une couverture de juste valeur. Une couverture de flux de trésorerie exige que la variation de la juste valeur du dérivé, dans la mesure où elle est efficace, soit comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, qui sont reclassés dans les états consolidés du résultat net lorsque l'élément couvert a une incidence sur le bénéfice. La variation de la juste valeur de la partie inefficace du dérivé de couverture de flux de trésorerie est comptabilisée dans les états consolidés du résultat net. Une couverture de juste valeur exige que la variation de la juste valeur du dérivé de couverture et la variation de la juste valeur de l'élément couvert lié au risque couvert soient toutes deux comptabilisées dans les états consolidés du résultat net.

La Société conclut des swaps de taux d'intérêt dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires et de ses activités d'intermédiaire. Ces swaps nécessitent l'échange périodique de versements d'intérêts nets sans l'échange du capital notionnel sur lequel les versements sont fondés. Les swaps conclus dans le but de couvrir les coûts des fonds de certaines activités de titrisation sont désignés comme instruments de couverture (note 23). La partie efficace des variations de la juste valeur est initialement comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et est par la suite comptabilisée au poste Produits sous Gestion de patrimoine des états consolidés du résultat net sur la durée des obligations à l'égard d'entités de titrisation connexes. Les swaps liés aux prêts hypothécaires restants ne sont pas désignés comme des instruments de couverture, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées directement au poste Produits sous Gestion de patrimoine des états consolidés du résultat net.

NOTE 2 SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS (suite)

La Société conclut également des swaps de rendement total et des contrats à terme de gré à gré afin de gérer son exposition aux fluctuations du rendement total de ses actions ordinaires liées à des ententes de rémunération différée. Les swaps de rendement total et les contrats à terme de gré à gré nécessitent l'échange de versements contractuels nets périodiquement ou à l'échéance, sans l'échange du notionnel sur lequel les versements sont fondés. Certains de ces dérivés ne sont pas désignés comme des instruments de couverture, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées au poste Charges sous Activités et services de soutien des états consolidés du résultat net.

Les dérivés continuent d'être utilisés conformément aux politiques de gestion des risques de la Société, laquelle surveille leur efficacité en tant que couvertures économiques même si les exigences propres à la comptabilité de couverture ne sont pas respectées.

COMPENSATION DES ACTIFS FINANCIERS ET DES PASSIFS FINANCIERS

Les actifs et les passifs financiers sont compensés, et le montant net est présenté dans les bilans consolidés lorsque la Société possède le droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et qu'elle a l'intention soit de procéder à un règlement net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément.

MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

La Société assure un suivi constant des modifications potentielles proposées par l'IASB et analyse l'incidence que pourrait avoir tout changement sur ses activités. La Société a déterminé que les modifications en vigueur le 1^{er} janvier 2022 n'auront aucune incidence significative.

NOTE 3 PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DES CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

	2021	2020
Honoraires de conseil	1 397 859 \$	1 229 299 \$
Honoraires liés aux produits et aux programmes	961 122	846 341
Frais de rachat	2 358 981	2 075 640
Autres produits tirés de la planification financière	10 029	15 965
Gestion de patrimoine	184 590	167 971
Gestion d'actifs	2 553 600	2 259 576
Charge de rémunération des courtiers	1 011 456	812 931
Gestion d'actifs – produits nets	(335 970)	(283 163)
Produits nets des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients	675 486	529 768
	3 229 086 \$	2 789 344 \$

Les produits du secteur Gestion de patrimoine sont gagnés dans le cadre de la prestation de services de planification financière, de services-conseils en matière de placement et de services financiers connexes. Les honoraires de conseil se rapportant à la planification financière ont trait à l'actif géré et à l'actif sous services-conseils. Les honoraires liés aux produits et aux programmes se rapportant à la gestion des placements et aux services administratifs ont trait à l'actif géré. Les autres produits tirés de la planification financière comprennent les produits et les services bancaires et d'assurance, ainsi que les activités de prêts hypothécaires.

Les produits du secteur Gestion d'actifs se rapportant aux services-conseils en matière de placement et aux services administratifs dépendent du volume et de la composition de l'actif géré.

NOTE 4 CHARGES

	2021	2020
Commissions	918 793 \$	787 684 \$
Salaires et avantages du personnel	590 388	556 115
Charges de restructuration et autres charges	–	74 460
Charges locatives	27 117	28 608
Amortissement des immobilisations, des immobilisations incorporelles et d'autres actifs	99 818	83 498
Autres	348 273	340 431
	1 984 389	1 870 796
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	82 020	71 213
Charges d'intérêts	113 936	110 597
	2 180 345 \$	2 052 606 \$

En 2020, la Société a engagé des charges de restructuration et autres charges de 74,5 M\$ découlant de ses démarches actuelles de transformation sur plusieurs années visant à accroître son efficacité opérationnelle, de même que de l'acquisition de GLC Groupe de gestion d'actifs (« GLC ») et d'autres changements apportés à ses équipes de gestion des placements. Par suite de ces initiatives, la Société a comptabilisé des coûts se rapportant à la restructuration et à la rationalisation d'activités de services partagés avec des parties liées, ainsi qu'une perte de valeur à l'égard des logiciels conçus à l'interne excédentaires.

NOTE 5 AUTRES TITRES DE PLACEMENT

	2021		2020	
	COÛT	JUSTE VALEUR	COÛT	JUSTE VALEUR
À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Investissements d'entreprise	226 220 \$	1 291 434 \$	251 417 \$	593 273 \$
À la juste valeur par le biais du résultat net				
Titres de capitaux propres	1 173	1 552	1 499	1 513
Fonds d'investissement exclusifs	101 327	105 037	35 254	37 514
	102 500	106 589	36 753	39 027
	328 720 \$	1 398 023 \$	288 170 \$	632 300 \$

À LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Les investissements d'entreprise comprennent essentiellement les investissements de la Société dans Wealthsimple Financial Corp. (« Wealthsimple ») et dans Portag3 Ventures LP, Portag3 Ventures II LP et Portage Ventures III LP (« Portag3 »). Portag3 est un fonds qui investit dans des sociétés en démarrage et dont le but est de soutenir des sociétés de services financiers inventives. Portag3 est sous le contrôle de la société mère de Power Corporation du Canada.

La juste valeur des investissements d'entreprise, qui totalise 1 291,4 M\$, est présentée déduction faite de certains coûts engagés au sein des structures des sociétés en commandite qui détiennent les investissements sous-jacents.

Investissement dans Wealthsimple

Wealthsimple Financial Corp. (« Wealthsimple ») est un gestionnaire de placements en ligne qui offre des conseils en matière de placement. L'investissement de la Société dans Wealthsimple est détenu par l'entremise d'une société en commandite sous le contrôle de la Corporation Financière Power. L'investissement est classé à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Le 3 mai 2021, Wealthsimple a annoncé une mobilisation de capitaux propres de 750 M\$ qui porte l'évaluation de la valeur de l'investissement de la Société financière IGM Inc. dans Wealthsimple à 1 448 M\$. Dans le cadre de la transaction, la Société financière IGM Inc. a cédé une partie de son investissement pour un produit de 294 M\$ (258 M\$ après impôt).

En 2021, un profit réalisé de 241 M\$ (209 M\$ après impôt) a été transféré du poste Cumul des autres éléments du résultat global au poste Autres bénéfices non distribués.

Le 14 octobre 2020, Wealthsimple a annoncé une mobilisation de capitaux propres de 114 M\$. Compte tenu du prix d'achat associé à cette mobilisation, les capitaux propres ordinaires de Wealthsimple ont été évalués à 1,5 G\$ (évaluation préfinancement de 1,4 G\$).

NOTE 5 AUTRES TITRES DE PLACEMENT *(suite)*

Investissement dans Wealthsimple *(suite)*

La Société financière IGM Inc. détient (directement et indirectement) une participation de 23 % dans Wealthsimple (2020 – 36 %) qui était évaluée à 1 153 M\$ au 31 décembre 2021 (2020 – 550 M\$).

À LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU RÉSULTAT NET

Fonds d'investissement exclusifs

La Société gère et offre des services et tire des honoraires de gestion et d'administration relatifs aux fonds d'investissement qui ne sont pas comptabilisés dans les bilans consolidés. Au 31 décembre 2021, l'actif géré des fonds d'investissement s'élevait à 184,5 G\$ (2020 – 159,5 G\$). La Société effectue des investissements dans des fonds d'investissement exclusifs qui sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net dans les bilans consolidés de la Société. Ces investissements sont généralement effectués lors du lancement d'un nouveau fonds et sont vendus dans le cadre des souscriptions par des tiers investisseurs. L'exposition maximale au risque de perte de la Société se limite à son investissement direct dans les fonds d'investissement exclusifs.

Certains fonds d'investissement sont consolidés lorsque la Société a évalué qu'elle contrôle le fonds d'investissement. Au 31 décembre 2021, les placements sous-jacents liés à ces fonds d'investissement consolidés étaient constitués principalement de trésorerie et de placements à court terme de 25,1 M\$ (2020 – 7,5 M\$), de titres de capitaux propres de 50,9 M\$ (2020 – 10,9 M\$) et de titres à revenu fixe de 13,0 M\$ (2020 – 5,8 M\$). Les titres sous-jacents de ces fonds sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net et comptabilisés à la juste valeur.

NOTE 6 PRÊTS

	ÉCHÉANCE CONTRACTUELLE			TOTAL 2021	TOTAL 2020
	1 AN OU MOINS	DE 1 AN À 5 ANS	PLUS DE 5 ANS		
Coût amorti					
Prêts hypothécaires résidentiels	1 162 460 \$	4 131 098 \$	3 496 \$	5 297 054 \$	6 329 342 \$
Moins : correction de valeur pour pertes de crédit attendues				648	778
				5 296 406	6 328 564
À la juste valeur par le biais du résultat net				57 436	3 291
				5 353 842 \$	6 331 855 \$
La correction de valeur pour pertes de crédit attendues a varié comme suit :					
Solde au début				778 \$	675 \$
Radiations, déduction faite des recouvrements				(407)	(562)
Pertes de crédit attendues				277	665
Solde à la fin				648 \$	778 \$

Au 31 décembre 2021, les prêts douteux totalisaient 2 822 \$ (2020 – 4 807 \$).

Les produits d'intérêts sur les prêts ont totalisé 154,7 M\$ (2020 – 191,2 M\$). Les charges d'intérêts découlant des obligations à l'égard d'entités de titrisation, pour ce qui est des prêts titrisés, ont totalisé 111,4 M\$ (2020 – 148,5 M\$). Les profits réalisés à la vente de prêts hypothécaires résidentiels ont totalisé 3,9 M\$ (2020 – 9,8 M\$). Les ajustements de la juste valeur liés aux activités bancaires hypothécaires ont totalisé 1,4 M\$ (2020 – montant négatif de 5,1 M\$). Ces montants ont été inscrits dans les produits du secteur Gestion de patrimoine. Les produits du secteur Gestion de patrimoine comprennent également les autres éléments liés aux activités bancaires hypothécaires, y compris les couvertures d'assurance de portefeuille, les frais d'émission, ainsi que d'autres éléments.

NOTE 7 TITRISATIONS

La Société titre des prêts hypothécaires résidentiels au moyen de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH ») commandités par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (la « SCHL ») et par l'intermédiaire du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (le « Programme OHC »), ainsi que par l'entremise de programmes de papier commercial adossé à des actifs (le « PCAA ») commandités par des banques canadiennes. Ces transactions ne satisfont pas aux exigences de décomptabilisation, puisque la Société conserve le risque lié aux paiements anticipés et certains éléments du risque de crédit. Par conséquent, la Société continue de comptabiliser ces prêts hypothécaires dans ses bilans et a constaté des passifs correspondants au titre du produit net reçu sous forme d'obligations à l'égard d'entités de titrisation, lesquels sont comptabilisés au coût amorti.

La Société tire des intérêts des prêts hypothécaires et verse des intérêts relativement aux obligations à l'égard d'entités de titrisation. Dans le cadre des transactions conclues en vertu du Programme OHC, la Société conclut un swap en vertu duquel elle paie les coupons sur les OHC et reçoit le rendement des placements dans les TH LNH et celui résultant du réinvestissement du principal remboursé sur le prêt hypothécaire. Une composante de ce swap, liée à l'obligation de payer les coupons dans le cadre du Programme OHC et de recevoir des rendements de placements résultant du principal remboursé sur le prêt hypothécaire, et le swap de couverture utilisé pour gérer l'exposition aux variations du rendement des placements à taux variable, sont comptabilisés à titre de dérivés dont la juste valeur s'élevait à 4,5 M\$ au 31 décembre 2021 (2020 – juste valeur négative de 1,2 M\$).

Tous les prêts hypothécaires titrisés dans le cadre des TH LNH et du Programme OHC sont assurés par la SCHL ou par un autre assureur approuvé par le Programme. Dans le cadre des transactions de PCAA, la Société a établi des réserves en trésorerie aux fins du rehaussement de crédit, lesquelles sont comptabilisées au coût. Le risque de crédit est limité à ces réserves en trésorerie et aux produits d'intérêts nets futurs, puisque les fiducies de PCAA n'ont aucun recours sur les autres actifs de la Société en cas de défaut de paiement à l'échéance. Le risque de crédit est encore plus limité lorsque ces prêts hypothécaires sont assurés.

	PRÊTS HYPOTHÉCAIRES TITRISÉS	OBLIGATIONS À L'ÉGARD D'ENTITÉS DE TITRISATION	MONTANT NET
2021			
Valeur comptable			
TH LNH et Programme OHC	2 653 682 \$	2 651 293 \$	2 389 \$
PCAA commandité par des banques	2 371 320	2 406 624	(35 304)
Total	5 025 002 \$	5 057 917 \$	(32 915) \$
Juste valeur	5 083 991 \$	5 146 420 \$	(62 429) \$
2020			
Valeur comptable			
TH LNH et Programme OHC	3 216 158 \$	3 307 428 \$	(91 270) \$
PCAA commandité par des banques	2 767 743	2 866 458	(98 715)
Total	5 983 901 \$	6 173 886 \$	(189 985) \$
Juste valeur	6 186 410 \$	6 345 189 \$	(158 779) \$

La valeur comptable des obligations à l'égard d'entités de titrisation, qui est comptabilisée déduction faite des frais d'émission, comprend les paiements de principal reçus sur les prêts hypothécaires titrisés dont le règlement n'est pas prévu avant la fin de la période de présentation de l'information financière. Les frais d'émission sont amortis sur la durée de vie de l'obligation selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

NOTE 8 AUTRES ACTIFS

	2021	2020
Charges différées et payées d'avance	52 225 \$	48 763 \$
Autres	2 073	1 019
	54 298 \$	49 782 \$

D'autres actifs totalisant 29,6 M\$ au 31 décembre 2021 (2020 – 24,2 M\$) devraient être réalisés d'ici un an.

NOTE 9 PARTICIPATION DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

	LIFECO	CHINAAMC	NORTHLEAF	PERSONAL CAPITAL	TOTAL
2021					
Solde au début	962 388 \$	720 282 \$	248 498 \$	– \$	1 931 168 \$
Entrées	–	–	643	–	643
Dividendes	(67 356)	(26 877)	–	–	(94 233)
Quote-part des éléments suivants :					
Bénéfice	125 103	61 574	9 690 ¹	–	196 367
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale) et autres ajustements	565	13 745	–	–	14 310
Solde à la fin	1 020 700 \$	768 724 \$	258 831 \$	– \$	2 048 255 \$
2020					
Solde au début	896 651 \$	662 694 \$	– \$	194 537 \$	1 753 882 \$
Investissement	–	–	247 508	–	247 508
Dividendes	(65 415)	(13 686)	–	–	(79 101)
Quote-part des éléments suivants :					
Bénéfice (perte)	109 148	41 531	990 ¹	(4 640)	147 029
Ajustements de l'entreprise associée	3 400	–	–	–	3 400
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale) et autres ajustements	18 604	29 743	–	8 817	57 164
Cession	–	–	–	(198 714)	(198 714)
Solde à la fin	962 388 \$	720 282 \$	248 498 \$	– \$	1 931 168 \$

1. La quote-part du bénéfice de Northleaf revenant à la Société, déduction faite de la participation ne donnant pas le contrôle, s'est établie à 7 752 \$ en 2021 (2020 – 792 \$).

La Société utilise la méthode de la mise en équivalence pour comptabiliser ses investissements dans Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »), dans China Asset Management Co., Ltd. (« ChinaAMC ») et dans Northleaf Capital Group Ltd. (« Northleaf »), puisqu'elle exerce une influence notable. L'investissement de 24,8 % de la Société dans Personal Capital Corporation (« Personal Capital ») a été comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence jusqu'au 29 juin 2020, puisque la Société exerçait une influence notable.

Le 5 janvier 2022, la Société a conclu une entente avec Power Corporation du Canada visant l'acquisition d'une participation additionnelle dans ChinaAMC et la vente d'une partie de son investissement dans Lifeco (se reporter à la note 31).

GREAT-WEST LIFECO INC. (« LIFECO »)

Lifeco est une société cotée en bourse constituée en société par actions et domiciliée au Canada. Elle est sous le contrôle de Power Corporation du Canada. Lifeco est une société de portefeuille spécialisée dans les services financiers ayant des participations dans les secteurs de l'assurance vie, de l'assurance maladie, de l'épargne-retraite, de la gestion de placements et de la réassurance, principalement au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Asie.

Au 31 décembre 2021, la Société détenait 37 337 133 actions de Lifeco (2020 – 37 337 133), ce qui représentait une participation de 4,0 % (2020 – 4,0 %). L'influence notable de la Société tient à plusieurs éléments, notamment le contrôle commun exercé sur Lifeco par Power Corporation du Canada; des administrateurs siégeant à la fois au conseil de la Société et à celui de Lifeco; certaines alliances stratégiques communes et d'importantes opérations intersociétés qui ont une incidence sur les politiques financières et opérationnelles des deux sociétés. La quote-part du résultat de Lifeco revenant à la Société est comptabilisée dans les états consolidés du résultat net.

NOTE 9 PARTICIPATION DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES (suite)

GREAT-WEST LIFECO INC. (« LIFECO ») (suite)

En décembre 2020, Lifeco a comptabilisé un profit relativement à la réévaluation d'un actif d'impôt différé, moins certaines charges de restructuration et certains coûts de transaction. La quote-part de ces ajustements après impôt revenant à la Société s'est élevée à 3,4 M\$.

La juste valeur de l'investissement de la Société dans Lifeco totalisait 1 415,5 M\$ au 31 décembre 2021 (2020 – 1 133,2 M\$). La Société a choisi d'appliquer l'exemption comprise dans IFRS 4, *Contrats d'assurance*, pour garder les méthodes comptables concernées de Lifeco liées au report de l'adoption d'IFRS 9, *Instruments financiers*, par Lifeco.

Au 31 décembre 2021, Lifeco détenait directement 9 200 000 actions de la Société (2020 – 9 200 000).

Pour obtenir l'information financière sur Lifeco au 31 décembre 2021, consulter les informations qu'elle a publiées.

CHINA ASSET MANAGEMENT CO., LTD. (« CHINAAMC »)

ChinaAMC est une société de gestion d'actifs située à Beijing, en Chine, qui est sous le contrôle de CITIC Securities Company Limited.

Au 31 décembre 2021, la Société détenait une participation de 13,9 % dans ChinaAMC (2020 – 13,9 %). L'influence notable de la Société tient à une représentation au sein du conseil d'administration, à la participation au processus d'élaboration de politiques, à des initiatives stratégiques communes, y compris le lancement conjoint de produits, ainsi qu'à la collaboration entre la direction et les équipes de placement.

Le tableau suivant présente un sommaire de certaines données financières de ChinaAMC :

AUX 31 DÉCEMBRE (en millions)	2021		2020	
	DOLLARS CANADIENS	YUAN CHINOIS	DOLLARS CANADIENS	YUAN CHINOIS
Total de l'actif	3 241	16 295	2 672	13 695
Total du passif	996	5 007	720	3 688
POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE				
Produits	1 560	8 015	1 078	5 539
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	449	2 312	311	1 598
Total du bénéfice global	444	2 287	300	1 542

NORTHLEAF CAPITAL GROUP LTD. (« NORTHLEAF »)

Le 28 octobre 2020, Mackenzie, la filiale de la Société, et Lifeco ont acquis une participation ne donnant pas le contrôle dans Northleaf Capital Group Ltd. (« Northleaf »), un gestionnaire de fonds d'actions de sociétés fermées, d'instruments de crédit privés et d'infrastructures à l'échelle mondiale dont le siège social est à Toronto, au Canada.

La transaction a été effectuée au moyen d'un instrument d'acquisition appartenant à 80 % à Mackenzie et à 20 % à Lifeco pour une contrepartie en trésorerie de 241,0 M\$ et une contrepartie additionnelle d'au plus 245,0 M\$ à l'échéance de la période de cinq ans qui commence à la date d'acquisition sous réserve de l'atteinte par la société d'une croissance exceptionnelle en ce qui a trait à certaines mesures de performance au cours de la période. Toute contrepartie additionnelle sera comptabilisée dans les charges au cours de la période de cinq ans et sera calculée en fonction de la juste valeur du paiement prévu, lequel est réévalué à la date de clôture de chaque période de présentation de l'information financière.

L'instrument d'acquisition a acquis un bloc de droits de vote ne donnant pas le contrôle de 49,9 % et une participation économique de 70 % dans Northleaf. Mackenzie et Lifeco ont l'obligation et le droit d'acheter la participation économique et le bloc de droits restants dans Northleaf à partir de l'échéance de la période approximative de cinq ans qui commence à la date d'acquisition et par la suite. La participation économique de 70 % de l'instrument d'acquisition est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence puisqu'il exerce une influence notable. Cette influence notable tient à une représentation au sein du conseil d'administration, à la participation au processus d'élaboration de politiques et à des initiatives stratégiques communes.

NOTE 9 PARTICIPATION DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES (suite)

NORTHLEAF CAPITAL GROUP LTD. (« NORTHLEAF ») (suite)

La Société contrôle l'instrument d'acquisition; par conséquent, elle comptabilise la totalité de la participation économique de 70 % dans Northleaf et la participation ne donnant pas le contrôle liée à la participation nette de Lifeco dans Northleaf de 14 %.

Le tableau suivant présente un sommaire de certaines données financières de Northleaf :

AUX 31 DÉCEMBRE (en millions)	2021	2020
Total de l'actif	119,6 \$	115,9 \$
Total du passif	106,0	98,5
POUR LA PÉRIODE CLOSE LE 31 DÉCEMBRE¹		
Produits	99,8 \$	21,7 \$
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	17,9	3,1
Total du bénéfice global	17,9	3,1

1. Les informations pour 2020 tiennent compte uniquement des résultats du quatrième trimestre; toutefois, la quote-part du résultat de Northleaf revenant à la Société a commencé à être comptabilisée le 28 octobre 2020.

PERSONAL CAPITAL CORPORATION (« PERSONAL CAPITAL »)

En 2020, la Société a vendu sa participation dans Personal Capital à une filiale de Lifeco, Empower Retirement, et en a tiré un produit de 232,8 M\$ (176,2 M\$ US) et une contrepartie additionnelle d'au plus 24,6 M\$ US sous réserve de l'atteinte par Personal Capital de certains objectifs de croissance ciblée. Par suite de la vente, la Société a décomptabilisé son investissement dans Personal Capital et a comptabilisé un profit comptable de 37,2 M\$ (31,4 M\$ après impôt) dans les produits tirés des placements nets et autres produits. Au cours du quatrième trimestre de 2021, la Société a comptabilisé une contrepartie additionnelle à recevoir de 10,6 M\$ (7,7 M\$ après impôt) dans les produits tirés des placements nets et autres produits.

NOTE 10 IMMOBILISATIONS

	MOBILIER ET MATÉRIEL	IMMEUBLES ET COMPOSANTS	ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION	TOTAL
2021				
Coût	336 025 \$	69 349 \$	260 530 \$	665 904 \$
Moins : amortissement cumulé	(254 602)	(18 244)	(77 094)	(349 940)
	81 423 \$	51 105 \$	183 436 \$	315 964 \$
Variation des immobilisations :				
Solde au début	99 036 \$	51 411 \$	179 243 \$	329 690 \$
Entrées	9 296	1 339	32 658	43 293
Cessions	(9 166)	–	–	(9 166)
Amortissement	(17 743)	(1 645)	(28 465)	(47 853)
Solde à la fin	81 423 \$	51 105 \$	183 436 \$	315 964 \$
2020				
Coût	357 351 \$	68 009 \$	227 872 \$	653 232 \$
Moins : amortissement cumulé	(258 315)	(16 598)	(48 629)	(323 542)
	99 036 \$	51 411 \$	179 243 \$	329 690 \$
Variation des immobilisations :				
Solde au début	84 299 \$	51 801 \$	80 856 \$	216 956 \$
Entrées	37 799	1 192	123 529	162 520
Cessions	(3 653)	–	–	(3 653)
Amortissement	(19 409)	(1 582)	(25 142)	(46 133)
Solde à la fin	99 036 \$	51 411 \$	179 243 \$	329 690 \$

NOTE 11 COMMISSIONS DE VENTE INSCRITES À L'ACTIF

	2021	2020
Coût	461 149 \$	310 127 \$
Moins : amortissement cumulé	(135 725)	(79 042)
	325 424 \$	231 085 \$
Variation des commissions de vente inscrites à l'actif		
Solde au début	231 085 \$	149 866 \$
Variations attribuables à ce qui suit :		
Ventes de fonds d'investissement	151 022	117 652
Amortissement	(56 683)	(36 433)
	94 339	81 219
Solde à la fin	325 424 \$	231 085 \$

NOTE 12 GOODWILL ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	À DURÉE DE VIE DÉTERMINÉE		À DURÉE DE VIE INDÉTERMINÉE			TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	GOODWILL
	LOGICIELS	CONTRATS DE DISTRIBUTION ET AUTRES CONTRATS DE GESTION	CONTRATS DE GESTION DE FONDS D'INVESTISSEMENT	APPELLATIONS COMMERCIALES	TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		
2021							
Coût	325 123 \$	270 327 \$	740 559 \$	285 177 \$	1 621 186 \$	2 802 066 \$	
Moins : amortissement cumulé	(164 787)	(99 695)	-	-	(264 482)	-	
	160 336 \$	170 632 \$	740 559 \$	285 177 \$	1 356 704 \$	2 802 066 \$	
Variation du goodwill et des immobilisations incorporelles :							
Solde au début	155 923 \$	139 931 \$	740 559 \$	285 177 \$	1 321 590 \$	2 803 075 \$	
Entrées ¹	38 865	44 072	-	-	82 937	(1 009)	
Cessions	(19)	(867)	-	-	(886)	-	
Amortissement	(34 433)	(12 504)	-	-	(46 937)	-	
Solde à la fin	160 336 \$	170 632 \$	740 559 \$	285 177 \$	1 356 704 \$	2 802 066 \$	
2020							
Coût	293 412 \$	228 167 \$	740 559 \$	285 177 \$	1 547 315 \$	2 803 075 \$	
Moins : amortissement cumulé	(137 489)	(88 236)	-	-	(225 725)	-	
	155 923 \$	139 931 \$	740 559 \$	285 177 \$	1 321 590 \$	2 803 075 \$	
Variation du goodwill et des immobilisations incorporelles :							
Solde au début	138 499 \$	65 892 \$	740 559 \$	285 177 \$	1 230 127 \$	2 660 267 \$	
Entrées ¹	43 606	81 950	-	-	125 556	142 808	
Cessions	(1 421)	(490)	-	-	(1 911)	-	
Amortissement	(24 761)	(7 421)	-	-	(32 182)	-	
Solde à la fin	155 923 \$	139 931 \$	740 559 \$	285 177 \$	1 321 590 \$	2 803 075 \$	

1. La Société a conclu l'acquisition de GLC et de Greenchip le 31 décembre 2020 et le 22 décembre 2020, respectivement, et a finalisé les répartitions du prix d'achat en 2021 (note 30).

NOTE 12 GOODWILL ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (suite)

Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée constitués de contrats de gestion de fonds d'investissement et d'appellations commerciales sont attribués à chacune des unités génératrices de trésorerie, comme l'illustre le tableau qui suit :

	2021		2020	
	GOODWILL	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES À DURÉE DE VIE INDÉTERMINÉE	GOODWILL	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES À DURÉE DE VIE INDÉTERMINÉE
Gestion de patrimoine	1 491 687 \$	23 055 \$	1 491 687 \$	23 055 \$
Gestion d'actifs	1 310 379	1 002 681	1 311 388	1 002 681
Total	2 802 066 \$	1 025 736 \$	2 803 075 \$	1 025 736 \$

La Société vérifie si le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée ont subi une dépréciation en évaluant leur valeur comptable en comparaison avec leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie de la Société est fondée sur la meilleure indication disponible de la juste valeur, déduction faite des coûts de sortie.

Aux fins de l'évaluation de la valeur recouvrable, la Société utilise des démarches d'évaluation comprenant l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie et l'application aux paramètres financiers et opérationnels de multiples de capitalisation fondés sur des acquisitions réalisées antérieurement et des données de transactions comparables. Les hypothèses et les estimations utilisées pour calculer la valeur actualisée des flux de trésorerie tiennent compte des variations futures de l'actif géré découlant des ventes nettes et du rendement des placements, des modifications de la tarification et des marges de profit, ainsi que des taux d'actualisation, ce qui constitue des données d'entrée de niveau 3. Les multiples de valorisation peuvent inclure le ratio cours/bénéfice ou d'autres mesures utilisées de façon conventionnelle par les gestionnaires de placements ou d'autres fournisseurs de services financiers (multiples de valorisation de l'actif géré, des produits, ou d'autres mesures de rentabilité). Cette évaluation pourrait tenir compte de diverses considérations pertinentes, notamment la croissance attendue, le risque et la conjoncture des marchés financiers, entre autres. Les multiples de valorisation utilisés pour évaluer la juste valeur constituent des données d'entrée de niveau 2.

La juste valeur, déduction faite des coûts de sortie des unités génératrices de trésorerie de la Société, a été comparée à la valeur comptable et il a été déterminé que ces actifs n'avaient pas subi de dépréciation. Les modifications apportées aux hypothèses et aux estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie peuvent donner lieu à d'importants ajustements lors de l'évaluation de ces unités génératrices de trésorerie.

NOTE 13 DÉPÔTS ET CERTIFICATS

Les dépôts et les certificats sont classés dans les autres passifs financiers évalués au coût amorti.

Les actifs figurant dans les bilans consolidés comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les fonds de clients déposés et les prêts totalisant 2 220,3 M\$ (2020 – 1 104,9 M\$), liés aux dépôts et aux certificats.

	ÉCHÉANCE				TOTAL 2021	TOTAL 2020
	À VUE	1 AN OU MOINS	ENTRE 1 AN À 5 ANS	PLUS DE 5 ANS		
Dépôts	2 218 611 \$	– \$	– \$	– \$	2 218 611 \$	1 103 127 \$
Certificats	–	387	538	738	1 663	1 762
	2 218 611 \$	387 \$	538 \$	738 \$	2 220 274 \$	1 104 889 \$

NOTE 14 AUTRES PASSIFS

	2021	2020
Dividendes à payer	134 816 \$	134 048 \$
Intérêts à payer	26 775	27 500
Passif au titre des prestations constituées (note 15)	125 732	250 079
Provisions	26 674	77 495
Autres	68 469	47 019
	382 466 \$	536 141 \$

La Société constitue des provisions au titre de la restructuration relativement aux acquisitions et aux dessaisissements d'entreprises et à d'autres éléments, ainsi que d'autres provisions dans le cours normal de ses activités. En 2021, les changements apportés aux provisions comprenaient des estimations supplémentaires de 7,3 M\$ (2020 – 77,8 M\$), des reprises de provisions de 4,0 M\$ (2020 – 2,2 M\$) et des paiements de 54,1 M\$ (2020 – 18,6 M\$).

D'autres passifs totalisant 244,9 M\$ au 31 décembre 2021 (2020 – 276,0 M\$) devraient être réglés d'ici un an.

NOTE 15 AVANTAGES DU PERSONNEL

RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉFINIES

La Société offre plusieurs régimes d'avantages du personnel et d'avantages postérieurs à l'emploi, dont un régime enregistré de retraite à prestations définies capitalisé accessible à tous les employés admissibles, des régimes de retraite supplémentaires à l'intention des dirigeants (les « RRSD ») non capitalisés pour certains cadres dirigeants, ainsi qu'un régime d'avantages postérieurs à l'emploi d'assurance maladie, d'assurance dentaire et d'assurance vie non capitalisé pour les retraités admissibles.

À compter du 1^{er} juillet 2012, le régime de retraite à prestations définies a cessé d'être offert aux nouveaux employés. La Société a un régime de retraite enregistré à cotisations définies à l'intention des employés admissibles embauchés après le 1^{er} juillet 2012.

Le régime de retraite à prestations définies est une fiducie distincte, juridiquement séparée de la Société. Le régime de retraite à prestations définies est enregistré en vertu de la *Loi sur les prestations de pension du Manitoba* (la « Loi ») et de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (la « LIR »). Comme l'exige la Loi, le régime de retraite à prestations définies est dirigé par un comité de retraite, composé d'employés actifs et à la retraite. Le comité de retraite assume certaines responsabilités décrites dans la Loi, mais peut déléguer certaines activités à la Société. La LIR régit la capacité de l'employeur à verser des cotisations et établit des paramètres que le régime doit respecter en ce qui a trait aux placements en biens étrangers.

Le régime de retraite à prestations définies prévoit des prestations de retraite pour la durée de la vie en fonction des années de service et du salaire moyen en fin de carrière pour tous les employés admissibles, selon les limites établies par la LIR. Des prestations en cas de décès sont versées au décès d'un membre actif ou à la retraite.

Les employés qui ne sont pas des cadres supérieurs doivent verser des cotisations annuelles correspondant à un certain pourcentage de leur salaire, jusqu'à concurrence d'un plafond défini.

RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉFINIES (suite)

L'évaluation actuarielle à des fins de capitalisation relative au régime de retraite à prestations définies enregistré de la Société, effectuée en fonction de la date d'évaluation du 31 décembre 2020, a été produite en juin 2021. L'évaluation détermine l'excédent ou le déficit du régime, à la fois sur la base de la solvabilité et de la continuité de l'exploitation. Une évaluation sur la base de la solvabilité détermine la relation entre l'actif du régime et son passif en supposant que le régime a été liquidé et réglé à la date d'évaluation. Une évaluation sur la base de la continuité d'exploitation établit une comparaison de la relation entre l'actif du régime et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs prévus liés aux prestations, en supposant que le régime sera maintenu indéfiniment. Selon l'évaluation actuarielle, le régime de retraite enregistré avait un déficit de solvabilité de 61,3 M\$, comparativement à 47,2 M\$ dans la précédente évaluation actuarielle effectuée à la date d'évaluation du 31 décembre 2017. L'augmentation du déficit de solvabilité résulte principalement de la baisse des taux d'intérêt, et le déficit doit être remboursé sur cinq ans. Le régime de retraite enregistré affichait un surplus de solvabilité sur la base de la continuité de l'exploitation de 79,2 M\$, comparativement à 46,1 M\$ au moment de l'évaluation précédente. La prochaine évaluation actuarielle obligatoire sera effectuée en fonction de la date d'évaluation du 31 décembre 2021. Au cours de l'exercice, la Société a versé des cotisations de 13,6 M\$ (2020 – 25,5 M\$). La Société prévoit verser des cotisations annuelles d'environ 14,1 M\$ en 2022. Les décisions relatives aux cotisations aux régimes de retraite sont susceptibles de changer, puisque celles-ci sont touchées par plusieurs éléments, notamment le rendement du marché, les exigences réglementaires, les variations des hypothèses et la capacité de la direction de modifier la politique de capitalisation. Avec prise d'effet le 20 décembre 2021, le gouvernement du Manitoba a apporté des modifications visant la capitalisation des régimes de retraite à prestations définies. Les modifications abaissent le seuil du déficit de solvabilité à partir duquel il doit être capitalisé à 85 % (auparavant, l'intégralité du déficit de solvabilité devait être capitalisée). Pour calculer la capitalisation du déficit sur la base de la continuité de l'exploitation, une marge appelée *provision pour les écarts défavorables* sera ajoutée au déficit sur la base de la continuité de l'exploitation. La provision minimale correspond à 5 % des passifs évalués sur la base de la continuité de l'exploitation et peut augmenter jusqu'à 22 % en fonction de la répartition cible de l'actif des régimes de retraite. La période de capitalisation du déficit sur la base de la continuité de l'exploitation passera de 15 ans à 10 ans. Les modifications apportées aux exigences en matière de capitalisation seront prises en compte dans l'évaluation des régimes de retraite qui sera effectuée en fonction de la date d'évaluation du 31 décembre 2021. Les modifications permettent également à un employeur de mettre en place un compte de réserve de solvabilité. Il s'agit d'un compte distinct détenu dans la caisse de retraite dans lequel l'employeur peut verser des paiements au titre du déficit de solvabilité. L'administrateur peut rembourser à l'employeur la totalité ou une partie des actifs de ce compte distinct, pourvu que le régime demeure entièrement capitalisé sur la base de la continuité de l'exploitation et qu'un ratio de solvabilité d'au moins 105 % soit maintenu. L'amélioration des prestations en vertu du régime n'est pas permise si le ratio de solvabilité est inférieur à 85 %.

Les RRSD sont des régimes de retraite à prestations définies non enregistrés et non contributifs, qui offrent des avantages supplémentaires à certains hauts dirigeants retraités.

Le régime d'avantages postérieurs à l'emploi est un régime non contributif qui fournit aux employés admissibles le remboursement de leurs frais médicaux ou un montant fixe par année, afin de couvrir les frais médicaux au cours de leur retraite.

Les RRSD et le régime d'avantages postérieurs à l'emploi sont administrés par la Société, et le conseil d'administration en assure la surveillance.

Les régimes à prestations définies exposent la Société à des risques actuariels tels que le risque de mortalité, qui correspond à l'espérance de vie et influe sur le calcul des obligations; le risque de taux d'intérêt, qui a une incidence sur le taux d'actualisation utilisé pour calculer les obligations et le rendement réel de l'actif des régimes; le risque lié au salaire, puisque les augmentations de salaire estimatives servent au calcul des obligations; et le risque d'investissement, puisque la nature des placements influe sur le rendement réel de l'actif des régimes. Un suivi régulier des régimes, des règlements applicables et de divers autres facteurs pouvant avoir une incidence sur les charges et les flux de trésorerie de la Société permet d'assurer la gestion de l'exposition à ces risques.

NOTE 15 AVANTAGES DU PERSONNEL (suite)

RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉFINIES (suite)

Actifs du régime, obligations au titre des prestations et situation de capitalisation :

	2021			2020		
	RÉGIME DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉFINIES	RRSD	AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI	RÉGIME DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉFINIES	RRSD	AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI
Juste valeur des actifs du régime						
Solde au début	516 945 \$	– \$	– \$	466 547 \$	– \$	– \$
Cotisations des employés	1 964	–	–	1 979	–	–
Cotisations de l'employeur	13 598	–	–	25 468	–	–
Prestations versées	(27 748)	–	–	(27 792)	–	–
Produits d'intérêts	13 774	–	–	14 935	–	–
Entrées	–	–	–	11 200	–	–
Réévaluations :						
Rendement des actifs du régime	48 194	–	–	24 608	–	–
Solde à la fin	566 727	–	–	516 945	–	–
Obligation au titre des prestations constituées						
Solde au début	650 064	74 825	42 135	565 606	69 236	39 147
Prestations versées	(27 748)	(3 853)	(2 671)	(27 792)	(3 267)	(1 942)
Coût des services rendus de l'exercice	25 707	2 107	679	20 728	1 639	587
Coûts des services passés	–	–	–	–	(1 588)	–
Cotisations des employés	1 964	–	–	1 979	–	–
Charges d'intérêts	17 177	1 668	960	17 688	2 072	1 156
Entrées	–	–	–	14 700	–	–
Réévaluations :						
Écarts actuariels						
Hypothèses démographiques	–	–	–	–	–	830
Ajustements liés à l'expérience	(3 348)	1 861	(6 402)	(33)	1 345	(535)
Hypothèses financières	(75 465)	(5 051)	(2 150)	57 188	5 388	2 892
Solde à la fin	588 351	71 557	32 551	650 064	74 825	42 135
Passif au titre des prestations constituées	21 624 \$	71 557 \$	32 551 \$	133 119 \$	74 825 \$	42 135 \$

Hypothèses actuarielles importantes utilisées pour calculer l'obligation au titre des prestations définies :

	2021			2020		
	RÉGIME DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉFINIES	RRSD	AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI	RÉGIME DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉFINIES	RRSD	AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI
Taux d'actualisation	3,30 %	2,65 % à 3,10 %	3,00 %	2,70 %	1,85 % à 2,50 %	2,35 %
Taux de croissance de la rémunération	3,75 %	3,75 %	s.o.	3,75 %	3,75 %	s.o.
Taux tendanciel des coûts liés aux soins de santé ¹	s.o.	s.o.	5,50 %	s.o.	s.o.	5,60 %
Taux de mortalité à 65 ans pour les retraités actuels	23,1 ans	23,1 ans	23,1 ans	23,0 ans	23,0 ans	23,0 ans

1. Tend vers 4,00 % en 2040 et reste à un taux identique par la suite.

La durée moyenne pondérée de l'obligation au titre des prestations définies du régime de retraite à la fin de la période de présentation de l'information financière est de 20,7 années (2020 – 19,3 années).

NOTE 15 AVANTAGES DU PERSONNEL (suite)

RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉFINIES (suite)

Charge au titre des avantages :

	2021			2020		
	RÉGIME DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉFINIES	RRSD	AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI	RÉGIME DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉFINIES	RRSD	AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI
Coût des services rendus de l'exercice	25 707 \$	2 107 \$	679 \$	20 728 \$	1 639 \$	587 \$
Coûts des services passés	-	-	-	-	(1 588)	-
Coûts financiers nets	3 403	1 668	960	2 753	2 072	1 156
	29 110 \$	3 775 \$	1 639 \$	23 481 \$	2 123 \$	1 743 \$

Analyse de sensibilité :

Le calcul du passif au titre des prestations constituées et de la charge connexe au titre des avantages du personnel est sensible aux hypothèses actuarielles importantes. Le tableau suivant présente l'analyse de sensibilité :

	2021		2020	
	AUGMENTATION (DIMINUTION) DU PASSIF	AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA CHARGE	AUGMENTATION (DIMINUTION) DU PASSIF	AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA CHARGE
Régime de retraite à prestations définies				
Taux d'actualisation (+ / - 0,25 %)				
Hausse		(28 634) \$	(29 334) \$	(2 081) \$
Baisse	30 242	2 389	31 391	2 110
Taux de rémunération (+ / - 0,25 %)				
Hausse	7 805	838	11 121	1 075
Baisse	(7 674)	(822)	(10 981)	(1 057)
Mortalité				
Augmentation de un an	11 214	721	14 339	849
RRSD				
Taux d'actualisation (+ / - 0,25 %)				
Hausse	(1 683)	82	(1 922)	87
Baisse	1 755	(87)	2 001	(93)
Taux de rémunération (+ / - 0,25 %)				
Hausse	30	12	41	21
Baisse	(26)	(13)	(42)	(15)
Mortalité				
Augmentation de un an	1 415	48	1 645	45
Avantages postérieurs à l'emploi				
Taux d'actualisation (+ / - 0,25 %)				
Hausse	(763)	42	(1 056)	52
Baisse	797	(44)	1 106	(55)
Taux tendanciel des coûts liés aux soins de santé (+ / - 1,00 %)				
Hausse	659	20	1 476	35
Baisse	(574)	(17)	(1 273)	(30)
Mortalité				
Augmentation de un an	807	30	1 270	42

Les analyses de sensibilité se fondent sur la variation d'une hypothèse, en supposant que toutes les autres hypothèses demeurent constantes. Dans la pratique, un tel scénario est improbable, puisqu'il peut exister des corrélations entre les variations de certaines hypothèses.

NOTE 15 AVANTAGES DU PERSONNEL (suite)

RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉFINIES (suite)

Répartition de l'actif du régime de retraite à prestations définies par catégorie d'actif :

	2021	2020
Titres de capitaux propres	61,5 %	60,8 %
Titres à revenu fixe	30,2	29,6
Stratégies alternatives	7,3	8,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1,0	1,0
	100,0 %	100,0 %

Le régime de retraite à prestations définies adhère aux dispositions de son énoncé sur les politiques et procédures en matière de placement, qui comprend les objectifs en matière de placement, les lignes directrices relatives à la répartition de l'actif ainsi que les limites de placement pour chaque catégorie d'actif. L'actif du régime de retraite à prestations définies est investi dans des fonds d'investissement exclusifs, à l'exception de la trésorerie en dépôt auprès de banques à charte canadiennes de l'annexe I.

RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉFINIES

La Société offre plusieurs régimes de retraite à cotisations définies à ses employés admissibles. La charge comptabilisée au poste Charges sous Services-conseils et croissance des affaires et Activités et services de soutien a totalisé 6,9 M\$ (2020 – 6,2 M\$).

RÉGIME D'ÉPARGNE-RETRAITE (« RER ») COLLECTIF

La Société offre un RER collectif à ses employés admissibles. Les cotisations de la Société sont comptabilisées au poste Charges sous Services-conseils et croissance des affaires et Activités et services de soutien lorsqu'elles sont versées et ont totalisé 8,6 M\$ (2020 – 7,6 M\$).

NOTE 16 IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Charge d'impôt sur le résultat :

	2021	2020
Impôt sur le résultat constaté en résultat net		
Impôt exigible		
Impôt sur le résultat de l'exercice considéré	230 651 \$	170 441 \$
Ajustements au titre des exercices antérieurs	(676)	(2 003)
	229 975	168 438
Impôt différé	56 788	32 332
	286 763 \$	200 770 \$

Taux d'imposition effectif :

	2021	2020
Impôt sur le résultat aux taux d'imposition fédéral et provinciaux canadiens prévus par la loi	26,63 %	26,68 %
Incidence des éléments suivants :		
Quote-part du résultat des entreprises associées (note 9)	(3,65)	(3,71)
Quote-part des ajustements de l'entreprise associée (note 9)	–	(0,09)
Consolidation des pertes fiscales (note 27)	–	(1,15)
Cession d'actifs et autres coûts d'acquisition	–	(0,82)
Autres éléments	(0,36)	(0,11)
Taux d'imposition effectif	22,62 %	20,80 %

NOTE 16 IMPÔT SUR LE RÉSULTAT (suite)

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT DIFFÉRÉ

La composition et les variations de l'impôt différé net se présentent comme suit :

	PASSIF AU TITRE DES PRESTATIONS CONSTITUÉES	REPORTS EN AVANT DE PERTES	COMMISSIONS DE VENTE INSCRITES À L'ACTIF	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	AUTRES TITRES DE PLACEMENT	AUTRES	TOTAL
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021							
Solde au début	67 467 \$	27 604 \$	(61 579) \$	(288 229) \$	(45 961) \$	(2 757) \$	(303 455) \$
Comptabilisé dans les :							
États du résultat net	3 885	(21 145)	(25 037)	(1 605)	(1 371)	(11 515)	(56 788)
États du résultat global	(37 466)	-	-	-	(97 653)	(4 284)	(139 403)
États des variations des capitaux propres	-	-	-	-	3 438	-	3 438
Fluctuations des taux de change et autres	-	-	-	(1)	(1 204)	1 206	1
Solde à la fin	33 886 \$	6 459 \$	(86 616) \$	(289 835) \$	(142 751) \$	(17 350) \$	(496 207) \$
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020							
Solde au début	55 994 \$	33 700 \$	(40 006) \$	(268 734) \$	(8 104) \$	(1 382) \$	(228 532) \$
Comptabilisé dans les :							
États du résultat net	(933)	(6 096)	(21 573)	(4 485)	708	47	(32 332)
États du résultat global	11 461	-	-	-	(38 565)	(1 900)	(29 004)
Acquisition d'entreprises	945	-	-	(15 010)	-	488	(13 577)
Fluctuations des taux de change et autres	-	-	-	-	-	(10)	(10)
Solde à la fin	67 467 \$	27 604 \$	(61 579) \$	(288 229) \$	(45 961) \$	(2 757) \$	(303 455) \$

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont présentés dans les bilans consolidés de la façon suivante :

	2021	2020
Actifs d'impôt différé	29 269 \$	84 624 \$
Passifs d'impôt différé	(525 476)	(388 079)
	(496 207) \$	(303 455) \$

NOTE 17 DETTE À LONG TERME

ÉCHÉANCE	TAUX	2021	2020
26 janvier 2027	3,44 %	400 000	400 000
13 décembre 2027	6,65 %	125 000	125 000
9 mai 2031	7,45 %	150 000	150 000
31 décembre 2032	7,00 %	175 000	175 000
7 mars 2033	7,11 %	150 000	150 000
10 décembre 2040	6,00 %	200 000	200 000
25 janvier 2047	4,56 %	200 000	200 000
9 décembre 2047	4,115 %	250 000	250 000
13 juillet 2048	4,174 %	200 000	200 000
21 mars 2050	4,206 %	250 000	250 000
		2 100 000 \$	2 100 000 \$

La dette à long terme comprend les débetures non garanties qui sont rachetables en tout temps par la Société, en tout ou en partie, à la valeur nominale ou en fonction d'une formule de prix fondée sur le rendement au moment du rachat, selon le plus élevé des deux montants.

NOTE 17 DETTE À LONG TERME (suite)

La dette à long terme est classée dans les autres passifs financiers et est comptabilisée au coût amorti.

Les charges d'intérêts liées à la dette à long terme se sont chiffrées à 106,6 M\$ (2020 – 106,7 M\$).

NOTE 18 CAPITAL SOCIAL

AUTORISÉ

En nombre illimité :

Actions privilégiées de premier rang, pouvant être émises en série

Actions privilégiées de second rang, pouvant être émises en série

Actions de catégorie 1, sans droit de vote

Actions ordinaires, sans valeur nominale

ÉMIS ET EN CIRCULATION

	2021		2020	
	ACTIONS	VALEUR ATTRIBUÉE	ACTIONS	VALEUR ATTRIBUÉE
Actions ordinaires :				
Solde au début	238 308 284	1 598 381 \$	238 294 090	1 597 860 \$
Émises en vertu du régime d'options sur actions (note 20)	1 370 759	60 299	14 194	521
Solde à la fin	239 679 043	1 658 680 \$	238 308 284	1 598 381 \$

NOTE 19 GESTION DU CAPITAL

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital consiste à maximiser le rendement pour les actionnaires tout en faisant en sorte que la Société soit capitalisée de façon à respecter les exigences réglementaires en matière de capital, à combler les besoins en fonds de roulement et à favoriser l'expansion des affaires. Les pratiques de la Société en matière de gestion du capital sont axées sur la préservation de la qualité de sa situation financière en maintenant des assises financières ainsi qu'un bilan solides. Le capital de la Société comprend la dette à long terme et les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. La Société évalue régulièrement ses pratiques en matière de gestion du capital en fonction des changements de la conjoncture économique.

Le capital de la Société est principalement utilisé dans le cadre de ses activités d'exploitation continues en vue de satisfaire aux besoins en fonds de roulement, pour les placements à long terme effectués par la Société, pour l'expansion des affaires ainsi que pour d'autres objectifs stratégiques. Les filiales assujetties aux exigences en matière de capital réglementaire comprennent les courtiers en valeurs mobilières, les courtiers de fonds communs de placement, les courtiers sur le marché non réglementé, les gestionnaires de portefeuille, les gestionnaires de fonds d'investissement et une société de fiducie. Ces filiales sont tenues de maintenir des niveaux de capital minimaux en fonction du fonds de roulement, des liquidités ou des capitaux propres. Les filiales de la Société se sont conformées à toutes les exigences en matière de capital réglementaire.

La dette à long terme en cours totale se chiffrait à 2 100,0 M\$ au 31 décembre 2021, inchangée par rapport au 31 décembre 2020. La dette à long terme comprend des débetures qui sont des dettes de premier rang non garanties de la Société comportant des clauses restrictives standards, incluant des clauses de sûreté négatives, mais ne comportant aucune clause restrictive financière ou opérationnelle particulière.

En 2021, les autres activités comprennent la déclaration de dividendes de 537,8 M\$ sur actions ordinaires, ou 2,25 \$ par action. Les variations du capital-actions ordinaire sont reflétées dans les états consolidés des variations des capitaux propres.

NOTE 20 PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

RÉGIMES D'OPTIONS SUR ACTIONS

En vertu du régime d'options sur actions (le « régime ») de la Société, des options visant l'acquisition d'actions ordinaires de la Société sont régulièrement attribuées à des employés à un prix n'étant pas inférieur au cours moyen pondéré par action ordinaire à la Bourse de Toronto pour les cinq jours de négociation précédant la date d'attribution. Les options sont assujetties à certaines conditions d'acquisition des droits relatives au temps écoulé, établies à la date d'attribution. Les droits sur les options sont acquis au cours d'une période d'au plus 7,5 ans à compter de la date d'attribution et les options doivent être exercées au plus tard 10 ans après la date d'attribution. Au 31 décembre 2021, 19 030 398 actions ordinaires (2020 – 20 401 157) étaient réservées aux fins d'émission en vertu du régime.

En 2021, la Société a attribué 1 648 345 options à des salariés (2020 – 2 104 365). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021 a été estimée à 2,73 \$ l'option (2020 – 1,43 \$) selon le modèle d'évaluation des options de Black et Scholes. Aux dates d'attribution, le cours moyen pondéré de clôture de l'action était de 35,19 \$ (2020 – 35,05 \$). Les autres hypothèses utilisées par ces modèles d'évaluation comprennent ce qui suit :

	2021	2020
Prix d'exercice	35,29 \$	36,82 \$
Taux d'intérêt sans risque	1,29 %	1,11 %
Durée de vie attendue des options	7 ans	7 ans
Volatilité attendue	23,00 %	18,62 %
Taux de rendement attendu des dividendes	6,41 %	6,45 %

La volatilité attendue a été estimée en fonction de la volatilité historique du cours des actions de la Société sur sept années, qui reflète la durée de vie attendue des options. Des options sur actions ont été exercées régulièrement tout au long de 2021, et le prix d'exercice moyen s'est établi à 43,18 \$ en 2021 (2020 – 32,65 \$).

La Société a constaté une charge de rémunération de 3,8 M\$ liée à son régime d'options sur actions (2020 – 3,0 M\$).

	2021		2020	
	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ
Solde au début	11 930 224	40,37 \$	10 529 360	41,22 \$
Attribuées	1 648 345	35,29	2 104 365	36,82
Exercées	(1 370 759)	40,78	(14 194)	35,08
Frappées de déchéance	(495 646)	46,08	(689 307)	42,64
Solde à la fin	11 712 164	39,36 \$	11 930 224	40,37 \$
Pouvant être exercées à la fin	6 179 244	41,83 \$	6 326 067	43,00 \$

OPTIONS EN COURS AU 31 DÉCEMBRE 2021	DATE D'EXPIRATION	PRIX D'EXERCICE (\$)	OPTIONS EN COURS	OPTIONS POUVANT ÊTRE EXERCÉES
	2022	45,56 – 47,23	364 700	364 700
	2023	44,73 – 47,26	825 885	825 885
	2024	53,81	701 459	701 459
	2025	43,28 – 43,97	861 986	764 534
	2026	34,88 – 38,17	1 523 860	1 139 960
	2027	39,71 – 41,74	1 091 764	731 808
	2028	37,58 – 40,10	1 249 071	728 031
	2029	34,29 – 36,91	1 391 493	522 816
	2030	31,85 – 38,65	2 066 571	400 051
	2031	35,01 – 46,02	1 635 375	–
			11 712 164	6 179 244

RÉGIMES D'UNITÉS D'ACTIONS

La Société s'est dotée de régimes d'unités d'actions à l'intention de certains employés admissibles en vue de les maintenir en poste et d'harmoniser encore davantage les intérêts de la haute direction et ceux des actionnaires. Parmi ces régimes figurent un régime d'unités d'actions liées au rendement, un régime d'unités d'actions différées et un régime d'unités d'actions restreintes. En vertu des régimes, les unités d'actions sont attribuées chaque année et sont assujetties à des conditions d'acquisition des droits relatives au temps écoulé. En outre, le régime d'unités d'actions liées au rendement et le régime d'unités d'actions différées sont assujettis à des conditions d'acquisition des droits relatives au rendement. La valeur de chaque unité d'action se fonde sur le cours des actions ordinaires de la Société. Les unités d'actions liées au rendement et les unités d'actions restreintes sont réglées en trésorerie et les droits sont acquis sur une période de trois ans. Au moment de l'attribution, certains employés peuvent choisir de recevoir une partie de leurs unités d'actions liées au rendement sous forme d'unités d'actions différées, dont les droits sont acquis sur une période de trois ans. Les unités d'actions différées sont rachetables au moment où un participant cesse d'être un employé de la Société ou d'une de ses sociétés liées et seront acquittées au moyen d'un montant forfaitaire, selon la valeur d'une unité d'action différée à ce moment. Des unités d'actions supplémentaires sont émises à l'égard des dividendes à payer sur les actions ordinaires, selon la valeur des unités d'actions à la date de versement des dividendes. La Société a constaté une charge de rémunération, excluant l'incidence des couvertures, de 31,5 M\$ en 2021 (2020 – 16,8 M\$) et un passif de 45,8 M\$ au 31 décembre 2021 (2020 – 31,5 M\$).

RÉGIMES D'ACHAT D'ACTIONS

En vertu des régimes d'achat d'actions de la Société, les employés et les conseillers d'IG Gestion de patrimoine admissibles peuvent choisir chaque année qu'un pourcentage de leur rémunération annuelle soit retenu, jusqu'à concurrence d'un plafond préétabli, afin d'acheter des actions ordinaires de la Société. La Société verse un montant équivalant à 50 % de la cotisation de l'employé ou du conseiller. Toutes les cotisations sont utilisées par le fiduciaire du régime pour faire l'acquisition d'actions ordinaires sur le marché libre. Les droits aux actions achetées grâce aux cotisations de la Société sont acquis après une période maximale de trois ans suivant la date de l'achat. Les cotisations de la Société sont comptabilisées au poste Charges sous Services-conseils et croissance des affaires et Activités et services de soutien lorsqu'elles sont versées et ont totalisé 4,4 M\$ (2020 – 3,8 M\$).

RÉGIME D'UNITÉS D'ACTIONS DIFFÉRÉES À L'INTENTION DES ADMINISTRATEURS

La Société a établi un régime d'unités d'actions différées à l'intention des administrateurs de la Société dans le but de promouvoir un meilleur alignement entre les intérêts des administrateurs et ceux des actionnaires de la Société. Aux termes de ce régime, les administrateurs doivent recevoir 50 % de leur rémunération annuelle à titre de membre du conseil sous forme d'unités d'actions différées et peuvent choisir de recevoir le solde de leur rémunération annuelle à titre de membre du conseil en trésorerie ou en unités d'actions différées. Les administrateurs peuvent choisir de recevoir certains de leurs honoraires sous forme de combinaison d'unités d'actions différées et de trésorerie. Le nombre d'unités d'actions différées attribuées est calculé en divisant le montant de la rémunération payable par le cours de clôture moyen des actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto pour les cinq derniers jours du trimestre de l'exercice (la « valeur d'une unité d'action différée »). L'administrateur qui choisit de recevoir des unités d'actions différées recevra d'autres unités à l'égard des dividendes à payer sur les actions ordinaires, selon la valeur d'une telle unité à la date de versement des dividendes. Les unités d'actions différées sont rachetables au moment où un participant cesse d'être un administrateur, un dirigeant ou un employé de la Société ou d'une de ses sociétés liées, et seront acquittées au moyen de versements en trésorerie, selon la valeur d'une unité d'action différée à ce moment. Au 31 décembre 2021, la juste valeur des unités d'actions différées en cours était de 31,8 M\$ (2020 – 21,2 M\$). Tout écart entre la variation de la juste valeur du régime d'unités d'actions différées et la variation de la juste valeur du swap de rendement total, qui constitue un instrument de couverture économique pour le régime d'unités d'actions différées, est comptabilisé au poste Charges sous Activités et services de soutien dans la période au cours de laquelle la variation a lieu.

NOTE 21 CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DE BÉNÉFICE GLOBAL (DE PERTE GLOBALE)

	AVANTAGES DU PERSONNEL	AUTRES TITRES DE PLACEMENT	PARTICIPATION DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET AUTRES	TOTAL
2021				
Solde au début	(196 949) \$	293 448 \$	39 865 \$	136 364 \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	101 283	834 519	19 732	955 534
Sortie des éléments à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	–	(208 815)	–	(208 815)
Solde à la fin	(95 666) \$	919 152 \$	59 597 \$	883 083 \$
2020				
Solde au début	(165 947) \$	46 363 \$	(8 118) \$	(127 702) \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	(31 002)	247 085	47 983	264 066
Solde à la fin	(196 949) \$	293 448 \$	39 865 \$	136 364 \$

Les montants sont constatés déduction faite de l'impôt.

En 2021, la Société a comptabilisé des profits après impôt de 834,5 M\$ dans les autres éléments du résultat global en raison des variations de la juste valeur des placements de la Société principalement liées à un ajustement à la juste valeur de 776,3 M\$ relativement à Wealthsimple au premier trimestre.

NOTE 22 GESTION DES RISQUES

La Société gère activement ses risques de liquidité, de crédit et de marché.

RISQUE DE LIQUIDITÉ ET DE FINANCEMENT LIÉ AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Le risque de liquidité et de financement correspond au risque que la Société soit incapable de générer ou d'obtenir suffisamment de trésorerie en temps opportun et de façon rentable pour respecter ses obligations contractuelles ou prévues lorsque celles-ci viennent à échéance.

Les pratiques de gestion des liquidités de la Société comprennent :

- la gestion des actifs liquides et des marges de crédit de sorte qu'ils satisferont les besoins de liquidités à court terme;
- le maintien de contrôles efficaces à l'égard des processus de gestion des liquidités;
- la présentation de prévisions à l'égard des liquidités et l'exécution de simulations de crise, sur une base régulière;
- l'évaluation sur une base régulière de la conjoncture des marchés des capitaux et de la capacité de la Société à obtenir du financement provenant des banques et des marchés des capitaux;
- la diversification et l'augmentation des sources de financement de prêts hypothécaires à long terme;
- la supervision de la gestion des liquidités par le comité de gestion des risques financiers, un comité composé de dirigeants dans le secteur de la finance et d'autres secteurs.

Le financement de la rémunération du réseau de conseillers, versée en contrepartie de la distribution de produits et de services financiers, constitue une exigence clé en matière de financement. Cette rémunération continue d'être financée au moyen des flux de trésorerie d'exploitation.

La Société conserve également des liquidités suffisantes pour financer et détenir temporairement des prêts hypothécaires en attendant la vente ou la titrisation auprès de sources de financement à long terme et pour gérer toute exigence liée aux garanties sur dérivés. Par l'intermédiaire de ses activités bancaires hypothécaires, elle vend des prêts hypothécaires résidentiels à des tiers, notamment à certains fonds communs de placement, à des investisseurs institutionnels grâce à des placements privés, à des fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes, et au moyen de l'émission et de la vente de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH »), y compris les ventes à la Fiducie du Canada pour l'habitation conformément au Programme des Obligations hypothécaires du Canada (le « Programme OHC »).

NOTE 22 GESTION DES RISQUES (suite)

RISQUE DE LIQUIDITÉ ET DE FINANCEMENT LIÉ AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Certaines filiales de la Société sont des émettrices autorisées de TH LNH et des vendeuses autorisées dans le cadre du Programme OHC. La capacité de réaliser des ventes conformément au Programme OHC repose sur la participation aux nouvelles émissions d'OHC et le réinvestissement du principal remboursé détenu dans les comptes de réinvestissement du principal.

La Société maintient un niveau de transactions engagé auprès de certaines fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes.

Les échéances contractuelles de certains passifs financiers de la Société sont les suivantes :

AU 31 DÉCEMBRE 2021 (en M\$)	À VUE	MOINS DE 1 AN	ENTRE 1 AN ET 5 ANS	PLUS DE 5 ANS	TOTAL
Instruments financiers dérivés	– \$	6,7 \$	11,1 \$	– \$	17,8 \$
Dépôts et certificats	2 218,6	0,4	0,5	0,8	2 220,3
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	–	1 157,8	3 893,3	6,8	5 057,9
Contrats de location ¹	–	31,8	98,3	125,2	255,3
Dettes à long terme	–	–	–	2 100,0	2 100,0
Capitalisation des régimes de retraite ²	–	14,1	–	–	14,1
Total des échéances contractuelles	2 218,6 \$	1 210,8 \$	4 003,2 \$	2 232,8 \$	9 665,4 \$

1. Comprend les paiements de loyers restants liés aux locaux pour bureaux et au matériel utilisés dans le cours normal des activités.

2. La prochaine évaluation actuarielle requise sera effectuée à la date d'évaluation du 31 décembre 2021. Les obligations liées à la capitalisation des régimes de retraite au-delà de 2022 pourraient connaître d'importantes variations et dépendront des évaluations actuarielles futures. Les décisions relatives aux cotisations aux régimes de retraite sont susceptibles de changer, puisque celles-ci sont touchées par plusieurs éléments, notamment le rendement du marché, les exigences réglementaires, les variations des hypothèses et la capacité de la direction de modifier la politique de capitalisation.

En plus du solde actuel de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, la Société peut accéder à des liquidités au moyen de ses marges de crédit. Les marges de crédit de la Société auprès de diverses banques à charte canadiennes de l'annexe I se chiffraient à 825 M\$ au 31 décembre 2021, inchangées par rapport au 31 décembre 2020. Les marges de crédit au 31 décembre 2021 étaient constituées de marges de crédit engagées totalisant 650 M\$ et de marges de crédit non engagées totalisant 175 M\$, inchangées par rapport au 31 décembre 2020. Toute avance bancaire sur les marges de crédit non engagées sera consentie à la discrétion exclusive de la banque. Au 31 décembre 2021 et au 31 décembre 2020, la Société n'avait prélevé aucun montant sur ses marges de crédit engagées ni sur ses marges de crédit non engagées.

La situation en matière de liquidités de la Société et la façon dont elle gère le risque de liquidité et de financement n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2020.

RISQUE DE CRÉDIT LIÉ AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Il s'agit du risque de perte financière si, dans le cadre d'une transaction, l'une des contreparties de la Société ne respecte pas ses engagements. La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les autres titres de placement détenus, les portefeuilles de prêts hypothécaires et les dérivés de la Société sont assujettis au risque de crédit. La Société examine ses pratiques en matière de gestion du risque de crédit de façon continue pour en évaluer l'efficacité.

Au 31 décembre 2021, la trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisant 1 292,4 M\$ (2020 – 771,6 M\$) étaient composés de soldes de trésorerie de 326,2 M\$ (2020 – 76,6 M\$) déposés auprès de banques à charte canadiennes et d'équivalents de trésorerie de 966,2 M\$ (2020 – 695,0 M\$). Les équivalents de trésorerie sont constitués de bons du Trésor du gouvernement du Canada totalisant 358,7 M\$ (2020 – 96,0 M\$), de bons du Trésor et de billets d'un gouvernement provincial de 350,6 M\$ (2020 – 148,8 M\$), d'acceptations bancaires de 198,3 M\$ (2020 – 450,2 M\$) et autre papier commercial de société de 58,6 M\$ (2020 – néant).

Les fonds de clients déposés de 2 238,6 M\$ (2020 – 1 063,4 M\$) représentent les soldes de trésorerie détenus dans les comptes de clients déposés dans des institutions financières canadiennes.

La Société gère le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie en respectant sa politique de placement, laquelle décrit les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit. La Société évalue régulièrement la notation de crédit de ses contreparties. L'exposition maximale au risque de crédit sur ces instruments financiers correspond à leur valeur comptable.

RISQUE DE CRÉDIT LIÉ AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Au 31 décembre 2021, les prêts hypothécaires résidentiels s'élevant à 5,4 G\$ (2020 – 6,3 G\$), comptabilisés dans le bilan de la Société, comprenaient des prêts d'un montant de 5,0 G\$ (2020 – 6,0 G\$) vendus dans le cadre de programmes de titrisation, des prêts d'un montant de 315,8 M\$ (2020 – 334,5 M\$) détenus temporairement en attendant qu'ils soient vendus ou titrisés et des prêts d'un montant de 13,7 M\$ (2020 – 14,1 M\$) liés aux activités d'intermédiaire de la Société.

La Société gère le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires résidentiels au moyen des éléments suivants :

- le respect de sa politique de prêt et de ses normes de souscription;
- le recours à ses capacités de gestion des prêts;
- l'utilisation d'une assurance en cas de défaut sur les prêts hypothécaires contractée par le client et d'une assurance en cas de défaut sur le portefeuille de prêts hypothécaires détenue par la Société;
- sa pratique de monter ses prêts hypothécaires uniquement au moyen de son propre réseau de spécialistes en planification hypothécaire et de conseillers d'IG Gestion de patrimoine, dans le cadre du Plan vivant IGM^{MC} d'un client.

Dans certains cas, le risque de crédit est également limité par les modalités et la nature des transactions de titrisation, comme il est décrit ci-dessous :

- Conformément aux règles régissant les TH LNH, lesquels totalisent 2,6 G\$ (2020 – 3,2 G\$), la Société a l'obligation d'effectuer promptement un paiement du principal et de coupons, que les montants aient été reçus ou non de l'emprunteur hypothécaire. Toutefois, les règles régissant les TH LNH exigent que la totalité des prêts soient assurés par un assureur approuvé.
- Le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires titrisés à la suite du transfert aux fiducies de titrisation commanditées par des banques, prêts qui totalisent 2,4 G\$ (2020 – 2,8 G\$), se limite à des montants détenus dans les comptes de réserve en trésorerie et aux produits d'intérêts nets futurs, dont la juste valeur s'élevait à 67,6 M\$ (2020 – 73,0 M\$) et à 34,1 M\$ (2020 – 45,6 M\$), respectivement, au 31 décembre 2021. Les comptes de réserve en trésorerie sont reflétés dans le bilan, tandis que les droits aux produits d'intérêts nets futurs ne sont pas reflétés dans le bilan; ils seront constatés sur la durée de vie des prêts hypothécaires.

Au 31 décembre 2021, une proportion de 53,1 % (2020 – 55,3 %) des prêts hypothécaires résidentiels comptabilisés dans le bilan étaient assurés. Au 31 décembre 2021, les prêts hypothécaires douteux liés à ces portefeuilles se chiffraient à 2,8 M\$, comparativement à 4,8 M\$ au 31 décembre 2020. Les prêts hypothécaires non assurés et non productifs de plus de 90 jours de ces portefeuilles s'établissaient à 1,5 M\$ au 31 décembre 2021, comparativement à 2,3 M\$ au 31 décembre 2020.

La Société conserve aussi certains éléments du risque de crédit associé aux prêts hypothécaires vendus au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme IG Mackenzie et au Fonds d'obligations de sociétés canadiennes IG Mackenzie dans le cadre d'une entente visant le rachat de prêts hypothécaires dans certaines circonstances favorables aux fonds. Ces prêts ne sont pas comptabilisés dans le bilan de la Société, puisque la Société a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété relativement à ces prêts.

La Société évalue régulièrement la qualité du crédit des prêts hypothécaires et la suffisance de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues.

La correction de valeur pour pertes de crédit attendues de la Société se chiffrait à 0,6 M\$ au 31 décembre 2021, comparativement à 0,8 M\$ au 31 décembre 2020, et la direction considère qu'elle est adéquate pour absorber toutes les pertes de crédit liées aux portefeuilles de prêts hypothécaires, compte tenu des considérations suivantes : i) l'historique du rendement du crédit; ii) les tendances récentes, y compris les répercussions économiques de la COVID-19 et le Plan d'intervention économique du Canada adopté pour soutenir les Canadiens et les entreprises face à la COVID-19; iii) les paramètres de crédit actuels du portefeuille et les autres caractéristiques pertinentes; iv) nos relations de planification financière solides avec nos clients; v) les tests de résistance effectués à l'égard des pertes découlant de conditions défavorables sur les marchés immobiliers.

L'exposition de la Société au risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux titres à revenu fixe et aux portefeuilles de prêts hypothécaires ainsi que sa gestion de ce risque n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2020.

La Société est exposée au risque de crédit par le biais des contrats d'instruments dérivés qu'elle utilise pour couvrir le risque de taux d'intérêt, faciliter les transactions de titrisation et couvrir le risque de marché relatif à certains accords de rémunération fondée sur des actions. Ces dérivés sont présentés de façon plus détaillée à la rubrique « Risque de marché ».

Dans la mesure où la juste valeur des dérivés est en position de profit, la Société est exposée au risque de crédit, c'est-à-dire au risque que ses contreparties manquent à leurs obligations aux termes de ces accords.

RISQUE DE CRÉDIT LIÉ AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Les activités liées aux dérivés de la Société sont gérées conformément à sa politique de placement, laquelle comprend des limites imposées aux contreparties et d'autres paramètres visant à gérer le risque de contrepartie. Le total de l'exposition au risque de crédit lié aux instruments dérivés qui sont en position de profit, chiffré à 39,5 M\$ (2020 – 35,8 M\$), ne tient pas compte des conventions de compensation ni des accords de garantie. L'exposition au risque de crédit, compte tenu des ententes de compensation et des accords de garantie y compris les droits aux produits d'intérêts nets futurs, était de 0,7 M\$ au 31 décembre 2021 (2020 – 3,8 M\$). Toutes les contreparties des contrats sont des banques à charte canadiennes de l'annexe I et, par conséquent, la direction estime que le risque de crédit global lié aux instruments dérivés de la Société n'était pas important au 31 décembre 2021. La gestion du risque de crédit lié aux instruments dérivés n'a pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2020.

RISQUE DE MARCHÉ LIÉ AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Il s'agit du risque de perte découlant de la variation de la valeur des instruments financiers de la Société en raison de la fluctuation des taux d'intérêt, des cours boursiers et des taux de change.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt sur son portefeuille de prêts hypothécaires et sur certains des instruments financiers dérivés utilisés dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires.

La Société gère le risque de taux d'intérêt lié à ses activités bancaires hypothécaires en concluant des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I comme suit :

- Dans le cadre de ses opérations de titrisation en vertu du Programme OHC, la Société a, dans certains cas, financé des prêts hypothécaires à taux variable au moyen d'Obligations hypothécaires du Canada à taux fixe. Comme il a déjà été mentionné, dans le cadre du Programme OHC, la Société est partie à un swap conformément auquel elle a le droit de recevoir des rendements tirés du réinvestissement du principal des prêts hypothécaires et doit payer les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada. Au 31 décembre 2021, ce swap avait une juste valeur de 1,0 M\$ (2020 – juste valeur négative de 21,1 M\$) et une valeur notionnelle en cours de 0,3 G\$ (2020 – 0,7 G\$). La Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I afin de couvrir le risque que les taux d'intérêt perçus sur les prêts hypothécaires à taux variable et les rendements résultant du réinvestissement diminuent. Au 31 décembre 2021, ces swaps avaient une juste valeur de 3,5 M\$ (2020 – 19,9 M\$) sur un montant notionnel en cours de 1,3 G\$ (2020 – 1,3 G\$). Au 31 décembre 2021, la juste valeur nette de 4,5 M\$ (2020 – juste valeur négative de 1,2 M\$) de ces swaps est comptabilisée dans le bilan et leur valeur notionnelle en cours s'élève à 1,6 G\$ (2020 – 2,0 G\$).
- La Société est exposée à l'incidence que pourraient avoir les variations des taux d'intérêt sur la valeur des prêts hypothécaires à l'égard desquels elle s'est engagée, ou qu'elle détient temporairement en attendant la vente ou la titrisation auprès de sources de financement à long terme. La Société conclut des swaps de taux d'intérêt dans le but de couvrir le risque de taux d'intérêt lié aux coûts de financement pour les prêts hypothécaires qu'elle détient en attendant qu'ils soient vendus ou titrisés. La comptabilité de couverture est appliquée au coût des fonds à l'égard de certaines activités de titrisation. La partie efficace des variations de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt connexes est initialement comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, puis subséquemment comptabilisée dans les produits du secteur Gestion de patrimoine sur la durée des obligations à l'égard d'entités de titrisation connexes. Ces swaps avaient une juste valeur de 0,6 M\$ (2020 – juste valeur négative de 0,3 M\$) sur un montant notionnel en cours de 128,6 M\$ au 31 décembre 2021 (31 décembre 2020 – 191,3 M\$).

Au 31 décembre 2021, l'incidence d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le bénéfice net annuel aurait été une diminution d'approximativement 3,0 M\$ (2020 – une diminution de 1,3 M\$). L'exposition de la Société au risque de taux d'intérêt et la façon dont elle gère ce risque n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2020.

Risque actions

La Société est exposée au risque actions sur ses placements en titres de capitaux propres (se reporter à la note 5) classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou à la juste valeur par le biais du résultat net ou en participations dans des entreprises associées. La juste valeur des placements en titres de capitaux propres s'élevait à 1,4 G\$ au 31 décembre 2021 (2020 – 632,3 M\$).

La Société parraine un certain nombre d'ententes de rémunération différée pour les employés dans le cadre desquelles les paiements aux participants sont différés et liés au rendement des actions ordinaires de la Société financière IGM Inc. Afin de couvrir son exposition à ce risque, la Société a recours à des contrats à terme de gré à gré et à des swaps de rendement total.

NOTE 22 GESTION DES RISQUES (suite)

RISQUE DE MARCHÉ LIÉ AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Risque de change

La Société est exposée au risque de change en raison de sa participation dans ChinaAMC. Les variations de la valeur comptable attribuables aux fluctuations des taux de change sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Au 31 décembre 2021, une appréciation (dépréciation) de 5 % du dollar canadien par rapport aux devises aurait donné lieu à une diminution (augmentation) de la valeur comptable globale des investissements étrangers d'environ 36,3 M\$ (40,2 M\$).

La quote-part du résultat de ChinaAMC revenant à la Société, comptabilisée au poste Quote-part du résultat des entreprises associées dans les états consolidés du résultat net, est aussi touchée par les fluctuations des taux de change. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, l'incidence sur le bénéfice net d'une appréciation (dépréciation) de 5 % du dollar canadien par rapport aux devises aurait été une diminution (augmentation) de la quote-part du résultat des entreprises associées revenant à la Société d'environ 2,9 M\$ (3,2 M\$).

RISQUES LIÉS À L'ACTIF GÉRÉ ET À L'ACTIF SOUS SERVICES-CONSEILS

Les risques liés au rendement des marchés des actions, aux fluctuations des taux d'intérêt et aux variations des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien peuvent avoir une incidence importante sur le volume et la composition de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils. Ces variations de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils ont une incidence directe sur les résultats.

NOTE 23 INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

La Société conclut des contrats dérivés qui sont négociés sur les bourses ou sur le marché hors cote sur une base diversifiée avec des banques à charte de l'annexe I ou des fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes qui sont des contreparties dans les opérations de titrisation de la Société. Dans tous les cas, les contrats dérivés sont tous utilisés à des fins autres que de négociation. Les swaps de taux d'intérêt sont des ententes contractuelles dans le cadre desquelles deux parties échangent, pour une période déterminée, des versements d'intérêt calculés en fonction d'un montant notionnel et d'un taux de référence déterminés. Les swaps de rendement total sont des ententes contractuelles visant l'échange de paiements calculés en fonction d'un montant notionnel déterminé et du titre sous-jacent pour une période déterminée. Les options sont des ententes contractuelles qui donnent le droit, sans que ce soit une obligation, d'acheter ou de vendre des instruments financiers précis à un prix fixe à une date ultérieure. Les contrats à terme de gré à gré sont des ententes contractuelles visant l'achat ou la vente d'un instrument financier à une date ultérieure à un prix fixe.

Certains des instruments financiers dérivés de la Société sont assujettis à des conventions cadres de compensation et sont présentés sur une base brute. Le montant assujetti au risque de crédit est limité à la juste valeur actuelle des instruments qui sont en position de profit et qui sont comptabilisés dans les actifs dans les bilans consolidés. La juste valeur estimative totale représente le montant total que la Société recevrait (ou paierait) si elle mettait un terme à toutes les ententes à la fin de chaque exercice. Toutefois, cela ne représenterait pas un profit ni une perte pour la Société étant donné que les instruments dérivés relatifs à certains actifs et passifs créent une position symétrique du profit ou de la perte.

Le tableau suivant présente un sommaire du portefeuille d'instruments financiers dérivés de la Société :

	MONTANT NOTIONNEL				RISQUE DE CRÉDIT	JUSTE VALEUR	
	1 AN OU MOINS	ENTRE 1 AN ET 5 ANS	PLUS DE 5 ANS	TOTAL		ACTIF	PASSIF
2021							
Swaps							
Comptabilité de couverture	– \$	42 227 \$	– \$	42 227 \$	– \$	– \$	90 \$
Sans comptabilité de couverture	769 567	972 623	771	1 742 961	20 401	20 401	17 683
Contrats à terme de gré à gré							
Comptabilité de couverture	16 167	38 341	–	54 508	20 771	20 771	–
	785 734 \$	1 053 191 \$	771 \$	1 839 696 \$	41 172 \$	41 172 \$	17 773 \$
2020							
Swaps							
Comptabilité de couverture	– \$	20 831 \$	135 731 \$	156 562 \$	– \$	– \$	214 \$
Sans comptabilité de couverture	992 444	1 058 001	15 081	2 065 526	35 770	35 770	32 854
Contrats à terme de gré à gré							
Comptabilité de couverture	14 890	36 650	–	51 540	1 564	1 564	1 446
	1 007 334 \$	1 115 482 \$	150 812 \$	2 273 628 \$	37 334 \$	37 334 \$	34 514 \$

NOTE 23 INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS (suite)

Le risque de crédit lié aux instruments financiers dérivés de la Société, compte tenu des conventions de compensation, se chiffrait à 5,8 M\$ (2020 – 3,8 M\$).

Le risque de crédit lié aux instruments financiers dérivés de la Société, compte tenu des conventions de compensation et y compris les droits aux produits d'intérêts nets futurs, se chiffrait à 0,7 M\$ (2020 – 3,8 M\$). Les droits aux produits d'intérêts nets futurs sont liés aux activités de titrisation de la Société et ne sont pas présentés dans les bilans consolidés.

NOTE 24 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur est fondée sur les estimations de la direction et est calculée selon les conditions du marché à un moment précis. Cette valeur peut ne pas refléter la juste valeur future. Les calculs sont subjectifs et comportent des incertitudes et des éléments nécessitant le recours à un jugement éclairé.

Tous les instruments financiers évalués à la juste valeur et ceux pour lesquels la juste valeur est présentée sont classés dans l'un des trois niveaux qui distinguent les évaluations à la juste valeur en fonction de l'importance des données d'entrée utilisées pour réaliser les évaluations.

La juste valeur est déterminée en fonction du prix qui serait reçu en échange d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif sur le marché le plus avantageux, au moyen d'une hiérarchie comportant trois techniques d'évaluation différentes, d'après le niveau de données d'entrée le plus bas qui est significatif pour l'évaluation à la juste valeur dans son intégralité.

Niveau 1 – Cours non rajustés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2 – Données d'entrée observables autres que les cours du marché de niveau 1 pour des actifs ou des passifs similaires sur les marchés actifs; cours sur des marchés qui ne sont pas actifs pour des actifs ou des passifs identiques ou similaires; ou données d'entrée autres que les cours du marché qui sont observables ou corroborées par des données d'entrée de marché observables.

Niveau 3 – Données d'entrée non observables fondées sur des activités minimales ou inexistantes sur les marchés. Les techniques d'évaluation sont fondées essentiellement sur des modèles.

Les marchés sont jugés inactifs lorsque des opérations ne sont pas conclues de façon assez régulière. Les marchés inactifs peuvent se caractériser par une baisse importante du volume et du niveau de l'activité boursière observable ou par des écarts notables ou imprévisibles entre le cours acheteur et le cours vendeur. Lorsque les marchés ne sont pas jugés suffisamment actifs, la juste valeur est mesurée au moyen de modèles d'évaluation qui peuvent utiliser principalement des données d'entrée de marché observables (niveau 2) ou des données d'entrée de marché non observables (niveau 3). La direction évalue toutes les données d'entrée raisonnablement accessibles, notamment les cours indicatifs de courtiers, tout cours disponible pour des instruments semblables, les opérations récentes dans des conditions normales de concurrence sur le marché, toute donnée d'entrée pertinente observable du marché, ainsi que les modèles internes fondés sur des estimations. La direction exerce un jugement pour déterminer quelles sont les meilleures données d'entrée disponibles ainsi que les pondérations accordées à chacune de ces données d'entrée, de même que pour choisir les méthodes d'évaluation.

La juste valeur est déterminée selon les méthodes et les hypothèses suivantes :

Les autres titres de placement, ainsi que les autres actifs financiers et les autres passifs financiers, sont évalués selon les cours des marchés actifs, lorsque ceux-ci sont disponibles. En l'absence de tels cours, des techniques d'évaluation sont utilisées, lesquelles nécessitent la formulation d'hypothèses relatives aux taux d'actualisation, au montant des flux de trésorerie futurs et au moment où ceux-ci seront réalisés. Dans la mesure du possible, des données du marché observables sont utilisées dans les techniques d'évaluation.

Les prêts classés dans le niveau 2 sont évalués selon les taux d'intérêt du marché offerts pour des prêts comportant des échéances et des risques de crédit similaires.

Les prêts classés dans le niveau 3 sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur les marchés.

Les méthodes d'évaluation utilisées pour les autres titres de placement classés dans le niveau 3 comprennent la comparaison avec les opérations conclues avec des tiers dans des conditions normales de concurrence sur le marché, l'utilisation de multiples de marché et l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie.

NOTE 24 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Les obligations à l'égard d'entités de titrisation sont évaluées par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur le marché pour les titres émis par les entités de titrisation dont les modalités et les caractéristiques sont semblables.

Les dépôts et les certificats sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie contractuels en fonction des taux d'intérêt du marché en vigueur pour les dépôts comportant des échéances et des risques similaires.

La dette à long terme est évaluée selon les cours du marché pour chaque débenture disponible sur le marché.

Les instruments financiers dérivés sont évalués selon les cours du marché, lorsque ceux-ci sont disponibles, selon les taux en vigueur sur le marché pour des instruments ayant des caractéristiques et des échéances similaires, ou suivant l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie.

Les instruments financiers de niveau 1 comprennent les placements en titres de capitaux propres négociés en bourse et les parts de fonds d'investissement à capital variable, ainsi que d'autres passifs financiers dans les cas où les cours des marchés actifs sont disponibles.

Les actifs et les passifs de niveau 2 comprennent les titres à revenu fixe, les prêts, les instruments financiers dérivés, les dépôts et certificats et la dette à long terme. La juste valeur des titres à revenu fixe est déterminée au moyen du cours de marché ou du cours établi par un négociant indépendant. La juste valeur des instruments financiers dérivés et des dépôts et certificats est déterminée selon des modèles d'évaluation, des méthodes des flux de trésorerie actualisés, ou des techniques semblables, principalement au moyen des données d'entrée observables du marché. La juste valeur de la dette à long terme est établie au moyen des prix obtenus des courtiers.

Les actifs et les passifs de niveau 3 comprennent les titres de placement faisant l'objet de peu ou d'aucune activité de négociation évalués selon les cours obtenus des courtiers, les prêts, d'autres actifs financiers, les obligations à l'égard d'entités de titrisation ainsi que les instruments financiers dérivés. Les instruments financiers dérivés sont constitués de swaps liés au compte de réinvestissement du capital, qui représentent la composante d'un swap conclu en vertu du Programme OHC, dans le cadre duquel la Société paie les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada et reçoit le rendement des placements résultant du réinvestissement du principal remboursé des prêts hypothécaires. La juste valeur est déterminée grâce à l'actualisation des flux de trésorerie attendus des swaps. Le montant notionnel, qui sert à déterminer la juste valeur du swap, est établi au moyen d'un taux de remboursement anticipé non observable moyen de 15 % fondé sur les tendances historiques en matière de remboursement anticipé. Toute augmentation (diminution) du taux supposé de remboursement anticipé des prêts hypothécaires fait augmenter (diminuer) le montant notionnel du swap. Les autres titres de placement classés dans le niveau 3, d'un montant de 1 291,4 M\$, sont principalement constitués de sociétés en démarrage du secteur des technologies financières, incluant Weathsimple avec une juste valeur de 1 153 M\$. La juste valeur est déterminée en tenant compte de transactions observables sur les titres des placements, le cas échéant, des flux de trésorerie prévus et d'autres paramètres d'évaluation, y compris les multiples des produits, utilisés dans l'évaluation de sociétés ouvertes comparables. Une augmentation (diminution) de 5 % de chacune de ces variables, prises individuellement, donnerait lieu à une augmentation (diminution) de la juste valeur de l'investissement de la Société dans Weathsimple d'environ 60 M\$.

Le tableau suivant présente la valeur comptable et la juste valeur des actifs et des passifs financiers, y compris leur niveau selon la hiérarchie des justes valeurs. Le tableau fait une distinction entre les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur et ceux comptabilisés au coût amorti. Le tableau n'inclut pas la juste valeur des actifs et des passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur si leur valeur comptable se rapproche raisonnablement de leur juste valeur. Ces éléments comprennent la trésorerie et les

NOTE 24 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

équivalents de trésorerie, les débiteurs et autres montants à recevoir, certains autres actifs financiers, les créditeurs et charges à payer et certains autres passifs financiers.

	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR			TOTAL
		NIVEAU 1	NIVEAU 2	NIVEAU 3	
2021					
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur					
Autres titres de placement					
– À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	1 291 434 \$	– \$	– \$	1 291 434 \$	1 291 434 \$
– À la juste valeur par le biais du résultat net	106 589	104 658	1 931	–	106 589
Prêts					
– À la juste valeur par le biais du résultat net	57 436	–	57 436	–	57 436
Instruments financiers dérivés	41 172	–	34 074	7 098	41 172
Actifs financiers comptabilisés au coût amorti					
Prêts					
– Coût amorti	5 296 406	–	270 156	5 083 991	5 354 147
Passifs financiers comptabilisés à la juste valeur					
Instruments financiers dérivés	17 773	–	11 635	6 138	17 773
Passifs financiers comptabilisés au coût amorti					
Dépôts et certificats	2 220 274	–	2 220 530	–	2 220 530
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	5 057 917	–	–	5 146 420	5 146 420
Dettes à long terme	2 100 000	–	2 544 380	–	2 544 380
2020					
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur					
Autres titres de placement					
– À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	593 273 \$	– \$	– \$	593 273 \$	593 273 \$
– À la juste valeur par le biais du résultat net	39 027	38 748	–	279	39 027
Prêts					
– À la juste valeur par le biais du résultat net	3 291	–	3 291	–	3 291
Instruments financiers dérivés	37 334	–	35 389	1 945	37 334
Actifs financiers comptabilisés au coût amorti					
Prêts					
– Coût amorti	6 328 564	–	346 428	6 186 410	6 532 838
Passifs financiers comptabilisés à la juste valeur					
Instruments financiers dérivés	34 514	–	11 466	23 048	34 514
Passifs financiers comptabilisés au coût amorti					
Dépôts et certificats	1 104 889	–	1 105 384	–	1 105 384
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	6 173 886	–	–	6 345 189	6 345 189
Dettes à long terme	2 100 000	–	2 653 814	–	2 653 814

NOTE 24 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Il n'y a eu aucun transfert important entre le niveau 1 et le niveau 2 en 2021 et en 2020.

Le tableau suivant donne un aperçu des variations des actifs et des passifs de niveau 3 mesurés à la juste valeur sur une base récurrente.

	SOLDE AU 1 ^{ER} JANVIER	PROFITS/(PERTES) COMPRIS DANS LE BÉNÉFICE NET ¹	PROFITS/(PERTES) COMPRIS DANS LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	ACHATS ET ÉMISSIONS	RÈGLEMENTS	TRANSFERTS/ SORTIES	SOLDE AU 31 DÉCEMBRE
2021							
Autres titres de placement							
- À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	593 273 \$	- \$	964 761 \$	15 868 \$	282 468 \$ ²	- \$	1 291 434 \$
- À la juste valeur par le biais du résultat net	279	(181)	-	-	98	-	-
Instruments financiers dérivés, montant net	(21 103)	12 852	-	1 974	(7 237)	-	960
2020							
Autres titres de placement							
- À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	301 196 \$	- \$	285 650 \$	6 427 \$	- \$	- \$	593 273 \$
- À la juste valeur par le biais du résultat net	563	(194)	-	-	90	-	279
Instruments financiers dérivés, montant net	(906)	(27 143)	-	1 727	(5 219)	-	(21 103)

1. Inclus au poste Produits sous Gestion de patrimoine ou au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des états consolidés du résultat net.

2. Se rapporte à la cession d'une partie de l'investissement de la Société financière IGM Inc. dans Wealthsimple (note 5).

NOTE 25 BÉNÉFICE PAR ACTION ORDINAIRE

	2021	2020
Bénéfice		
Bénéfice net	980 887 \$	764 606 \$
Participation ne donnant pas le contrôle	(1 938)	(198)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	978 949 \$	764 408 \$
Nombre d'actions ordinaires (en milliers)		
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	238 841	238 307
Ajouter : exercice potentiel des options sur actions en circulation ¹	1 178	-
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation		
- Dilué	240 019	238 307
Bénéfice par action ordinaire (en dollars)		
De base	4,10 \$	3,21 \$
Dilué	4,08 \$	3,21 \$

1. Exclut 272 milliers d'actions en 2021 (2020 - 2 934 milliers d'actions) liées à des options sur actions en circulation qui avaient un effet antidilutif.

NOTE 26 PASSIFS ÉVENTUELS ET GARANTIES

PASSIFS ÉVENTUELS

La Société peut faire l'objet de poursuites judiciaires dans le cours normal de ses activités. En décembre 2018, un recours collectif proposé a été déposé devant la Cour supérieure de l'Ontario contre la Corporation Financière Mackenzie. Dans ce recours, on allègue que la Société n'aurait pas dû verser de commissions de suivi pour des fonds communs de placement à des courtiers qui ne font qu'exécuter des ordres sans donner de conseils. Bien qu'il lui soit difficile de prévoir l'issue de ces poursuites judiciaires, en se fondant sur ses connaissances actuelles et ses consultations avec des conseillers juridiques, la direction ne s'attend pas à ce que ces questions, individuellement ou dans leur ensemble, aient une incidence défavorable significative sur la situation financière consolidée de la Société.

GARANTIES

Dans le cours normal de ses activités, la Société conclut des ententes d'indemnisation de tiers dans le cadre d'opérations telles que des cessions et des acquisitions d'entreprises, des prêts ou des opérations de titrisation. La Société a également accepté d'indemniser ses administrateurs et ses dirigeants. La nature de ces ententes nous empêche de faire une évaluation raisonnable du montant maximal que la Société pourrait être tenue de verser à des tiers, car les ententes ne fixent souvent aucun montant maximal, et ces montants dépendent de l'issue d'événements futurs éventuels dont la nature et la probabilité ne peuvent être déterminées. Par le passé, la Société n'a eu à verser aucun montant en vertu de ces ententes d'indemnisation. Aucune provision n'a été comptabilisée relativement à ces ententes.

NOTE 27 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES ET SOLDES

La Société conclut des opérations avec La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (la « Canada Vie »), qui est une filiale de sa société liée, Lifeco, qui est une filiale de Power Corporation du Canada. Les transactions suivantes ont lieu dans le cours normal des activités et ont été comptabilisées à la juste valeur :

- En 2021 et en 2020, la Société a fourni certains services administratifs à la Canada Vie, et a reçu de cette même partie certains services administratifs. La Société distribue des produits d'assurance en vertu d'une entente de distribution avec la Canada Vie et a reçu un montant de 52,7 M\$ (2020 – 45,1 M\$) en honoraires de distribution. La Société a reçu un montant de 63,3 M\$ (2020 – 18,4 M\$) et a versé un montant de 22,6 M\$ (2020 – 29,6 M\$) à la Canada Vie et à certaines filiales en contrepartie de services de sous-conseiller pour certains fonds d'investissement. La Société a payé un montant de 15,5 M\$ (2020 – 78,3 M\$) à la Canada Vie relativement à la distribution de certains fonds d'investissement de la Société.
- Au cours de 2021, la Société a vendu des prêts hypothécaires résidentiels à la Canada Vie pour un montant de 11,9 M\$ (2020 – 20,9 M\$).

Après avoir obtenu une décision anticipée en matière d'impôt sur le revenu en octobre 2017, la Société a conclu des transactions de consolidation des pertes fiscales avec le groupe de sociétés de Power Corporation du Canada, aux termes desquelles les actions d'une filiale ayant généré des pertes fiscales peuvent être acquises au cours de chaque exercice jusqu'en 2020, inclusivement. Le 31 décembre 2020, la Société a acquis des actions de telles sociétés et a comptabilisé l'économie au titre des pertes fiscales acquises. Ces ententes de consolidation des pertes fiscales ont cessé de donner lieu à des avantages le 31 décembre 2020.

En 2020, les transactions additionnelles avec des parties liées comprenaient la vente de Personal Capital (note 9), l'investissement dans Northleaf (note 9), l'acquisition de GLC Groupe de gestion d'actifs Ltée et la vente de la Gamme de fonds Quadrus (note 30). Le 5 janvier 2022, la Société a conclu une entente visant l'acquisition, auprès de Power Corporation du Canada, d'une participation additionnelle dans ChinaAMC (note 31).

NOTE 27 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES (suite)

RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Le tableau qui suit présente le total de la rémunération et des autres avantages des administrateurs et des employés considérés comme des dirigeants principaux, puisqu'ils sont responsables de la planification, de la direction et du contrôle des activités de la Société.

	2021	2020
Rémunération et avantages du personnel	3 981 \$	3 848 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	3 793	13 522
Paiements fondés sur des actions	1 066	1 431
	8 840 \$	18 801 \$

Les paiements fondés sur des actions ne tiennent pas compte de la réévaluation de la juste valeur des unités d'actions différées découlant des fluctuations du cours de l'action de la Société (se reporter à la note 20).

NOTE 28 COVID-19

Les gouvernements à l'échelle planétaire ont mis en place des mesures d'urgence pour freiner la propagation d'une nouvelle souche de coronavirus (« COVID-19 »). Ces mesures, qui comprennent des interdictions de voyager, des fermetures d'entreprises non essentielles, des périodes de quarantaine volontaire et la distanciation sociale, ont provoqué une grande volatilité sur les marchés boursiers mondiaux et des perturbations significatives pour les entreprises à l'échelle mondiale. Les gouvernements et les banques centrales ont réagi par des interventions monétaires et budgétaires importantes afin de stabiliser les conditions économiques.

La Société a mis en œuvre son plan de continuité des affaires en raison de ces événements, lequel comprend le recours au télétravail pour la quasi-totalité de ses employés et de ses conseillers et un soutien accru à l'infrastructure informatique de la Société.

La distribution de vaccins a permis d'assouplir les restrictions dans de nombreuses économies et a contribué à des gains importants dans certains secteurs économiques en 2021. Cependant, l'efficacité des vaccins contre les nouveaux variants du virus est incertaine, ce qui contribue à l'incertitude quant au moment de la reprise économique complète. Par conséquent, il n'est pas possible d'évaluer de façon fiable la durée et la gravité de ces événements, ni leur incidence sur les résultats financiers ou la situation financière de la Société et de ses filiales en exploitation au cours des périodes futures.

NOTE 29 INFORMATION SECTORIELLE

Les secteurs à présenter de la Société sont les suivants :

- Gestion de patrimoine
- Gestion d'actifs
- Investissements stratégiques et autres

Ces secteurs reflètent le système interne de communication de l'information financière et d'évaluation de rendement de la Société.

Gestion de patrimoine – Ce secteur reflète les activités des sociétés en exploitation qui sont principalement axées sur la prestation de services de planification financière et de services connexes à des ménages canadiens. Ce secteur comprend les activités d'IG Gestion de patrimoine et d'Investment Planning Counsel. Ces sociétés sont des organisations de distribution au détail qui offrent des services aux ménages canadiens par l'entremise de leurs courtiers en valeurs mobilières, de leurs courtiers en épargne collective (fonds communs de placement) et d'autres filiales autorisées à distribuer des produits et des services financiers. La plus grande partie des produits de ce secteur sont tirés de la prestation de conseils financiers et de la distribution de produits et de services financiers à des ménages canadiens. Ce secteur comprend aussi les activités de gestion de placement de ces organisations, notamment des services de gestion de fonds communs de placement et de gestion de portefeuille discrétionnaire.

Gestion d'actifs – Ce secteur reflète les activités des sociétés en exploitation qui sont principalement axées sur la prestation de services de gestion de placements et représente les activités de Placements Mackenzie. Les services de gestion de placements sont fournis pour une gamme de fonds d'investissement qui sont distribués par l'intermédiaire de courtiers et de conseillers financiers externes, de même que par l'intermédiaire de mandats de services-conseils institutionnels pour les investisseurs d'institutions financières et de fonds de retraite et d'autres investisseurs institutionnels.

NOTE 29 INFORMATION SECTORIELLE (suite)

Investissements stratégiques et autres – Ce secteur représente les principaux investissements stratégiques effectués par la Société, y compris ses investissements dans China Asset Management Co., Ltd., Great-West Lifeco Inc., Northleaf Capital Group Ltd., Wealthsimple Financial Corp. et Portag3 Ventures LP. Le capital non attribué est aussi compris dans ce secteur.

Depuis le 1^{er} janvier 2021, la Société présente des informations additionnelles à l'égard de ses secteurs à présenter, lesquelles seront incluses au poste « Bénéfice net », alors qu'elles étaient auparavant incluses au poste « Bénéfice avant intérêts et impôt ». La Société a retraité les chiffres comparatifs dans ses résultats sectoriels afin qu'ils soient conformes à la présentation de la période considérée. Ces changements sont apportés dans la foulée des améliorations aux informations à fournir annoncées par la Société au troisième trimestre de 2020, qui ont été présentées afin d'accroître la transparence en ce qui a trait aux principaux facteurs qui sous-tendent chaque secteur d'activité et d'aider les parties prenantes à comprendre et à évaluer les composantes de la valeur.

2021

	GESTION DE PATRIMOINE	GESTION D'ACTIFS	INVESTISSEMENTS STRATÉGIQUES ET AUTRES	DONNÉES INTERSECTORIELLES	TOTAL DES SECTEURS	AJUSTEMENTS ¹	TOTAL
Produits							
Gestion de patrimoine	2 572 891 \$	– \$	– \$	(19 291) \$	2 553 600 \$	– \$	2 553 600 \$
Gestion d'actifs	–	1 126 007	–	(114 551)	1 011 456	–	1 011 456
Charge de rémunération des courtiers	–	(355 242)	–	19 272	(335 970)	–	(335 970)
Gestion d'actifs – produits nets	–	770 765	–	(95 279)	675 486	–	675 486
Produits tirés des placements nets et autres produits	3 619	5 850	2 722	(249)	11 942	10 600	22 542
Quote-part du résultat des entreprises associées	–	–	196 367	–	196 367	–	196 367
	2 576 510	776 615	199 089	(114 819)	3 437 395	10 600	3 447 995
Charges							
Services-conseils et croissance des affaires	1 089 282	88 746	–	(19)	1 178 009	–	1 178 009
Activités et services de soutien	466 170	335 544	4 916	(250)	806 380	–	806 380
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	189 678	6 892	–	(114 550)	82 020	–	82 020
	1 745 130	431 182	4 916	(114 819)	2 066 409	–	2 066 409
	831 380	345 433	194 173	–	1 370 986	10 600	1 381 586
Charge d'intérêts ²	90 284	23 652	–	–	113 936	–	113 936
Bénéfice avant impôt sur le résultat	741 096	321 781	194 173	–	1 257 050	10 600	1 267 650
Impôt sur le résultat	197 959	81 026	4 916	–	283 901	2 862	286 763
	543 137	240 755	189 257	–	973 149	7 738	980 887
Participation ne donnant pas le contrôle	–	–	(1 938)	–	(1 938)	–	(1 938)
	543 137 \$	240 755 \$	187 319 \$	– \$	971 211	7 738	978 949
Profit à la vente de Personal Capital, déduction faite de l'impôt					7 738	(7 738)	–
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires					978 949 \$	– \$	978 949 \$
Actifs identifiables	9 237 235 \$	1 514 124 \$	4 107 163 \$	– \$	14 858 522 \$	– \$	14 858 522 \$
Goodwill	1 491 687	1 310 379	–	–	2 802 066	–	2 802 066
Total de l'actif	10 728 922 \$	2 824 503 \$	4 107 163 \$	– \$	17 660 588 \$	– \$	17 660 588 \$

1 Le profit à la vente de Personal Capital n'a pas trait à un secteur précis et, par conséquent, a été exclu des résultats sectoriels. Cet élément a été réintégré aux postes Produits tirés des placements nets et autres produits et Impôt sur le résultat à des fins de rapprochement du total des résultats sectoriels et des montants comptabilisés dans les états consolidés du résultat net de la Société.

2 Les charges d'intérêts comprennent des intérêts sur la dette à long terme et des intérêts sur les contrats de location.

NOTE 29 INFORMATION SECTORIELLE (suite)

2020

	GESTION DE PATRIMOINE	GESTION D'ACTIFS	INVESTISSEMENTS STRATÉGIQUES ET AUTRES	DONNÉES INTERSECTORIELLES	TOTAL DES SECTEURS	AJUSTEMENTS ¹	TOTAL
Produits							
Gestion de patrimoine	2 275 955 \$	– \$	– \$	(16 379) \$	2 259 576 \$	– \$	2 259 576 \$
Gestion d'actifs	–	913 579	–	(100 648)	812 931	–	812 931
Charge de rémunération des courtiers	–	(299 530)	–	16 367	(283 163)	–	(283 163)
Gestion d'actifs – produits nets	–	614 049	–	(84 281)	529 768	–	529 768
Produits tirés des placements nets et autres produits	2 299	2 900	5 960	(182)	10 977	67 232	78 209
Quote-part du résultat des entreprises associées	–	–	147 029	–	147 029	3 400	150 429
	2 278 254	616 949	152 989	(100 842)	2 947 350	70 632	3 017 982
Charges							
Services-conseils et croissance des affaires	959 946	80 212	–	(12)	1 040 146	–	1 040 146
Activités et services de soutien	453 738	293 755	4 063	(182)	751 374	79 276	830 650
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	163 197	8 664	–	(100 648)	71 213	–	71 213
	1 576 881	382 631	4 063	(100 842)	1 862 733	79 276	1 942 009
	701 373	234 318	148 926	–	1 084 617	(8 644)	1 075 973
Charge d'intérêts ²	89 925	20 672	–	–	110 597	–	110 597
Bénéfice avant impôt sur le résultat	611 448	213 646	148 926	–	974 020	(8 644)	965 376
Impôt sur le résultat	162 604	55 663	(7 333)	–	210 934	(10 164)	200 770
	448 844	157 983	156 259	–	763 086	1 520	764 606
Participation ne donnant pas le contrôle	–	–	(198)	–	(198)	–	(198)
	448 844 \$	157 983 \$	156 061 \$	– \$	762 888	1 520	764 408
Profit à la vente de Personal Capital, déduction faite de l'impôt					31 387	(31 387)	–
Profit à la vente de la Gamme de fonds Quadrus, déduction faite des coûts d'acquisition et de l'impôt					21 374	(21 374)	–
Quote-part des ajustements de l'entreprise associée					3 400	(3 400)	–
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt					(54 641)	54 641	–
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires					764 408 \$	– \$	764 408 \$
Actifs identifiables	8 984 472 \$	1 509 729 \$	2 765 078 \$	– \$	13 259 279 \$	– \$	13 259 279 \$
Goodwill	1 491 687	1 311 388	–	–	2 803 075	–	2 803 075
Total de l'actif	10 476 159 \$	2 821 117 \$	2 765 078 \$	– \$	16 062 354 \$	– \$	16 062 354 \$

1. Le profit à la vente de Personal Capital, le profit à la vente de la Gamme de fonds Quadrus, déduction faite des coûts d'acquisition, la quote-part des ajustements de l'entreprise associée et les charges de restructuration et autres charges n'ont pas trait à un secteur précis et, par conséquent, ont été exclus des résultats sectoriels. Ces éléments ont été réintégrés au poste Produits ou Charges de chacun des secteurs à des fins de rapprochement du total des résultats sectoriels et des montants comptabilisés dans les états consolidés du résultat net de la Société.

2. Les charges d'intérêts comprennent des intérêts sur la dette à long terme et des intérêts sur les contrats de location.

NOTE 30 ACQUISITIONS

GLC Asset Management Group Ltd. (« GLC »)

Le 31 décembre 2020, la filiale de la Société, Mackenzie, a acquis la totalité des actions ordinaires de GLC, une filiale entièrement détenue de Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »), pour une contrepartie en trésorerie de 185,0 M\$. Les sorties nettes de trésorerie se rapportant à cette transaction se sont chiffrées à 175,8 M\$, ce qui comprend les coûts d'acquisition de 3,8 M\$ et la trésorerie acquise de 13,0 M\$.

Dans le cadre d'une transaction distincte, la filiale de Lifeco, La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (« la Canada Vie »), a acquis auprès de Mackenzie les contrats de gestion de fonds liés à la marque privée de la Gamme de fonds Quadrus pour une contrepartie en trésorerie de 30,0 M\$. Mackenzie était auparavant gestionnaire et fiduciaire de la Gamme de fonds Quadrus. À la suite de la vente, Mackenzie continue d'offrir des services administratifs et d'investissement à la Gamme de fonds Quadrus.

La juste valeur des actifs identifiables de GLC à la date d'acquisition s'établissait comme suit :

Répartition du prix d'achat

Trésorerie et équivalents de trésorerie	13 003 \$
Autres actifs courants	2 528
Actif d'impôt différé	945
Immobilisations incorporelles	56 763
Goodwill ¹	134 799
Créditeurs et charges à payer	(8 482)
Passif d'impôt différé	(14 522)
	185 034 \$

1. Aucun montant n'est déductible aux fins de l'impôt sur le résultat.

Le goodwill est attribuable aux synergies, y compris l'élargissement du réseau de distribution de Mackenzie en lui permettant d'accéder au secteur de l'épargne-retraite collective en plein essor. Les immobilisations incorporelles identifiées se composent de contrats de gestion à durée de vie déterminée d'une valeur de 56,8 M\$.

L'acquisition de GLC a eu lieu le 31 décembre 2020. Par conséquent, cette acquisition n'a pas eu d'incidence sur les produits et les charges de la Société en 2020.

GREENCHIP FINANCIAL CORP. (« GREENCHIP »)

Le 22 décembre 2020, Mackenzie a acquis la totalité de Greenchip, une société canadienne qui se consacre exclusivement à l'investissement à thème environnemental depuis 2007. En 2021, la Société a finalisé la répartition du prix d'achat, ce qui a donné lieu à une augmentation de la juste valeur des actifs identifiables de 1,0 M\$ et à une diminution correspondante du goodwill de 1,0 M\$.

NOTE 31 ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

Le 5 janvier 2022, la Société a conclu une entente visant l'acquisition, auprès de Power Corporation du Canada (« Power »), d'une participation additionnelle de 13,9 % dans ChinaAMC pour une contrepartie en trésorerie de 1,15 G\$. Cette opération entraînera une hausse de la participation de la Société dans ChinaAMC, la faisant passer de 13,9 % à 27,8 %. Afin de financer partiellement l'opération, la Société vendra 15 200 662 actions ordinaires de Lifeco à Power pour une contrepartie en trésorerie de 575 M\$, ce qui réduira la participation de la Société dans Lifeco, la faisant passer de 4,0 % à 2,4%. La clôture des opérations devrait avoir lieu au premier semestre de 2022, sous réserve des conditions de clôture habituelles, y compris des approbations réglementaires en Chine. La vente des actions de Lifeco est conditionnelle au rachat des actions de ChinaAMC par la Société.

Données trimestrielles

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT NET

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE (en M\$, sauf les montants par action)	2021				2020			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits								
Gestion de patrimoine	667,5 \$	655,0 \$	627,6 \$	603,5 \$	594,2 \$	571,6 \$	531,1 \$	562,7 \$
Gestion d'actifs	266,8	263,4	248,3	233,0	216,3	207,4	190,7	198,5
Charge de rémunération des courtiers	(86,7)	(85,9)	(82,7)	(80,7)	(74,3)	(71,3)	(66,1)	(71,4)
Gestion d'actifs – produits nets	180,1	177,5	165,6	152,3	142,0	136,1	124,6	127,1
Produits tirés des placements nets et autres produits	14,4	2,5	2,5	3,1	33,2	39,4	7,6	(2,0)
Quote-part du résultat des entreprises associées	50,7	55,9	48,2	41,6	43,5	43,5	43,3	20,1
	912,7	890,9	843,9	800,5	812,9	790,6	706,6	707,9
Charges								
Services-conseils et croissance des affaires	308,9	294,0	291,1	284,0	283,1	252,6	245,4	259,1
Activités et services de soutien	205,5	197,6	196,8	206,5	193,8	256,4	185,4	195,1
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	21,1	20,7	20,4	19,8	18,3	18,5	16,9	17,5
Charges d'intérêts	28,6	28,7	28,5	28,1	27,9	27,9	27,5	27,3
	564,1	541,0	536,8	538,4	523,1	555,4	475,2	499,0
Bénéfice avant impôt sur le résultat	348,6	349,9	307,1	262,1	289,8	235,2	231,4	208,9
Impôt sur le résultat	79,4	78,4	69,3	59,7	60,5	44,3	47,9	48,0
Bénéfice net	269,2	271,5	237,8	202,4	229,3	190,9	183,5	160,9
Participation ne donnant pas le contrôle	(0,7)	(0,7)	(0,4)	(0,2)	(0,2)	–	–	–
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	268,5 \$	270,8 \$	237,4 \$	202,2 \$	229,1 \$	190,9 \$	183,5 \$	160,9 \$
Rapprochement des mesures financières non définies par les IFRS¹ (en M\$)								
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires – mesure non conforme aux normes IFRS	260,8 \$	270,8 \$	237,4 \$	202,2 \$	204,3 \$	214,2 \$	183,5 \$	160,9 \$
Autres éléments :								
Profit à la vente de Personal Capital, déduction faite de l'impôt	7,7	–	–	–	–	31,4	–	–
Profit à la vente de la Gamme de fonds Quadrus, déduction faite des coûts d'acquisition et de l'impôt	–	–	–	–	21,4	–	–	–
Quote-part des ajustements de l'entreprise associée	–	–	–	–	3,4	–	–	–
Charge de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	–	(54,7)	–	–
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – conforme aux normes IFRS	268,5 \$	270,8 \$	237,4 \$	202,2 \$	229,1 \$	190,9 \$	183,5 \$	160,9 \$
Bénéfice dilué par action (\$)								
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires ¹	1,08	1,13	0,99	0,85	0,86	0,90	0,77	0,68
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1,11	1,13	0,99	0,85	0,96	0,80	0,77	0,68
Dividendes par action (\$)	0,5625							

1. Se reporter à la page 24 du rapport de gestion pour une explication relative à l'utilisation par la Société de mesures non conformes aux normes IFRS.

Données trimestrielles

DONNÉES STATISTIQUES

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE (en M\$)	2021				2020			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Ventes brutes de fonds communs de placement								
Gestion de patrimoine ¹								
IG Gestion de patrimoine	2 959 \$	2 741 \$	2 794 \$	3 351 \$	2 572 \$	1 949 \$	1 780 \$	2 686 \$
IPC	174	188	182	230	177	97	110	193
	3 133	2 929	2 976	3 581	2 749	2 046	1 890	2 879
Gestion d'actifs								
Placements Mackenzie	2 592	2 476	2 923	4 031	4 501	2 903	2 505	3 656
Données consolidées d'IGM	5 725	5 405	5 899	7 612	7 250	4 949	4 395	6 535
Entrées brutes des courtiers								
IG Gestion de patrimoine	3 437	3 141	3 220	3 636	2 938	2 132	1 901	3 006
IPC	1 509	1 137	1 121	1 599	1 487	892	1 063	1 318
IGM Gestion de patrimoine ¹	4 946	4 278	4 341	5 235	4 425	3 024	2 964	4 324
Flux nets – par secteur								
Flux nets d'IG Gestion de patrimoine	985	1 014	670	1 015	485	(9)	(62)	381
Flux nets d'IPC	123	258	116	(9)	249	(146)	154	116
Flux nets du secteur Gestion de patrimoine ¹	1 109	1 275	787	1 007	737	(155)	93	498
Ventes nettes du secteur Gestion d'actifs ²	181	1 092	2 286	1 575	1 673	627	3 599	351
Éliminations ³	(56)	(119)	(156)	(280)	(189)	(64)	(43)	(28)
Données consolidées d'IGM	1 234	2 248	2 917	2 302	2 221	408	3 649	821
Flux nets – par produit								
Ventes brutes de fonds communs de placement	5 725	5 405	5 899	7 612	7 250	4 949	4 395	6 535
Rachats de fonds communs de placement	4 885	4 020	4 573	5 730	5 972	4 436	4 212	6 311
Ventes nettes de fonds communs de placement	840	1 385	1 326	1 882	1 278	513	183	224
FNB ⁴	245	320	562	405	372	97	681	82
Fonds d'investissement	1 085	1 705	1 888	2 287	1 650	610	864	306
Comptes à gestion distincte d'investisseurs institutionnels	(576)	(27)	617	(320)	(75)	(319)	2 542	(86)
Actif géré consolidé	509	1 678	2 505	1 967	1 575	291	3 406	220
Autres éléments de l'actif sous services-conseils	725	570	412	335	646	117	243	601
Données consolidées d'IGM	1 234	2 248	2 917	2 302	2 221	408	3 649	821
Taux de rachat – fonds à long terme (%)								
IG Gestion de patrimoine	9,2	9,6	10,0	9,7	9,8	9,8	10,0	10,7
IPC	22,3	23,0	23,4	22,3	20,1	19,0	19,3	20,7
Placements Mackenzie	13,6	15,0	15,4	15,8	16,6	16,2	16,5	17,0
Actif géré et actif sous services-conseils – par secteur								
Actif sous services-conseils d'IG Gestion de patrimoine	119 557	113 958	112 185	106 995	103 273	97 538	93 836	85 834
Actif sous services-conseils d'IPC	33 077	31 515	31 171	29 891	29 318	27 484	26 637	24 372
Actif sous services-conseils du secteur Gestion de patrimoine ¹	152 623	145 462	143 345	136 876	132 583	125 015	120 467	110 199
Actif géré du secteur Gestion d'actifs (excluant les comptes gérés à titre de sous-conseiller du secteur Gestion de patrimoine) ⁵	129 115	124 098	122 913	115 524	110 938	74 600	70 821	60 898
Comptes gérés à titre de sous-conseiller du secteur Gestion de patrimoine	81 228	79 242	78 788	76 041	74 210	71 388	68 927	64 068
Actif géré du secteur Gestion d'actifs	210 343	203 340	201 701	191 565	185 148	145 988	139 748	124 966
Gestion d'actifs par l'intermédiaire du secteur Gestion de patrimoine	(85 825)	(83 588)	(83 040)	(79 967)	(77 781)	(74 583)	(71 955)	(66 809)
Actif géré et actif sous services-conseils consolidés	277 141	265 214	262 006	248 474	239 950	196 420	188 260	168 356
Actif géré et actif sous services-conseils – par produit								
Actif géré des fonds communs de placement ⁵	179 139	171 775	169 468	161 363	155 715	161 612	154 706	140 887
Actif géré des FNB ⁴	5 393	5 068	4 889	4 174	3 788	3 330	3 132	2 335
Actif géré des fonds d'investissement	184 532	176 843	174 357	165 537	159 503	164 942	157 838	143 222
Comptes à gestion distincte d'investisseurs institutionnels	7 948	8 178	8 167	7 272	7 293			
Comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie ⁵	52 805	51 131	51 092	48 768	47 175			
Total des comptes à gestion distincte d'investisseurs institutionnels	60 753	59 309	59 259	56 040	54 468	7 671	7 557	4 275
Actif géré consolidé	245 285	236 152	233 616	221 577	213 971	172 613	165 395	147 497
Autres éléments de l'actif sous services-conseils	31 856	29 062	28 390	26 897	25 979	23 807	22 865	20 859
Actif géré et actif sous services-conseils consolidés	277 141	265 214	262 006	248 474	239 950	196 420	188 260	168 356
Actif géré consolidé, excluant l'actif géré du secteur Gestion d'actifs	34 942	32 812	31 915	30 012	28 823	26 625	25 647	22 531
Actif de la Société	17 661 \$	16 995 \$	16 897 \$	16 866 \$	16 062 \$	15 863 \$	15 449 \$	15 553 \$

1. L'actif géré comptabilisé dans les résultats des deux sociétés en exploitation est éliminé à la consolidation.

2. Les flux du secteur Gestion d'actifs excluent les mandats de sous-conseiller exécutés pour la Canada Vie et le secteur Gestion de patrimoine.

3. Les fonds d'investissement de Mackenzie distribués par l'intermédiaire du secteur Gestion de patrimoine.

4. Exclut les investissements des fonds d'investissement d'IGM dans les FNB.

5. Les résultats du quatrième trimestre de 2020 tiennent compte de l'incidence des acquisitions d'entreprises nettes de 30,3 G\$, ce qui comprend les acquisitions de GLC Groupe de gestion d'actifs Ltée (« GLC ») et de Greenchip Financial Corporation (« Greenchip »), ainsi que le dessaisissement des contrats de gestion de fonds relatifs à la marque privée de la Gamme de fonds Quadrus. Par conséquent, l'actif géré des fonds communs de placement a diminué de 13,2 G\$ et les comptes à gestion distincte d'investisseurs institutionnels ont augmenté de 43,5 G\$.

Rétrospective sur dix ans

ÉTATS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DU RÉSULTAT NET

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE

(en M\$, sauf les montants par action)	2021	2020	2019	2018	2017	TCAC ¹ 5 ANS %	2016	2015	2014	2013	2012	TCAC ¹ 10 ANS %
											DONNÉES RETRAITÉES	
Produits²												
Produits tirés des secteurs Gestion de patrimoine et Gestion d'actifs	3 229,1	2 789,4	2 814,3	2 792,1	2 749,1	4,1	2 642,9	2 607,2	2 520,1	2 307,4	2 231,6	3,2
Produits tirés des placements nets et autres produits	22,5	78,2	24,8	20,0	13,8	13,8	11,8	11,0	16,5	21,6	18,6	7,7
Quote-part du résultat de l'entreprise associée	196,4	150,4	105,2	150,0	95,6	13,5	104,2	111,0	96,5	93,8	72,0	9,5
	3 448,0	3 018,0	2 944,3	2 962,1	2 858,5	4,6	2 758,9	2 729,2	2 633,1	2 422,8	2 322,2	3,5
Charges²	2 180,3	2 052,7	1 975,7	1 976,0	2 073,9	3,8	1 812,0	1 738,4	1 668,2	1 441,4	1 364,1	4,9
Bénéfice avant les éléments suivants	1 267,7	965,3	968,6	986,1	784,6	6,0	946,9	990,8	964,9	981,4	958,1	1,5
Impôt sur le résultat	286,8	200,7	219,7	210,0	173,9	11,3	167,6	210,3	202,8	210,7	190,5	1,4
Bénéfice net	980,9	764,6	748,9	776,1	610,7	4,7	779,3	780,5	762,1	770,7	767,6	0,8
Participation ne donnant pas le contrôle	(2,0)	(0,2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	-	-	(2,2)	(8,8)	(8,8)	-	(8,8)	(8,8)	(8,8)	(8,8)	(8,8)	-
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	978,9	764,4	746,7	767,3	601,9	4,9	770,5	771,7	753,3	761,9	758,8	0,8
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires³	971,2	762,9	763,9	791,8	727,8	5,7	736,5	796,0	826,1	763,5	746,4	1,5
Bénéfice dilué par action (\$)												
Bénéfice net	4,05	3,21	3,12	3,18	2,50	4,9	3,19	3,11	2,98	3,02	2,97	1,5
Bénéfice net ajusté ³	4,08	3,20	3,19	3,29	3,02	6,0	3,05	3,21	3,27	3,02	2,92	2,4
Dividendes par action (\$)	2,25	2,25	2,25	2,25	2,25	-	2,25	2,25	2,18	2,15	2,15	0,7
Rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires (%)												
Bénéfice net	16,5	16,1	16,9	17,7	12,9	-	17,1	16,9	16,2	17,3	17,6	-
Bénéfice net ajusté ³	16,4	16,1	17,2	18,2	15,6	-	16,3	17,4	17,8	17,3	17,3	-
Nombre moyen d'actions en circulation (en milliers)												
- De base	238 841	238 307	239 105	240 815	240 585	-	241 300	248 173	252 108	252 013	254 853	-
- Dilué	240 019	238 307	239 181	240 940	240 921	-	241 402	248 299	252 778	252 474	255 277	-
Cours de clôture des actions (\$)	45,62	34,51	37,28	31,03	44,15	3,6	38,20	35,34	46,31	56,09	41,60	0,3

1. Taux de croissance annuel composé.

2. Les produits et les charges ont été retraités pour tenir compte rétroactivement du rehaussement des informations fournies en 2020, telles qu'elles sont présentées à la note 2 des états financiers consolidés de 2020.

3. Mesures financières non conformes aux normes IFRS – Excluent les éléments suivants :

2021 – Contrepartie additionnelle à recevoir de 7,7 M\$ après impôt relativement à la vente de la participation de la Société dans Personal Capital Corporation en 2020.

2020 – Un profit après impôt de 31,4 M\$ à la vente de Personal Capital Corporation, un profit après impôt de 21,4 M\$ à la vente de la Gamme de fonds Quadrus, déduction faite des coûts d'acquisition, la quote-part des ajustements après impôt de 3,4 M\$ de Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco ») revenant à la Société, et des charges de restructuration et autres charges de 54,7 M\$ après impôt.

2019 – Une charge de 17,2 M\$ après impôt représentant la quote-part des charges exceptionnelles de Lifeco revenant à la Société.

2018 – Une charge de 16,7 M\$ après impôt au titre des charges de restructuration et autres charges et une charge de 7,8 M\$ après impôt qui représente une prime versée au remboursement anticipé de déventures d'un montant de 375 M\$.

2017 – Une charge de 126,8 M\$ et de 16,8 M\$ après impôt au titre des charges de restructuration et autres charges, une réduction de 36,8 M\$ après impôt au titre des charges liées au régime de retraite de la Société, une charge de 14,0 M\$ et de 5,1 M\$ après impôt qui représente la quote-part de la provision au titre des charges exceptionnelles et de la restructuration de Lifeco, respectivement.

2016 – Une variation favorable de 34,0 M\$ de l'estimation de l'impôt sur le résultat relative à certaines déclarations de revenus.

2015 – Une charge de 24,3 M\$ après impôt liée aux charges de restructuration et autres charges.

2014 – Une charge de 59,2 M\$ après impôt liée à des distributions aux clients et à d'autres coûts, et une charge de 13,6 M\$ après impôt au titre des charges de restructuration et autres charges.

2013 – Une charge de 10,6 M\$ après impôt au titre des charges de restructuration et autres charges, ainsi qu'un profit de 9,0 M\$ après impôt représentant la quote-part de la variation nette de la provision liée à des litiges de Lifeco revenant à la Société.

2012 – Une variation favorable de 24,4 M\$ de l'estimation de l'impôt sur le résultat relative à certaines déclarations de revenus, une charge de 5,6 M\$ après impôt représentant la quote-part de la variation nette de la provision liée à des litiges de Lifeco revenant à la Société, et une charge d'impôt sans effet de trésorerie de 6,4 M\$, résultant de l'augmentation du taux d'imposition des sociétés de l'Ontario et de son incidence sur les passifs d'impôt différé liés aux immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée qui découlent des acquisitions d'entreprises réalisées antérieurement.

Rétrospective sur dix ans

DONNÉES STATISTIQUES

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE

(en M\$)	2021	2020	2019	2018	2017	TCAC ¹ 5 ANS %	2016	2015	2014	2013	2012	TCAC ¹ 10 ANS %
Gestion de patrimoine												
IG Gestion de patrimoine²												
Actif géré												
Ventes brutes de fonds communs de placement	11 845	8 987	8 723	9 075	9 693	8,8	7 760	7 890	7 461	6 668	5 778	7,0
Taux de rachat des fonds communs de placement – fonds à long terme (%)	9,2	9,8	10,3	9,2	8,4		8,8	8,7	8,7	9,4	10,0	
Ventes nettes (rachats nets)	1 813	(451)	(1 089)	485	1 944	37,7	366	754	651	159	(724)	n.s.
Actif à la fin	110 541	97 713	93 161	83 137	88 008	6,4	81 242	74 897	73 459	68 255	60 595	6,7
Actif sous services-conseils ³												
Flux nets	3 684	795	(780)	739								
Actif à la fin	119 557	103 273	97 100	86 422								
Investment Planning Counsel²												
Actif géré												
Ventes brutes de fonds communs de placement	774	577	694	960	889	(4,1)	955	741	682	485	401	3,6
Taux de rachat des fonds communs de placement – fonds à long terme (%)	22,3	20,1	19,3	19,2	16,7		15,7	13,6	12,6	13,2	14,3	
Ventes nettes (rachats nets)	(288)	(307)	(272)	(18)	79	n.s.	293	177	207	52	(24)	n.s.
Actif géré	5 629	5 320	5 391	5 125	5 377	2,8	4 908	4 452	3 850	3 406	2 950	7,2
Actif sous services-conseils ³												
Flux nets	488	373	(589)	(148)								
Actif à la fin	33 077	29 318	27 728	25 706								
Gestion d'actifs (Placements Mackenzie)												
Ventes brutes de fonds communs de placement	12 022	13 565	9 886	9 951	9 124	11,6	6 939	6 965	7 070	6 700	5 490	7,9
Taux de rachat des fonds communs de placement – fonds à long terme (%)	13,6	16,6	15,6	17,1	14,8		15,0	16,2	14,6	16,0	17,9	
Ventes nettes (rachats nets) de fonds d'investissement	5 440	4 188	1 219	973	1 780	n.s.	(555)	(1 258)	(209)	(487)	(1 974)	n.s.
Actif géré												
Fonds communs de placement	62 969	52 682	60 839	53 407	55 615	4,2	51 314	48 445	48 782	46 024	40 394	4,9
FNB	12 674	8 451	4 748	2 949	1 296		113					
FNB à l'exclusion de ceux détenus dans les fonds d'investissement d'IGM	5 393	3 788	2 372	1 613	928		113					
Fonds d'investissement ⁴	68 362	56 470	63 211	55 020	56 543	4,2	51 427	48 445	48 782	46 024	40 394	4,9
Total de l'actif géré compte non tenu des comptes gérés à titre de sous-conseiller du secteur Gestion de patrimoine ³												
Total de l'actif géré ³	210 343	185 148	140 984	129 863								
Actif géré consolidé⁵												
Actif géré des fonds d'investissement	184 532	159 503	161 763	143 282	149 818	6,0	137 575	127 791	126 039	117 649	103 915	6,4
Actif géré	245 285	213 971	166 809	149 066	156 513	11,4	142 688	134 398	141 919	131 777	120 694	7,5
Actif géré et actif sous services-conseils	277 141	239 950	190 035	170 216								
Actif de la Société	17 661	16 062	15 391	15 609	16 499	2,5	15 625	14 831	14 417	12 880	11 962	4,7

1. Taux de croissance annuel composé.

2. Les totaux de l'actif géré et des ventes nettes d'IG Gestion de patrimoine et d'Investment Planning Counsel comprennent les comptes à gestion distincte.

3. À la suite de la réorganisation de la présentation des secteurs effectuée en 2020, comme il en est fait mention dans le rapport de gestion faisant partie du présent rapport annuel, la présentation sur cette base des données antérieures à 2018 n'a pas été effectuée.

4. Exclut les investissements des fonds d'investissement d'IGM dans les FNB.

5. Montant ajusté pour tenir compte des actifs intersectoriels.

Conseil d'administration et haute direction

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Marc A. Bibeau^{1,3}
PRÉSIDENT ET CHEF
DE LA DIRECTION
BEAUWARD IMMOBILIER INC.

Marcel R. Coutu³
ADMINISTRATEUR DE SOCIÉTÉS

**André Desmarais,
O.C., O.Q.**^{2,3}
PRÉSIDENT DÉLÉGUÉ DU
CONSEIL
POWER CORPORATION DU CANADA

**Paul Desmarais, Jr.,
O.C., O.Q.**²
PRÉSIDENT DU CONSEIL
POWER CORPORATION DU CANADA

Gary Doer²
CONSEILLER PRINCIPAL,
AFFAIRES
DENTONS CANADA S.E.N.C.R.L.

Susan Doniz^{1,5}
CHEF DE L'INFORMATION
THE BOEING COMPANY

Claude Généreux^{3,5}
VICE-PRÉSIDENT EXÉCUTIF
POWER CORPORATION DU CANADA

Sharon L. Hodgson^{1,4,5}
DOYENNE
IVEY BUSINESS SCHOOL

Sharon MacLeod^{1,3}
ADMINISTRATRICE DE SOCIÉTÉS

Susan J. McArthur^{2,3,5}
COFONDATRICE ET
PRÉSIDENTE EXÉCUTIVE
LOCKDOCS INC.

John McCallum^{1,2,4}
ADMINISTRATEUR DE SOCIÉTÉS

R. Jeffrey Orr^{2,3,5}
PRÉSIDENT DU CONSEIL
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IGM INC.

PRÉSIDENT ET CHEF
DE LA DIRECTION
POWER CORPORATION DU CANADA

James O'Sullivan
PRÉSIDENT ET CHEF
DE LA DIRECTION
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IGM INC.

Gregory D. Tretiak,
FCPA, FCA⁵
VICE-PRÉSIDENT EXÉCUTIF
ET CHEF DES SERVICES
FINANCIERS
POWER CORPORATION DU CANADA

Beth Wilson^{4,5}
ADMINISTRATRICE DE SOCIÉTÉS.

1. **COMITÉ D'AUDIT**
Président : John McCallum
2. **COMITÉ DE GOUVERNANCE
ET DES CANDIDATURES**
Président : R. Jeffrey Orr
3. **COMITÉ DES
RESSOURCES HUMAINES**
Président : Claude Généreux
4. **COMITÉ DES ENTITÉS
RELIÉES ET DE RÉVISION**
Président : John McCallum
5. **COMITÉ DES RISQUES**
Président : Gregory D. Tretiak



R. Jeffrey Orr
PRÉSIDENT DU
CONSEIL
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IGM INC.

HAUTE DIRECTION

James O'Sullivan
PRÉSIDENT ET CHEF DE
LA DIRECTION
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IGM

Barry McInerney
PRÉSIDENT ET CHEF DE
LA DIRECTION
PLACEMENTS MACKENZIE

Damon Murchison
PRÉSIDENT ET CHEF DE
LA DIRECTION
IG GESTION DE PATRIMOINE

Blaine Shewchuk
PRÉSIDENT ET CHEF DE
LA DIRECTION
INVESTMENT PLANNING COUNSEL

Luke Gould
VICE-PRÉSIDENT EXÉCUTIF ET
CHEF DES SERVICES FINANCIERS
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IGM

Cynthia Currie
VICE-PRÉSIDENTE EXÉCUTIVE
ET CHEF DES RESSOURCES
HUMAINES
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IGM

Michael Dibden
CHEF DE L'EXPLOITATION
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IGM

Rhonda Goldberg
VICE-PRÉSIDENTE EXÉCUTIVE
ET CHEF DU CONTENTIEUX
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IGM

Douglas Milne
VICE-PRÉSIDENT EXÉCUTIF ET
CHEF DU MARKETING ET DE
LA STRATÉGIE
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IGM

Renseignements aux actionnaires

SIÈGE SOCIAL

447, avenue Portage
Winnipeg (Manitoba)
R3B 3H5
Téléphone : 204-943-0361
Télécopieur : 204-947-1659

AUDITEURS

Deloitte S.E.N.C.R.L./S.R.L.

AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES

Services aux investisseurs
Computershare inc.

Téléphone : 1 800-564-6253
service@computershare.com

800-324, 8th Avenue S.W.
Calgary (Alberta) T2P 2Z2

1500, boulevard Robert-Bourassa, 7^e étage
Montréal (Québec) H3A 3S8

100, University Avenue, 8th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1

510, Burrard Street, 2nd Floor
Vancouver (Colombie-Britannique) V6C 3B9

INSCRIPTION EN BOURSE

Bourse de Toronto

Les actions de la Société financière IGM Inc. sont cotées à la Bourse de Toronto sous les symboles boursiers suivants :
Actions ordinaires : IGM

RENSEIGNEMENTS AUX ACTIONNAIRES

Pour obtenir de plus amples renseignements financiers sur la Société, communiquez avec :
Relations avec les investisseurs
investor.relations@igmfinancial.com

Pour obtenir des exemplaires du rapport annuel ou des rapports trimestriels, veuillez communiquer avec le bureau du secrétaire général au 204 956-8259 ou visitez notre site Web au financiereigm.com.

ASSEMBLÉE ANNUELLE

L'assemblée annuelle de la Société financière IGM Inc. aura lieu à The Metropolitan Entertainment Centre, situé au 281, Donald Street, Winnipeg (Manitoba), et sous forme virtuelle à l'adresse <https://web.lumiagm.com/272979158> le vendredi 6 mai 2022 à 11 h 00 (heure de l'est).

SITES WEB

Visitez nos sites Web aux adresses suivantes :
igmfinancial.com/fr
ig.ca/fr
mackenzieinvestments.com/fr
ipcc.ca

^{MC} Les marques de commerce, y compris IG Gestion de patrimoine, sont la propriété de la Société financière IGM Inc. et sont utilisées sous licence par ses filiales, à l'exception de ce qui est indiqué ci-dessous.

Investment Planning Counsel est une marque de commerce d'Investment Planning Counsel Inc., utilisée avec son autorisation.

La marque de commerce Placements Mackenzie est une marque de commerce détenue par la Corporation Financière Mackenzie, utilisée avec son autorisation.

[†] Les produits et services bancaires sont distribués par Solutions Bancaires^{MC}. La Banque Nationale du Canada est souscripteur des produits et des services Solutions Bancaires. Solutions Bancaires est une marque de commerce de la Corporation Financière Power. La Banque Nationale du Canada est un usager autorisé de ces marques. Morningstar et les notations Morningstar sont des marques de commerce de Morningstar Inc. La Gamme de fonds Quadrus est une marque de commerce de Services d'investissement Quadrus Itée. Les titres de Certified Financial Planner[®] et de CFP[®] sont des marques de certification que le Financial Planning Standards Board Ltd. (« FPSB ») détient à l'extérieur des États-Unis. Le Financial Planning Standards Council est l'autorité chargée de délivrer les licences relativement à ces marques de commerce au Canada en vertu d'une entente avec le FPSB.

« Rapport annuel 2021 de la Société financière IGM Inc. » © Société financière IGM Inc. 2022

